
Jean Rossiaud

Mobilisations globales

Manifestations locales

DE MAI 1998 AU 11 SEPTEMBRE 2001

néo-zapatisme
lutttes anti-OMC
squats
jeunes en rupture

Novembre 2001

Remerciements

Cet essai est l'aboutissement d'une réflexion entamée à l'Université de Genève, dans le cadre d'un « Groupe de travail sur les violences urbaines »¹ qui, suite aux affrontements entre manifestants et policiers, en marge des manifestations de mai 98 contre l'OMC, a réuni de manière informelle pendant quelques séances, une dizaine de chercheurs en sciences sociales : je tiens à exprimer aujourd'hui à chacun mes remerciements, notamment pour la richesse des problématiques soulevées lors des discussions le plus souvent animées.

Durant l'année 1999, j'ai poursuivi ces réflexions à travers un dialogue régulier avec le politologue Dominique Wisler, avec qui j'ai effectué la grande majorité des interviews, et sans qui ce livre n'aurait probablement pas vu le jour : sa curiosité, ses exigences intellectuelles et méthodologiques, son expérience analytique de l'interaction entre police et manifestants, sa lecture critique des premières versions du manuscrit m'ont beaucoup apporté. Au fil du texte, aujourd'hui complètement remanié et dont je suis l'unique responsable, il reconnaîtra peut-être ici ou là l'une de ses suggestions, notamment dans le chapitre sur les squats, où j'ai parfois appuyé mes conclusions sur nos réflexions et nos analyses empiriques. Je lui exprime ici ma gratitude.

Depuis les manifestations anti-OMC de Seattle, en décembre 1999, l'ampleur et la structuration des mobilisations ont été croissantes et la dernière d'entre elles, au moment où je conclus ce livre, celle contre le G7/G8 à Gênes en juillet 2001, a rencontré la répression la plus déterminée et s'est soldée par la mort d'un jeune militant, le premier. Seattle et Gênes constituent des moments culminants dans la consolidation d'un mouvement, dont on percevait à Genève, en 1998 l'émergence.

De plus, en janvier 2001, l'organisation parallèlement au Forum économique mondial de Davos (barricadé contre les manifestants), du Forum social mondial de Porto Alegre (dynamisé par un enthousiasme politique insoupçonné) consacre le début

¹ Qui a notamment compté avec la collaboration de : Sébastien Bertrand, Arnaud Frauenfelder, Hanspeter Kriesi, Mathieu Lewerer, Raoul Ouedraogo, Jean Rossiaud, Anne-Rachel Schehr, Romaine Tissieres, Dominique Wisler.

d'une mobilisation propositionnelle, et non plus seulement oppositionnelle à la mondialisation néolibérale. Une alternative à la pensée unique est en voie de constitution et, avec elle, la conscience, dans l'opinion publique, qu'*un autre monde est possible*.

Enfin, les attentats du 11 septembre 2001 et la riposte choisie par les Etats-Unis vont certainement constituer une bifurcation dans le développement du système mondial contemporain. Pour les mouvements s'élevant contre la mondialisation néolibérale et le nouvel ordre mondial prôné par Georges Bush père au sortir de la guerre contre l'Irak, il est probable également que le 11 septembre marque un tournant décisif. Il est trop tôt cependant, au moment où ces lignes sont écrites pour percevoir les conséquences de ces bouleversements.

Seattle, Porto Alegre / Davos, Gênes ne sont que des moments phares dans une mobilisation quasi continue depuis les manifestations de Genève de mai 98, si l'on se remémore rapidement les manifestations de Washington, de Bangkok, de Göteborg, de Prague, de Nice, de Québec, pour n'en citer que les principales. Si l'accélération qui s'est produite était littéralement inimaginable, imprévisible, au moment de l'analyse des manifestations de mai 98, il se vérifie cependant aujourd'hui que le mai 98 genevois portait en puissance ce que le mouvement s'est révélé être par la suite. L'analyse que nous avons effectuée alors sur les fondements idéologiques (le néo-zapatisme), stratégiques (réseaux de types *Action mondiale des peuples*) et tactiques (fondées sur les *streets parties* à la manière de *Reclaim the Streets*) révèle *a posteriori* sa pertinence.

Aujourd'hui, alors qu'il est difficile de douter de l'ampleur historico-mondiale d'un tel mouvement, il aurait peut-être été indiqué de reprendre ce travail et de le réécrire en l'interprétant à la lumière des derniers événements. Nous ne l'avons pas fait pour plusieurs raisons : tout d'abord, rappelons que ses hypothèses principales restent tout à fait pertinentes aujourd'hui ; ensuite, l'accélération de l'histoire, dans cette phase de recomposition du système mondial post-guerre froide, est telle, que nous pourrions toujours attendre un meilleur moment pour publier des conclusions ; de plus, nous formulons l'hypothèse qu'avec le choc symbolique du 11 septembre 2001, c'est une page qui se tourne dans l'évolution contemporaine du système mondial *et de sa*

contestation, et une autre qui s'ouvre, et qu'il est à ce titre possible d'effectuer un premier bilan d'étape ; finalement, l'analyse porte également sur la lecture d'un événement très limité dans le temps et dans l'espace, les manifestations du 3 au 5 mai 1998 à Genève, et, pour garder son intérêt, cette histoire immédiate ne saurait trop attendre.

Un des objectifs de cet essai était également de poursuivre une piste méthodologique. Nous avons en effet également relevé l'importance, dans chaque cas d'espèce, c'est-à-dire dans chaque lieu de manifestation, de comprendre l'événement premièrement dans sa tendance structurelle lourde (le temps de la modernité et de mondialisation), deuxièmement dans la conjoncture politique mondiale et locale dans laquelle il s'insère et, troisièmement, « par le petit bout de la lorgnette », dans l'enchaînement d'interactions subjectives et de hasards qui lui donnent son caractère dramaturgique. C'est ce triple point de vue qui permet de comprendre à la fois pour quoi toutes ces mobilisations s'inscrivent dans le même mouvement historique et mondial et en quoi leurs caractéristiques locales sont irréductibles. Ce travail a ainsi peut-être également aujourd'hui un intérêt méthodologique, pour qui serait tenté de reproduire l'analyse sur d'autres manifestations de ce type.

Pour étayer la lecture de l'événement « mai 98 à Genève », nous avons interviewé formellement une vingtaine d'acteurs, choisis en fonction du rôle qu'ils ont joué lors de la préparation ou le déroulement des manifestations. Il s'agit en particulier de membres du Comité d'accueil de *l'Action mondiale des Peuples* (AMP) et organisateurs de manifestations, notamment Olivier de Marcellus, de Jean-Pierre Garbade, l'avocat des manifestants ayant porté plainte contre la police genevoise, des députés au parlement genevois, le Grand-Conseil, Fabienne Bugnon et Rémy Pagani, ainsi qu'Eric Rossiaud, assistant parlementaire des *Verts* au Grand-Conseil. Véronika Steinacker (étudiante en sociologie) et Arnaud Frauenfelder (sociologue à l'Université de Genève) ont interviewé quelques « jeunes » non politiques, ayant « suivi » les manifestations².

² J'ai également passé quelques heures en compagnie du sociologue Mathieu Lewerer dans un centre de loisir pour écouter des garçons de 14-15 ans sur leurs relations avec la police.

Nous avons confronté l'appréciation des faits des manifestants à celles des représentants de l'Etat et de l'administration, le Conseiller d'Etat Gérard Ramseyer, ministre en charge du Département de Justice et Police, le Chef de la police genevoise Laurent Walpen et le Commandant de gendarmerie Guy-Serge Baer (aujourd'hui responsable de la sécurité au Forum économique mondial de Davos) qui nous ont accordé ensemble un entretien très ouvert et très stimulant. Nous avons également pu nous entretenir longuement avec une brigade de gendarmerie, en première ligne lors des manifestations. Par ailleurs, nous avons interviewé le Chef du protocole de la République du canton de Genève, Jérôme Köechlin, principalement sur l'impact de l'organisation d'une telle conférence dans le cadre du développement de la Genève internationale, et des problèmes logistiques que cela n'a pas manqué de poser. A l'*Organisation mondiale du commerce* (OMC), Jacques Chabert (directeur de la logistique de la Conférence), Hanspeter Werner (chargé des relations avec la presse durant la conférence) et Peter Pedersen (chargé des relations avec les ONG invitée à la Conférence) ont montré une grande disponibilité à notre égard.

Toutes ces personnes et les institutions ou les organisations qu'elles représentent ont fait preuve d'une grande volonté de transparence, je tiens une nouvelle fois à les remercier vivement pour l'esprit dans lequel elles ont collaboré et de la confiance qu'elles nous ont témoignée.

Finalement, ce texte a été commenté par différents relecteurs. Sur le fond, outre les commentaires de Dominique Wisler, le regard amical et critique de Sébastien Bertrand, François Grin, Mathieu Lewerer et Eric Rossiaud m'a été d'une très grande utilité. Je les remercie vivement. Merci également à Mirella Falco, Andrée Rossiaud, Khadidja Sahli et Olivia Strobel qui ponctuellement ont apporté leur contribution sur la forme.

Last but not least Fabienne Fischer a eu la lourde tâche de suggérer les modifications éditoriales et de restructurer un manuscrit, souffrant trop souvent de longueurs et de répétitions. Sans son travail indispensable et son soutien dans les incontournables moments de découragement ce livre n'existerait simplement pas. Merci.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION : LE XXI ^{ÈME} A-T-IL COMMENCE A GENEVE ?	8
PREMIERE PARTIE : LES MUTATIONS PLANETAIRES	26
CHAPITRE 1 LES MOUVEMENTS SOCIAUX DE L'APRES GUERRE FROIDE	27
1.1 <i>Une mutation de la mobilisation politique à l'échelle planétaire...</i>	27
1.2 <i>et les mutations ... à l'échelle locale</i>	28
1.3 <i>Mondialisation et démocratisation</i>	29
1.4 <i>Fragmentation des luttes</i>	32
1.5 <i>Homogénéisation idéologique et coordination des mouvements</i>	35
CHAPITRE 2 LE NEO-ZAPATISME : UNE FENETRE SUR LE NOUVEAU MONDE	39
2.1 <i>Bref historique</i>	40
2.2 <i>Un discours d'une extrême modernité : un monde dans lequel entrent tous les mondes</i> 42	
2.3 <i>De nouvelles stratégies face à l'Etat</i>	45
2.4 <i>Une stratégie internationale</i>	47
2.5 <i>L'action directe non violente</i>	53
2.6 <i>S'affranchir des scories de la guerre froide</i>	55
CHAPITRE 3 L'ACTION MONDIALE DES PEUPLES CONTRE LE « LIBRE »-ECHANGE ET L'OMC – AMP : EXPRESSION D'UN RENOUVEAU MILITANT	57
3.1 <i>La création de l'AMP</i>	58
3.2 <i>L'AMP : structures et militants</i>	60
3.3 <i>Principes et stratégie : un manifeste anti-libéral</i>	65
3.4 <i>Stratégies de l'AMP</i>	70
3.5 <i>L'AMP et la violence</i>	74
SECONDE PARTIE : GENEVE AU CENTRE DE LA MONDIALISATION	80
Introduction	83
CHAPITRE 4 RADIOGRAPHIE D'UN EVENEMENT	86
4.1 <i>Mai 98 à Genève : Une contestation très diversifiée</i>	86
4.2 <i>L'enchaînement des faits</i>	88
CHAPITRE 5 LA FONDATION DE L'AMP A GENEVE EN FEVRIER 1998	90
5.1 <i>L'AMP et les organisations genevoises</i>	90
5.2 <i>Le Comité genevois d'accueil de l'AMP</i>	91
5.3 <i>La gauche genevoise et la lutte contre le néo-libéralisme</i>	91
CHAPITRE 6 BILAN D'ETAPE.....	119

6.1	<i>Pour l'événement</i>	119
6.2	<i>Structurellement</i>	120
6.3	<i>Conjoncturellement</i>	121
6.4	<i>Responsabilités individuelles et collectives dans l'AMP</i>	122
CHAPITRE 7 LA CONJONCTURE LA FIN D'UNE « EXCEPTION GENEVOISE » ?.....		126
7.1	<i>Genève est une ville petite et riche, qui connaît une nouvelle pauvreté</i>	126
7.2	<i>La décentralisation dans le fédéralisme helvétique</i>	127
7.3	<i>La démocratie directe : une culture politique consensuelle</i>	128
7.4	<i>L'immigration : intégration sociale et exclusion politique</i>	131
7.5	<i>Genève est une ville de locataires et non pas de propriétaires</i>	133
7.6	<i>La politique sociale du logement</i>	135
CHAPITRE 8 LES JEUNES ET LA VIOLENCE		139
8.1	<i>Les jeunes par eux-mêmes</i>	139
8.2	<i>Les jeunes selon les experts</i>	142
8.3	<i>Frustration et violence</i>	144
8.4	<i>Vers l'émergence de nouveaux acteurs ?</i>	146
CHAPITRE 9 LES SQUATS		149
9.1	<i>La recherche d'autonomie par les luttes urbaines</i>	149
9.2	<i>Le squat : entre la lutte urbaine et l'affirmation d'une contre-culture</i>	155
9.3	<i>Le squat genevois : quatre périodes et trois discours</i>	161
9.4	<i>La transformation de la composition sociale des squats</i>	176
9.5	<i>Les différentes tendances de la mouvance</i>	179
9.6	<i>Le durcissement</i>	181
9.7	<i>Un mouvement emblématique</i>	184
CONCLUSION.....		187
BIBLIOGRAPHIE		190
ANNEXE I. DOCUMENTS		199
ANNEXE II. RECLAIM THE STREETS		201

INTRODUCTION :**LE XXI^{ÈME} A-T-IL COMMENCE A GENEVE ?*****Genève : un mai 98 mondial***

« Le XXI^{ème} siècle a commencé à Seattle » proclame Edgar Morin dans *Le Monde* du mardi 7 décembre 1999, après l'échec de la 3^{ème} Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC), à Seattle.

Rétrospectivement cependant, la Conférence de Seattle et la mobilisation historique qu'elle a suscitée, puis celle de Gênes (juillet 2001) nous incitent à observer différemment les manifestations qui se sont déroulées du 3 au 5 mai 1998 à Genève, contre la 2^{ème} Conférence ministérielle de l'OMC (la première si l'on excepte la fondation de l'OMC) et contre le 50^{ème} anniversaire du GATT³.

Avec un peu plus de trois ans de recul, il nous apparaît aujourd'hui qu'un véritable *mouvement social mondial* s'est rapidement constitué. Dans des travaux antérieurs, dans lesquels j'analysais l'émergence de ce mouvement, je l'ai nommé « mouvement de citoyens transnational » ou, plus techniquement, « mouvement *démocratique-cosmopolitaire* » : démocratique parce que sa revendication centrale est la réappropriation politique du développement économique et social; cosmopolitaire puisque cette réappropriation politique se place sur une échelle planétaire, du local (démocratie urbaine participative) au global (régulations internationales / *global governance*), en passant par le national (droit de vote pour les étrangers, par exemple), et l'intégration régionale (revendications de chartes écologiques et sociales, par exemple).

³ Le GATT (*General Agreement on Tariffs and Trade* – Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) est né après la seconde guerre mondiale, dans le but de favoriser la libéralisation des échanges commerciaux internationaux et de lutter contre le protectionnisme. L'OMC (*World Trade Organization*) lui a succédé à partir de 1995. En transformant le GATT en une organisation internationale, l'OMC introduit deux modifications importantes : la transformation des structures de décisions (une Conférence ministérielle se réunit tous les deux ans) et la mise en place d'une nouvelle procédure de règlement des différends. Ces deux modifications donnent aux discussions à l'OMC un caractère plus politique, et donc moins « purement technique », que celles qui se déroulaient au GATT.

Les manifestations anti-OMC de Genève, notamment en raison du rôle central joué par l'Action mondiale des peuples (AMP), figurent comme le premier événement, marquant l'émergence dans l'espace public mondial de ce mouvement, même s'il est indéniable que les manifestations de Seattle, et surtout l'échec de la Conférence ministérielle de l'OMC, en constituent l'événement médiatique déterminant.

Un mouvement social en marche accélérée

Depuis, les événements se sont accélérés d'une manière peu prévisible, tant sur le plan la structuration idéologique du mouvement (La Realidad, Seattle, Bangkok, Genève, Porto Alegre) que sur celui de la radicalisation des mobilisations et du durcissement de la répression policière (Genève, Birmingham – juin 1998, Seattle – décembre 1999, Washington – avril 2000, Davos, Prague, Nice, Göteborg, Gênes). Après des années passées à creuser sous les décombres du marxisme théorique et pratique, l'idée de lutte des classes refait surface⁴, tant sur le plan théorique dans l'appel à la construction d'une alternative à la mondialisation néolibérale, que sur le plan pratique. En effet, de Genève à Gênes, les mobilisations ont réhabilité l'idée, parmi les militants, et plus largement dans l'opinion publique, que le rapport de force est parfois nécessaire et qu'il ne trouve sa consécration contemporaine que par son impact médiatique. Le mouvement social, que les post-modernes avait rangé dans les musée de la modernité, se remet en marche et scelle définitivement la fin de la fin de l'histoire, idée saugrenue liée conjoncturellement à la victoire aux points du libéralisme reaganien contre le socialisme soviétique.

⁴ La métaphore de la taupe refait également surface.

Il n'est pas inutile d'en rappeler ici les principaux moments⁵.

Janvier 1994	Début de l'insurrection zapatiste
Juillet 1996	Première Rencontre intergalactique à la Realidad / Chiapas. 6000 personnes débattent pendant une semaine en pleine <i>selva lacandona</i> .
Juillet 1997	Seconde Rencontre intergalactique en Espagne. L'idée d'un réseau contre l'OMC et le libre-échange est lancée.
Février 1998	Création à Genève de l'« Action mondiale des peuples contre le libre échange et l'OMC » par plus de 300 personnes de 71 pays.
Avril 1998	Suspension des négociations sur l'AMI à l'OCDE. Le projet qui visait une libéralisation sans précédent des investissements privés capote après le retrait de la France et suite à une très forte campagne mondiale des ONG. Saluée par les médias, comme une victoire de la mobilisation civique, cette campagne galvanise le mouvement.
mai 1998	A Birmingham, à l'occasion de la réunion du G7/G8, manifestations de plus de 80'000 personnes pour l'annulation de la Dette, à l'appel de Jubilé 2000. Manifestation à Genève contre la deuxième Conférence ministérielle de l'OMC.
Juin 1998	Suite à la crise asiatique, création d'ATTAC (Association pour la taxation des transactions financières et l'aide aux citoyens), sur l'initiative du <i>Monde Diplomatique</i> .
Janvier 1999	Manifestation contre le Forum économique mondial à Davos. Réunion alternative L'Autre Davos
Juin 1999	A l'occasion de la réunion du G7/G8 à Cologne, forte mobilisation pour l'annulation de la dette. Convergence sur Cologne de la Caravane intercontinentale de 500 personnes organisée par l'Action mondiale des peuples. Parallèlement, manifestation organisée par <i>Reclaim the Streets</i> à Londres, contre les centres financiers, 10'000 jeunes pénètrent pour la première fois au centre le City. Des manifestations ont lieu dans 72 villes sur les cinq continents.
Août 1999	Deuxième Conférence de l'Action mondiale des peuples à Bangalore / Inde. Décision est prise de démarquer clairement le réseau AMP des groupes d'extrême droite, des partis politiques et des ONG réformistes.
Novembre - Décembre 1999	Mobilisation monstre à Seattle contre la troisième conférence ministérielle de l'OMC. L'échec de la Conférence qui est dû principalement aux dissensions entre pays du Nord et du Sud, est attribuée
Janvier 2000	Manifestations contre le Forum économique mondial à Davos. Affrontements entre manifestants et policiers.
Avril 2000	Manifestations violentes lors des réunions ministérielles de la Banque mondiale et du FMI à Washington D.C ..

⁵ Cette chronologie a été effectuée sur la base de la lecture des quotidiens, du livre de Christophe Aguiton (Aguiton 2001) et des sites Web des principales organisations et coordinations citées.

- Mai 2000 Parallèlement au sommet de la CNUCED à Bangkok, rencontre internationale dans l'objectif de capitaliser les acquis des manifestations de Seattle et de Washington. Rédaction de l'Appel de Bangkok et création de nombreux comités nationaux dont le comité suisse de l'Appel de Bangkok à Genève.
- Juin 2000 Organisation à Genève, par le Comité suisse de l'Appel de Bangkok, du Sommet social alternatif, en marge du Sommet social (Copenhague+5) du PNUD et du contre-sommet des ONG.
- L'idée d'un Forum social mondial qui se tiendrait à Porto Alegre en parallèle au Forum économique mondial de Davos (association de droit privé, dont le siège est à Genève) est lancée. A Genève également, un réseau international ATTAC, pour la défense de la taxe Tobin, avait été mis sur pied quelques temps auparavant
- Septembre 2000 Manifestations contre l'Assemblée de la Banque mondiale et du FMI à Prague.
- Octobre 2000 La « Marche mondiale des femmes contre les violences et la pauvreté », partie le 8 mars 2000 de New York, Montréal et Genève, fait converger plusieurs dizaines de milliers de personnes sur New York, et également notamment sur Bruxelles (plus de 30'000) et Paris.
- Décembre 2000 Conférence des mouvements africains qui militent en faveur de l'annulation de la dette et contre la mondialisation néolibérale
- Décembre 2000 Manifestations à l'appel de la Confédération européenne des syndicats à Nice. Débordements violents.
- Janvier 2001 A Porto Alegre, Forum social mondial et Forum des villes pour le démocratie participative, parallèlement au Forum économique mondial de Davos. Manifestations anti-Davos. Davos barricadée, les manifestants s'affrontent à la police à Zürich.
- Avril 2001 A Québec, en marge du Sommet des Amériques, tenue d'un Sommet des peuples. La ville est fermée.
- Juin 2001 Manifestation lors du Conseil européen de Göteborg. Débordements violents et dérapage de la police qui tire, pour la première fois à balles réelles sur les manifestants. Plusieurs blessés.
- Juillet 2001 Manifestations anti-G8 à Gênes, notamment pour l'annulation de la dette. Débordements violents et répression policières sanglante. Mort d'un manifestants et de nombreux blessés.
- Septembre 2001 Attentats contre le World Trade Centre à New York et contre le Pentagone à Washington.
- Septembre 2001 Troisième Conférence de l'Action mondiale des peuples à Cochabamba / Bolivie. Malgré les difficultés liées à la riposte américaine au terrorisme, la réunion a réuni 240 personnes de 30 pays.
- Septembre 2001 Le 30 septembre étaient prévues des manifestations partout dans le monde pour dénoncer la réunion du FMI et de la Banque mondiale qui devait avoir lieu à New York. Cette réunion, suite aux attentats du 11 septembre, a été annulée. Les manifestations « pour la justice globale » ont été maintenue sous le slogan « pour sortir de la terreur globalisée, luttons pour la justice globale ».
- Novembre 2001 Journées d'action mondiale (du 9 au 13 nov.) contre la réunion ministérielle de l'OMC au Qatar. Manifestation anti-OMC à Genève en marge du Sommet de l'OMC au Qatar demandant un moratoire des négociations de l'OMC « Pas de nouveau round ».

Janvier 2002 Tenue programmée du Deuxième Forum social mondial à Porto Alegre

Cette chronologie met en évidence à la fois l'ampleur du mouvement, sa diversité et la constance des mobilisations depuis mai 98. Il s'agit maintenant de reprendre quelques événements phares, pour montrer en quoi ils contribuent à transformer la mobilisation.

Seattle : l'incorporation des syndicats et des organisations paysannes

Une des nouveautés radicales des mobilisations de Seattle par rapport aux précédentes fut l'arrivée en force dans le mouvement contre la mondialisation néolibérale des organisations d'Amérique du Nord en particulier les syndicats de l'AFL-CIO, notamment les sidérurgistes, et les ONG environnementaliste. Ces organisations entrent dans le mouvement avec un potentiel organisationnel et une puissance de mobilisation conséquentes.

Une autre nouveauté radicale est la rencontre formalisée de trois types de mouvements sociaux, qui jusqu'alors n'avaient montré que peu d'intérêt, et n'avaient eu que rarement l'occasion de collaborer entre eux. Aux « nouveaux mouvements sociaux », écologistes, féministes tiers-mondistes, rassemblés par la conception rénovée de la citoyenneté (*cf. infra*) et qui formaient jusqu'alors le noyau dur du mouvement notamment les jeunes radicaux qui assurent le succès des manifestations, se joignent formellement les organisations du mouvement ouvrier, en particulier les syndicats officiels comme la CES, ou l'AFL-CIO, mais également des fédérations d'organisations paysannes telle que *Via Campesina*. Si, à moyen terme, le mouvement risque probablement de perdre en radicalité, il pourrait cependant accéder à une reconnaissance sociale, représenter un poids institutionnel et mettre à profit une capacité de mobilisation, sur l'ensemble de la planète, qui s'avèreraient inédits dans l'histoire.

C'est en ce sens que Seattle pourra être reconnu comme le lieu de naissance de ce mouvement social mondial que j'ai nommé plus haut démocratique-cosmopolitaire.

Porto Alegre : Forum Social mondial et démocratie participative

Après Seattle et Washington, et le succès dans la rue, les Organisations les plus enclines au travail de structurations politiques que les sont les grandes ONG et les syndicats ont très vite ressenti le besoin de capitaliser ces mobilisations dans la formulations de propositions, à la fois alternatives à la mondialisation néolibérale et ouvertes au dialogue, avec les secteurs les plus réformistes que sont les gouvernements socio-démocrates, qui mettent en place et promeuvent les réformes libérales qu'ils prétendent vouloir combattre.

Lors d'une réunion internationale à Bangkok, en marge du sommet de la CNUCED, un *Appel* est lancé pour inciter « tous les mouvements sociaux du Nord comme du Sud, à lutter pour l'annulation de toute la dette des pays en voie de développement (...); pour l'arrêt des plans d'ajustement structurel du FMI (...); pour un moratoire sur toutes nouvelles négociations qui augmenteraient le pouvoir et le champ d'action de l'OMC (...); et pour imposer des contrôles et des taxes sur le capital »⁶. Il s'agit ni plus, ni moins de coordonner les principales campagnes de mobilisation des années précédentes (pour la suppression de la dette, contre l'OMC et pour la taxe Tobin), tout en programmant des mobilisation au rythmes des rencontres internationales, c'est-à-dire « partout où les principaux dirigeants du monde se rassemblent et se rencontrent », notamment lors des sommets du FMI, de la Banque mondiale, du G8 et de l'OMC.

Par ailleurs et c'est le plus intéressant, l'Appel de Bangkok insiste sur le fait suivant : « Seattle a montré que nous étions capables de nous unir contre la mondialisation libérale. Notre défi maintenant est de continuer notre résistance et d'*approfondir le débat entre nous afin d'articuler et de promouvoir des alternatives communes.* (...) La réunion de Genève, à l'occasion du Sommet social de l'Assemblée générale des Nations-Unies, (...) sera l'occasion de nous rassembler pour débattre sur les questions en discussion entre nous et pour penser les alternatives nécessaires ». Cette invite n'est pas restée lettre morte, puisque nous savons aujourd'hui que c'est à Genève que s'est constitué le réseau international d'ATTAC, mais également et surtout qu'a été débattu et accepté l'idée d'organiser un Forum social mondial à Porto Alegre au Brésil, ville

⁶ Cf. <http://www.attac.org/geneve2000>

connue pour avoir instauré depuis une douzaine d'année, par une municipalité dirigée par le Parti des Travailleurs (PT), une expérience très novatrice dite du « budget participatif ».

Nous ne nous étendrons pas ici sur l'important succès médiatique qu'a généré le Forum social mondial, qui a volé la vedette au Forum économique mondial de Davos, replié dans sa forteresse. Nous n'évoquerons pas non plus l'immense stimulation qu'il a pu susciter auprès des militants du monde entiers, qui sentaient la nécessité de passer à une mobilisation davantage propositionnelle.

Il est cependant important de souligner que, sur le plan de sa structuration internationale, après Porto Alegre et le premier *Forum social mondial*, le mouvement est en passe de devenir incontournable dans l'espace public mondial, et par là-même, il se met en danger. L'enjeu de son institutionnalisation est d'éviter que le mouvement tombe dans les mêmes travers que ceux dans lesquels sont tombées les Internationales socialistes, communistes ou trotskistes et qui aboutirait à la perte de la diversité géographique, sociale, idéologique, thématique et stratégique. Le risque le plus grand serait qu'il se coupe de sa base la plus militante, la plus engagée et la moins conventionnelle, en particulier celle qui est animée par les jeunes radicaux, proches des mouvements de squatters et des écolo-anarchistes comme *Reclaim the Streets* ou de son homologue américain *Earth first*. Car, ce qui est manifeste dans les mobilisations contre la mondialisation libérale, c'est qu'elles coïncident, pour une bonne partie, avec l'irruption d'un mouvement de jeunesse, dont l'idéologie et la stratégie politiques ne sont pas toujours simples à comprendre pour les autres composants – plus institutionnalisées – du mouvement. Perdre cette mobilisation-là ou, pire, la voir se retourner contre des dirigeants jugés trop enclins aux compromis aurait de lourdes conséquences pour le mouvement.

Après le premier Forum social mondial, le mouvement *contre* la mondialisation néolibérale est ainsi entrain de se transformer en un mouvement *pour* une autre mondialisation, et c'est en cela qu'il acquiert son caractère cosmopolitaire.

Un bref mot d'explication s'impose ici. J'ai forgé le néologisme de « mouvement cosmopolitaire » (Rossiaud 1996), par analogie aux « mouvements nationalitaires »,

dont la mobilisation visait à créer des Etats-nations. Par analogie donc le mouvement cosmopolitaire vise à la création de structures politiques de régulation à l'échelle planétaire. Son idéologie, comme l'a bien montré René Passet (2001) peut être qualifié de « mondialisme » par opposition au néolibéralisme prônant la mondialisation. En effet, le premier conçoit la mondialisation non pas comme une fatalité ou un effet systémique *a priori* souhaitable, mais comme un projet de civilisation qui remet la politique et les valeurs morales et idéologiques (quelles sont les fins de l'humanité ?) au premier plan et leur subordonnent l'économique. S'il n'avait pas connu une telle connotation, le terme de « cosmopolisme » ou de « cosmopolitisme » serait cependant peut-être mieux approprié, puisque son étymologie faisant directement référence à la *polis*, c'est la citoyenneté qui se retrouve au centre, et ceci du local au mondial. Soulignons à ce propos que si Porto Alegre s'est trouvé le lieu idéal d'un sommet social mondial, c'est principalement parce que la municipalité, puis l'Etat du Rio Grande do Sul étaient reconnus mondialement en raison de l'originalité de leur modèle de gestion administrative, décentralisée et proche des citoyens, fondée sur le principe du *budget participatif*. Porto Alegre est donc la figure la plus symbolique du mondial défini comme dialectique du global et du local (Rossiaud 1996, 1997), dans ses dimensions politiques, celles de la régulation globale et de la démocratie participative.

Le mouvement se trouve donc aujourd'hui à la fin d'une étape, celle de son émergence, et au début d'une autre, celle de sa consolidation. D'une manière générale, les mouvements sociaux, à l'instar du vivant, ne s'organisent et ne se structurent pas seulement en fonction de leurs logiques propres (logiques multiples, toujours concurrentes parfois antagonistes), mais également en fonction de leur environnement et des événements qui s'y produisent : le 11 septembre 2001, à ce titre, bouleverse un scénario et ouvre un période d'incertitude.

Gênes : gérer la violence et réaffirmer l'action directe non violente

Sur le plan de la mobilisation, après Gênes et le premier mort, le mouvement se trouve à un tournant important. Face à une opinion publique de plus en plus acquise à sa cause, il est dans l'obligation de clarifier sa stratégie par rapport à la violence, sans pour autant sacrifier son unité. A cet égard, la dette que l'ensemble du mouvement a

contracté auprès de sa frange la plus encline à la violence est de taille : quel aurait été l'impact médiatique des mobilisations sans les affrontements annoncés avec les forces de l'ordre ? A titre indicatif, la « Marche mondiale des femmes contre les violences et la pauvreté », préparée depuis octobre 1998 à Montréal par 140 déléguées de 65 pays, et qui, partie le 8 mars 2000 de New York, Montréal et Genève, a fait converger en octobre 2000 plusieurs dizaines de milliers de manifestantes et manifestants sur New York, mais également notamment sur Bruxelles (plus de 30'000 personnes) ou Paris, n'a pourtant connu qu'un très maigre retentissement dans les médias.

Le 11 septembre 2001 : l'entrée en scène de monde musulman

Risquons-nous à un exercice d'histoire immédiate. Les attentats du 11 septembre 2001 contre les tours du *World Trade Center* et contre le Pentagone ont clos dramatiquement la période ouverte par la guerre contre l'Irak. Au-delà de l'atrocité programmée et de la commotion mondiale qu'elle a produite, il est possible d'émettre l'hypothèse que ces attentats, qui ont atteint le cœur du système unipolaire, constituent un véritable *événement historico-mondial*, symboliquement aussi fort que la Chute du Mur de Berlin, et vont transformer durablement le système mondial en vigueur, dans ses dimensions politiques, économiques et symboliques.

La chute du Mur de Berlin (novembre 1989), la dissolution de l'URSS (décembre 1990) et la Guerre du Golfe des Etats-Unis et de l'ONU contre l'IRAK (janvier 1991) marquent la fin de la guerre froide et de la bipolarité, d'une part, et l'accélération de la mondialisation néolibérale. Celle-ci s'effectue sur l'impulsion à la fois des Etats-Unis et des grandes multinationales, qui pèsent de tout leur poids sur les organisations internationales et multilatérales, telles que le FMI, la Banque mondiale, le GATT / futur OMC et le G7/G8. Face à l'arrogance des **Etats-Unis, autoproclamé gendarme du monde, (opération militaires interventionnistes avec ou sans l'aval de l'ONU, rejet du Protocole de Kyoto sur les gaz à effet de serre, etc.) et des entreprises multinationales (AMI, cynisme de Monsanto face aux OGM, cupidité des entreprises pharmaceutiques dans leur lutte contre les génériques, etc.)** se sont élevés deux types de résistances : d'une part, multiples mouvements de citoyens, de très nombreux mouvements sociaux, une multitude d'ONG, aujourd'hui coordonnés dans le mouvement contre la mondialisation néolibérale et, d'une part, de très nombreuses

résistances locales, identitaires, nationalistes, communautaires ou religieuses (parfois fondamentalistes), qui eurent pour effet de multiplier les guerres et les massacres au sein d'un nouvel ordre mondial que l'on prétendait pacifié. La guerre déclarée par Ousama Ben Laden au monde judéo-chrétien est l'expression la plus achevée de cette résistance.

En quoi, les attentats du 11 septembre 2001 ont-ils un impact sur le système mondial ? Premièrement, l'arrogance des Etats-Unis est tombée en même que son invulnérabilité. Deuxièmement, la tentation isolationniste de l'administration G. W. Bush a tourné court et un retour à la guerre froide est aujourd'hui peu probable, alors qu'il était envisageable dès l'entrée en fonction du président et ses déclarations hostiles à l'égard de la Chine et de la Russie. Alors qu'ils constituent une attaque sans précédent contre les Etats-Unis, qui prétendent depuis le début des années 1990, assurer le *leadership* de la mondialisation néolibérale, la réponse à ces attentats, par la constitution d'une très large coalition internationale, pousse paradoxalement à la consolidation du système mondial contemporain. A ce titre, les historiens considéreront peut-être le 11 septembre 2001, comme l'avènement de la *mondialité*, si nous définissons celle-ci comme l'existence d'un seul et unique système politique, économique et social sur la planète⁷. Celui est concrétisé par le rapprochement sans précédent de la Russie et de l'OTAN, le ralliement de la Chine (par son intégration à l'OMC), de l'Inde et du Pakistan, de l'ensemble des responsables arabes et musulmans (à l'exception des leaders Talibans) par la reconnaissance explicite de la nécessité d'un Etat palestinien. Il n'est pas contestable que l'adhésion s'effectue sous la contrainte économique, politique et militaire des Etats-Unis. Cependant, cette coalition dans une nouvelle guerre sainte (littéralement une croisade) contre le terrorisme, guerre que l'on prévoit longue et que l'on dit vouloir totale et sans merci, entérine une nouvelle donne politique.

En quoi les attentats du 11 septembre ont-ils un impact sur le mouvement pour une autre mondialisation ?

⁷ Ou la véritable naissance de l'Empire dans la définition qu'en donne NEGRI (2000)

Les mouvements islamiques radicaux, parce qu'ils ont pu s'appuyer au gré de leurs alliances sur les Etats islamiques ou anti-américain (Iran, Etats du Golfe, Pakistan, Afghanistan, Soudan, et dans une autre mesure Libye, Syrie et Irak) ont été les mieux à même de capitaliser cette résistance identitaire à la modernisation accélérée par la mondialisation néolibérale. De fait, les transformations économiques (liées notamment aux plans d'ajustements structurels du FMI) et l'impérialisme militaire américain (notamment sur les lieux saints) sapient, au nom de la modernisation et de la mondialisation, les bases culturelles et sociales, c'est-à-dire identitaires, de populations appauvries et dont la frustration, le sentiment d'humiliation et le ressentiment à l'égard des nantis ne pouvait que croître. Ce mouvement culmine avec les attentats du 11 septembre. Cependant, paradoxalement peut-être, il s'est pas illogique d'effectuer l'hypothèse, à la suite de Gilles Kepel ou de Farad Kosrokhavar, qu'il s'agit là de son chant du cygne, ou pour choisir une autre métaphore, de la queue de comète d'un mouvement né à la fois de la révolution iranienne et, des stratégies américaines pour la stopper, en finançant et en organisant ses ennemis, l'Irak d'une part, et le Pakistan et les Talibans afghans d'autre part.

En effet, en déclenchant la guerre sainte par une stratégie de terreur, les islamistes radicaux, même s'il rencontrent l'adhésion provisoire des masses les plus déshéritées (mais en sera-t-il encore le cas quand la terreur déclenchée par la riposte américaine aura réduit ces mêmes masses à une frustration plus grande ?), risquent de s'aliéner la plus grande partie des classes moyennes musulmanes, notamment dans les pays où la modernisation est porteuse d'espoir en matière de niveau de vie, de liberté individuelle et de démocratie. A l'instar de la dérive terroriste des années 70 en Allemagne, en Italie, en France ou au Japon (queue de comète du mouvement de 68), la radicalisation dans la violence armée, puis dans le terrorisme aveugle, n'a pas d'issue politique à moyen terme.

La condamnation des attentats par tous les Etats arabes et musulmans (à l'exception de l'Afghanistan), ainsi que les manifestations organisées contre le terrorisme par les principales organisations musulmanes, notamment aux Etats-Unis et en Europe, montrent au contraire la marginalisation de la violence politique de type terroriste et, à

moyen terme, l'émergence d'un véritable *mouvement démocrate musulman*, à l'échelle mondiale

Ce mouvement, à l'instar des démocrates-chrétiens par exemple, fonderait une pratique politique pluraliste sur des valeurs religieuses et culturelles, dûment assumées. Il serait donc en position de conjuguer la défense de l'identité collective musulmane et l'intégration dans un modèle universel, qui ne sacrifierait pas les fondements culturels ou civilisationnels sur l'autel de la modernisation.

Dans l'intervalle les pertes en vie humaines peuvent encore être très nombreuses et les risques pour les libertés individuelles de se voir restreintes par un appareil d'Etat répressif, sous couvert de lutte anti-terroriste sont grands.

Cependant, l'irruption sur le devant de la scène médiatique de ces revendications identitaires est l'occasion pour le mouvement en faveur d'un autre mondialisation, de montrer en quoi son universalisme est capable de prendre en compte, voire de valoriser, les différences identitaires.

Dans un examen critique du mouvement anti-mondialisation, Christophe Aguiton (2001 ; 172) se demande, à la suite de Betita Martinez, « où était la couleur à Seattle ? ». Les noirs, les latinos, les asiatiques étaient littéralement absents des manifestations de Seattle ; les immigrés maghrébins, africains, turcs sont également absents des manifestations, de Genève, de Nice ou de Prague. Le mouvement de citoyens cosmopolite annoncé ne serait-il alors qu'un mouvement de « petits blancs », trop universalistes pour prendre en compte la richesse spécifique de chacun ? Quelle défaite morale et politique cela constituerait ! L'enjeu est de taille et le précepte zapatiste qui consiste à créer un « monde où entrent tous les mondes » est d'une brûlante actualité. Ces événements tragiques pourraient alors être l'occasion de rallier au mouvement à la fois des démocrates musulmans et des musulmans radicaux refusant le terrorisme.

De plus, la mobilisation contre la guerre peut également contribuer à élargir la base du mouvement, en y intégrant de manière plus conséquente le mouvement pacifiste et anti-militaristes, qui avaient littéralement disparus depuis la guerre contre l'Irak. En effet, le 30 septembre 2001 des manifestations « pour la justice globale » et « pour

l'annulation de la dette » étaient prévues partout dans le monde pour s'opposer la réunion du FMI et de la Banque mondiale qui devait avoir lieu à New York. Cette réunion, suite aux attentats du 11 septembre, a été annulée. Les manifestations ont cependant été maintenues sous le slogan « pour sortir de la terreur globalisée, luttons pour la justice globale » ; il s'agissait notamment de se solidariser avec les victimes de la terreur aveugle aux Etats-Unis, de refuser les représailles guerrières, d'exiger le désarmement généralisé et d'annuler la dette extérieure des pays pauvres.

Si le mouvement issu du mai 98 genevois à quelques ressemblances avec le mouvement de 68, notamment par la mobilisation des jeunes, la guerre totale contre le terrorisme pourrait avoir quelques analogies avec la guerre contre le Vietnam.

Si nous acceptons l'hypothèse développée plus haut, selon laquelle nous sommes entrés définitivement dans un monde unique, nous devons également accepter le corollaire suivant : dans un monde unique, il n'y a plus d'ennemi autre qu'un *ennemi intérieur*. Les sécurité n'a plus de raison d'être militaire ; seule une police mondiale et décentralisée répond à la répression. L'argument principal de nombreux pacifistes en faveur de la suppression progressive des armées nationales, à l'instar du *Groupe pour une Suisse sans armée*, ne semble alors plus du tout utopique. Et ceci constitue également un argument en faveur du rapprochement entre pacifistes et anti-libéraux.⁸

Mais dans l'immédiat, et alors que la répression contre les manifestants se durcit, notamment depuis Göteborg et Gênes, la lutte anti-terroriste menée par des Etats en guerre pourrait vite succomber à la tentation d'assimiler dans la même répression autoritaire (voire fascisante, si l'on observe scrupuleusement ce qui s'est passé à Gênes) les terroristes islamistes, les organisations musulmanes et les Organisations du mouvements anti-mondialisation, notamment les franges les plus enclines à l'action directe violente (blackblocks) ou non violentes (RTS/). Les difficultés faites aux militants de l'Action mondiale des peuples lors de leur troisième conférence à Cochabamba / Bolivie, quelques jours après les attentats du 11 septembre, révèlent

⁸ Cependant, si la suppression des armées nationales permettrait sans doute des économies substantielles et garantirait une meilleure sécurité collective, une police mondiale poserait des problèmes extrêmement épineux pour que son contrôle démocratique soit garanti.

quelques inquiétudes quant au respect futur des libertés fondamentales et des droits démocratiques.

Partons d'une définition à la fois claire et complexe : la mondialisation est la relocalisation permanente des phénomènes globaux, planétaires⁹. Avec les manifestations de Genève, puis avec celles de Seattle, celle-ci s'est encore accélérée : pour le meilleur et pour le pire. Car les dimensions économiques, commerciales, technologiques de la mondialisation sont désormais indissociables de ses dimensions politiques, culturelles, sociales.

Le monde, depuis la chute du Mur de Berlin, est en pleine mutation. Il est aujourd'hui banal de le souligner. Mais encore faut-il savoir observer la complexité du phénomène émergent. Beaucoup a été dit et écrit sur les conséquences désastreuses de l'uniformisation du monde et de l'accroissement de la pauvreté et des inégalités, sous l'influence de l'idéologie néolibérale. Cette mondialisation-ci mérite à juste titre notre indignation et suscite à bon droit notre résistance. La réflexion est par contre encore trop pauvre sur la fabuleuse opportunité offerte au genre humain de s'inventer une *unité plurielle*, une universalité non plus uniquement idéologique – fondée sur un humanisme abstrait – mais également matérielle, fondée sur une communauté de destin, une Terre-Patrie, selon la formule d'Edgar Morin¹⁰.

Il faut se réjouir de cette mondialisation-là. D'abord, parce qu'elle est une utopie, au sens fort du terme : elle est à *construire et à reconstruire en permanence*. Pour les révoltés et les résistants, pour les dissidents et les rebelles, pour les générations moroses qui croyaient qu'après mai 68 aucune fête révolutionnaire n'était plus possible, pour tous les déçus ou les fatigués de la politique politicienne, pour les *nouveaux citoyens des nouveaux mouvements sociaux*, construisant pas à pas,

⁹ Rossiaud (1996).

¹⁰ Morin (1993).

modestement mais avec une obstination inquiète, un monde meilleur, l'utopie de la Terre patrie est le chantier politique le plus enthousiasmant que l'on pouvait imaginer.

Il faut ensuite se réjouir de cette mondialisation-là parce qu'elle refonde notre identité de terrien *sur* notre identité de *citoyen*, de citoyen précisément situé dans le temps et dans l'espace : un citoyen qui fait appel à ses appartenances héritées ou choisies pour écrire au quotidien et collectivement son histoire, un citoyen facilement localisable dans son quartier et ouvert aux réseaux planétaires.

Que les phénomènes se globalisent ne signifie pas seulement que les problèmes de chacun deviennent les problèmes de tous ; cela signifie bien davantage que ce sont les problèmes de tous qui deviennent les problèmes de chacun et que chacun, localement, se doit de régler à sa manière. Ce que nous montrent les mobilisations contre l'OMC, contre le FMI, la Banque mondiale ou le G8, c'est que la mondialisation, quand elle est assumée comme un défi démocratique, comme un projet politique, est un gage de *diversité*. Les paysans sans-terre du Brésil, les Zapatistes chiapanèques ou, plus modestement, les squatters genevois, inventent non seulement des formes de luttes singulières, mais également des formes d'organisation sociales originales.

Qui plus est, les manifestations contre l'OMC, contre le FMI, la Banque mondiale ou le G7/G8 peuvent bien être coordonnées au niveau international, elles peuvent bien converger dans une ville ou dans une autre, au gré de la localisation des sommets, il n'en reste pas moins qu'une manifestation à Genève aura peu en commun avec une manifestation à Seattle, à Göteborg ou à Gênes. Le caractère local des manifestations globales donne également à chaque mobilisation une tonalité singulière, incomparable.

Car, si les trois types d'acteurs en jeu – les manifestants, les autorités, les médias – sont, effet de la mondialisation, aujourd'hui partout les mêmes, l'interaction entre les acteurs effectivement en présence lors d'un sommet mondial comme ceux de l'OMC par exemple, peut être extrêmement différente selon le lieu et le moment. Non seulement la relation entre police et manifestants a toujours une « couleur locale » et se déroule selon une routine le plus souvent prévisible, mais les manifestations internationales, en offrant une opportunité de contestation aux acteurs locaux, ne

peuvent éviter de mettre à nu des enjeux politiques locaux, parfois très éloignés des préoccupations des organisateurs.

C'est exactement ce qui s'est passé à Genève (en mai 98), et notamment également à Seattle (en décembre 1999) à Prague (en ???), à Göteborg (en ??? et à Gênes (en juillet 2001)). L'imbrication explosive et inattendue de différents acteurs, représentant différents niveaux de contestation sociale ou politique. Et, c'est précisément ceci que j'ai été amené à étudier, tout d'abord au sein d'un petit groupe de travail, formé spontanément au sein de l'Université de Genève, puis en poursuivant l'analyse autour d'un thème qui me tient en haleine depuis plusieurs années : les nouvelles formes de citoyenneté active ouvertes par la mondialisation.

A Genève, Seattle, à Prague, à Göteborg ou à Gênes, partout c'est la même stupeur et le même désarroi qui ont saisi les médias et l'opinion publique. Mais partout également le contexte local a pesé de tout son poids sur la forme que prenait les événements, sur son issue festive ou tragique.

Ce qui a motivé la création de notre groupe de recherche, à l'instar de la Commission d'enquête parlementaire ou des experts mandatés par l'exécutif cantonal, ce ne sont pas tant l'amplitude de l'émeute ni l'ampleur des dégâts matériels, que le désarroi général face à l'irruption d'une jeunesse soudain « violente » dans un espace public que l'on croyait, à Genève, pacifié depuis près de trois décennies. Cette violence-là n'était pas explicable en seule référence aux schémas d'analyse échafaudés par les militants, par la police ou par la presse, dans les situations similaires. Elle révélait un malaise et une inquiétude ; elle justifiait que l'on se donne le temps d'une réflexion qui nous entraîne au-delà de l'analyse factuelle de ces quelques jours de trouble de l'ordre public, qui ne resteront probablement pas – en tant que tels – dans les annales.

Un événement comme ces manifestations locales issues de mobilisations globales, comme ceux de mai 98 à Genève nécessite donc une approche complexe, articulant des temps et des espaces différents. Au début de la deuxième partie, je reviens brièvement sur la chronologie de l'événement, non seulement pour le restituer, mais également afin de montrer que même s'il comporte une part importante d'aléa, il gagne à être analysé comme le révélateur de transformations conjoncturelles encore

peu perceptibles par les acteurs locaux et de mutations structurelles qui touchent l'ensemble du système mondial.

Partant de cette réflexion, j'ai décidé dans cet essai de consacrer l'analyse aux « acteurs de la contestation » et d'observer l'événement sous *quatre* angles principaux, sans prétendre effectuer un tour d'horizon complet et exhaustif.¹¹

Tout d'abord, j'ai trouvé nécessaire de montrer que, dans le système de l'après-guerre froide, nous assistons à la transformation régénératrice du discours et de la pratique des mouvements sociaux et en particulier sous l'influence du *Mouvement néo-zapatiste*, et du discours anti-néolibéral du sous-commandant Marcos... depuis les montagnes du Chiapas.

Ensuite, il est important de comprendre la spécificité structurelle de l'organisateur principal des manifestations à Genève : l'*Action mondiale des peuples contre le néolibéralisme et l'OMC (AMP)*, qui reprend le discours zapatiste en le radicalisant et en l'orientant contre une cible : l'OMC.

Puis, les nuits d'émeute ont fait apparaître des individus et des groupes que personne n'attendait et dont la jeunesse et la violence ont surpris l'ensemble des autres acteurs. On dispose aujourd'hui à Genève d'un matériel sociologique extrêmement lacunaire sur ces « jeunes contestataires » et il est très difficile, dans l'état actuel des connaissances, d'énoncer autre chose que des banalités, si l'on désire échapper au cliché dangereux que constituerait l'analogie avec les « jeunes des banlieues françaises ». Il fallait pourtant faire davantage que de les mentionner et leur donner, même succinctement, la parole.

¹¹ La police et les autorités, d'une part, et les médias d'autre part, nécessitent une analyse spécifique qui n'a pas été effectuée ici.

Enfin, il s'agit de comprendre – à travers l'histoire de la *mouvance squat*, cheville ouvrière (si l'on peut dire) de la contestation, notamment à Genève – comment se transforme la scène alternative locale, et comment elle peut le cas échéant être perméable à de jeunes en rupture ou à la dérive. Un long détour historique s'est alors avéré nécessaire, pour souligner la force utopique contenue dans ce mouvement et pour cerner les enjeux politiques et sociaux qu'il soulève aujourd'hui.

Pour construire mon propos, j'ai opté à la fois pour l'analyse du discours, tel qu'il est donné par les protagonistes (analyse détaillée de la presse, des discours, des pages *internet*, etc.) et tel que je l'ai reconstruit dans l'analyse des interviews des différents acteurs. Cet essai ne doit pas être considéré comme une recherche académique orthodoxe, ni dans la méthode, ni dans l'écriture. La réflexion offerte ici n'a jamais eu l'ambition de répondre à l'ensemble des questions qu'elle soulève ; au contraire, si elle pouvait contribuer à susciter des recherches davantage spécialisées, tout en insistant sur la nécessité d'articuler en permanence différents niveaux d'analyse, ce ne serait pas un maigre résultat.

PREMIERE PARTIE :**LES MUTATIONS PLANETAIRES**

« Non seulement chaque partie du monde fait de plus en plus partie du monde, mais le monde en tant que tout est de plus en plus présent dans chacune de ses parties. Cela se vérifie, non seulement pour les nations et les peuples, mais aussi pour les individus. De même que chaque point d'un hologramme contient l'information du tout dont il fait partie, de même désormais chaque individu reçoit en lui ou consomme les informations et les substances venant de tout l'univers ».

Edgar Morin¹²

¹² Morin (1993 : 33).

Chapitre 1 LES MOUVEMENTS SOCIAUX DE L'APRES GUERRE FROIDE

1.1 Une mutation de la mobilisation politique à l'échelle planétaire...

Les manifestations qui se déroulèrent à Genève en mai 98 contre l'OMC, à l'instar de celles que connurent, dans la foulée, Seattle, Washington, Prague, Göteborg ou Gênes doivent de toute évidence être considérées dans leur dimension internationale. Bien davantage, elles doivent être interprétées comme l'indice d'une profonde mutation de la mobilisation politique et, ceci, à l'échelle planétaire. En d'autres termes, la mondialisation a un impact certain sur les mouvements sociaux, sur leur organisation, mais aussi sur leur discours idéologique et leurs stratégies face à l'Etat, face aux organisations de la société civile et aux médias.

La fin de la guerre froide correspond à l'émergence d'un nouveau système mondial. La chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'Union soviétique sont deux événements emblématiques d'une transformation irréversible du système mondial antérieur, que l'on étiquette le plus souvent par le terme flou de mondialisation. La mondialisation est difficile à saisir, puisqu'elle se déploie au moment même où nous l'observons. La difficulté consiste donc à cerner un phénomène en mutation, dont l'une des caractéristiques principales est l'instabilité et dont les lignes de fond structurelles se donnent mal à percevoir sous l'écume de l'événement.¹³

Les sciences sociales et les médias mettent le plus souvent l'accent sur la dimension économique du phénomène. La dimension sociale de la mondialisation n'est souvent perçue que comme la conséquence négative de la globalisation des marchés, principalement des marchés financiers.

¹³ La transformation contemporaine du système moderne et l'accélération de la mondialisation ont été discutées ailleurs et pour ce « nouveau type de système mondial », il a été choisi le néologisme de *MoNdernité* cf. Rossiaud (1996, 1997), puisqu'il peut être estimé qu'une manière complète de décrire la mondialisation est de partir de l'idée qu'il s'agit de la diffusion planétaire des différentes dimensions de la *modernité*.

Or, la mondialisation a également un impact sur la démocratie et la démocratisation, sur les mouvements sociaux (à l'intérieur des Etats, mais également dans leur mobilisation transnationale), sur l'émergence d'une société civile mondiale, qui apparaît comme un réseau de coordination de coordinations d'ONG et de mouvements populaires. Ce nouveau type de mouvement social, que l'on peut baptiser « mouvement de citoyens »¹⁴, par analogie au mouvement ouvrier, est, suivant notre définition, composé d'associations d'intérêts, d'organisations non gouvernementales et de mouvements populaires qui ne sont pas nécessairement coordonnés formellement les uns aux autres. Chaque composante exprime, parfois défensivement, une résistance face aux conséquences sociales de la mondialisation, parfois positivement, la revendication d'un contrôle démocratique du processus de mondialisation.¹⁵

Le mouvement de citoyens contemporain participe donc d'un processus de radicalisation politique et de démocratisation à l'échelle planétaire, qui joue des réseaux et de la spontanéité créative des différents acteurs; nous nous proposons de lire les manifestations contre l'OMC, le FMI, la Banque mondiale ou le G8 dans cette perspective.

1.2 et les mutations ... à l'échelle locale

L'Action mondiale des peuples (AMP), qui est à l'origine des manifestations de mai 1998 à Genève, est un pur produit de cette évolution des mouvements sociaux après la fin de la guerre froide. A ce titre, elle est mal connue des forces de l'ordre (qui

¹⁴ J'ai qualifié ailleurs Rossiaud (1996, 1997) le « mouvement de citoyens » de « *mouvement démocratique cosmopolitaire* » puisqu'il s'inscrit dans un processus de démocratisation à l'échelle planétaire. Il prend ainsi historiquement la suite d'autres types de mouvements sociaux : les « mouvements démocratiques-nationalitaires » du XIX^e siècle, les « mouvements ouvriers-socialistes », les « mouvements de libération nationale » et synthétise à partir d'une redéfinition de la citoyenneté et de la démocratie les aspirations des « nouveaux mouvements sociaux » post-68 (mouvements féministes, tiers-mondistes, environnementalistes, etc.). Le « mouvement de citoyens » tel qu'il est défini ici, n'a donc rien à voir avec le « Mouvement des Citoyens », le parti politique créé en France par Jean-Pierre Chevènement et qui correspond, au contraire, à une idéologie nationale-républicaine, revendiquant la reconstruction d'un Etat-nation fort, et qui serait, selon l'optique défendue ici, à classer dans les « mouvements démocratiques-nationalitaires ».

¹⁵ Cette revendication débouche pour certaines organisations, d'une part, sur la nécessaire création à l'échelle mondiale de régulations politiques de la modernisation / mondialisation et, d'autre part, sur un contrôle démocratique- du local au mondial – de ces régulations.

connaissent mieux les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier, par exemple : quoi de plus prévisible qu'une manifestation d'un syndicat de la fonction publique ?); elle est quasiment inconnue dans la classe politique locale, et même de la plupart des gauchistes de la génération précédente.

Cette méconnaissance a largement contribué à la perplexité et à l'incompréhension des politiques et de l'opinion publique, notamment pour ce qui est du point de départ de nos réflexions, lors des journées du 15 au 20 mai 1998 à Genève. Alors, d'où vient l'AMP ? De quel contexte intellectuel, éthique, militant émerge-t-elle ? Quelle vision du monde prévaut dans cette organisation aux contours flous ?

Pour comprendre l'AMP, son idéologie, sa stratégie, son rapport à la violence, il était important de saisir en premier lieu que ce projet s'inscrivait dans la mouvance post-guerre froide de résistance à la mondialisation néo-libérale. Il est donc indispensable de présenter une analyse, même sommaire, de l'évolution des mouvements sociaux depuis 1989. En deuxième lieu, il sera utile de faire un détour par le mouvement néo-zapatiste. La résistance à la mondialisation libérale a trouvé autour du néo-zapatisme une nouvelle identité idéologique et un nouvel espace d'action. L'AMP se fonde sur le zapatisme et se fonde dans le zapatisme pour y construire de nouveaux réseaux, tout en s'en démarquant.

Ce détour par le mouvement zapatiste n'est pas fortuit, car, tout d'abord le parcours individuel des principaux animateurs genevois de l'AMP passe par les réseaux zapatistes; ensuite, l'AMP n'aurait probablement pas vu le jour, sous sa forme actuelle, sans son ancrage dans la mouvance zapatiste, même si sa création procède d'une distance critique vis-à-vis de la stratégie proposée par l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN).

1.3 Mondialisation et démocratisation

L'appel à démocratisation, qui suivit la fin de la guerre froide, a eu pour fonction essentielle de légitimer le nouveau système mondial. Il a cependant paradoxalement permis que s'élabore un discours démocratique homogène, tenu par une société civile transnationale en émergence. Il est indéniable que les vainqueurs de la guerre froide (en particulier les Etats-Unis) ont eu pour objectif principal, dès la fin des années 80,

d'intégrer le plus vite possible les pays d'Amérique latine, d'Europe centrale et orientale, de l'ex-Union soviétique, d'Asie et d'Afrique dans un système mondial qui se disait vouloir être plus homogène et plus pacifique. Stratégiquement, pour consolider ce système, ils affirmèrent que les institutions du libéralisme économique et celles de la démocratie politique ne devaient plus être séparées, au contraire de ce qu'ils avaient prétendu dans les décades précédentes.

Favorables à la globalisation des marchés au niveau international et à la flexibilisation du travail ainsi qu'aux privatisations au niveau national, les libéraux rencontraient leurs adversaires les plus coriaces, avant les années 90, dans les défenseurs du dirigisme d'Etat, et en particulier des Etats nationaux populistes (en Amérique latine, principalement) et socialistes (dans l'ex-bloc soviétique). En effet, de manière similaire, ces deux régimes utilisaient le protectionnisme pour développer des politiques clientélistes, sur lesquelles ils avaient échafaudé leur pouvoir.

Les représentants les plus marquants de l'idéologie libérale assuraient, durant les années 70 et 80, que ni la démocratie, ni même le respect des droits de l'Homme n'étaient une condition nécessaire du développement économique. Au contraire un régime autoritaire (principalement dans le tiers-monde) offrait à leurs yeux des conditions optimales pour la croissance de la production. A partir des années 90, ces mêmes libéraux défendent l'idée inverse selon laquelle le libre marché et la démocratie ne sont en fait que les deux faces de la même pièce; et qu'il faut aider à la mise en place de régimes qui les garantissent ensemble.

Suivant cette interprétation, la fin de la guerre froide se serait soldée par la victoire du libéralisme « réellement existant » sur le socialisme « réellement existant ». Cela n'est pas inexact. Il est cependant nécessaire de relativiser cette approche. En effet, le discours hégémonique pouvait certes changer de forme, encore fallait-il qu'il trouve où et comment s'ancrer.

Si la profonde mutation du discours dominant fut possible, c'est qu'elle correspondait à une grande espérance des classes moyennes et populaires. Celles-ci ne pouvaient plus croire en la capacité des politiques étatistes (populiste ou socialiste) à améliorer

les conditions de vie (et en particulier le pouvoir d'achat) de la majorité de la population.

De plus, et de manière déterminante, les mouvements civiques et démocratiques en Amérique latine et en Asie, les groupes dissidents en Europe de l'Est et en ex-Union soviétique, les groupes d'intellectuels démocrates en Afrique, n'avaient pas attendu la fin de la guerre froide pour revendiquer la mise en place d'institutions démocratiques, l'ouverture à la participation politique et le respect des droits de la personne humaine. Ils n'avaient pas non plus attendu la disparition de l'antagonisme Est-Ouest pour établir des relations internationales (ou transnationales), qu'on n'appelait pas encore réseaux, mais qui déjà en possédaient les caractéristiques principales.

Le discours dominant, légitimant le nouvel ordre mondial fut donc tout naturellement accepté, voire développé par des acteurs sociaux qui allaient vite se transformer en critiques systématiques de la globalisation néo-libérale. Les critiques portèrent plus particulièrement sur les politiques mises en place dans le cadre des négociations du GATT, puis de l'OMC ou contre les politiques d'intégration économique comme celles développées par l'Union européenne ou l'ALENA.

Ainsi, pour saisir les enjeux politiques et idéologiques contemporains, il est important de comprendre le double effet du discours sur la démocratisation : d'une part, l'appel universel à la démocratisation a pour fonction de légitimer le système mondial sous sa forme actuelle et, d'autre part, un nouveau type de mouvement social se construit dans l'exigence de la démocratisation et, ceci, à tous les niveaux de mobilisation sociale, du plus local au plus global : c'est cela également la mondialisation.

Du point de vue des mobilisations collectives et des mouvements sociaux, le nouveau système mondial connaît deux caractéristiques principales. Premièrement un double phénomène de fragmentations des mobilisations et des luttes, d'une part, et d'homogénéisation idéologique et de coordination des mouvements d'autre part. Deuxièmement on peut observer une accélération du processus de démocratisation, principalement dans l'exigence affirmée d'un contrôle démocratique des régulations politiques.

1.4 *Fragmentation des luttes*

Les mobilisations sociales contemporaines se caractérisent par leur fragmentation, si l'on entend par là qu'elles sont (1) diversifiées, (2) discontinues et (3) éphémères.

1. Les mobilisations des années 60 et 70, engendrées par ce que l'on nomma, faute de mieux, les « nouveaux mouvements sociaux », comme les mouvements étudiants, de femmes, en faveur des droits de l'Homme ou des droits civils, ethniques ou culturels, en faveur de l'environnement, contre la violence, contre la faim et la misère, etc., se caractérisent par la grande diversité des thèmes qui pénètrent l'espace public. Nombre de thèmes qui avaient relevé exclusivement de l'Etat et du pouvoir politique (développement, environnement, politique énergétique, relations internationales, par exemple) et d'autres qui étaient considérés comme privés (relations de genres, violences familiales, par exemple) se transformèrent en des questions sociales et politiques, dont il était possible – voire légitime – de débattre démocratiquement, en dehors des parlements. Dans l'après-guerre froide, un nouvel enjeu des mobilisations collectives voit le jour : la mondialisation, c'est-à-dire l'intégration économique mondiale, sous le *leadership* des Etats-Unis, autoproclamés gendarmes du monde. Sous l'influence des idéologues libéraux, la mondialisation se réalise à travers des politiques de dérégulation des systèmes redistributifs étatiques, et ses conséquences sociales sont particulièrement dures, principalement pour les plus mal lotis. La résistance à ces politiques s'organise donc partout.

Dans une première phase, les résistances sont principalement nationales, dans l'objectif d'empêcher la signature d'accords de libre-échange (GATT / OMC; mais également Maastricht ou les Accords de l'ALENA¹⁶); une fois les accords signés et les structures supranationales ayant gagné en prérogatives, la mobilisation change également de niveau. Ainsi par exemple, des manifestations européennes anti-Maastricht, ou des marches européennes contre le chômage et la précarité (comme à Amsterdam, juin 1997) sont organisées à un rythme croissant.

¹⁶ **Ecrire note** Maastricht & Alena

2. A cette grande diversité de thèmes correspond une grande diversité de formes de mobilisation et un accroissement du nombre d'organisations (association, ONG, etc.) de structures extrêmement diverses, qui, en relation et en concurrence avec des organisations plus institutionnalisées comme les syndicats ou les Eglises, donnent un nouvel élan à la société civile dans les années 80.

En effet, chaque organisation se trouve désormais, à la fois en situation de concurrence, de coopération et d'antagonisme, non seulement avec des organisations issues du même secteur thématique (l'environnement ou l'égalité hommes / femmes), mais aussi avec des organisations d'autres secteurs de mobilisation. Les agendas politiques et stratégiques des organisations ne sont que rarement autonomes. La plupart du temps, les organisations des mouvements sociaux répondent à des événements, prévus ou imprévus, qui surgissent dans l'espace public et elles réagissent à la conjoncture, dans l'espace offert par les opportunités politiques. Ainsi, les mobilisations se déplacent d'un thème à l'autre, d'une manière peu ou pas coordonnée et se caractérisent par leur discontinuité. Le nombre d'organisations qui naissent à Genève, par exemple, dans l'optique de s'inscrire localement dans la résistance mondiale au néo-libéralisme en atteste.

La multiplication des organisations non gouvernementales (ONG) et des associations d'intérêt général dans les années 80 et 90 implique une redéfinition des relations entre les organisations et les mobilisations de masses, et ceci principalement sous deux formes : la professionnalisation des organisations et des militants, d'une part, et l'importance croissante des moyens de communication de masse, d'autre part. Ces deux phénomènes permettent une relative autonomisation des organisations par rapport aux mobilisations de masses. La professionnalisation des organisations rend possible une intervention plus qualifiée des ONG dans la gestion publique. Au Sud et à l'Est, elles sont encouragées en cela par les politiques libérales des nouveaux Etats démocratiques, en s'inscrivant dans les nouvelles directives de l'aide bilatérale et multilatérale (les agences spécialisées de l'ONU) au développement et, qui trouvent dans le développement du troisième secteur une opportunité de privatiser le service public à peu de frais. Dans les pays les plus industrialisés, les politiques libérales, menées dans les années 80 et jusque vers la fin des années 90, visent aussi le

désengagement de l'Etat et soutiennent également financièrement et idéologiquement le secteur associatif, dans la mise en place des nouvelles politiques publiques.

D'un autre côté, les mobilisations de masse créent des conditions favorables pour introduire de nouveaux thèmes dans l'espace public ou pour forcer la conclusion de négociations.

3. Une fois atteint un objectif thématique et stratégiquement limité, il n'existe plus de raison de poursuivre une mobilisation, même si celle-ci s'est avérée forte et nombreuse. Les mobilisations de la fin des années 80 et du début des années 90 sont donc apparues comme limitées dans le temps, dans l'espace et par leur importance politique. Les observateurs les ont décrites comme éphémères sans en saisir la nouveauté.

En effet, le rapport social à la mobilisation politique, et en particulier celui de la jeunesse, connaît aujourd'hui une profonde mutation. Les personnes qui se mobilisent pour une campagne spécifique, à un moment donné, ne ressentent plus ni le désir, ni la nécessité de demeurer mobilisées en permanence, dans des organisations plus ou moins institutionnalisées. La majorité des participants sont là pour exprimer une subjectivité, qui peut se traduire dans l'espace public en terme de responsabilité citoyenne. Ces militants éphémères, philosophes du *hic et nunc*, se mobilisent en fonction d'un thème et de leur disponibilité du moment (en temps et en énergie), et même s'ils peuvent être potentiellement très nombreux, il est difficile – au sociologue comme au journaliste – de les comptabiliser, parce qu'ils ne se mobilisent jamais tous en même temps.

Ainsi, les mobilisations contemporaines se caractérisent par leur fragmentation. Pourtant, ce serait une erreur méthodologique, de n'observer que cette fragmentation et de ne pas analyser en même temps la tendance inverse : la continuité historique de ces mobilisations, l'homogénéisation des thèmes et la structuration en réseaux et en coordinations des différents secteurs de mobilisation.

1.5 Homogénéisation idéologique et coordination des mouvements

La fin de la guerre froide, caractérisée par la chute du Mur de Berlin, la dissolution de l'Union soviétique et la constitution d'un nouveau système mondial a eu principalement trois conséquences pour les organisations du mouvement social, à l'échelle planétaire.

1. En premier lieu, la marginalisation des partis communistes a contribué, dans un premier temps, à accentuer la crise idéologique de la gauche et de l'extrême gauche, partout où elles représentaient des forces sociales et politiques. Le Parti des travailleurs (PT) au Brésil, en tant que parti rassembleur de la gauche, ouvert aux discussions idéologiques et capable d'intégrer des militants issus d'horizons politiques et sociaux très différents en est le meilleur exemple¹⁷.

La dissolution de la plupart des groupuscules marxistes-léninistes et l'intégration de nouveaux militants dans des partis de gouvernement n'ont pas seulement forcé les militants de ces organisations à pratiquer entre eux le dialogue idéologique et, par là même, à effectuer leur « autocritique », mais cela les a également stimulés à transformer leur utopie dans la pratique démocratique électorale, parlementaire et même gouvernementale. La pratique – même formelle – de la démocratie nécessite par nature la négociation et, de ce fait, l'acceptation des préoccupations et revendications des autres groupes politiques ou des mouvements sociaux. L'ouverture, le dialogue et la négociation ont contribué peu à peu à homogénéiser le discours politique,

¹⁷ Genève n'échappe pas au phénomène de recomposition de la gauche. Un nouveau parti, SolidaritéS, regroupe dès 1992 l'extrême gauche principalement autour de militants issus du Parti socialiste ouvrier (PSO / trotskiste) et de Rupture pour le Communisme (maoïste). Quelques mois plus tard, à la faveur des élections cantonales, l'Alliance de Gauche regroupe SolidaritéS, le Parti du travail (PdT / communistes) et les Indépendants (militants issus du Parti socialiste). Cette nouvelle force politique devient vite la mieux représentée au Parlement genevois et redessine la carte politico-idéologique de Genève. Si l'on compte que parmi les militants post-soixante-huitards qui avaient voulu s'intégrer à des formations politiques institutionnalisées, la grande partie avait déjà rejoint, quelques années auparavant, le Parti écologiste genevois, devenu entre temps Les Verts ou le Parti Socialiste (PS / social-démocrate), ce sont pratiquement tous les quadra- et quinquagénaires de l'extrême gauche (à part les tendances anarchistes et autonomes et trotskiste / lambertiste (Organisation socialiste des travailleurs / Union des cercles pour une politique ouvrière) qui font désormais partie des rouages de la démocratie formelle et électorale. Beaucoup d'autres ont préféré quitter les organisations politiques et militer dans des associations et ONG qu'ils contribuent à professionnaliser : ils n'en sont pas moins intégrés institutionnellement à la vie politique locale. **Peut-être mettre cette note ailleurs (2^{ème} partie).**

renouvelant les anciennes thématiques et les ouvrant à celles apportées par les nouveaux mouvements sociaux. Il en est ainsi des positions anti-nucléaires, de la réduction drastique du temps de travail ou de l'égalité entre hommes et femmes, par exemple.

2. Partout dans le système mondial, des concepts politiques qui auparavant étaient considérés comme bourgeois ou réactionnaires entrent en force, dès la fin des années 80, dans le discours de la gauche et même de sa frange la plus radicale, avec des connotations positives : démocratie et démocratisation; société civile et organisations non gouvernementales; responsabilité individuelle et citoyenneté; défense de l'identité et de la différence dans la solidarité et l'égalité; régulation du marché; débureaucratisation de l'Etat; respect de l'environnement et des générations futures; lutte contre la violence, etc.

Les nouvelles organisation du mouvement de citoyens (par exemple les néo-zapatistes, l'AMP ou ATTAC) ont totalement intégré dans leur discours les revendications des nouveaux mouvements sociaux des années 80, tout en valorisant l'idée de démocratie ou d'auto-organisation sociale.

Ainsi, parmi tous les concepts réactualisés par le nouveau discours de la gauche radicale, celui de démocratisation apparaît comme le concept clé. Même si l'idée de démocratisation a fonctionné comme légitimation du nouvel ordre mondial, les mouvements sociaux s'engouffrent dans la logique démocratique et en font une revendication prioritaire. Dans le nouveau discours de la gauche (ou dans le discours de cette nouvelle gauche) la démocratie est un idéal social, une virtualité collective qui est limitée par les rapports sociaux, mais dont (1) les thèmes peuvent être élargis, (2) les principes approfondis et (3) les droits étendus à un plus grand nombre de sujets. Inscrire les actions culturelles, politiques et sociales dans un processus de démocratisation permet d'organiser les différents thèmes soulevés par les mouvements sociaux (les anciens et les nouveaux) autour de principes (et non plus de règles, ni de programmes) : plus d'Égalité, plus de Liberté, plus de Solidarité, dans la reconnaissance des appartenances héritées ou choisies, et le respect des différences.

Dans cette optique, le mouvement de citoyens (appellation qui donne une expression synthétique à ces nouvelles formes de discours et de stratégies) s'inscrit bien dans un processus bicentenaire, dans une continuité historique qui remonte à la naissance de la modernité politique, c'est-à-dire aux potentialités ouvertes par l'événement emblématique que constitua la Révolution française de 1789.¹⁸

Mais, dans le nouveau paradigme mondial de l'après 1989, faire référence à une utopie fermée, voire à un *programme* politique, perd de son sens, parce que la finalité de la mobilisation n'est généralement plus la prise du pouvoir politique, mais l'extension de la participation individuelle et collective dans l'auto-organisation des luttes et dans le contrôle citoyen des pouvoirs.¹⁹

3. Enfin, la fin de la guerre froide consacre le nouveau rôle joué par les organisations internationales, en particulier l'ONU. Une série de sommets comme le Sommet de la Terre (Rio / 1992), des Femmes (Pékin / 1994), du Développement social (Copenhague / 1995 – Genève 2000), Habitat II (Le Caire / 1996), le Climat (Tokyo / 1997) offrent la possibilité à des organisations non gouvernementales de se rencontrer lors de l'organisation de contre-sommets. Ce fut également le cas au sommet de l'OMC à Seattle en décembre 1999. Le plus intéressant, dans ces contre-sommets, n'est pas tant l'impact politique des mobilisations au niveau international, mais le fait que les organisations mettent à profit la présence des médias pour présenter les thèmes d'actualité sous un angle différent, plus proche des préoccupations des exclus des négociations officielles.

Du point de vue des actions collectives les contre-sommets ont deux conséquences particulièrement importantes. Premièrement ils obligent de nombreuses organisations à travailler ensemble sur un thème spécifique, et ceci du niveau le plus local (pour préparer les délégations) au niveau mondial, en passant bien entendu par le niveau national. Ainsi, la connaissance des militants sur des thèmes différents et le niveau général de politisation de la population progressent, et cela contribue également à

¹⁸ Wallerstein (1991).

¹⁹ Voir la Coordination internationale « Control Citoyen » / *Citizens' Watch Fiscalización Ciudadana*.

l'universalisation des valeurs. Par exemple, les contre-sommets de Rio, puis de Copenhague ont permis de réduire les divergences entre environnementalistes et développementalistes, en popularisant le concept de développement durable. Le contre-sommet de Pékin a obligé les deux courants précédents à prendre en compte d'une manière centrale les questions féministes dans le développement durable.

De plus, les sommets officiels élaborent fréquemment une déclaration, ou un agenda, qui sert de recommandation aux Etats et aux gouvernements. Ces textes n'étant généralement pas contraignants, ils restent le plus souvent lettre morte. Cependant, les organisations de la société civile y trouvent un programme de revendications face à leurs propres gouvernements et un moyen de pression face à l'opinion publique locale, nationale, et internationale : l'*Agenda 21 local* est un excellent exemple de ces nouvelles opportunités de pressions citoyennes sur les administrations publiques.

La seconde conséquence sociale des contre-sommets est la constitution, peu à peu, d'une société civile internationale et transnationale. Internationale, si nous faisons référence aux dirigeants ou représentants d'organisations qui forment la *jet set* des ONG, voyagent et se réunissent très souvent entre eux; transnationale, si l'on pense aux réseaux informels de militants et de citoyens qui en profitent pour renforcer les contacts personnels ou participer à des réseaux électroniques sur les thèmes politiques du moment.

Les coordinations d'ONG autour des contre-sommets constituent un élément important des mobilisations transnationales. Mais, elles ne représentent qu'une partie de l'internationalisation de la mobilisation du mouvement de citoyens.

En effet, certains militants font très vite la critique des ONG (et du nouveau pouvoir qu'elles ont acquis dans l'après-guerre froide), ainsi que des contre-sommets. Ils reprochent tout à la fois aux ONG de se transformer en exécutants des décisions prises par les gouvernements, de se couper de l'expérience et des revendications populaires (qui pourtant leur avaient donné naissance et dont elles se réclament encore le plus souvent), ou encore l'inefficacité organisationnelle et médiatique des contre-sommets.

L'AMP, par exemple, qui construit son discours et sa stratégie dans ce contexte, naîtra spécifiquement de cette volonté de se démarquer du travail de lobby des ONG et de créer parallèlement un réseau structuré de *mouvements populaires*, formellement dissocié des réseaux d'ONG. Sa stratégie d'action directe vise davantage à démontrer une force potentielle qu'à effectuer des pressions politiques sur les gouvernements pour négocier avec eux. En cela, l'AMP s'inspire sans conteste de l'idéologie et de la stratégie élaborée par le néo-zapatisme, à l'instar par exemple des militants du Comité d'organisation genevois des manifestations anti-OMC. C'est pourquoi, il n'est pas inutile d'effectuer un détour par la nouvelle alliance proposée par le sous-commandant Marcos et par sa parole révolutionnaire.

Chapitre 2 *LE NEO-ZAPATISME :*

UNE FENETRE SUR LE NOUVEAU MONDE

L'évolution du mouvement social depuis 1989 ne va pas sans une transformation idéologique : les tirades marxistes d'une part, libérales d'autre part sont devenus inopérantes pour les nouveaux acteurs sociaux. Encore fallait-il inventer un nouveau discours qui sache se démarquer, tant des concepts marxistes qui ont imprégné les luttes révolutionnaires du XX^{ème} siècle, que des odes néo-libérales aussi incantatoires que fallacieuses à la démocratie et aux Droits de l'Homme.

Le mouvement néo-zapatiste, qui a particulièrement bien réussi ce virage idéologique, propose de nouvelles valeurs pour un nouveau mouvement social. Son histoire, comme la personnalité de son porte-parole (le célèbre et énigmatique sous-commandant Marcos), l'ont conduit à abandonner la langue de bois marxisante au profit d'un discours qui séduit d'abord par son humour et son autodérision, puis par la puissance vitale qui s'en dégage, hors du prêt-à-penser politique, par son sens de l'humain et de la dignité. Rompant nettement avec la pensée dichotomique, la pensée néo-zapatiste postule que les pôles opposés se renforcent mutuellement. Il en va ainsi de la lutte locale et des luttes mondiales, de l'universel et du particulier, etc. C'est dans l'articulation de ces apparentes oppositions que s'organise la tension créatrice et vitale de la pensée et du mouvement.

C'est de cette radicale nouveauté dans le discours, de sa richesse intellectuelle et humaine que nous allons essayer de rendre compte ici, en nous appuyant largement sur l'excellent ouvrage qu'Yvon Le Bot²⁰ a consacré au néo-zapatisme à travers une longue interview de Marcos²¹. L'imaginaire et l'énergie des militants politiques impliqués dans ces événements paraîtront, nous l'espérons, moins incompréhensibles au citoyen moyen.

Faut-il encore le préciser ? Le mouvement néo-zapatiste exerce une grande force d'attraction sur les milieux intellectuels et militants de tous les continents. Je suis bien conscient que je n'y échappe pas entièrement...

2.1 *Bref historique*

C'est le 1er janvier 1994, date de l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA / NAFTA), entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique, que les Commandants de l'Armée zapatiste de libération nationale choisissent de déclencher, à la surprise et à la stupéfaction générale, une guerre de libération nationale dont les stratèges se croyaient définitivement débarrassés en Amérique centrale depuis la fin de la guerre froide.

Que disent vouloir les insurgés ? La justice sociale, la démocratie, la paix, l'amélioration de leur qualité de vie, le droit au développement, à la transformation de leur conditions de vie, sans faire table rase du passé, ni de leur mémoire ni de leurs coutumes.

Que revendiquent-ils ? Au cri de « *Ya Basta!* » (« Ça suffit ! »), ils se mobilisent pour le respect des traditions indigènes en général, mais Maya (Chols, Tzeltal, Tzotzil,

²⁰ Yvon Le Bot, sociologue, chercheur au CADIS à l'Ecole des Hautes études en sciences sociales (Paris) est un spécialiste de l'Amérique centrale et l'un des meilleurs connaisseurs de la question zapatiste. Le Bot (1997).

²¹ Ce voyage au cœur du Chiapas mexicain permettra au lecteur de mieux saisir le cadre de pensée et d'action des principaux organisateurs de manifestations transnationales et en particulier de celle de Genève en mai 1998. Cf. également Ramonet et Garcia Marquez (etc).

Tojolabal, etc.) en particulier, pour l'autonomie des communautés chiapanèques²², pour la rénovation démocratique d'un Etat mexicain qualifié de corrompu et contre le néolibéralisme, partout où il signifie la précarisation, la destruction des liens sociaux et finalement la misère. La guerre en elle-même ne durera que quelques jours et les quelques villages ralliés à l'EZLN fourniront jusqu'aujourd'hui une base suffisante, aux yeux des zapatistes, leur permettant de poursuivre la mobilisation civile dans l'ensemble du Mexique et au-delà. La répression de l'Armée mexicaine subsiste et selon les périodes se renforce, mais celle-ci n'a pas tenté à ce jour d'opération militaire d'envergure pour éradiquer l'EZLN.

Après deux ans de négociations serrées, les zapatistes signent avec le gouvernement en 1996 les Accords de San Andrés, permettant une plus grande autonomie des communautés, dans le respect de la Constitution mexicaine. Le pouvoir refusera pourtant d'effectuer les modifications constitutionnelles et légales que les accords stipulaient, rompant de fait les négociations avec des zapatistes qui crieront à la trahison. Pourtant le Président Zedillo ne peut se permettre de payer un prix trop élevé, en terme d'image et de risques de crise financière, que pourrait lui coûter une répression pure et simple de l'insurrection. Il combine donc les programmes clientélistes et paternalistes d'assistance (dans la vieille tradition du PRI), la militarisation et le soutien aux groupes paramilitaires du Chiapas. Une guerre contre-insurrectionnelle de basse intensité qui avait déjà fait plus d'une centaine de morts entre 1994 et 1996.

Qui sont les zapatistes ? Des indigènes du Chiapas, politiquement organisés dans leurs communautés et, à leur côté, l'énigmatique « Sub-commandante Marcos ». Sub-commandante, parce que le Commandement effectif de l'EZLN est nommé par *Comité clandestin révolutionnaire indigène* (CCRI), qui repose sur les structures politiques des Communautés. Marcos n'est donc pas le détenteur unique du pouvoir politico-militaire; il est le porte-parole, l'idéologue, l'âme du mouvement, et sa parole,

²² Dont certaines se caractérisent par le métissage ethnique et linguistique, ce qui peut signifier que nous sommes selon les communautés davantage dans des revendications de type nationalitaire ou « autonomiste » (chiapanèque) qu'ethnique ou « communautariste » (Chol, Tzeltal, Tzotzil).

son charisme, rejaillissent bien au-delà des montagnes du Chiapas.²³ déplacer plus haut ???

Dès les premiers jours de l'insurrection et depuis lors avec une constance impressionnante, le mouvement zapatiste a su étendre son audience et s'attirer la sympathie d'intellectuels et de militants du monde entier. Pourquoi et comment une guérilla perdue au fin fond d'un des Etats les plus pauvres du Mexique a-t-elle réussi ce tour de force ? Principalement pour deux raisons : l'originalité absolue du mouvement et la personnalité emblématique de Marcos, sous-commandant charismatique dont il est inévitable de parler lorsque l'on veut présenter le mouvement zapatiste.

2.2 Un discours d'une extrême modernité : un monde dans lequel entrent tous les mondes

Dans le large extrait suivant, Yvon Le Bot montre bien comment le néo-zapatisme s'inscrit dans la modernité, parce qu'il permet la poursuite parallèle, au nom de la diversité, d'une identité fondée à la fois sur le particulier et l'universel. Ainsi, le mouvement zapatiste est tout d'abord un mouvement indien, qui revendique l'universalisme de sa différence :

« On ne peut pas comprendre le mouvement zapatiste, son originalité, si on ne met pas au cœur de l'analyse son acteur central qui est indien [...]. La nature et le sens du zapatisme sont donnés par un acteur social et culturel (ethnique) qui se lance dans un soulèvement armé et se projette sur la scène politique. Qui, faute de pouvoir faire aboutir ses aspirations et ses demandes par d'autres voies, donne naissance à un mouvement armé et cherche à construire un mouvement politique civil qui ne se propose pas la prise du pouvoir. [...] Le zapatisme ne consiste pas en des conduites de repli communautaire ou des réactions de fermetures nationales. Il articule les expériences de communautés hétérogènes, divisées et ouvertes, la question de la démocratie nationale et le projet d'une société de sujets, individuels et collectifs, qui se reconnaissent et se respectent dans leur diversité; ils luttent pour un monde où de nombreux mondes aient leur place (*un mundo donde quepan muchos mundos*), un monde un et divers.

²³ Arraitz (1995 : 54).

« L'acteur zapatiste est ethnique, national et universel. Il se veut mexicain sans cesser d'être indien, il veut un Mexique où il soit reconnu et écouté. Il est universel non pas *en dépit* de son identité indienne, mais parce qu'il est indien.

« [...] L'insurrection zapatiste s'inscrit bel et bien dans la lignée des mouvements de libération indienne qui ont émergé depuis trois décennies dans l'ensemble de l'Amérique latine. Le mouvement shuar et le soulèvement des indiens de la *sierra* en 1990, le Katarisme Bolivien [...], le Consejo regional indígena del Cauca (CRIC) en Colombie, la Guatémaltèque Rigoberta Menchu, prix Nobel de la Paix en 1992, ne sont que quelques-unes de expressions les plus connues et les plus fortes de cette émergence. Elles ont en commun de porter une nouvelle modernité liant dans la tension l'identité et l'intégration, la culture et l'économie, l'utopie et le pragmatisme, le cœur et la raison, le particulier et l'universel. Si l'insurrection au Chiapas a recueilli dès son apparition un plus large écho, c'est sans doute parce que, refusant d'être traitée comme un problème simplement local, régional ou de minorité, elle a posé d'emblée et de manière spectaculaire des questions politiques et intellectuelles qui sont aujourd'hui centrales dans toutes les sociétés »²⁴

« [...] Cette universalité doit s'entendre de deux manières. D'abord en un sens éthique classique, dans la perspective de la philosophie des Lumières et des droits de l'homme : l'Indien, discriminé, minorisé, humilié, est porteur de la revendication d'égalité de tout être humain. Mais aussi de manière plus positive et plus riche, dans la perspective de l'affirmation d'un sujet qui combine les dimensions éthique et ethnique, qui retrouve l'universel dans le particulier. Le moment décisif de la genèse du zapatisme est celui où les guérilleros découvrent que leur discours révolutionnaire, universaliste, ne parle pas aux indiens, n'éveille en eux aucun écho et que par conséquent sa prétention à l'universalité est usurpée. La conversion qu'ils opèrent alors en se mettant à l'écoute de l'autre est le commencement d'une recomposition de la pensée et de l'action collective dans la perspective d'une politique de la reconnaissance. Alors que le sujet des droits de l'homme et du citoyen est abstrait et interchangeable avec n'importe quel autre sujet, le sujet qui se construit dans le choc et le dialogue interculturel est à la fois singulier, particulier et universel.

« Aujourd'hui, la figure la plus accomplie de l'universel n'est pas celle du citoyen qui se défend de la mondialisation en tentant de colmater les brèches dans l'édifice de l'Etat-nation. Elle est celle de l'acteur qui combine la lutte contre les forces de domination avec l'affirmation d'une identité individuelle et collective et la reconnaissance de l'autre. Le zapatisme est porteur d'une triple exigence – politique, éthique et d'affirmation du sujet –

²⁴ Le Bot (1997 : 20ss)..

que résume la formule de prédilection : démocratie, justice, liberté ou encore cet autre nom : dignité. »²⁵

Porte-parole, interprète des indiens révoltés, Marcos transforme leurs revendications dans un discours poético-politique, dont la force est à la fois une simple radicalité sur les principes et une impossibilité d'être transformé en doctrine, et donc en instrument de pouvoir. Le discours est d'une extrême modernité, car retournant radicalement aux principes mêmes de la modernité politique (liberté, égalité, solidarité; justice, dignité, paix), il laisse l'utopie ouverte et permet à chacun (individus ou communautés) d'en proposer une « interprétation subjective » actualisée, pragmatique et négociable.

Ce faisant, il rend caduques les langues de bois et les discours sectaires fondés sur la distinction entre réforme et révolution; la réforme devenant ainsi un moment négocié de la révolution et la révolution un processus, permanent, utopique et infini; une attitude, une posture critique radicale aux frontières contemporaines du possible. C'est ce que souligne encore Le Bot :

« Le zapatisme n'est pas un supplément d'âme ni seulement une résistance. [...] Il s'agit d'un mouvement de recomposition à partir d'une déchirure irrémédiable [celle de l'acculturation et de la modernisation exogène] et non de défense et de retour à la tradition. Mais il se distingue aussi des mouvements nationalistes, ethniques ou religieux, qui dans une perspective islamiste, hindouiste, asiatiste, pentecôtiste, etc., cherchent à reconstruire l'identité dans la modernité par des voies autoritaires. A une époque où l'opposition à la mondialisation néo-libérale s'exprime surtout dans des replis identitaires, le zapatisme apparaît comme l'une des tentatives les plus significatives et les plus fortes de combiner identité, modernité et démocratie. C'est ce qui explique qu'il ait rencontré un si large écho, au-delà des communautés indiennes et par delà les frontières du Mexique. Il a détruit l'illusion qu'il n'y avait pas de politique démocratique possible en dehors de celle qui s'inscrit dans les flux et reflux financiers. Il a fait crever le nuage gris qui avait fini par recouvrir l'ensemble de la planète et qui bouchait notre horizon à tous. Il a ouvert une brèche. N'en déplaise aux « réalistes » qui vivent dans la bulle, les zapatistes nous ont ramenés à *La Realidad*.²⁶

²⁵ *Ibid.*, pp.23-24.

²⁶ *Idem*. La Realidad est le nom véridique du village qui sert de quartier général à l'EZLN.

Ce parler vrai de la frustration et de l'espoir donne aux Indiens, aux Mexicains, puis aux militants de la mouvance néo-zapatiste partout dans le monde la possibilité de rénover fortement les discours stéréotypés des différents acteurs sociaux. Non seulement, il ridiculise les langues de bois sectarisées du marxisme-léninisme des années 70 et 80, mais encore il démontre la vacuité des discours officiels (des Etats, mais également des Organisations internationales ou des ONG) sur la paix, la démocratie et la justice, et finalement – et c'est peut-être le plus important – il redonne une parole autonome de résistance, de revendication et d'utopie aux Indiens du Chiapas, puis par analogie aux laissés-pour-compte de la mondialisation libérale, les sans-droits (les sans-travail, les sans-toit, les sans-papiers).

C'est pour cela précisément que le discours néo-zapatiste de Marcos a fait mouche, parce qu'il est capable de mobiliser au-delà des organisations politiques, militantes ou associatives des périodes précédentes; parce qu'en renouvelant le discours, il renouvelle par voie de conséquence l'idéologie et la stratégie des actions collectives, et qu'il permet à des individus et des groupes qui n'auraient pas pu adhérer aux discours précédents de s'inscrire spontanément et sans contrainte dans des actions politiques au sens large.

2.3 De nouvelles stratégies face à l'Etat

La fin de l'avant-garde et le renversement de la stratégie de guérilla

Il est judicieux de qualifier ce mouvement de « néo-zapatisme »²⁷, pour le différencier du zapatisme initial des années de clandestinité et d'entraînement militaire, de 1983 à 1994, comme le souligne Yvon Le Bot :

« [le néo-zapatisme] naît au contraire de son échec [c'est-à-dire de l'échec du zapatisme], non seulement de la déroute du mouvement révolutionnaire en Amérique latine et ailleurs, mais aussi d'un échec plus intime : celui du projet zapatiste lui-même tel qu'il avait été conçu et lancé au début des années quatre-vingt par les pionniers de l'EZLN – une poignée de métis et d'indiens. Une « défaite » infligée non par l'ennemi, mais dans la rencontre avec les communautés indiennes. Loin de convertir ces dernières à la logique de l'organisation

²⁷ Selon la formule de Le Bot.

politico-militaire, le contact produit un choc culturel qui débouche sur un renversement des hiérarchies où ceux des membres de l'ancienne avant-garde qui ont survécu et qui sont restés dans la Selva se transforment en serviteurs d'une dynamique de soulèvement indien. Le second zapatisme, celui qui se donne à voir le 1er janvier 1994, naît de cet échec. »²⁸

Ainsi, l'originalité fondamentale réside en ceci : cette guérilla est incomparable aux mouvements de libération nationale des années 70-80, qui, le plus généralement étaient commandés par une avant-garde intellectuelle, urbaine, visant à s'emparer du pouvoir d'Etat, au nom d'une idéologie socialiste et qui furent le plus souvent instrumentalisés par les grandes puissances pendant la guerre froide. L'EZLN ne doit son pouvoir qu'à une structure politique qui repose fortement sur les communautés traditionnelles; l'EZLN ne cherche donc pas des bases d'appui dans les communautés, telles que le prévoyait la stratégie guevariste, théorisée par Régis Debray. Au contraire, la guérilla est l'émanation des communautés et l'intérêt immédiat et concret de celles-ci ne peut donc jamais être négligé, au nom d'une raison historique, d'un idéal révolutionnaire à faire advenir. Le sens de l'histoire disparaît derrière la nécessité de donner un sens concret et un contenu aux idéaux, partagés avec les adversaires, de justice et de démocratie.

Comme le confirme Marcos, leur expérience aboutit à la fin de l'avant-gardisme et du sectarisme révolutionnaire.

« Nous avons une conception bien carrée de la réalité. Mais quand on se heurte à la réalité, le carré se cabosse, comme cette roue, là... et il commence à rouler et à se polir au contact des villages. Alors cela n'a plus rien à voir avec le début. On me demande si nous sommes marxistes, léninistes, castristes ou maoïstes... ou quoi d'autre ? Vraiment, je ne sais pas, nous sommes le produit d'une hybridation, ou d'une confrontation, d'un choc, dont nous sommes, et c'est tant mieux, sortis vaincus ». ²⁹

²⁸ *Ibid.*, p. 69.

²⁹ Marcos *in* Le Bot (1997 : 70).

Discours et stratégie démocratique dans la mondialisation***« La démocratie dans la démocratie »***

Ce qui est également fondamental dans le discours zapatiste, c'est la référence permanente à la démocratie et à la démocratisation, l'appel à la société civile et ceci à tous les niveaux géopolitiques, du local au global.

Les zapatistes ont utilisé à plusieurs reprises les instruments de la démocratie directe que sont les pétitions et les référendums (*consultas*); ils ont conclu de larges alliances et ont cherché, à travers la création du Front civique zapatiste à s'appuyer sur une société civile mexicaine en pleine effervescence, tout en contribuant à la stimuler.

En effet, comme le souligne Le Bot :

« La substitution des catégories de démocratie, de justice et de liberté à celle de socialisme, de lutte des classes et de dictature du prolétariat n'est pas de façade. Elle est plus qu'une reformulation et moins qu'une rupture révolutionnaire : un passage. Dans le domaine de la pensée politique aussi Marcos est un passeur. Mais alors que dans le domaine culturel, il assure le passage dans les deux sens, l'aller et le retour, il est ici celui qui, ayant quitté l'ancienne rive, tente de découvrir un nouveau monde politique, d'inventer une démocratie qui fasse place à l'exigence éthique (la justice) et au désir de reconnaissance (la liberté, la dignité).³⁰

2.4 Une stratégie internationale***La chute du Mur vue de l'Ouest et du Sud******Berlin : un symbole et un enjeu***

En janvier 1996, soit deux ans après le passage à la lutte armée, l'EZLN a besoin de donner à l'insurrection zapatiste un nouveau souffle et de la désenclaver des luttes politiques mexicaines dans lesquelles son ouverture vers la société civile l'a relativement enfermée. Elle craint de plus de devoir faire face à une offensive sérieuse de l'Armée régulière mexicaine. L'EZLN décide alors d'internationaliser plus fortement sa lutte et invite « *l'humanité entière* » à la *Première rencontre*

³⁰ *Ibid.*, p.72.

intercontinentale pour l'humanité et contre le néolibéralisme, que Marcos nommera par autodérision « la *Première Intergalactique* ».

La « Première Intergalactique » s'est bien tenue en août 1996 et a donné naissance à un vaste mouvement international de rénovation idéologique et stratégique. Pendant huit jours, dans cinq communautés du Chiapas, 3'000 personnes de 43 pays ont été amenées à participer à une réflexion commune³¹. La déclaration finale proposait la création d'un réseau international ouvert, sans comité directeur et sans hiérarchie »³². L'Action mondial des peuples (AMP) naîtra quelques années plus tard de ce processus engagé à La Realidad.

A quelle occasion le zapatisme rencontre-t-il la mouvance militante européenne ? Quelques mois avant l'Intergalactique, Marcos propose la tenue d'une Assemblée européenne préparatoire à Berlin, en insistant sur le rôle symbolique de la ville, pour la naissance d'un nouveau type de coopération et de solidarité internationale. La rencontre de Berlin peut être considérée comme le moment fondateur en Europe de ce nouveau type d'internationalisme issu du zapatisme.

Choisir Berlin comme lieu de résistance à la mondialisation, c'est tenter de faire basculer la charge symbolique contenue dans cette ville du côté de la lutte contre le nouvel ordre mondial des vainqueurs de la guerre froide, dans l'idée de permettre la mise en résonance de résistances qui avaient opéré sur des fronts très différents dans les années 80. En effet, les gauches européennes et latino-américaines ont vécu de manière bien différente la chute du Mur de Berlin et la défaite du bloc soviétique.

En Europe, depuis 1968 et la prise de Prague par les armées du Pacte de Varsovie, la gauche a développé, autour de la social-démocratie d'abord, puis du mouvement écolo-pacifiste indépendant, institutionnalisé postérieurement dans les partis Verts, une sévère critique du modèle soviétique; de l'autre côté du rideau de fer, c'est la figure du dissident qui incarne la résistance. Pour la majorité de la gauche européenne,

³¹ Des militants genevois de la future AMP – entre autres – étaient présents. J'étais moi-même présent à cette rencontre. Habitué des autres rencontres internationales de militants des années 90, je fus alors saisi par l'innovation radicale qu'opérait le réseau zapatiste.

³² Déclaration finale.

dans les années 80, les communistes de l'Est ne sont plus des « camarades qui se trompent », ce sont les ennemis de la liberté, à l'instar de ce qu'affirmaient les libéraux depuis les années 50.

En Amérique latine, par contre, l'URSS est bien lointaine et l'impérialisme américain bien plus proche et menaçant. Les dictatures militaires que les Etats-Unis ont contribué à installer ou à entretenir sur le continent engendrent une radicalisation et une militarisation de l'extrême gauche. La résistance, à la fois éthique et politique, s'incarne dans la guerre de guérilla. Pour la gauche et l'extrême gauche latino-américaines, l'idée de camp socialiste par opposition au camp capitaliste n'est pas obsolète et les communistes d'URSS ou de Chine sont encore largement, dans les années 80, « des camarades qui se trompent ». Pour Marcos et ses camarades, terrés dans la Selva Lacandone depuis 1983, la Chute du Mur est ressentie comme une catastrophe.

Marcos : « Ce qui nous a frappé dans la chute non seulement du mur de Berlin, mais du camp socialiste, c'était l'approbation des peuples qui avaient supposément été libérés par le socialisme. [...] Il y avait quelque chose qui n'avait pas marché. Bien sûr les pays socialistes avaient reçu des coups très durs pendant la guerre froide mais l'important, c'est que les gens n'avaient pas défendu ce qui était censé leur appartenir. Pour nous cela signifiait qu'il est impossible d'imposer un modèle économique par la force des armes.

« Mais le pire, c'était ce qui venait après, les murs que le capitalisme mondial établissait sur les ruines de celui-là : le monde unipolaire, globalisé. Les frontières qui se diluent pour le capital et les marchandises et se multiplient pour les êtres humains jusqu'à créer ces situations grotesques et tristes comme la Yougoslavie, les guerres raciales de la fin du XXème siècle, des guerres où le sang que tu as peut te coûter la vie, ces absurdités...

« Ce monde s'était construit sur un mensonge. Mais cela ne vouait pas dire que la pensée de gauche avait échoué, c'était seulement une proposition d'organisation politique de la gauche qui tombait avec le mur de Berlin [...].

« La leçon pour nous, c'était que n'importe quel système politique, s'il veut se maintenir, doit s'appuyer sur le social, doit se confronter à la société et qu'il fallait aussi apprendre à accepter les critiques, ne pas imaginer que quelqu'un qui te critique est forcément ton ennemi...

« Mais en plus de ces remises en cause, le plus dur, c'était le sentiment de solitude. On n'avait plus aucun point d'appui, même moralement. Avant on sentait que le monde pour lequel on se battait [le monde socialiste] existait, qu'il était réel. Tout d'un coup, il ne l'était plus, et en plus il avait été anéanti. »

[...]

« Yvon le Bot : Mais le néo-zapatisme n'aurait peut-être pas été possible dans une situation d'affrontement entre les deux blocs ? Ç'aurait été possible d'inventer quelque chose de nouveau ?

« Marcos : Non je ne crois pas. Le zapatisme n'aurait pas existé. Il aurait suivi la voie des autres guérillas et aurait échoué, ou il serait encore dans la montagne à attendre le moment propice... Non, il n'y aurait probablement pas de zapatisme, pas de Marcos, rien du tout. Une bonne raison de plus pour regretter ! Foutus socialistes ! On ne serait pas à La Realidad à bavarder de tout ça et supporter la boue, la pluie et les moustiques... »³³.

La tenue de l'Assemblée préparatoire à la Première Intergalactique à Berlin vise à ancrer symboliquement le zapatisme dans le système mondial de l'après-guerre froide et à faire du zapatisme le fer de lance d'un nouveau mouvement de résistance internationale au nouveau système mondial. Marcos donne un nom à l'ennemi (le néolibéralisme), un cadre au combat (l'internationalisme), une stratégie politique internationaliste (la mise en réseau des résistances) et une philosophie de l'action (l'action directe non violente et la désobéissance civile).

Le discours zapatiste est l'un des premiers à donner un nouveau nom à l'ennemi : *néo-libéralisme*. Ce faisant, le néo-zapatisme dénonce d'abord une idéologie, désignée comme l'idéologie dominante (la pensée unique) du nouveau système mondial.³⁴

Ainsi, la critique portant davantage sur une idéologie que sur un système économique, il devient possible de rassembler à la fois ceux qui rejettent le système capitaliste en tant que tel (et qui sont de moins en moins nombreux dans la fin des années 90) et

³³ Marcos *in* Le Bot, (1997 : 267-270).

ceux qui, tout en postulant l'insertion dans le système mondial moderne, en récuse l'orientation contemporaine, fondée sur la primauté du libre-échange et le désengagement de l'Etat.

Nouvelles stratégies de communication

Internet : la révolution en réseau

Comment lutter concrètement contre la mondialisation néolibérale ? En refusant ses conséquences locales partout dans le monde et en rétablissant la souveraineté populaire dans des Etats-nations souverains. La souveraineté populaire repose, dans la conception zapatiste, sur un Etat de droit démocratique, respectant les droits de l'homme et les droits des minorités, et renforçant les droits sociaux. Le zapatisme insiste ainsi fortement sur les caractères locaux / régionaux d'une part, et national étatique, d'autre part. Si le niveau mondial est pris en compte, c'est avant tout pour répondre au besoin d'organiser la solidarité internationale et de stimuler la lutte locale et nationale, en participant à un internationalisme sans Internationale, pourrait-on dire.

Cela pose le cadre du combat : fonder une « internationale de l'espoir pour l'Humanité », pour la démocratie, la justice, la paix et la dignité. Une internationale des mouvements en lutte, des organisations populaires, davantage qu'un réseau transnational d'ONG institutionnelles³⁵.

³⁴ Dans le discours de Marcos, la troisième guerre mondiale a bel et bien débuté, et l'impérialisme n'est pas le stade suprême du capitalisme, la mondialisation néolibérale en est la dernière expression (cf. Marcos « La quatrième guerre mondiale a commencé » in *Le Monde Diplomatique*, août 1997).

³⁵ Une tentative similaire avait pris corps en Europe dans les années qui suivirent la Chute du Mur de Berlin – En 1990, fut fondé le *Helsinki Citizens Assembly* (HCA), issu du travail le plus souvent clandestin que les militants des mouvements de paix « indépendants » d'Europe occidentale menaient de front avec les *Dissidents* d'Europe orientale et centrale (Cf. Rossiaud 1996). Marcos n'en avait pas connaissance. Pourtant, la philosophie et la stratégie en était proches : demander au pouvoir de respecter sa parole; s'élever pour dire la « vérité », non pour prendre le pouvoir. Entrer en dissidence. La guérilla zapatiste a utilisé la guerre pour démontrer qu'il fallait entrer en dissidence; et dès cet objectif atteint, elle a cessé de combattre.

Après la chute du mur et l'effondrement des dictatures, l'objectif principal, la démocratisation (qui se résumait le plus souvent par l'exigence d'élections libres et la garantie des libertés individuelles) se devait d'être investie par les mouvements qui se transformèrent en partis ou en ONG (« organisations néo-gouvernementales » selon l'expression d'Alain Touraine). En intégrant les structures du pouvoir, les représentants de la société civile des pays « en transition » avaient troqué leurs positions de résistants contre celle de gestionnaires du Nouvel ordre. C'est cela que dénoncent les mouvements populaires.

La médiatisation de la lutte, l'invention de stratégies de communication politique qui s'adaptent aux trois niveaux géostratégiques que sont le local, le national et le mondial, permettent de répondre avec souplesse aux nouveaux défis que les zapatistes doivent affronter.

Les insurgés du Chiapas ont largement utilisé – et pour la première fois dans une perspective médiatique systématique – le fax et Internet. C'est pour cela que leur action a été parfois qualifiée de première insurrection post-moderne ou de première révolution du XXI^{ème} siècle³⁶.

Voici ce qu'en dit Marcos :

« Il y avait un espace nouveau, tellement nouveau que personne n'avait imaginé qu'une guérilla pourrait l'utiliser : *Internet*, la super-autoroute de l'information... Elle était destinée à faciliter le commerce, le flux de capitaux à travers les ordinateurs et les satellites d'un monde global. [...] Des gens nous ont mis sur Internet et le zapatisme a occupé cet espace auquel personne n'avait pensé et où il n'y a presque pas de contrôle ».³⁷

En inventant la révolution en réseau, ils ont profondément modifié – probablement sans l'avoir prévu – les données de leur action insurrectionnelle et probablement de toute action insurrectionnelle à venir. Ils ont également lancé les bases d'un nouvel internationalisme.

La mise en réseau de la lutte zapatiste transforme l'action insurrectionnelle à tous les niveaux géopolitiques. Premièrement, au niveau local, l'ouverture du Chiapas au monde signifie intrusion du monde dans le petit monde des communautés indiennes, de leur pensée, la modernisation de leur projet politique et de leur stratégie insurrectionnelle. Deuxièmement, au niveau national, les Mexicains se savent désormais observés. Le gouvernement perd, dans la guerre, la première bataille médiatique; ce qui en termes militaires est très important. Pour les démocrates et les défenseurs des droits de l'Homme mexicains, le regard du monde est un appui sans conteste pour leur effort de démocratisation. Troisièmement, au niveau international,

³⁶ Cf. Pablo Gonzalez Casanova in Aguilar-Zinger *et al.* (1996 :150).

³⁷ Marcos in Le Bot (1997 : pp.273-275).

pour les militants du monde entier, l'irruption d'une parole indienne (traduite, interprétée par Marcos dans le vocabulaire de la post-modernité), davantage magico-poétique que scientifico-idéologique, contribue à désacraliser les idéologies et renverse la relation entre la pratique militante et la théorie; l'action supplante l'idéologie. En effet, l'action directe devient primordiale et, par conséquent, les idéologies et les querelles de clochers que celles-ci stimulent, déjà mises à mal pendant les années 70 et 80, paraissent alors complètement désuètes.³⁸

Le discours zapatiste obtient donc une résonance toute particulière parmi les intellectuels et les militants internationalistes. Il redonne d'une part l'espoir de participer à un combat commun, mené de manière coordonnée, au nom de valeurs partagées et, d'autre part et surtout, il valorise les luttes locales en y instillant un nouveau souffle révolutionnaire, et plus précisément insurrectionnel.

2.5 *L'action directe non violente*

En homogénéisant le discours, en proposant une rénovation de la théorie politique contemporaine (basée sur l'auto-organisation démocratique), la révolution en réseau popularise et légitime aux yeux des militants du monde entier des stratégies et des types d'action que l'on avait eu tendance à reléguer un peu trop vite au musée : la stratégie politique insurrectionnelle, les techniques de l'action directe non-violente et la désobéissance civile.

A la différence des précédentes théories de l'insurrection, l'action insurrectionnelle contemporaine, comme elle a été élaborée dans le mouvement zapatiste, se veut, en effet, non violente.

« Pour sortir de l'oubli, pour prendre la parole, les zapatistes à la différence des autres mouvements indiens modernes en Amérique latine et en Amérique du Nord, ont eu recours aux armes. Mais la guerre proprement dite n'a duré que quelques jours, du 1er au 12 janvier 1994. Depuis, les insurgés s'éloignent clairement de

³⁸ Cependant, la fin de la croyance en la réalisation d'utopies politiques clef-en-main et à l'ouverture par une Révolution apocalyptique d'un « monde nouveau » et d'un « homme nouveau » laisse la place à l'idée plus complexe que l'action de résistance à l'ordre injuste du monde et d'affirmation positive du sujet font partie intégrante d'un *processus révolutionnaire* infini. Cette transformation du discours est à même de transformer *ipso facto* la pratique militante.

l'objectif de prise du pouvoir par la lutte armée, cherchent les voies de l'intervention d'une démocratie ouverte aux acteurs sociaux, qui prenne en compte les exigences éthiques et les affirmations d'identité. Ils se maintiennent en armes, ils recourent à la négociation, aux alliances, aux moyens modernes de communication dans une stratégie de *non-violence armée*, au centre de laquelle Marcos, figure inversée du « guérillero héroïque » incarné par Che Guevara, apparaît comme un lointain cousin de Gandhi, de Martin Luther King ou de Tjibaou ». ³⁹

Ou encore :

« Quand les nouveaux zapatistes déclarent qu'ils ne visent pas la prise du pouvoir et que leur armée a pour ambition de rendre inutile toute armée, ce n'est pas un signe de faiblesse. Au contraire. Laisser de côté l'obsession bolchevique pour la prise du pouvoir central, c'est se placer dans une perspective à la fois plus ample et plus concrète pour transformer le monde. A partir de ce moment-là peuvent être abandonnés la violence froide, le fétichisme des armes, les exécutions sommaires, la manipulation des « masses » par une supposée avant-garde, le sectarisme et surtout sa fameuse dichotomie entre la fin et les moyens, qui transforma l'espérance communiste en une nouvelle religion anthropophage, en une nouvelle promesse de bonheur toujours remis au lendemain. ⁴⁰

Marcos lui-même se présente d'ailleurs comme antimilitariste :

« [un] *sous*-commandant obéissant aux communautés et à leurs représentants, chef provisoire d'une guérilla qui milite pour sa propre inutilité : “ L'EZLN aspire au suicide, non pas que nous voulions qu'on nous tue, mais parce que nous aspirons à ne plus être soldats ” ». ⁴¹

De fait, l'action zapatiste redéfinit – par le concept de non-violence armée – le rapport entre violence et non-violence.

« La force des zapatistes est la non-violence, leur originalité est dans l'invention d'un nouveau rapport entre violence et non violence. Elle est de se maintenir dans la tension, sans basculer dans la violence.

³⁹ Le Bot (1997 : 21), je souligne.

⁴⁰ Arraitz (1995 : 57).

⁴¹ Marcos *in* Durán de Huerta cité par Le Bot (1997 : 19).

« [...] La tension dans laquelle se maintient le mouvement assure son exemplarité et son expressivité. Si elle retombe, il peut se décomposer dans les violences ou dans le repli communautaire.⁴²

Cependant, elle prône sans ambiguïté le recours à l'illégalité quand celle-ci est considérée comme légitime, c'est-à-dire quand le système politique n'est plus capable de garantir les accès fondamentaux à la dignité : un accès au travail et à la subsistance, à un logis, à une culture autonome, à la participation politique. Traditionnellement, pour les indiens (et plus largement pour les paysans d'Amérique latine), le droit à la Terre (promise) permet à lui seul l'accès aux catégories de « dignité » et de « liberté ». Posséder la terre – la terre des ancêtres – c'est posséder la culture, dans son expression la plus large : activité productive et lien social; religiosité et créativité collective. Les occupations de terres, par exemple, contre les grandes *haciendas* sous-exploitées du Mexique, contre les *fazendas* en friches du Brésil, contre les champs de maïs transgénique en Inde font donc partie intégrante de la lutte insurrectionnelle; les squats urbains contre les spéculateurs immobiliers ou contre les locaux commerciaux laissés inoccupés, en Suisse ou ailleurs, leur font écho.⁴³

2.6 *S'affranchir des scories de la guerre froide*

Pour conclure, le mouvement zapatiste met en œuvre concrètement la critique des discours politiques et éthiques qui ont marqué le XX^{ème} siècle et en particulier la période de la guerre froide, et en renouvelle le caractère et la forme.

En énonçant et en vivant et en pratiquant dans les luttes quotidiennes la rupture avec des concepts tels que la dictature du prolétariat ou l'avant-garde révolutionnaire, le mouvement zapatiste s'est affranchi des scories de la guerre froide, côté soviétique. En s'engageant sans concession pour la solidarité, la liberté, l'égalité et la dignité concrètes des individus, au Chiapas comme dans le monde entier, en revendiquant en permanence plus de démocratie par l'auto-organisation de la société civile, le mouvement zapatiste s'est affranchi des scories de la guerre froide, côté libéralisme.

⁴² Le Bot (1997 : 19).

⁴³ Voir plus loin, l'encadré sur Habitat II.

Dans la foulée, c'est l'ensemble du mouvement de citoyens qui profite de ce vent de liberté de pensée et d'action. Les manifestations prévues par l'AMP à Genève en mai 1998 en ont donné un bon exemple, tout comme celles de Seattle ou de Gênes, d'ailleurs.

Chapitre 3 ***L’ACTION MONDIALE DES PEUPLES CONTRE
LE « LIBRE »-ECHANGE ET L’OMC – AMP :
EXPRESSION D’UN RENOUVEAU MILITANT***

L’Action mondiale des peuples contre le « libre » échange et l’OMC (AMP) se trouve à l’origine des manifestations de mai 1998 à Genève. Elle a appelé, partout dans le monde, à des manifestations à l’occasion de la Conférence du 50e anniversaire du GATT, qui a également scellé la *fondation de l’Organisation mondiale du commerce* (OMC). C’est devant le siège de l’OMC, à Genève, qu’a été prévue la manifestation la plus importante.

Nous avons choisi d’explorer les structures et les stratégies de cette coordination, parce qu’elle est emblématique des actions collectives menées dans le cadre des manifestations contre la mondialisation néo-libérale, et qu’elle en a été l’un des éléments précurseurs.

Mais qu’est-ce donc que l’AMP ? Cette coordination (l’AMP récuse le qualificatif d’organisation) présente des caractéristiques représentatives du nouveau mouvement social de l’après-guerre froide, le mouvement de citoyens. En effet, elle fait appel essentiellement à la responsabilité et à l’action citoyennes autour de l’exigence d’une démocratisation permanente et toujours concrète. Elle émerge du mouvement zapatiste, puisque c’est à l’occasion de la 2^{ème} Rencontre intergalactique qui rassemble les militants de la mouvance zapatiste en Espagne, en 1997, que l’idée de créer l’AMP a pris forme. Elle n’existe que par l’articulation entre le mondial et le local, ce dont témoigne tant son projet politique que sa structure. En termes idéologiques, elle exprime la tension entre une critique marxiste classique du système économique capitaliste (ou néo-libéral) et les valeurs de tolérance, de non-violence et de démocratie. La diversité des approches idéologiques dans l’AMP ne saurait être expliquée par la seule composition de l’organisation : il s’agit d’un postulat fondamental, constitutif de l’organisation.

Nous avons utilisé largement les documents de présentation de l’AMP elle-même, tels qu’ils figurent sur son site WEB : le cadre d’analyse proposé dans les deux chapitres

précédents rend en effet ces textes très limpides. Nous aborderons la création de l'AMP, sa structure, ses principes, sa stratégie. Enfin, nous analyserons comment s'est caractérisée l'articulation avec les mouvements militants genevois, avant et pendant les manifestations. Ce tableau devra permettre au lecteur de mieux comprendre le rôle et la responsabilité de l'AMP lors des manifestations des 15-20 mai, sa logique et son mode d'intervention dans les événements.

3.1 La création de l'AMP

Depuis l'appel à l'internationalisation de la lutte zapatiste, en 1995, des comités de soutien apparaissent un peu partout dans le monde. Un comité « Viva Zapata! » est créé à Genève, regroupant notamment des militants issus des mouvements de solidarité anti-impérialiste avec l'Amérique centrale et de jeunes militants attirés par la fraîcheur radicale du discours zapatiste.

Quelques membres du *Comité Viva Zapata*, feront le déplacement de Berlin, se rendront au Chiapas (notamment à la 1^{ère} Rencontre intergalactique), puis continueront à participer aux coordinations des divers comités de soutien aux zapatistes en Suisse. Ils s'inscrivent donc dans la mouvance zapatiste, comme le raconte Olivier de Marcellus, porte parole du comité d'accueil de l'AMP à Genève :

« En '95 on a lancé le Comité zapatiste ici; c'est ce qui m'a amené à participer à l'Encuentro intercontinental, intergalactique, au Chiapas et après à celui en Espagne. Juste avant la rencontre en Espagne [en août 1997], il y a un jeune fou qui est passé à Genève. Il était dans le réseau zapatiste et on le connaissait à travers ce réseau. Il avait lancé le projet de faire une réunion internationale à la fin de l'Encuentro en Espagne [...]. Son but était de mettre sur pied *une coordination internationale* qui agirait contre le libre-échange, notamment *lors de chaque sommet de l'OMC*. Et moi, j'ai fait la grande erreur de dire... bon ... il s'agit juste de louer quelques salles, tu vois, [...] on ne peut tout de même pas leur refuser ça. Si, eux, ils arrivent à faire tout ça, nous, il faudrait bien qu'en tant que Genevois, on réserve quelques salles, tu vois. Et effectivement (rires), ça n'a pas fini.... ça a tourné très très différemment. Finalement, on était quand même assez importants là-dedans à tous les niveaux parce que, bon, la jeunesse a bien répondu, voilà. »⁴⁴

⁴⁴ Entretien avec un organisateur, je souligne.

La déclaration finale du premier *Encuentro* intergalactique de La Realidad proposait la création d'un réseau international ouvert, sans comité directeur et sans hiérarchie »⁴⁵. Cependant, l'idée d'une *Action mondiale des peuples contre le « libre »-échange et l'OMC (AMP)* émerge en Espagne, en août 1997, de la décision de certains participants à la *Deuxième rencontre intergalactique contre le néo-libéralisme et en faveur de l'Humanité*.⁴⁶

Le but explicite de l'AMP est de stimuler « une coordination internationale qui agirait contre le libre-échange, notamment lors de chaque sommet de l'OMC »⁴⁷.

Bien qu'issue de la mouvance zapatiste et se reconnaissant encore en elle, l'AMP regroupe des individus et des groupes qui trouvent l'idéologie néo-zapatiste un peu molle et l'organisation en réseau peu efficace; ils préfèrent quant à eux structurer leurs actions autour de quelques cibles, en particulier l'OMC.⁴⁸

C'est ce que confirment les militants genevois :

Comment décrire l'AMP ?

Bon, c'est encore très expérimental [...]. L'idée, c'est de faire une coordination et des conférences différentes de l'Encuentro zapatiste qui est plutôt une rencontre, une foire d'idées autour d'une discussion, mais qui ne se donne pas comme but d'impulser une action [...]. L'AMP se veut un *réseau qui serait capable d'agir*, ce qui est assez utopique, donc on nage tout le temps, c'est assez difficile [...] »⁴⁹.

⁴⁵ Déclaration finale.

⁴⁶ Rappelons que la *Première rencontre intergalactique contre le néo-libéralisme et en faveur de l'Humanité* avait été organisée par le Sub-commandante Marcos et le mouvement zapatiste en août 1996, dans un petit village du Chiapas mexicain, contrôlé par l'*Armée zapatiste de libération nationale* (EZLN), fort à propos nommé « La Realidad » (La Réalité).

⁴⁷ Un organisateur.

⁴⁸ Entretien avec un militant de l'AMP.

⁴⁹ Un militant de l'AMP.

3.2 L'AMP : structures et militants

Qu'est-ce que l'AMP ?⁵⁰

Du 23 au 25 février 1998, des représentants de mouvements populaires du monde entier se sont retrouvés à Genève pour lancer une coordination mondiale de résistance au marché mondialisé, une nouvelle alliance de lutte et de soutien mutuel qui a pour nom l'Action mondiale des peuples contre le « libre » échange et l'Organisation mondiale du commerce (AMP). Cette nouvelle plate-forme servira d'instrument mondial de communication et de coordination pour toutes celles et tous ceux qui luttent contre la destruction de l'humanité et de la planète par le marché mondial, qui construisent localement l'alternative démocratique.

La première coordination de luttes locales pendant la conférence ministérielle de Genève en mai 1998 a été un grand succès : manifestations multiples et variées, actions et fêtes de rue mondiales (*Global Street Parties*) ont eu lieu sur les cinq continents du 16 au 20 mai.

⁵⁰ Les encadrés sur l'AMP sont tirés de leur site WEB.

Comment l'AMP est-elle organisée ? Voici quelques extraits tirés de son site WEB :

L'Action mondiale des peuples contre le « libre »-échange et l'OMC (AMP)⁵¹

L'AMP est une coordination évolutive, et comme telle elle va se transformer avec le temps. Ce qui suit n'est donc pas figé pour l'éternité, c'est simplement la conception de l'AMP partagée par les organisations qui y travaillent en ce moment.

L'AMP est un instrument de coordination, pas une organisation.

Ses objectifs sont d'inciter le plus de personnes et d'organisations possible à agir contre le « libre »-échange, par la désobéissance civile non violente et la construction de l'alternative démocratique; d'offrir à tous ceux qui agissent dans ce sens un instrument de coordination et de soutien au niveau mondial; donner une audience internationale plus importante aux luttes contre l'OMC. L'analyse politique et l'appel à l'action de l'AMP sont contenus dans le manifeste, un document qui sera révisé tous les deux ans.

L'AMP n'a pas de membres et n'aura pas de personnalité juridique. Aucune organisation ou personne ne représente l'AMP; cette dernière ne représentant pas non plus une organisation ni une personne.

Des conférences de l'AMP auront lieu environ tous les deux ans, environ trois mois avant les conférences ministérielles de l'Organisation mondiale du commerce. Les fonctions de ces conférences seront d'actualiser le manifeste (si nécessaire), de développer la coordination mondiale de la résistance contre le « libre »-échange et de coordonner les actions décentralisées à mener pendant les conférences ministérielles de l'OMC. Les conférences de l'AMP seront convoquées par un Comité de pilotage (CP) formé de délégués d'organisations et mouvements représentatifs des différents régions du monde et secteurs de la société.

Les organisateurs locaux des conférences feront partie du comité. Ce comité déterminera le programme de la conférence; décidera quelles organisations peuvent y envoyer des délégués; décidera de l'utilisation des ressources (en particulier pour le remboursement des voyages des délégués); conseillera le comité d'accueil sur les questions techniques et organisationnelles; décidera quelles publications peuvent être imprimées au nom de l'AMP et contrôlera le contenu des instruments d'information de l'AMP (voir ci-dessous). Le comité ne pourra pas s'exprimer au nom de l'AMP. Le comité de pilotage (CP) de la conférence suivante sera élu à chaque conférence de l'AMP. Le comité de pilotage devra changer 100% de ses membres à chaque conférence.

⁵¹ Je souligne.

L'AMP dispose de plusieurs instruments d'information, dont un bulletin régulier, une page Web et d'autres publications, lesquels seront élaborés par des organisations et personnes soutenant les buts de l'AMP, de manière décentralisée et par rotation. L'AMP ne disposera pas de ressources. Les fonds nécessaires pour financer les conférences et les instruments d'information devront être obtenus de manière décentralisée. Tous les fonds obtenus pour les conférences seront administrés par le CP. Les publications devront être autofinancées. Lors des conférences de l'AMP les quatre principes de base⁵² ne seront pas remis en discussion. Si toutefois il y a une demande concrète, un groupe de discussion au sujet des principes de base sera établi. Ce groupe de travail se réunira parallèlement au programme de la conférence pour élaborer des modifications concrètes qui seront votées en séance plénière.

L'AMP espère inspirer la création de plates-formes variées (à caractère régional aussi bien que thématique) contre le « libre »-échange et les différentes institutions qui l'encouragent. Cependant, il n'y aura pas de relation formelle entre ces plates-formes et l'AMP. Les plates-formes seront donc complètement autonomes.

<http://www.agp.org/agp/froid/whatis.html>

⁵² Cf. *infra*.

Le premier Comité de pilotage (1998-99)

Association Paysanne de l'Etat de Karnataka (KRSS), Inde;
 Centrale Sandiniste des Travailleurs (CST), Nicaragua;
 Front Zapatiste de Libération Nationale (FZNL), Mexique;
 Foundation For Independent Analysis (FIA), Nouvelle-Zélande;
 Indigeneous Women's Network, North America and Pacific;
 Socio-Ecological Union (ex-URSS);
 Mouvement Paysan des Philippines (KMP);
 Mouvement des Sans Terre (MST), Brésil;
 Mouvement pour la Survie du Peuple Ogoni (MOSOP), Nigéria;
 Play Fair Europe;
 Comité d'Accueil de Genève.

Le comité d'Accueil de Genève regroupe (entre autres) : Alternative Solidaire, Arcade 84, Artamis, Association Nicaragua Salvador, CUAE, Comité Amérique Centrale, Espace Femmes International, Centre Europe Tiers Monde, Collectif Viva Zapata!, ContrAtom, Groupe Solidarité Guatemala, GSsA, Jardins de Cocagne, Néolibération, solidarités, Syndicat du Livre et du Papier, Syndicat des Services Publics.

Le deuxième Comité de pilotage (1999-2000)

Proceso de Comunidades Negras (Columbia)
 CETERA (Argentina)
 Redes de Amigos de la Tierra (Uruguay)
 National Alliance of Peoples' Movements (India)
 Canadian Union of Postal Workers (Canada)
 Pennsylvania Consumer Action Network (USA)
 ORAM (Mozambique)
 Reclaim the Streets (UK)
 Social and Ecological Union (CIS countries)
 Rainbow Keepers (Ukraine)
 Foundation For Independent Analysis (New Zealand).

COMPETER AVEC LES AUTRES COMITES DE PILOTAGES

L'AMP ne se présente pas elle-même comme une nouvelle organisation, mais comme une coordination internationale de mouvements populaires dont les luttes constituent en elles-mêmes une résistance effective contre les politiques d'inspiration (néo)libérale, développées dans le cadre d'espaces économiques régionaux comme l'Union européenne ou l'ALENA, ou encouragées par l'OMC. Ainsi, l'AMP impulse un réseau mondial de coordinations d'actions locales décentralisées. Son slogan principal le rappelle : « Contre la mondialisation néo-libérale, mondialisons la résistance ! ». Dans cet esprit, elle pourrait s'apparenter à une nouvelle Internationale, de type anarchiste ou libertaire par opposition aux quatre premières Internationales, ouvrières, marxiste, puis marxistes-léninistes.

La structure proposée comprend trois niveaux : un *Comité de pilotage international*, regroupant des organisations implantées localement et d'importance très diverse en termes de membres et de capacité d'action; les *Conférences*, auxquelles les conditions formelles de participation ne sont pas définies; et enfin le *Comité d'accueil*, qui réunit au niveau local les organisations et les personnes qui se chargent de recevoir la Conférence et ses participants.

Ces trois niveaux imposent d'emblée la rencontre du mondial et du local. Leurs prérogatives respectives et l'absence de hiérarchie entre eux, permettent l'articulation entre l'universel et le particulier : quel que soit le niveau de mobilisation auquel ils se réfèrent, les militants sont des citoyens en lutte contre les conséquences de la mondialisation néo-libérale, et à ce titre tous sont également importants et dignes de reconnaissance.

Pour résumer, il nous faut insister sur les points suivants. L'AMP se situe dans la mouvance zapatiste dont elle conserve l'esprit. Cependant, l'AMP se veut davantage structurée qu'une mouvance, sans pour autant vouloir se transformer en organisation. Dans le système mondial de l'après guerre froide, l'AMP se pose ainsi comme l'un des premiers réseaux de résistance à la mondialisation néolibérale. Elle dit ne pas tenir à rester le seul et unique réseau, mais désire susciter des émules. Moins de deux ans plus tard, la large mobilisation de Seattle montrera que l'AMP n'est pas restée longtemps seule dans son créneau militant et qu'un mouvement social d'envergure

mondiale semble se dessiner autour de la thématique de la globalisation économique, par la libéralisation du commerce international.

3.3 Principes et stratégie : un manifeste anti-libéral

De la Conférence fondatrice de l'AMP de février 1998 à Genève sort un manifeste d'une quinzaine de pages qui se présente comme un acte d'opposition idéologique et stratégique au Nouvel ordre mondial, issu de la fin de la guerre froide.

Ce manifeste est le reflet de compromis établis entre les organisations formant le premier Comité de pilotage de l'AMP. Il pourra être révisé à chaque Conférence de l'AMP (tous les deux ans). Comme le Comité de pilotage doit être entièrement renouvelé lors de chaque Conférence, le risque d'instabilité et de flottement idéologique est grand; c'est pourquoi le texte fondateur précise que « lors des Conférences de l'AMP, les quatre principes de base ne seront pas remis en discussion » :

Les principes de base de l'alliance sont :⁵³

1. Un rejet très clair des institutions que les multinationales et les spéculateurs ont construites pour ravir le pouvoir aux peuples, comme l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et les autres accords de libéralisation du commerce (tels que APEC, Maastricht, ALENA, etc.).

2. Une attitude de confrontation, car nous ne croyons pas que le «lobbying» puisse avoir un réel impact sur des organisations aussi profondément partiales et antidémocratiques, dans lesquelles le capital transnational détermine de fait seul la politique poursuivie.

3. Un appel à la désobéissance civile non violente et à la construction de l'alternative démocratique par les populations locales en réponse à l'action des gouvernements et des firmes.

4. Une philosophie organisationnelle basée sur la décentralisation et l'autonomie.

Ces quatre points nous ont servi de point de départ lors des discussions à Genève en février 1998, de position commune pour la création d'une plate-forme politique et pour l'élaboration du manifeste. Ils ont été développés dans le cours d'un processus de discussion entre des organisations de toute la planète, entre autres lors d'une réunion internationale en août 1997.

<http://www.agp.org/agp/frold/home.html>

Le manifeste de l'AMP peut être considéré comme une critique marxiste actualisée du système capitaliste (renommé pour la circonstance « néolibéral », à l'instar du discours zapatiste) de la fin du XX^{ème} siècle et du début du XXI^{ème} siècle. Il intègre, dans une critique de la mondialisation néolibérale et de ses conséquences écologiques et sociales, l'ensemble des revendications posées par les mouvements sociaux des années 1980 et 1990 : féministes, tiers-mondistes, écologistes et pacifistes.

Sa table des matières résume ainsi cette synthèse idéologique :

⁵³ Je souligne.

Manifeste de l'AMP : Table des matières⁵⁴

Partie 1

La mondialisation économique, le pouvoir et la « course vers le bas »

Exploitation, travail et gagne-pain

L'oppression sexiste

La lutte pour la survie des peuples autochtones

L'oppression de groupes ethniques

L'agriculture et l'attaque contre la nature

Aspects culturels

Savoir et technologie

L'éducation et la jeunesse

Militarisation

Migrations et discrimination

La deuxième partie donne des pistes stratégiques

Les extraits suivants donnent le ton et l'ambition de l'AMP.

Extraits du manifeste de l'AMP⁵⁵

Nous vivons à une époque où le capital, aidé par des institutions internationales telles que l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), le Fonds Monétaire International (F.M.I.) et la Banque Mondiale (BM), est en train de façonner les politiques nationales, afin de renforcer son contrôle sur la vie politique, économique et sociale.

Le capital a toujours été un pouvoir mondial. Son appétit effréné d'expansion et de profits ne connaît pas de limites. Depuis la traite d'esclaves des siècles passés, en passant par la colonisation impérialiste de peuples, de pays, et de leurs cultures partout dans le monde, l'accumulation capitaliste s'est toujours nourrie du sang et des larmes des peuples du monde. La destruction et la détresse n'ont connu de frein que grâce à la résistance opposée par les gens de la base.

⁵⁴ Je souligne.

⁵⁵ Je souligne.

Pour affirmer son pouvoir et pour neutraliser la résistance des peuples, le capital utilise de nos jours une stratégie nouvelle; elle s'appelle mondialisation de l'économie et consiste à démolir les barrières au commerce et au mouvement des capitaux érigées au niveau national.

Les effets de la mondialisation pénètrent dans le tissu social de toutes les communautés du monde, rassemblant leurs populations en un seul système gigantesque à des fins de profits et de contrôle sur les êtres humains et sur la nature. Les expressions telles que « mondialisation », « libéralisation » et « déréglementation » ne servent qu'à masquer les différences croissantes entre les conditions de vie des élites et de la masse des gens, tant dans les pays nantis que dans les pays « périphériques ».

L'aspect le plus récent et sans doute le plus significatif du processus de mondialisation est la conclusion d'accords commerciaux qui sont des instruments clés pour l'accumulation de profits et de pouvoir. L'OMC est de loin l'institution la plus importante en ce qui concerne la conception et l'application de ces accords commerciaux. Elle est devenue l'outil préféré du capital transnational en vue d'établir un système de réglementation de l'économie mondiale. Ainsi, un cercle vicieux se met en place : la « demande effective » se concentre de plus en plus entre les mains d'une élite transnationale tandis qu'un nombre toujours croissant d'individus dans le monde ne sont même plus en mesure de pourvoir à leurs besoins essentiels.

[...] Ce processus mondial d'accumulation et d'exclusion constitue en fait une attaque concertée et globale à des droits fondamentaux des êtres humains dont les conséquences évidentes sont : la détresse, la faim, le manque d'abri, le chômage, la précarisation de la santé, l'analphabétisme, les inégalités accrues entre hommes et femmes, et le développement vertigineux des secteurs non réglementés et illicites (notamment production et vente des drogues), la destruction de la vie communautaire, la réduction des services sociaux et des droits des travailleurs; une violence croissante à tous les niveaux de la société, une accélération de la destruction de l'environnement, l'augmentation de l'intolérance raciale, ethnique et religieuse, des migrations massives (provoquées par les conditions économiques, politiques, et environnementales), le renforcement du pouvoir militaire et de la répression, etc.

[...]

Il y a des façons multiples pour résister à la mondialisation capitaliste et à ses conséquences. En tant qu'individus, nous devons transformer notre vie quotidienne et nous libérer de l'emprise des lois du marché et de la course au profits. Au niveau de groupements, nous devons développer une variété d'organisations à tous les niveaux, tout en reconnaissant qu'il n'y a pas de voie unique pour résoudre nos problèmes. De telles organisations doivent garder leur indépendance par rapport aux structures gouvernementales et aux pouvoirs économiques, et se fonder sur la démocratie directe.

[...]

Dans une situation où les gouvernements du monde entier agissent comme des laquais et des exécutants des puissances capitalistes, appliquant les politiques néo-libérales sans en référer à leurs populations ou aux élus de ces dernières, la seule alternative qui reste aux peuples est de réduire ces accords d'échange à néant et de refaire une vie basée sur la démocratie directe, libre de toute coercition, domination ou exploitation. L'action directe et démocratique, qui sous-entend la désobéissance civile non-violente face au système injuste, est donc la seule façon d'arrêter les méfaits d'Etats asservis aux grandes entreprises. Elle a, en outre, l'avantage d'être immédiate. Cependant, nous ne formulons aucun jugement concernant d'autres formes d'action dans certaines circonstances.

Il est urgent d'entreprendre une action conjointe en vue de démolir le système illégitime qui dirige le monde, auquel participent les capitaux transnationaux, les Etats-nation, les institutions financières internationales et les accords sur les échanges. Seule une alliance à l'échelle du monde de mouvements populaires, respectant l'autonomie et favorisant la résistance par l'action, peut venir à bout de ce monstre mondial émergent. Le programme du néo-libéralisme signifie l'appauvrissement des populations. Le programme de l'Action Mondiale des Peuples contre le "libre" échange et l'OMC sera de redonner le pouvoir aux peuples à travers des actions constructives directes et la désobéissance civile.

Nous affirmons notre volonté de nous battre, en tant que peuples, contre toute forme d'oppression. Nous nous proposons aussi de construire un monde nouveau. Nous demeurons ensemble, en tant qu'êtres humains et communautés, unis dans notre diversité. Ensemble, nous forgeons l'idéal d'un monde équitable, ensemble nous posons les premiers jalons de la vraie prospérité qui est le fruit du pouvoir populaire, de la générosité de la nature, de la diversité, de la dignité et de la liberté.

AMP, Genève, février/mars 1998

Le manifeste insiste fortement sur l'orientation démocratique de la lutte et sur le mélange (qui peut s'avérer explosif) entre un radicalisme révolutionnaire qui ne s'engage dans aucune négociation (aucun compromis, donc aucune compromission) avec les institutions du grand capital, d'une part, et la stratégie de l'action non-violente, d'autre part.

Le respect de la diversité conduit l'AMP à refuser de prendre position sur les objectifs que se donneraient d'autres réseaux ou d'autres organisations (« il y a des façons multiples de résister à la mondialisation capitaliste et à ses conséquences »), ou sur leurs stratégies et méthodes de résistance (« l'action directe et démocratique [...] est la seule façon d'arrêter les méfaits [de la mondialisation] [...] cependant, nous ne

formulons aucun jugement concernant d'autres formes d'action dans certaines circonstances »).

Cette philosophie de l'action implique une grande tolérance envers les groupes qui choisissent de résister avec d'autres moyens, par exemple plus violents. Dans cet esprit, la non-violence, à laquelle les organisations membres de l'AMP invitent leurs membres, n'implique pas la condamnation de la violence commise par d'autres acteurs. De plus, chacun lutte avec les moyens qu'il se choisit et est donc seul responsable de ses actes.

Cette position relativiste tend à renforcer l'ambivalence de certains militants face à l'usage de la violence. Elle permet également de maintenir l'unité du mouvement tant que la tension entre les positions strictement non-violentes et les positions ouvertement violentes n'est pas trop forte. Après les affrontements tragiques de Göteborg, et surtout de Gênes, le mouvement se trouve dans l'obligation de gérer l'ambivalence, tout en évitant les ambiguïtés.

3.4 Stratégies de l'AMP

L'OMC comme cible privilégiée

A la différence des réseaux zapatistes, l'AMP propose de concentrer ses actions autour de cibles privilégiées, représentant emblématiquement le système mondial : l'OMC en est l'une des principales, si ce n'est la principale.

Au sein des coordinations zapatistes, certains militants ou certaines organisations ne peuvent se satisfaire longtemps d'un discours qui, pour être englobant, reste extrêmement vague, et qui désigne un ennemi trop flou – le néo-libéralisme – pour pouvoir être transformé en adversaire concret des luttes internationales. L'Action mondiale des peuples contre le « libre » échange et l'OMC, comme son nom l'indique, transforme la qualité de l'adversaire qui, d'une idéologie, devient plus concrètement une politique économique d'envergure planétaire et l'organisation

internationale qui la met en pratique. Ce choix n'est pas fortuit et repose sur une analyse politico-économique du système mondial.⁵⁶

Mouvementisme vs ONG

L'AMP se veut une coordination de mouvements populaires. En ce sens, elle tient à se démarquer fermement des ONG. Celles-ci sont davantage représentatives des préoccupations des classes moyennes et consacrent leur énergie au *lobby*, alors que l'AMP privilégie et encourage l'action directe (non-violente) et la désobéissance civile.

De plus, à la différence des ONG, qui organisent des contre-sommets parallèlement aux sommets officiels, l'AMP se propose d'organiser ses réunions quelques mois avant les sommets officiels, dans le triple but (1) de discuter, hors de toute effervescence médiatique, les textes de réflexion servant de base aux mobilisations, (2) d'utiliser ses réunions pour préparer des manifestations d'action directe lors des sommets officiels et donc (3) de pouvoir se consacrer entièrement à l'action, principalement médiatique, lors de ces sommets.

Les militants mobilisés par l'AMP ne croient ni en la volonté ni en la capacité des organisations internationales et des Etats – même s'ils sont gouvernés par des sociaux-démocrates – de réformer positivement le système mondial. Ils pensent au contraire « qu'un programme politique de cette nature ne peut pas être mis en œuvre par en haut (« *from above* ») ». Il ne peut donc qu'être imposé par la société civile elle-même (« *from below* »), dans la construction d'alternatives démocratiques coordonnées au niveau mondial. Ceci donne une orientation stratégique bien spécifique au mouvement, qui le différencie largement du zapatisme :

« Nous n'allons dépenser aucune énergie à effectuer du lobbying à l'encontre de politiciens ou de représentants des compagnies transnationales. Ces efforts non seulement ne portent pas sur l'objectif central [le démantèlement de l'OMC et la fin des politiques néo-libérales], mais ils peuvent amener à une involontaire légitimation des institutions qu'ils essaient de réformer. Pire encore, à certaines occasions

⁵⁶ Le *Manifesto of the Inter-Continental Caravan (ICC99)* de l'AMP montre que d'actions en actions, cette analyse politico-économique tend à s'affiner.

(particulièrement lors de la mise en place de « politiques mondiales ») le lobbying peut très facilement conduire à une instrumentalisation de certaines organisations qui revendiquent de représenter la « société civile », et qui sont utilisées par les institutions afin de présenter leurs politiques comme le résultat de consultations « démocratiques » avec l'ensemble des acteurs sociaux. Parmi les exemples les plus scandaleux de symbiose entre les institutions et la soi-disant « société civile » est la proposition de l'incorporation d'une « clause sociale » dans le système de l'OMC »[...]

[...] Nous refusons d'être utilisés comme des outils politiques qui demanderaient aux élites de réformer une situation que nous n'avons jamais voulue. Nous voulons juste organiser notre force et la combiner avec la force d'autres mouvements au Nord et au Sud, dans le but de reprendre le contrôle sur nos vies. Nous ne travaillons pas pour obtenir une place à la table des négociations, ni pour une sanglante révolution; nous faisons juste un pas de plus vers le long processus de construction d'un monde différent, un monde qui, du local au global, aura changé de cap [...] ». ⁵⁷

En refusant toute forme de lobbying et de négociation, l'AMP choisit de se mettre en marge des cadres politiques traditionnels (partis politiques démocratiques, associations, syndicats ou ONG), y compris de ceux qui partagent leur analyse et leur projets politiques.

De fait, l'AMP fait reposer sa stratégie principalement sur la construction d'un mouvement international, par des démonstrations de force qui devraient attirer toujours plus d'activistes et de sympathisants (ce qui fut traditionnellement la stratégie du mouvement ouvrier international). En même temps, elle s'engage dans la mise en œuvre effective de politiques alternatives, partout où cela est possible.

Ces politiques alternatives ne sont cependant pas liées à la constitution d'acteurs sociaux capables de forcer les adversaires à la négociation : soit qu'on estime qu'elle n'est pas (encore) à l'ordre du jour de la révolution non-violente en marche, soit parce qu'on estime que cette attitude est *a priori* contre-productive. La faiblesse intrinsèque de l'AMP se situerait précisément ici : rien dans le discours ne permet d'articuler les actes de résistance concrets à un projet global, rien ne permet d'articuler le passé, le

⁵⁷ Extrait du *Manifesto of the Inter-Continental Caravan (ICC99)*, issu de l'AMP.

présent et l'avenir. L'AMP se définit ainsi comme une organisation principalement contestataire, défensive, réactive.

3.5 *L'AMP et la violence*

Nettoyer les trucs genevois

Dans ses textes et dans ses actions, l'AMP s'est toujours démarquée de la violence, insistant à chaque occasion sur l'importance de la stratégie non-violente. Le Comité de pilotage avait même prévu une formation sur la résistance non-violente, qui aurait dû avoir lieu le dimanche matin, c'est-à-dire le lendemain des premiers affrontements. Ce séminaire se transforma en une réunion politique tendue, où les divers acteurs se disputèrent sur la position officielle que l'AMP devait adopter à propos des violences de la veille⁵⁸. Le séminaire fut reporté au lundi après-midi.

De fait, la définition même de ce qui est à considérer comme violent est extrêmement différente suivant l'expérience locale de la lutte et la culture politique qui y est attachée. Un militant du Front civique zapatiste ou du Mouvement des Sans-Terre brésilien, confronté à une violence militaire et policière qui laisse le plus souvent quelques morts après l'assaut, considère tout à fait légitime de rendre les coups reçus, sans pour cela se considérer comme violent. Un militant indien, pour lequel, dans la tradition de Gandhi, la non-violence se limite aux atteintes physiques à la personne humaine, mais jamais aux biens, publics ou privés, ne répondra pas à une attaque policière, mais considérera tout à fait non violent de bouter le feu au commissariat de police, si aucun agent ne s'en trouve blessé.

C'est également pour cette raison que le *Comité de pilotage* de l'AMP n'a jamais condamné formellement, même s'il les a explicitement regrettés⁵⁹, les débordements violents de quelques groupes ou individus qu'il ne contrôlait pas, renvoyant ainsi les différents acteurs (y compris la police, le gouvernement ou les médias) à la responsabilité de leurs actes. Cette position stratégique et éthique, qui fut dénoncée par la majorité de la presse qui la jugea irresponsable parce qu'ambiguë, correspond en tout point aux principes développés dans le manifeste de l'AMP.

⁵⁸ Cf. Communiqué de presse.

⁵⁹ *Idem*.

La stratégie de la lutte urbaine : la non-violence radicale

Une des conséquences les plus importantes de la création de l'AMP à Genève sur la stratégie locale est la diffusion des nouvelles techniques de luttes urbaines proposées par des groupes écologistes d'action directe, tout particulièrement l'organisation anglaise *Reclaim the Streets* (« Reconquérons les rues ! »), l'une des organisations européennes les plus importantes dans l'AMP, membre de son deuxième Comité de pilotage (1999-2000).

Sur le plan stratégique, les formes de la lutte urbaine auxquelles les squats politiques anarcho-pacifistes sont sensibles, sont différentes de celles de leurs aînées gauchistes des années 70 et 80. Le temps est à une organisation extrêmement fluide et spontanée, dont les actions sont particulièrement difficiles à prévoir, encore plus à stopper.

Aujourd'hui, la forme que prend l'esprit de *Reclaim the Streets* à Genève sont les manifestations mensuelles de *Critical Mass*, un mouvement de reconquête de l'espace urbain par les piétons et les cyclistes qui, par leur présence « spontanée », paralysent le trafic.

« *Critical Mass* est une coïncidence organisée. Il n'y a pas d'organisateur, seulement un ensemble de personnes se retrouvant au même moment au même endroit et qui décident de partir dans la même direction. Certains viennent pour exiger une meilleure utilisation de la rue, d'autres sont dégoûtés par la pollution et le nombre inquiétant de voitures au centre-ville, d'autres encore pour exhiber leurs vélos multicolores ou autres moyens de locomotion non motorisés... TOUS VIENNENT POUR FETER UNE AUTRE RUE. Vous êtes *Critical Mass* ! Faites passer le mot, amenez vos amis, vos voisins, vos enfants, vos amant(e)s, vos instruments pour faire de la musique, du bruit. *Critical Mass* sera ce que vous voudrez qu'elle devienne... »⁶⁰

Lors des manifestations contre l'OMC, les organisateurs et les manifestants vont se trouver partagés entre deux allégeances stratégiques, qui reposent sur deux conceptions opposées de l'usage de la violence.

⁶⁰ Un flyer de *Critical Mass*, in Boillat, Vuille, Windisch (1999 : 270).

L'AMP va proposer l'action directe non-violente et s'appuyer sur le modèle développé par l'organisation anglaise *Reclaim the Streets* et sur la stratégie gandhienne de la non-violence prônée par l'organisation paysanne indienne KKRS. Elle imposera ce modèle, avec plus ou moins de succès selon les manifestations, à l'ensemble des manifestants. Une autre frange de manifestants est davantage encline aux affrontements violents avec la police, en particulier la tendance anarcho-autonome des squatters. Même extrêmement marginaux à Genève, ils sont en mesure d'accueillir les autonomes suisse alémaniques, allemands, italiens ou français qui feraient le déplacement. Ces autonomes s'invitent aux manifestations sans chercher le dialogue avec les organisateurs officiels (ici, le Comité d'accueil de l'AMP), et sont par définition peu contrôlables par un quelconque service d'ordre; c'est ce qui était apparu déjà lors de la manifestation contre la WACL devant l'Hôtel Penta en 1990.

Reclaim the Streets

Le groupe écolo-anarchiste anglais *Reclaim the Streets* (RTS), qui a notamment participé de manière centrale à l'organisation des mobilisations internationales contre le G8 le 18 juin 1999 (manifestations et actions directes dans des centaines de villes le même jour) est une des organisations les plus influentes de l'AMP. Ce sont les stratégies de RTS qui ont peut-être servi de modèle pour différentes actions organisées par l'AMP, en particulier l'incident de la voiture brûlée qui a servi d'élément déclencheur des débordements de mai 1998.

Un militant raconte comment ce groupe anglais, probablement rencontré par des militants genevois lors de la réunion anti-G7 à Lyon, en 1996, a eu un impact important parmi les militants des squats politiques genevois :

« [...] et puis, on s'était fixé sur cette histoire de *street-party* déjà à la conférence [en février] : des jeunes étaient vraiment emballés par les Anglais de *Reclaim the Streets* qui sont ceux qui ont pris ce terme de *street party*, je sais pas si vous voyez ? C'est des trucs qui sont partis d'Angleterre pour défendre les arbres ou anti-autoroute ou anti-destruction de quartiers populaires[...] et ils ont tout un discours sur l'occupation ou la libération des espaces publics qui ont été privatisés par la voiture. Ils bloquaient des constructions ou des routes pour faire des fêtes, en disant : «on resocialise cet espace, là où c'est la voiture qui empêche de se parler» etc. Mais très très bien, ils sont superbes, ces gens, avec une imagination... ! Ils avaient montré des

vidéos, et les gens ont trouvé ça super. Et bon, ils ont lancé l'idée de faire des *streets party* ailleurs et on s'est dit « on en fait une à Genève » et la transgression (puisque qu'il faut bien qu'il y ait une transgression), elle va être de faire une *street party* devant l'OMC en bloquant la rue de Lausanne de 16h à minuit. On prend ce bout de route et on fait à bouffer dans la rue. On voulait que les gens viennent aussi avec un matériel politique, des stands... mais ça s'est pas tellement concrétisé. [...] Et, notamment les Suisses allemands avec qui on était en contact, ils ont énormément investi, en effort et en argent, pour faire venir un groupe qui fait des *raves politiques*, de Rome, *techno rave politique* !. Ils voulaient faire ça dans la rue devant l'OMC. Ils ont fait des concerts dans la rue à Berne et à Zurich, payants, pour financer le fait qu'ils allaient le faire dans la rue à Genève. Il y avait une sono qui valait 70'000 balles, sur un de ces tracteurs pour faire les *street party*, l'idée de transgression c'était ça ! Et tous les gens qui étaient impliqués dans l'organisation, ne voulaient pas que ça dégénère en merde parce qu'entre autres, à la fin, on s'est rendu compte que c'était impossible d'assurer la sono. Des gens ont accepté de nous louer une sono à 70'000 balles sans assurance et nous on était simplement comme ça... Alors tu imagines comme ces gens-là, ces squatters-là, ils étaient contents quand l'émeute a commencé... à côté de la sono ! »⁶¹.

Reclaim the Street a donc probablement joué un rôle déterminant dans la coloration de la manifestation qui, pour la première fois à Genève, fut une *techno rave politique* (une « manif-fête »). En imposant son style, c'est également un rapport à la transgression et un rapport à la violence qui est transmis, dont les caractéristiques sont – à l'instar de l'idéologie techno – ludiques et radicales, mais toujours non-violentes.

Reclaim the Streets est né en Angleterre de militants de divers horizons (squats, écologistes radicaux, etc.), qui se mobilisent autour de *raves parties*, au moment où celles-ci sont interdites par le gouvernement conservateur de Thatcher. *Reclaim the Streets* est le point de confluence des plusieurs mouvements ou ailes de mouvements en Angleterre : des activistes écologiques, des squatters et des groupes qui se mobilisent autour de *rave parties*. Le groupe est avant tout urbain et fait pendant à *Earth First*, plus rural.

⁶¹ Interview avec un organisateur.

RTS est l'archétype du mouvement-réseau et c'est en cela que nous lui consacrons un peu d'attention⁶². RTS n'a pas d'organisation centrale ou de leaders, personne ne parle pour le mouvement, mais chacun parle pour soi en tant qu'individu. Les informations s'échangent à travers les tracts, les bulletins, les sites WEB, les groupes de courriers électroniques, ou encore lors de grands rassemblements (des coïncidences organisées aux contre-sommets), qui donnent l'occasion de discuter des prochaines actions d'envergure et des stratégies à employer. Les militants se réclament moins d'une doctrine politique qu'ils partagent une identité, un *ethos* et une philosophie d'action. La continuité avec des campagnes d'action non violentes est évidente dans le développement de camps et l'expression de valeurs alternatives ». RTS s'est constitué dans les années 1990 et est rapidement devenu un réseau international, avec des groupes rattachés dans les grandes villes européennes et notamment à Genève.

En fait, l'AMP s'est vraisemblablement inspirée pour l'organisation de manifestations d'un guide de la manifestation publié par RTS sur son site web (« *10 ways to organize your own action* » – cf annexes). C'est là un exemple intéressant de diffusion d'une forme d'action. La voiture qui a été amenée par des militants dans le cortège et découpée ensuite à la meuleuse est un exemple mentionné dans ce guide, de même que la sonorisation (le « *sound system* ») ou encore l'invitation d'autres groupes, comme les agriculteurs ou les syndicats. RTS diffuse également une vidéo qui montre en images les différentes actions menées par RTS en Angleterre.⁶³

Au-delà d'une forme d'action, l'AMP a importé également un esprit et une réflexion sur les violences. RTS, en guise de conclusion de son guide de la manifestation, précise en effet ceci :

« De nombreuses *street parties* se sont soldées par des provocations et des violences policières, particulièrement en Grande-Bretagne. Cela n'a jamais mené à rien, si ce n'est à fragmenter RTS et les participants. Rappelez-vous que dans de nombreux

⁶² Cf. Doherty (1999 : 87). Je tiens également ici à remercier Dominique Wisler pour les informations fournies.

⁶³ Cf. reclaim-streets-film@yahoo.com.

pays, il est difficile pour un policier de frapper quelqu'un qui danse devant une caméra de télévision »⁶⁴

En utilisant ces formes d'action, l'AMP semble avoir fait le pari de la non violence ou, en tout cas, d'une violence limitée aux objets et avant tout symbolique. RTS se prononce assez clairement contre la violence et la définit dans le contexte médiatique. Pour RTS, « chaque bataille est une bataille pour gagner la sympathie du public »⁶⁵, et, toujours selon RTS, les affrontements avec la police se soldent souvent par une opinion publique négative. Ce texte justifie ainsi la nécessité de prendre au sérieux les relations publiques :

« La seule chance que nous avons de toucher un public qui n'a pas encore entendu ce que nous avons à dire, c'est à travers les médias. On aura certes pas tort de considérer avec suspicion les médias, on aura certainement l'impression de se compromettre en travaillant avec eux. Mais la guerre que nous menons est une guerre de l'information, et il est impératif que l'on fasse usage de tous les moyens qui sont à notre disposition. Qu'on utilise ou non les médias, nos adversaires eux le feront. Même si notre cause est juste et authentique, ils ne se priveront pas de nous diaboliser et de nous démolir, à moins que nous ne répondions. Exploitez les médias ou les médias vous exploiteront. » [Un guide de l'activiste pour exploiter les médias, par Georges Monbiot,⁶⁶

Les interviews des organisateurs de la manifestation contre l'OMC confirment la difficulté de bien communiquer les objectifs et les stratégies du moment.

S'il est possible que des organisateurs de la manifestation aient suivi le « guide de la manifestation » de RTS, ils ne contrôlaient pas les groupes non-invités – jeunes en

⁶⁴ Many street parties have ended after provocations and police violence, particularly in the UK. The situations haven't achieved anything, except fragmenting the RTS groups and participants. Remember that in many countries it's very difficult for a policeman or woman to hit someone dancing if there is a camera around. » (<http://www.urban75.com/action/media.html>).

⁶⁵ « Every battle we fight is a battle for the hearts and minds of other people ».

⁶⁶ The only chance we have of reaching people who haven't yet heard what we've got to say is through the media. We might with good reason regard the papers and broadcasters with extreme suspicion, we might feel cheapened and compromised by engaging with them. But the war we're fighting is an information war, and we have to use all the weapons at our disposal. Whether we use the media or not, our opponents will. However just our cause and true our aims, they will use it to demonise and demolish us, unless we fight back. Exploit the media, or the media will exploit you ! » (An activist's guide to exploiting the media, by George Monbiot ».
In <http://www.urban75.com/action/media.html>.

rupture, délinquants plus ou moins organisés – attirés peut-être par l’expectative d’un affrontement avec les forces de l’ordre, annoncé par la police et les médias.

Les idées de transgression non-violente et de désobéissance civile ont été centrales chez une partie des militants – notamment issus de squats genevois – qui ont mené au nom de l’AMP les manifestations du lundi et qui avaient envisagé d’effectuer un « chahut nocturne » le mardi (et qui fut annulé à cause des débordements de la veille).

Cependant, d’autres manifestants, également proches des squats, avaient quant à eux des comptes à régler avec le Conseil d’Etat et la police genevoise et avaient bien décidé d’en découdre si l’occasion se présentait. C’est l’analyse de l’ensemble de ces acteurs-là qui fait l’objet de la troisième partie.

SECONDE PARTIE :

GENEVE AU CENTRE DE LA

MONDIALISATION

« C’en est presque un symptôme : c’est à qui dénoncera le plus fort la « violence ». Cela produit bien sûr des dissensions, assez violentes; quoi d’étonnant ? A l’occasion d’une violence, une autre accourt, pour voir... »

*Daniel Sibony*⁶⁷

⁶⁷ Sibony (1998 : 7).

« Malheur à ceux qui se contentent de peu. »

Henry Michaud

*« L'excès est une partie intégrante de la
structuration collective » ¼*

Michel Mafessoli

*¼ il est « cet interrègne de vertige,
d'effervescence et de fluidité, où tout ce qu'il y a
d'ordre dans le monde est passagèrement aboli »*

Roger Caillois

Introduction

Dans une société en mouvement, l'immobilisme est un désordre.

Avec les mutations profondes dans le domaine des mobilisations politiques à l'échelle mondiale que révèlent notamment les événements de mai 98, l'action directe et la désobéissance civile font un retour en force. Elles sont le plus souvent conçues par les organisateurs de manifestations comme non-violentes, pour des raisons à la fois idéologiques et stratégiques. Idéologiquement tout d'abord, parce que l'idée d'approfondissement de la démocratie et de l'auto-organisation sociale devient une valeur hiérarchiquement supérieure à celle de prise de pouvoir révolutionnaire, et ceci même parmi les plus radicaux des activistes. Stratégiquement ensuite, car les actions médiatiques sont destinées à sensibiliser une opinion publique qui, dans les sociétés démocratiques, rejette de plus en plus catégoriquement la violence, que celle-ci apparaisse dans le domaine public ou dans le cadre privé (la famille, le couple, etc.).

Cependant, les débordements qui ont suivi les manifestations contre l'OMC sont la conséquence d'un triple niveau de violence, une violence à la fois fondamentale, *anthropologique* (le désir joyeux, dyonisiaque, de transgresser), *sociale* (des conduites de crise de jeunes à la dérive ou des actes de délinquants) et *politique* (la lutte urbaine de militants-squatters. S'il est indéniable que les débordements n'ont été rendus possibles, voire qu'ils n'ont pu être suscités, que parce qu'ils ont eu lieu à l'occasion de manifestations politiques, les faits doivent cependant être interprétés non seulement en regard des luttes urbaines et de la mobilisation politique, mais également sous l'angle des conditions sociologiques qui rendent les violences urbaines possibles.

La violence que nous avons pu observer ne peut pas être attribuée à un seul acteur, par exemple à la frange la plus radicale de la mouvance politique des squats ou aux jeunes des cités environnantes. Il est nécessaire de réfléchir sur les conduites sociales de crise qui profitent d'opportunités politiques pour se manifester. L'expression violente de certains jeunes constituent peut-être l'indice de transformations conjoncturelles à Genève.

Car si les mutations structurelles affectent, par définition, l'ensemble du système mondial, la manière dont les acteurs les intègrent et les développent, dépend, elle, de considérations locales et de politiques conjoncturelles. En matière de violence urbaine, la politique d'urbanisme et de logement social, en ce qu'elle induit ou non une ségrégation (voire une ghettoïsation) urbaine, connaît en effet des répercussions importantes, qu'il s'agit maintenant de mieux connaître. La situation genevoise est intéressante à cet égard.

Dans cette partie consacrée à l'analyse de la conjoncture genevoise, nous nous bornerons à une analyse ciblée de quelques éléments utiles pour comprendre le rôle joué par des acteurs locaux lors des manifestations de mai 1998.

Nous allons examiner ci-après la situation socio-politique sous quelques axes principaux : la culture politique dans laquelle baignent tant la société civile que les autorités politiques ; l'évolution de la politique en matière d'immigration ; l'évolution de la politique en matière logement social ; l'impact de ces deux types de politiques sur les conditions de vie et l'état d'esprit de la jeunesse ; et nous chercherons à évaluer le poids économique et politique de la Genève internationale sur la vie locale et ses conséquences sur des manifestations telles que celles contre le sommet de l'OMC.

Puis, nous nous pencherons sur les jeunes émeutiers : comment se perçoivent-ils, comprennent-ils la situation locale ? Pourquoi ont-ils participé aux actes de violence de mai 1998 ? Ont-ils des revendications à faire valoir ? Comment articuler leur présence dans la vie politique locale ?

Enfin, nous examinerons la situation des squatters genevois, et ce tant du point de vue de l'histoire du mouvement que de l'attitude politique officielle à leur égard, car ils ont été parmi les acteurs centraux de ces quelques jours : ils ont participé très activement au Comité d'accueil de l'AMP et ont pris en charge les questions logistiques (hébergement des délégués par exemple), ils ont été à l'origine de divers types d'actions, leurs lieux ont été des points de replis pour les émeutiers, etc. A maints égards, leur place est donc centrale et nous jugeons indispensable d'analyser de manière détaillée les différents groupes de squatters et leur influence sur les événements.

Chapitre 4

RADIOGRAPHIE D'UN

EVENEMENT

4.1 Mai 98 à Genève : Une contestation très diversifiée

L'événement qui a secoué Genève en mai 98 a été vécu de la part des politiques comme des médias, de la part des acteurs de l'ordre comme des acteurs de la contestation, avec une grande perplexité. En effet, l'événement est complexe et son interprétation oblige à recourir à plusieurs angles d'analyse. Nous en avons dégagé trois principaux : la durée de l'événement, la nature des violences commises et les niveaux de mobilisation (local, national, mondial) des participants.

Un événement de plusieurs jours

A propos de la durée de l'événement, relevons ici simplement qu'il dure plusieurs jours, avec des temps forts et des périodes de calme, qu'il est composé de différents types de manifestations, produisant différents types de conduites violentes. Nous consacrons ci-après plusieurs pages à l'établissement chronologique des faits.

Violences politiques et violences sociales

A propos de nature des violences commises, il faut distinguer des conduites violentes d'inspiration politique, de conduites non politiques ou strictement sociales. Les premières sont par définition organisées et stratégiques et sont dirigées contre des objets ou des personnes, en fonction d'objectifs idéologiques plus ou moins prédéfinis. Dans cette catégorie entrent la destruction d'une voiture diplomatique, les pavés lancés contre les façades des banques ou des *Mc Donald*, le samedi après-midi par exemple, ou encore la violence des autonomes contre des policiers en uniforme ou en civil. Ces conduites de luttes urbaines sont connues de la police genevoise, qui, généralement, sait bien comment y faire face. Ce qui a fait percevoir l'événement de mai 98 comme particulièrement exceptionnel n'est donc pas à chercher dans ce registre, mais bien dans les violences non politiques, qui se sont déroulées en marge des manifestations politiques. Celles qui ont été observées par les autorités, aussi bien

que par les représentants des organisateurs ou les médias, sont de trois ordres et trois types d'acteurs extrêmement différents ont été évoqués.

a) On a parlé de jeunes défavorisés, tout d'abord, qui exprimeraient leur « rage » ou leur « haine » face un système social qu'ils rejettent parce qu'ils ont le sentiment (vrai ou faux) d'en être exclus.

b) On a mentionné ensuite une jeunesse davantage protégée, d'élèves, de collégiens ou d'étudiants, qui ne se sentent pas menacés d'exclusion, mais qui trouvent dans la violence l'expression d'un désir de fête et le frisson de braver l'interdit.

c) Enfin, il a été fait état d'une violence due à des bandes délinquantes organisées, d'ici ou d'ailleurs, dont le but est de s'introduire dans les manifestations susceptibles d'entraîner des débordements, afin de profiter de la confusion pour piller quelques boutiques, principalement de luxe.

Trois niveaux de mobilisation : local, national, international

A propos des niveaux de mobilisation, les manifestations contre l'OMC sont de celles qui conjuguent le niveau international, le niveau national et le niveau local. Chacun de ces niveaux attire des acteurs différents, attendus ou non par les organisateurs, qui se mobilisent en fonction d'enjeux et d'objectifs spécifiques. Parmi les acteurs internationaux se trouvent les représentants des zapatistes (Mexique) ou des paysans du Karnataka (Inde), mais également les autonomes allemands, français ou italiens, que l'on a parfois qualifiés de « touristes de l'émeute ». Ces deux types de manifestants ne se connaissent pas, ne se rencontrent pas et ne partagent ni la même idéologie, ni les mêmes objectifs politiques, ni surtout la même conception de l'action violente. Une manifestation internationale draine également des militants du pays d'accueil, comme le ferait une manifestation nationale, et un bon nombre de Bernois et de Zurichois étaient de la partie, et notamment des groupes radicaux. Mais, bien sûr, une manifestation internationale, surtout lorsque le thème de mobilisation est si large, donne également l'opportunité aux différents groupes politiques locaux d'exprimer certaines de leurs revendications et, plus généralement, une occasion pour le camp de

la contestation dans son ensemble de compter ses forces ou de régler ses comptes face aux autorités locales.

Les manifestations internationales posent donc un problème spécifique de maintien de l'ordre, principalement à Genève où la politique du maintien de l'ordre repose depuis une trentaine d'année sur une culture locale, partagée de manière consensuelle par les policiers et les organisateurs de manifestations, depuis une trentaine d'années. Les policiers venus en renfort d'autres cantons, aussi bien que les militants habitués à des confrontations dures avec leurs polices respectives, sont littéralement étrangers à cette culture genevoise, et n'en comprennent souvent pas la logique. Ils ne saisissent pas pourquoi la police n'intervient pas plus tôt (dès les premières vitres brisées) ou pourquoi les organisateurs des manifestations restent en contact téléphonique permanent avec le chef de la gendarmerie, par exemple.

De plus, chaque acteur a sa propre manière de répondre à la violence – directe ou indirecte, évidente ou supposée – qu'il attribue aux autres. Dans le cas présent, la multiplicité des acteurs et de leurs niveaux d'action, le fait qu'ils entrent en scène à des moments différents, en soulevant des problématiques de maintien de l'ordre également différentes, a généré une situation d'une grande complexité. Et, bien évidemment, plus la complexité est grande et plus les routines des acteurs genevois – régulées lors de situations moins complexes – risquent de dysfonctionner, c'est-à-dire de participer à la création d'une situation qu'il n'est plus possible de contrôler.

4.2 *L'enchaînement des faits*

Le premier problème qui se pose consiste à délimiter l'événement. Quand commencer ? Avec la fondation de l'Action mondiale des peuples contre le « libre »-échange et l'OMC (AMP) en février 1998, à Genève, parce que l'AMP est le principal organisateur des manifestations politiques ? Avec la première conférence de presse de la police genevoise et sa couverture plus ou moins alarmiste par la presse locale ? Avec l'arrivée des premiers manifestants ? Ou avec le constat des premiers débordements ?

Quand clore l'événement ? A la dernière manifestation, le mercredi 20 mai ? A la remise des rapports des experts mandatés par le Conseil d'Etat ? Au jugement (à venir) des personnes déférées devant la justice ? A l'indemnisation des victimes ?

Nous avons pris le parti, à l’instar de la *Commission d’enquête parlementaire du Grand Conseil genevois* et du *Groupe d’experts mandaté par le Conseil d’Etat*, de circonscrire l’événement à la période qui s’écoule entre le vendredi 15 et le mercredi 20 mai 1998.

Le second problème qui se pose pour analyser les émeutes de mai 1998 est celui de l’établissement des faits, exercice incontournable mais périlleux. De manière générale, la vision rendue par la presse est parcellaire et ne permet pas de restituer la complexité de l’événement. Nous avons voulu, sur la base d’entretiens avec des manifestants et avec les forces de l’ordre et sur la base des articles de presse, faire apparaître les actions simultanées ou consécutives des différents acteurs. Nous avons découpé les faits en un certain nombre d’épisodes, durant lesquels entrent en scène des acteurs précis, dont les logiques s’entrecroisent de manière spécifique, rendant possible ou non le déclenchement, puis le développement ou l’arrêt de la violence. En dégagant ainsi la chronologie des faits, l’idée apparaît peu à peu que l’événement s’est déroulé largement selon sa logique propre, dans une spirale qui a échappé aux acteurs mais à laquelle chacun a contribué.

Le contexte : ce que les acteurs avaient prévu

Avant d’entamer la chronologie proprement dite, il est utile de rappeler ce que les acteurs des journées du 15 au 20 mai avaient prévu ou imaginé. En effet, leurs attentes, leurs craintes, leurs espoirs ont certainement induit leur comportement au cours de ces journées.

XX

Chapitre 5**LA FONDATION DE L'AMP A****GENEVE EN FEVRIER 1998****5.1 L'AMP et les organisations genevoises**

En février 1998, c'est-à-dire trois mois avant les manifestations contre l'OMC, eut lieu à Genève la conférence de fondation de l'AMP, qui regroupa trois cents personnes d'une trentaine de pays. A l'initiative des Genevois présents à la 2^{ème} Rencontre intergalactique en Espagne s'était constitué un groupe genevois d'organisation de la conférence qui compta rapidement jusqu'à deux cents personnes.⁶⁸ L'idée d'accueillir des militants du monde entier donne un dynamisme imprévu à une partie des jeunes squatters déjà impliqués dans les réseaux zapatistes et attire un grand nombre d'autres personnes, qui pour certaines s'engagent pour la première fois dans l'action politique.

« C'est vraiment étrange, tu as eu plein de gens qui n'étaient pas du tout actifs politiquement ou qui l'avaient été il y a très longtemps, qui se sont mis dans cette histoire. Il y a eu des gens de SolidaritéS qui sont venus... mais ce n'était pas la majorité du tout d'ailleurs; il y a des gens qui étaient à la deuxième Intergalactique, il n'y en a pas beaucoup qui sont restés, mais quand même un petit groupe, et ces gens-là ont continué directement après à préparer tout ça. Et puis, c'était en même temps que [l'évacuation du squat de] Fort-Barreau donc il y avait toute une dynamique où les gens ont beaucoup parlé, il y a eu beaucoup de discussions autour de ce qu'on pouvait faire, comment structurer les forces en présence en quelque sorte. A l'époque, on était encore dans [l'idée qu'on accueillerait] 600 personnes [en février]. Nous on devait aussi les nourrir, les loger [...], prévoir de la traduction en trois langues et trouver des lieux de réunions à ces 600 personnes, et ceci pendant dix jours, sans argent.⁶⁹

[...] Les squatters ont fait un boulot absolument énorme. Déjà dans la préparation et l'organisation de la conférence, et c'est eux qui se sont chargés de faire la cuisine, de procurer le logement. Pour le boulot pratique, c'est toujours eux qui sont là⁷⁰.

⁶⁸ Interviews avec des membres du Comité genevois de l'AMP.

⁶⁹ Un organisateur.

⁷⁰ Un organisateur.

5.2 *Le Comité genevois d'accueil de l'AMP*

Le texte appelant aux manifestations contre l'OMC est particulièrement radical. Il est rédigé dans un style gauchiste en décalage avec la culture politique contemporaine de la gauche et de l'extrême gauche genevoise. Comme on l'a vu, il se démarque formellement des ONG, rejette toute forme de lobbying et refuse toute idée de négociation. Ce texte est objectivement un obstacle à l'engagement de nombreuses organisations genevoises et il risque donc de marginaliser la manifestation. Cependant, l'AMP a choisi de se donner des structures à géométrie variable qui lui permettent une grande souplesse. En l'occurrence, le Comité d'accueil de l'AMP (comité local, membre d'office du Comité de pilotage) est une formule qui permet à ceux qui le souhaitent de se dissocier des prises de position du Comité international de pilotage, aussi bien que des différents groupes organisant les manifestations, tout en encourageant leur expression. La tradition d'hospitalité de la Genève internationale permettra une large mobilisation politique. Genève est aussi un peu la ville de Voltaire : « Je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battraï jusqu'au bout pour que vous puissiez le dire ».

5.3 *La gauche genevoise et la lutte contre le néo-libéralisme*

Cependant, si le Comité d'accueil rassemble finalement un large éventail de membres (l'ensemble des partis politiques de gauche et les Verts, les syndicats et une foule d'organisations de la société civile genevoise), c'est également parce que la base des partis et des organisations locales poussent à la contestation de l'OMC et du néolibéralisme.

Il est vrai, qu'en Suisse à ce moment précis, les idéologues du néo-libéralisme frappent fort. En décembre 1995, financés par la Fondation Schmidheiny, David de Pury, Henry Hauser et Beat Schmid publient le *Livre blanc : Courage pour le renouveau (Mut zum Aufbruch)*. Le livre fait grand bruit. Il est d'un tel radicalisme néo-libéral et préconise une dérégulation si drastique qu'il essuie les critiques de Kaspar Villiger, alors président de la Confédération, et de Markus Lusser, président de la Banque nationale, qu'on ne peut ni l'un ni l'autre soupçonner de gauchisme. A gauche, la levée de bouclier est générale et les éditions de l'Aire publient, à peine

quelques mois plus tard (en avril 1996), un *Livre noir du libéralisme*, regroupant des textes d'intellectuels de la gauche romande. Voici l'intention qu'il dévoile en quatrième de couverture :

« Nous vivons une période de l'histoire qui voit le libéralisme dévoiler la face sombre de son idéologie en asservissant le pouvoir politique avec des conséquences que ce *Livre noir du libéralisme* dénonce et démontre. [...] Plus le libéralisme se développe, plus la condition humaine semble se dégrader. Que faire dans ce climat de désespérance ? [...] [Faire] sienne cette affirmation de Max Frisch : « Celui qui lutte peut perdre, celui qui renonce à lutter a déjà perdu » : Une affirmation qui illustre admirablement l'intention profonde de ce livre dont nous espérons que la portée sera historique. »

La portée du *Livre noir* n'a peut-être pas été historique, comme le souhaitait son éditeur; il faut toutefois constater que la lutte idéologique contre le néo-libéralisme prend en Suisse un tournant : elle quitte les cercles confidentiels de l'extrême gauche, pour s'introduire plus largement dans l'espace public.

Sans concertation, une autre démarche militante de résistance au néo-libéralisme voit le jour à Genève : la « Coordination Réponse au Livre Blanc » qui, autour du parti SolidaritéS-Genève, regroupe des militants venus d'horizons plus larges. Elle se donne également pour objectif de « contre-attaquer théoriquement et pratiquement face aux avancées du néo-libéralisme ». Ce contexte permet de mieux comprendre comment et pourquoi les organisations traditionnelles de la gauche genevoise se sont associées au Comité d'accueil de l'AMP et à la préparation des manifestations contre l'OMC.

Comment cela s'est-il passé avec les autres organisations ? Avec les associations, les ONG, les partis, les syndicats [...] à Genève ?

[...] – Ça c'est passé beaucoup mieux, en tous cas au niveau du soutien formel, que ce à quoi je m'attendais. Notamment avec les Verts, le PS. Leur bureau a d'abord dit : « Non, non, on n'a pas cette ligne-là, par rapport à l'OMC ». Puis, après, il y a tous les militants qui ont dit : « Vous êtes fous, vous ne croyez pas que si ces gens viennent, ils ont quelque chose à dire et qu'il faut les soutenir ? ». Alors, évidemment, ils les ont soutenus, tout en disant qu'ils ne suivaient pas forcément, exactement la ligne du manifeste, etc... Il y avait vraiment une pression des gens qui ne croient plus tellement

aux experts qui soutiennent que le libre-échange va amener la prospérité à tout le monde. (Rires). Alors, ça, ça c'est bien passé⁷¹.

Cependant, il ne semble pas que les partis, les syndicats ou les ONG se soient investis au-delà d'un simple soutien formel et de l'appel à se mobiliser pour la manifestation du samedi après-midi. C'est ce que confirme Olivier de Marcellus, à propos de l'engagement dans l'AMP du député au Grand Conseil, Rémy Pagani (SolidaritéS), auquel il a été plus tard reproché d'être responsable des débordements.

Les représentants des partis se sont-ils investis personnellement dans l'organisation des manifestations ? On reproche à Rémy Pagani d'être l'un des organisateurs...

- J'ai écrit une lettre pour clarifier les choses, à cette commission d'enquête parlementaire, pour dire que Rémy Pagani n'est venu à aucune des réunions de préparation. Il est venu à la manif, oui. C'est un type conséquent, il soutenait la manif et il a participé au service d'ordre informel qu'on avait mis sur pied au cas où... (il a l'habitude de faire ça); c'était une trentaine de personnes sur qui on peut compter, pour être devant et un peu partout, pour contrôler les choses. Et c'est tout. Les organisateurs effectifs, c'était une trentaine de personnes qui venaient régulièrement aux réunions.

Donc, plutôt des personnes isolées que des représentants d'organisations ?

- Il y a des gens qui font aussi partie d'organisations, mais qui ne sont pas forcément là en tant que «SolidaritéS», ou ceci ou cela. Mais pour monter des manif à Genève, il y a toujours les signataires officiels qui représentent un spectre très large et, des fois, je me demande si c'est nécessaire de faire signer tous ces gens là, parce qu'après, même pour donner 50 balles, c'est dur de les décrocher. »⁷²

Différents types de réseaux et d'organisations s'entremêlent donc dans les structures de l'AMP et tout au long des quelques jours de mai qui nous occupent. Considérer les organisateurs comme un groupe homogène et hiérarchisé constituerait donc une grave erreur d'analyse.

XX

⁷¹ Un organisateur.

⁷² Olivier de Marcellus, notre interview.

Ce cadre est fixé d'une part par les projets de l'AMP, rendus publics sur Internet longtemps à l'avance, et d'autre part par la tenue de la Conférence interministérielle de l'OMC et les exigences de sécurité qui en découlent pour la police genevoise.

« Du 18 au 20 mai 1998, les chefs d'Etat et ministres du monde entier se réuniront à Genève pour la 2^{ème} Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), et pour célébrer le 50e anniversaire du système multilatéral de commerce (GATT et OMC), qui est le principal instrument par lequel le capital transnational impose son ordre économique mondial. Selon ses organisateurs, cet événement «célébrera le passé, tout en préparant l'avenir» de la libéralisation des échanges – c'est-à-dire la destruction des sociétés rurales, de la dignité du travail, de l'environnement, de la diversité culturelle et de l'autodétermination des peuples.

Du 16 au 20 mai, des actions de l'AMP auront lieu à Genève (et en d'autres endroits). »

<http://www.agp.org/agp/froid/home.html>

Mai 98 : les intentions de l'AMP

Voici le texte proposé sur le WEB par l'AMP :

L'internaute moyen (journaliste, policier, militant) qui surfe sur le web apprend donc tout à fait officiellement, plusieurs semaines avant le mois de mai 98, les intentions de l'AMP lors du sommet de l'OMC. Dès février, de plus, la réunion fondatrice de l'AMP à Genève avait également donné lieu à différents articles de presse, qui diffusèrent les intentions des animateurs genevois de l'AMP. Voici les actions prévues et annoncées par l'AMP :

Plan d'actions

Le plan d'actions ci-après a été établi lors de la première Conférence de l'AMP, à la fin février 1998. Cette liste sera complétée et régulièrement mise à jour sur la page web de l'AMP (<http://www.agp.org>), où vous trouverez aussi un formulaire pour communiquer de nouvelles actions.

L'agitation contre l'OMC commencera le 1er mai, avec une manifestation nationale massive d'au moins un demi million de paysans dans un des centres politiques de l'Inde, exigeant que l'Inde quitte l'OMC. [...]

Le 1er mai, plusieurs autres villes connaîtront une mobilisation massive contre l'OMC. Une aura lieu à Zurich où le comité du 1er mai a choisi la lutte contre l'OMC comme thème principal de la mobilisation. Dans diverses autres villes des mobilisations similaires sont envisagées.

<http://www.agp.org/agp/fr/PGAInfos/bulletin1.html#3>

Et à Genève :

Actions à Genève, du 16 au 20 mai 1998

* Une manifestation/fête de rue (« *street party* ») aura lieu à Genève le *samedi 16*, deux jours avant le début de la conférence, et parallèle à la réunion du G8 à Birmingham. La fête occupera la ville durant toute la journée. Un train spécial est prévu depuis l'Italie pour la rejoindre. De son côté, le syndicat paysan Union des Producteurs Suisses envisage de venir massivement pratiquer la vente directe dans les rues de la ville le samedi 16 et tiendront un rassemblement devant l'ONU (squatté par l'OMC pour le sommet) le *lundi 18*.

* Il y aura une Marche Contre le Chômage et l'Exclusion, organisée par AC! (Agir Ensemble Contre le Chômage!), partant de plusieurs villes françaises pour arriver le 15; pour participer aux actions.

* Des caravanes de vélos, organisées par des groupes écologistes, quitteront les villes allemandes de Luechow (le 25 avril), Dresden (le 23) et Giessen (le 2 mai), se retrouveront à Frankfurt le 4 mai et arriveront ensemble à Genève le *16 mai*, juste à temps pour la fête de rue. Les caravanes, qui s'appelleront « l'Argent ou la Vie ? », s'arrêteront dans plusieurs villes en chemin (Hildesheim, Göttingen, Freiberg, Chemnitz, Gera, Jena, Erfurt, Haina, Darmstadt, Heidelberg, Karlsruhe, Freiburg, Basel, Aarau, Bern, Fribourg et Lausanne, probablement aussi Wittingen, Wehnsen, Seesen, Gunkelrode, Saasen, Offenbourg et Burgdorf) pour mener des actions de sensibilisation.

* Le *dimanche 17*, un séminaire réunira la population locale et les activistes invités. Il y aura aussi un entraînement pratique sur les techniques de résistance non-violente à la répression policière.

* Le *lundi 18* (1er jour du sommet de l'OMC), aura lieu une « Journée de Commerce Populaire », qui impliquera le blocage de plusieurs centres symboliques du capitalisme mondialisé (multinationales, restaurants « fast-food », banques, etc.), en proposant une alternative de commerce local, de petite échelle, de liens directs entre consommateurs et producteurs. La Journée du Commerce Populaire durera toute la journée. Les citoyens seront avertis qu'il vaudrait mieux laisser la voiture au garage ce jour là!

* La soirée du *mardi 19* verra une procession aux flambeaux jusqu'au bâtiment de l'OMC.

* Le *mercredi 20* (dernier jour du sommet et « célébration » des 50 ans du début du processus de dérégulation des échanges), il y aura une marche silencieuse vers l'OMC. Des manifestants bâillonnés et les mains attachées dans le dos, se dirigeront vers l'OMC, ayant déclaré leur intention d'entrer dans l'OMC et de stopper la conférence. Ils n'offriront qu'une résistance passive à la répression policière. [...]

<http://www.agp.org/agp/fr/PGAInfos/bulletin1.html#3>

Dans les grandes lignes, ce programme a été tenu ; seule la manifestation du mardi soir (Charivari contre le travail de nuit) sera finalement annulée.

L'AMP n'avait pas décidé de mener des actions uniquement à Genève; d'autres mobilisations étaient prévues dans de nombreuses villes.

Autres actions dans le monde

- * Le *Forum mondial des travailleurs de la pêche*, implanté dans 25 pays, planifie des programmes d'agitation autour de la planète. [...]
- * Le *Azadi Bachao Andolan* (Mouvement Préserve la Liberté) de l'*Inde* prévoit de soumettre un mémorandum au président du pays portant 10 millions de signatures et exigeant le retrait de l'Inde de l'OMC. [...]
- * A *Dhaka*, capitale du *Bengladesh*, le Forum de l'Unité des Travailleurs du Textile réalisera une manifestation massive contre l'OMC, la BM et le FMI. [...]
- * Il y aura des manifs/fêtes de rue dans le monde entier le samedi 16 mai, 2 jours avant l'ouverture de la conférence et durant la rencontre de *Birmingham*. La liste des villes qui participeront à cette « *global street party* » n'est pas encore complète, mais elle inclut d'ores et déjà Genève, Birmingham, Londres, Sydney et Lyon.⁷³ [...]
- * Aux *Etats-Unis*, il y aura un « *No Trade Day* » pendant lequel des activistes bloqueront le transport de marchandises par train, camions et avion.
- * Il y aura des actions dans plusieurs villes du *Canada* du 18 au 20, comprenant des sessions d'information, manifestations et actions directes.
- * Une rencontre nationale d'agriculteurs se tiendra au *Pérou*, du 18 au 20 mai, qui inclura des protestations contre l'OMC dans son programme.
- * Les communautés noires de *Colombie* organisent une action nationale le 18 avec des syndicats et des populations indigènes.

Ces actions sont celles dont nous sommes sûrs. Et d'autres actions s'ajouteront à la liste ces prochaines semaines...

<http://www.agp.org/agp/fr/PGAInfos/bulletin1.html#3>

⁷³ Cf. Encadré suivant.

Voici les villes qui avaient annoncé des *Streets parties* le samedi 16 mai, d'après « *Reclaim the Streets* » (Londres)⁷⁴ :

Saturday 16th of May 1998			
Groups in these places planned street parties on May 16th.			
The reports sent to RTS London by May 28th have been posted here as received (and the web links on reports, videos, etc.)			
Ankara, Turkey			
Arcata, WA (USA)	report		
Barcelona, Catalunya (?)			
Berlin, Germany	report		
Berkeley, California	reports	web site	video
Birmingham, England	report	web site	personal take
Bogota, Columbia	report		
Brisbane, Australia	report		
Darwin, Australia	report		
Derry, Northern Ireland			
Dresden, Germany			
Dublin, Ireland			
Geneva, Switzerland	report		
Gothenberg, Sweden			
Hamburg, Germany			
Ljubljana, Slovenia	report		
Lyon, France	report		
Madrid, Spain			
Melbourne, Australia		web site	
Nantes, France			
Nuremberg, Germany			
Olympia, WA (USA)			
Prague, Czech Republic	report	web site	photos
Seattle, WA (USA)			
Stockholm, Sweden	report	web site	
Sydney, Australia	reports	web site	'nother one
Tallin, Estonia	report		
Tel Aviv, Israel	report	web site	
Thüringen region, Germany			
Toronto, Canada	report	web site	
Tucson, Arizona (USA)			
Turin, Italy			
Turku, Finland	report	web site	
Utrecht, Netherlands	report		
Valencia, Spain	report		
Vancouver, Canada			
York, England	report		
Zagreb, Croatia			
Zurich, Switzerland			
<i>Updated 28 May 1998</i>			

⁷⁴ *Reclaim the Streets* est une organisation importante dans l'AMP. Depuis 1999, elle est dans le Comité de Pilotage, l'organe suprême de l'AMP. Ses stratégies d'action non violente et de désobéissance civile, éprouvées en Grande-Bretagne dans les années 80, serviront de modèle à certains jeunes manifestants genevois de l'AMP.

A quoi peuvent donc s'attendre les futurs acteurs (organiseurs de l'AMP, des squats, citoyens genevois, autonomes, badauds, forces de l'ordre, etc.), des journées du 15 au 20 mai, sur la base des intentions annoncées par l'AMP ?

D'une part, la liste n'est probablement pas complète et il faut peut-être s'attendre à « plus »; d'autre part, l'ensemble de ce qui a été prévu ne pourra peut-être pas être tenu, on peut donc également s'attendre à « moins », ou à des actions différentes de celles qui ont été annoncées. Quoi qu'il en soit, les manifestations de Genève doivent être comprises dans un cadre de contestation qui les dépasse largement. Les manifestations prévues dans diverses régions du monde sont organisées par des syndicats, des associations ou des organisations politiques de taille et de poids divers, et sont coordonnées entre elles par un réseau médiatiquement performant, tant au niveau de la communication interne que de la communication externe. En atteste l'accent mis par l'AMP – probablement par l'influence de *Reclaim the Streets* – sur le rapport à la presse :

« Pendant toute la période du 15 au 20, il y aura un groupe de presse, formé de représentant(e)s des mouvements populaires de tous les continents, qui centralisera communiqués, photos, vidéos, etc., en provenance de Genève et des autres villes du monde pour la presse accréditée auprès de la conférence de l'OMC. Il organisera aussi 3 conférences de presse avec des représentants de mouvements populaires du monde entier. »

<http://www.agp.org/agp/fr/PGAInfos/bulletin1.html#3>

Genève est le siège de l'OMC et le lieu de la conférence interministérielle : à ce titre, elle est le lieu de convergence des manifestants et se trouve de ce fait être un point névralgique du réseau international. A Genève, la mobilisation anti-OMC durera plus longtemps que dans d'autres villes (du 16 au 20 mai).

Relevons encore que l'AMP choisit les manifestations du 1er mai, en particulier à Zurich, pour appeler à manifester contre l'OMC à Genève. Or, il est de notoriété publique que les manifestations du 1er mai y sont régulièrement le lieu d'affrontements entre autonomes et forces de l'ordre. Nul besoin d'être devin pour penser que les manifestations contre l'OMC attireront des groupes autonomes suisses alémaniques.

Finalement, une forme de manifestation encore quasiment inconnue en Suisse est annoncée : la « *Street party* » ou « manif-fête » qui prévoit de la *désobéissance civile*, des *actions directes non violentes* pour forcer les barrages de police et résister à la répression policière qui s'ensuivrait.

Tout un programme. Il n'en fallait pas moins pour allécher les manifestants de tous horizons, pour émoustiller une presse à la recherche d'images fortes et pour inquiéter des forces de l'ordre, déjà fortement sous pression.

Les tâches de la police

En effet, la police avait reçu la mission de protéger la conférence interministérielle de l'OMC, c'est-à-dire d'assurer la sécurité d'un nombre exceptionnellement important de chefs d'Etat et de gouvernement (dont les présidents Clinton, Mandela, Castro, etc.). Cette conférence et le nombre de personnalités à protéger constituèrent, cela n'a pas été assez souligné, une première à Genève. C'est ce qu'atteste le chef de la police, lui-même .

« D'après M. Walpen [...] : la police a été confrontée à des problèmes multiples : assurer la sécurité des chefs d'Etat (dont M. Clinton) et des diplomates, surveiller les activités de l'AMP qui prévoyait diverses actions, dont une tentative d'entrer dans l'OMC et de stopper la conférence. Ainsi, la police s'est trouvée confrontée à *une situation nouvelle qu'elle n'avait jamais vécue*. [...] A cela s'ajoute le fait que tous les délégués ne pouvaient siéger au même endroit. Il fallait donc assurer la sécurité du périmètre de l'OMC, de celui de l'ONU, ainsi que la distance entre les deux. En parallèle, la liberté d'expression des manifestants contre l'OMC devait être garantie; [...] De plus, il fallait également gérer le quotidien de la police et assurer les transports des hôtels aux lieux de conférence ». ⁷⁵

Le décor est ainsi planté. Nous pouvons présenter le déroulement de l'événement du 15 au 20 mai 1998, à Genève. Nous avons découpé cet événement en huit épisodes.

⁷⁵ Boillat, Vuille, Windisch (1999 :13); nous soulignons.

Premier épisode :**Vendredi 15, samedi 16 mai, matin et après-midi (jusqu'à 19h)**

Arrivée de groupes de militants en provenance de France, d'Italie, d'Allemagne. Une grande partie d'entre eux sera refoulée à la frontière ou une fois arrivée en Suisse.

D'après la police « environ 35 punks sont signalés dans le train en provenance d'Italie. Selon les C.F.F., ils n'ont pas de titres de transport et auraient commis des dégâts. 36 personnes sont interpellées à Cornavin, conduites à l'abri P.C. [Protection civile] du Bachet; pas de plainte des C.F.F. »⁷⁶

Installation, par le Comité d'accueil, d'un camping sur la Plaine de Plainpalais en liaison avec le Foyer Saint-Boniface, qui fonctionnera comme centre de presse et quartier général à la fois du Comité d'accueil genevois et du Comité de pilotage international de l'AMP.

11h00 : Entrée à Genève d'une caravane (50-60 personnes) en provenance d'Allemagne, acheminée à la Plaine de Plainpalais.

14h00 : Rassemblement sur la Place Neuve des participants à la manifestation organisée par l'AMP.

14h30 : Environ 200 manifestants groupés et cagoulés « et porteurs de hampes de 3m50 taillées en pointe »⁷⁷ arrivent depuis la rue du Conseil-Général ». « Ils portent des sacs et de la peinture dans des caddies ». Ces militants politiques représentent ce que nous nommons la tendance anarcho-autonome des manifestants.

14h30 : Départ du cortège (3'000 à 5'000 personnes selon la police, 8'000 à 10'000 selon les organisateurs) de la Place Neuve vers l'OMC, en passant par les Rues Basses. Ambiance festive (musique : fanfare, *sound system* transporté par un tracteur), malgré la tension que font peser sur les participants venus manifester en famille, d'une part, les autonomes cagoulés et, d'autre part, l'attente de violences présentées comme

⁷⁶ Selon la police, citée par Windisch (dir.) (1999 : 102ss.).

⁷⁷ *Idem.*

inévitables par la presse, après la conférence de presse de la police. Incidents sur le parcours : sprayage de banques, bris de vitrines, une voiture d'une entreprise privée de sécurité en poste devant Confédération Centre est saccagée.

16h30 : Arrivée du cortège devant le barrage de police délimitant le périmètre interdit (devant l'OMC). Les discours constituent un mélange d'argumentations contre la mondialisation⁷⁸ et de solidarité avec les peuples en lutte et d'envolée situationniste⁷⁹. Pendant ce temps, « des jeunes et des manifestants cagoulés jettent des centaines d'objets (cailloux, bouteilles, peintures, urine, fusée...) sur les forces de l'ordre »⁸⁰. Vite calmés par les organisateurs qui se désolidarisent, et isolés du reste de la foule qui reste en retrait, ils se retirent. Une Mercedes appartenant à la Mission permanente de la Jamaïque, qui se trouvait isolée dans le périmètre réservé à la manifestation, et interdit au stationnement, est renversée et saccagée. La photo, montrant un manifestant perché sur la voiture retournée et portant un drapeau à l'effigie de Che Guevara, sera largement reprise dans la presse. La police n'intervient pas. L'affrontement est évité.

17h30 : Après les discours, le gros des manifestants se retire. Les plus engagés et les plus jeunes s'installent au carrefour de la rue de Lausanne et de l'avenue de France, pour participer à une *street party* et partager un repas.

19h00 : les manifestants se retirent.

Fin du premier épisode.

Le dialogue téléphonique (par portable) entre les organisateurs et le commandant de la gendarmerie Guy-Serge Baer est maintenu pendant tout le parcours. Au bout de la rue de Lausanne, un hélicoptère survole à basse altitude la manifestation, ce qui aurait contribué à faire monter la tension⁸¹. D'après les organisateurs, Guy-Serge Baer félicite Olivier de Marcellus pour l'organisation de cette manifestation. Cette version contredit la version de la police : « Premier bilan : les organisateurs ne maîtrisent pas la

⁷⁸ Discours du Prof. Nanjundaswami de l'association des paysans d'Etat du Karnataka (KRRS).

⁷⁹ Le discours de clôture de la manifestation du samedi 16 mai / cf. Post-face.

⁸⁰ Selon la police, in Windisch (dir.) (1999).

violence; 20 plaintes sont enregistrées, les dégâts évalués à environ 150'000 Frs. »⁸². Pourtant, cette version officielle est elle-même en porte-à-faux avec la politique communément mise en œuvre en pareille situation par le Commandant G-S. Baer (soutenu par le Chef de la police, L. Walpen) depuis de nombreuses années. En effet, le principe d'opportunité, qui induit que certains débordements sont tolérés afin de préserver globalement l'ordre public, est systématiquement appliqué à Genève. Il est donc difficile de conclure qu'à 19h00 les dégâts provoqués par les débordements violents contre des objectifs politiques sont plus importants que ce qui est communément admis par les autorités genevoises en pareilles circonstances, et que les organisateurs en seraient les principaux responsables.

Deuxième épisode

Samedi soir 22h30 – Dimanche matin 3h00

22h30 : Nettoyage de la place, feux d'artifice. Un nouveau cortège se forme et se dirige vers la Place des XXII-Cantons. Olivier de Marcellus dissout la manifestation⁸³. Ce n'est pas l'avis du Commandant de gendarmerie qui estime que la manifestation n'a jamais été formellement dissoute⁸⁴. Sur le trajet, sprayages et bris de vitrines « Environ 200-300 personnes y compris la caravane des Allemands et des Suisses allemands; vitrine du Mc Donald cassée »⁸⁵.

23h00 : Place des XXII-Cantons, le *sound system* bat son plein et quantité de badauds rejoignent la fête. Des manifestants brûlent une voiture. Il s'avérera qu'il s'agit de leur propre voiture, récupérée à la démolition, mais nul (ni les badauds, ni les autonomes, ni les policiers, ni les casseurs qui se seraient mêlés à la manifestation) ne le suppose à ce moment.

⁸¹ Nos interviews de participants et d'organisateur de la manifestation.

⁸² Selon la police, in Windisch (dir.) (1999).

⁸³ Secrétariat du Grand Conseil du Canton de Genève (1999 : 3).

⁸⁴ Nos interviews de MM Gérard Ramseyer (Conseiller d'Etat), Laurent Walpen (Directeur de la police) et Guy-Serge Baer (Commandant, Chef de la Gendarmerie).

⁸⁵ Selon la police, in Windisch (dir.) (1999).

C'est précisément à ce moment que la manifestation va rapidement déraiper, comme si chaque acteur (casseurs, policiers, badauds) attendait (espérait ?) un signal pour entrer en action.

En effet, depuis plusieurs semaines, la police craignait des provocations ainsi qu'un déclenchement organisé de la violence et s'y était préparée. Elle a donc vu dans l'action de la voiture brûlée la réalisation de ses anticipations. Il est donc tentant d'analyser cette attitude comme le résultat d'une prophétie auto-réalisatrice (*wishful thinking*). Quelques mois après l'événement, la police reste d'ailleurs sur ses positions :

« la voiture était amenée par les squats ... par l'équipe, là... par les manifestants. Elle était destinée justement à créer un effet de violence. Elle a été achetée [pour cela], c'est une pure provocation médiatique [...] »⁸⁶

Pourtant, ce type d'action, dans l'esprit du *living theater*, est typiquement inspiré des stratégies de démonstration symbolique prônées par les éco-anarchistes anglo-saxons, et en particulier l'organisation anglaise de *Reclaim the Streets*, membre important de l'AMP. Elle peut donc être imputée à l'AMP, non pas parce que le *Comité genevois d'accueil de l'AMP* l'aurait effectivement organisée, mais parce que cette action est partie intégrante du répertoire d'actions de l'AMP et parce que les militants ont suffisamment d'autonomie pour se passer de l'aval d'un quelconque comité. Comme le dit l'un des organisateurs des manifestations :

« leur truc, c'était de la couper en morceau [la voiture] avec une meuleuse pour montrer comment on dépèce le système de la voiture, un truc «hyper symbolique». Ils avaient pris une meuleuse et une génératrice pour la brancher [...] et là, tout à coup, il y a quelqu'un qui se précipite et qui fout le feu.

[...] ce groupe-là, ils sont masqués quand ils font l'action; en fait, ils sont déguisés. Ça fait partie de l'action. Ils ont un espèce de truc en tissu [...] l'idée, c'était on fait l'émeute en théâtre parce qu'on ne la fait pas vraiment; donc on fait un show. L'idée était «super», sauf qu'ils ne se rendaient pas compte... bref je sais qu'ils se sont fait

⁸⁶ Notre interview du Commandant Guy-Serge Baer.

engueuler [par les organisateurs]. Et ils ont regretté amèrement cette histoire, parce que ça a fait un peu «effet de détonateur» au lieu de «catharsis». »⁸⁷

C'est probablement par inadvertance ou par négligence (par bêtise ?) que la voiture est incendiée sous les lignes électriques du tram. En effet, une telle action inspirée de *Reclaim the Streets* ou de leurs émules genevois *Critical Mass* vise à lutter contre l'emprise de la voiture sur l'espace urbain, et est pour cette raison favorable aux transports publics.

Le feu sous les lignes du tram fait craindre un court-circuit et la police demande aux manifestants de laisser intervenir les pompiers. C'est ce moment précis qu'un deuxième type d'acteurs, un petit groupe de casseurs, choisit pour entrer en action.

« Un groupe d'une dizaine d'individus masqués se serait regroupé sur le parvis de l'église Notre-Dame. Le pavage est arraché, on s'en sert pour briser diverses vitrines ». ⁸⁸

ou encore :

« [...] c'était huit personnes et ils avaient cassé [des vitrines sur la place] puis, ils sont partis en courant vers la Plaine, sans s'arrêter, avec des barres de fer, ils cassaient une vitrine après l'autre. A six ou huit, ils ont fait des dégâts spectaculaires; les vitrines sont cassées d'un seul côté, parce qu'il n'y avait qu'un seul groupe. [...] C'est eux qui ont déclenché l'histoire et, après, il y a eu une dynamique propre, quand ils sont arrivés sur la Plaine [...] ». ⁸⁹

Plusieurs témoignages convergent en effet pour désigner ce petit groupe de casseurs comme l'élément déclencheur de l'émeute. En effet, devant faire face à ce qu'ils perçoivent comme une action coordonnée (incendie d'un véhicule et destruction systématique des vitrines) la police charge les manifestants encore présents, sans poursuivre précisément le petit groupe de casseurs, qui, dans sa course, entraîne l'ensemble des manifestants, pris de panique, vers la Plaine. On assiste alors à un

⁸⁷ Interview avec un organisateur.

⁸⁸ Secrétariat du Grand Conseil du Canton de Genève (1999 : 4).

⁸⁹ Interview d'un organisateur.

spectacle peu commun où, derrière les casseurs, courent des manifestants et de jeunes badauds excités par la situation, eux-mêmes poursuivis par des policiers.

La charge de la police contre la manifestation et non contre les casseurs génère une grande confusion et ressoude les manifestants et les casseurs, donnant à ces derniers la possibilité de manipuler la foule paniquée, de s'en servir comme bouclier, avant que celle-ci ne s'autonomise, faisant alors exploser des violences incontrôlables :

« Bon, ils chargent les mille personnes qui sont là qui dansent. Et moi je me souviens de copines qui hurlaient déjà à ce moment-là. Les dix premières minutes les gens ont gueulé contre les mecs qui pétaient. Au bout de dix minutes, ça tourne parce qu'il y a des gens qui se font attraper par les flics probablement, parce que les gens ont la trouille des flics et que de toute façon les flics vont pas leur faire de cadeau et donc ils ressouvent... les gens disent on va dans quelle direction,... on va à Plainpalais. »⁹⁰

Les casseurs ont donc bien constitué l'élément déclencheur. Mais qui sont-ils ? D'où sont-ils ? Et pourquoi ont-ils agi ? Il ne semble pas qu'à ce jour ils aient pu être identifiés, ni par la police, ni par les organisateurs :

« On ne sait pas qui c'est. C'était effectivement des gens qui n'étaient pas du tout d'accord avec notre manif, mais qui avaient accepté d'attendre la fin de notre manif pour « semer leur merde à eux ». Ou est-ce que c'était des « provocateurs » qui se sont dit : c'est le moment, c'est la nuit, etc. ? Est-ce que c'étaient des provocateurs de droite ? Des flics ? [...] ou simplement [...] la police parlait de « Français » [...]. Moi, je ne sais absolument rien là-dessus. Mais il y a eu un petit groupe qui a déclenché de façon assez volontaire l'histoire, c'est sûr. Sur la Plaine, je pense qu'il y était toujours, ce groupe, mais ils ont été rejoints par une trentaine, voire une quarantaine de personnes. »⁹¹

Arrivée à Plainpalais, la foule est rassemblée, unie, par un sentiment partagé d'injustice, le sentiment d'avoir été chargée de manière injustifiée ou disproportionnée à ses yeux; la foule se trouve de plus bien échauffée par sa course poursuite; la police, elle, est ostensiblement présente et vise à montrer – pour des raisons dissuasives – qu'elle est prête à intervenir; un hélicoptère tourne sans arrêt au-dessus de la foule, ce

⁹⁰ Un organisateur.

⁹¹ Un autre organisateur.

qui contribue, d'une part à faire monter la tension et, d'autre part, à attirer de nombreux badauds et des jeunes qui attendent et espèrent un moment propice pour participer à la fête explosive annoncée. Ce sont des jeunes que l'on peut qualifier d'opportunistes : ils savent par la presse et le bouche à oreille qu'il y a des chances que la manifestation dégénère, et ils sont motivés par le désir de voir la fête et d'y participer. Ils seront encore plus nombreux (et plus diversifiés), lors des débordements annoncés, notamment le mardi soir.

Avec eux, tous les ingrédients de l'émeute sont alors réunis et à partir de ce moment, il nous faut donc distinguer les émeutiers des manifestants⁹² ou, plus précisément, les actes relevant de l'émeute des actes relevant de l'action politique. Une même personne peut, selon les moments, agir en fonction de l'une ou l'autre catégorie d'action, bien que généralement ces actions soient le fait de catégories sociales spécifiques.

Une partie de la Plaine est en chantier. Des tas de cailloux qui doivent servir à l'aménagement d'un terrain sont accessibles à la foule. Des émeutiers (peu nombreux) s'en emparent les jettent contre les forces de l'ordre, qui ne répliquent pas; des casseurs sont à nouveaux en action, des magasins sont pillés; pendant ce temps, les manifestants pacifiques rejoignent tranquillement les campeurs.

01h15 : La police recule et quitte la Plaine en pensant que l'incident est terminé. Les émeutiers ont véritablement le désir d'en découdre et, malgré les efforts répétés des organisateurs, emboîtent le pas aux policiers dans leur retraite, pour continuer à les arroser de pierres et de bouteilles. La police n'intervient toujours pas.

01h30 : La police fait 5 sommations et commence des tirs de gaz lacrymogènes, avant de disperser sans ménagement la foule.

03h00 : « La situation se stabilise. Harcèlement des forces de l'ordre par de petites équipes (4-5 personnes). De nombreux groupes se rendent chez Artamis; une quarantaine d'interpellations est opérée. »⁹³

⁹² Même s'il faut savoir garder le sens des proportions, en comparaison des émeutes en France ou aux Etats-Unis.

⁹³ Selon la police, *in* Windisch (dir.) (1999).

Fin du deuxième épisode. « 55 personnes ont été interpellées, 9 gendarmes ont été blessés, les dégâts sont importants, 100 plaintes seront déposées par la suite ».⁹⁴

Le deuxième épisode est le plus important de ces cinq jours, parce qu'il va donner le ton des prochains affrontements. Nous avons vu comment les casseurs ont constitué l'élément déclencheur. Mais également comment, dans l'impossibilité ou l'incapacité de différencier clairement les acteurs à ce moment précis, la police a contribué également à faire monter la tension d'un cran. Nous verrons plus loin que derrière ces actions différentes se trouvent des acteurs également différents, qui obéissent à des logiques qu'il n'est pas judicieux de confondre. En l'occurrence, même s'il s'agit dans les deux cas de troubles à l'ordre public, les manifestants qui cassent théâtralement leur voiture et la foule qui les applaudit doivent être traités différemment des casseurs qui, de manière préméditée, cassent des vitrines, à des fins d'incitation à l'émeute politique ou à des fins simplement délinquantes (casser pour permettre à des complices de piller).

Cependant, une fois la foule émeutière rassemblée sur la Plaine de Plainpalais, le dialogue entre certains organisateurs et la police permet à cette dernière de pouvoir à nouveau agir avec discernement et différencier les manifestants des émeutiers ou des petits groupes de casseurs. Appliquant alors comme de coutume le principe d'opportunité, la police ne réagit pas immédiatement aux insultes, aux provocations, aux jets de pierre et de bouteille. Et cette tactique aurait pu s'avérer concluante, si à ce moment-là certains manifestants n'avaient pas été si échauffés et s'ils n'avaient pas été alors absolument décidés à en découdre. Il était alors déjà probablement trop tard, après la course poursuite destinée à refouler les manifestants de la place des XXII-Cantons jusque sur la Plaine, pour espérer calmer les plus excités d'entre eux. De plus, la Plaine avait été choisie comme un lieu de refoulement des manifestants par la police genevoise; il se serait donc avéré judicieux de faire en sorte que les manifestants ne disposent pas de cailloux en abondance, prêts à servir de projectiles.

⁹⁴ Deuxième bilan de la police genevoise. *Idem*.

Cette émeute du samedi soir eut encore d'autres conséquences. Pour les manifestants, dispersés sans ménagement, elle appelait un second round; pour les jeunes émeutiers, le signal était donné et ils seraient plus nombreux les soirs suivants. La presse – sous le choc – fonctionna comme caisse de résonance. Quant aux policiers, la nuit fut, pour eux, longue et fatigante, et ils avaient conscience que les jours suivants s'annonçaient pénibles. De plus, les policiers venus d'autres cantons comprenaient de moins en moins la stratégie genevoise et commençaient à reprocher à leurs collègues leur retard et leur mollesse dans l'intervention. Enfin, des divergences de stratégie ont pu apparaître entre la police de la sûreté et la gendarmerie. La première a pour mission principale de rechercher des délinquants et des criminels; dans le cadre politique, elle s'attache à mettre la main sur les meneurs, comme on repère les trafiquants en opérant en civil dans des groupes suspects. La seconde a pour tâche essentielle de maintenir l'ordre public. Elle fait face non pas à des individus, mais à une foule qu'elle doit contenir tout en la laissant s'exprimer, quitte à devoir supporter quelques jets de pierres ou de bouteilles. La perception de la violence subie et la conception de la violence légitime perpétrée sont, par conséquent, pour les deux corps de police, passablement divergentes.

Troisième épisode : Dimanche 17 mai

D'après la police : « Nombreuses «visites» des dispositifs de sécurité à l'OMC, ONU et Intercontinental. Quelques tentatives d'intrusion dans le secteur de l'OMC; quelques interpellations.

16h30 : un cortège (30-50 personnes) se forme depuis Plainpalais et se déplace vers Moillesulaz.

17h00 : un petit groupe de manifestants (environ 50 personnes) se dirige vers la frontière en direction de la France; blocage temporaire de la douane des deux côtés. »⁹⁵

⁹⁵ Selon la police, *idem*.

Fin du troisième épisode : « Troisième bilan policier : 16 interpellations, pas de dégâts importants. »⁹⁶

Le troisième épisode appelle peu de commentaires. Il s'agit d'une action politique classique de sensibilisation de l'opinion publique par le blocage de la circulation. Un point semble cependant révélateur du climat de tension : 16 interpellations lors d'une manifestation aussi banale, voilà qui est tout à fait inhabituel à Genève.

Quatrième épisode : Lundi 18 mai jusqu'à 19h

Les forces de l'ordre sont principalement mobilisées pour protéger le périmètre de sécurité et garantir la sécurité du président Clinton. La police signale que des groupes de manifestants se rassemblent tout au long de la journée dans les sites d'Artamis, de l'Ilot 13 aux Grottes et au parc des Croupettes. L'AMP annonce que, pour des raisons de sécurité, elle annule le « chahut de nuit » du mardi soir, mais qu'elle maintient les actions symboliques de désobéissance civile non-violente de lundi, mardi et mercredi, toute la journée.

11h00 : 100-150 squatters et manifestants divers se rassemblent à la rue de la Madeleine.

11h30 : Première action contre le siège de l'entreprise multinationale de vente d'armement Lockheed, dénoncée pour les liens étroits qu'elle entretient avec les chefs d'Etat de l'OTAN, en particulier des Etats-Unis. Un dossier est remis à la presse, une trentaine de manifestants déposent des abats de viande devant les bureaux de la multinationale.

12h00 : 50-80 manifestants se rassemblent autour de la gare Cornavin et dans le quartier des Pâquis. Selon la police, ils restent très groupés, se déplacent en courant et se disloquent dans le quartier. Pas de dégâts. Alerte à la bombe sur l'esplanade de Cornavin; le secteur est bouclé par la police.

⁹⁶ *Idem.*

15h00 : un groupe quitte le site d'Artamis et se regroupe devant l'UBS, rue de la Confédération. Sprayages, affichages, distribution de tracts, manifestation humoristique. Les manifestants déversent un sac de plumes devant la banque (pour éviter les débordements, il n'y aura pas de goudron...); les manifestants se déplacent ensuite vers la Place Neuve.

17h00 : les manifestants se séparent en deux groupes qui choisissent des objectifs différents. 80 à 100 personnes se dirigent vers l'ONU et l'Hôtel Intercontinental; 50 manifestants bloquent le pont du Mont-Blanc. Sur le pont du Mont Blanc, altercations avec des automobilistes. Quelques dommages légers aux véhicules; une mallette est subtilisée dans un véhicule diplomatique bloqué sur le pont (les manifestants pensant probablement y trouver des documents secrets, d'une haute importance, sur l'avenir du système économique mondial...). Dans le secteur de l'ONU, la police rapporte que « quelques manifestants se déshabillent et se déplacent le long de la route de Ferney. Tentative d'infiltration dans le secteur de l'Intercontinental; quelques interpellations ».

Fin du quatrième épisode.

Les actions du lundi sont souvent caractérisées par la presse, la police et les organisateurs comme émanant de la mouvance squat. Par leur nombre et la fluidité avec laquelle les manifestants se déplacent, ces actions dévoilent une nouvelle forme de stratégie de lutte urbaine, inspirée des éco-anarchistes anglo-saxons et en particulier de *Reclaim the Streets* et de *Critical Mass*. Les motivations politiques sont perçues par la plupart des acteurs (médias, policiers, acteurs de la société civile) comme justifiées politiquement (ou « politiquement correctes »). Même si certains acteurs peuvent prendre leurs distances face aux méthodes employées, ils en apprécient le plus souvent le caractère bon enfant, humoristique et non-violent. Pour la police, ce nouveau type de lutte urbaine extrêmement mobile qui peut occasionner un énorme désordre ne peut pas être contrôlé ou réprimé de la même manière que les types précédents de mobilisation politique.

Cinquième épisode : Nuit du lundi 18 au mardi 19 mai

19h00 : regroupement au parc des Crochettes.

19h30 : Une manifestation se dirige vers le centre-ville. La police rapporte qu'à la Place Neuve, « un automobiliste heurte un manifestant; excitation dans le cortège qui se déplace vers Plainpalais »⁹⁷.

21h00 : Contrôles d'identité et interpellations.

21h45 : Environ 100 à 150 personnes se regroupent à la Place Neuve. Certains manifestants sont cagoulés. Les forces de l'ordre bloquent le passage. Les manifestants décident de rester. Musique. Escarmouche avec la police.

Minuit : La situation menace de dégénérer. Dissensions entre ceux qui veulent en découdre et ceux qui sont venus danser et faire la fête. Les organisateurs, responsables de la sono, stoppent la musique et s'en vont. La police signale que les « manifestants quittent les lieux par petits groupes »⁹⁸. Dans le parc des Bastions et sur la Place Neuve, les forces de l'ordre sont agressées par des jets de bouteilles, lancées par des manifestants qui continuent à vouloir en découdre.

00h50 : un petit groupe d'activistes cagoulés revient à l'endroit de la manifestation. Des inspecteurs de la sûreté en civil, infiltrés dans la manifestation, sont repérés et désignés à la vindicte. Deux inspecteurs sont violemment agressés et quatre autres, pris à partie, se réfugient à la Place Neuve.

01h00 – 01h30 : la manifestation à la Place Neuve se dissipe. La police signale des « abribus cassés et des dégâts mineurs à des véhicules en stationnement; jets de bouteilles contre la police; nombreuses interpellations de manifestants. Surveillance rapprochée des manifestants; casseurs de vitrines interpellés rue de Berne; de nombreux groupes de 8-15 personnes se déplacent en ville; la situation se stabilise et est maintenue sous contrôle.

⁹⁷ *Idem.*

⁹⁸ *Idem.*

08h30 : un groupe de 9 personnes est interpellé au cimetière des Rois pour avoir profané quatre tombes. La police indique que certains sont porteurs de couteaux et de deux pistolets d'alarme »⁹⁹.

Fin du cinquième épisode.

Une partie des militants les plus violents, que nous qualifions plus loin d'anarcho-autonomes, était présents dès le début et attendaient leur heure. Ce sont des acteurs politiques dans la mesure où ils insèrent leurs actions dans le cadre d'autres actions politiques. Par respect des autres acteurs politiques – ou parfois après en avoir discuté avec eux – ils n'entrent en scène qu'après que ces derniers ont terminé leurs actions et cherchent à instaurer une dynamique propre. Une partie de ces militants de tendance autonome vient de toute évidence de France, d'Italie ou de Suisse alémanique, et est de ce fait étrangère à la culture politique genevoise. Une autre partie appartient probablement à une frange radicalisée de la mouvance squat genevoise, différente de celle qui s'est mobilisée l'après-midi. Nous verrons plus loin comment peut être expliquée leur radicalisation par la dynamique du squat à Genève, et par la répression au cours des mois précédant les manifestations.

Sixième épisode : Mardi 19 mai 18h-21h

18h00 : 800 à 1'000 personnes se rassemblent à la zone piétonne du Mont-Blanc. Une action symbolique est prévue : mains liées et bouches bâillonnées, le cortège se rend à l'Île Rousseau où les manifestants enterrent symboliquement le *Contrat social*. Aucun incident : toute la manifestation se passe dans le plus grand calme et est suivie d'un atelier sur les techniques d'action directe non-violente.

19h15 : Fin officielle de la manifestation. Plusieurs organisateurs annoncent une nouvelle fois l'annulation du « chahut nocturne contre le travail de nuit », prévu pour le soir même, et le maintien de la manifestation du mercredi.

⁹⁹ *Idem.*

20h00 : de source policière, de « nombreux contrôles d'identité; quelques interpellations de manifestants portant du matériel suspect (cagoules, etc.); des groupes quittent l'Ile Rousseau en direction de la Plaine de Plainpalais »¹⁰⁰.

21h00. Il ne reste que quelques manifestants proches du Comité d'accueil genevois de l'AMP.

Fin du sixième épisode

Il s'agit de nouveau du même type de manifestants à dominante anarcho-pacifiste que nous avons observés lors des actions du lundi après-midi.

Là, également les interpellations semblent inhabituelles, disproportionnées, et le fait que des cagoules soient considérées par la police comme du « matériel suspect » laisse dubitatif. Certes, les acteurs anarcho-pacifistes peuvent également agir masqués, cagoulés, ou munis du passe-montagne de zapatiste, car leur stratégie de désobéissance civile – quoique non-violente – est illégale. Ils restent néanmoins des acteurs non-violents, au contraire des anarcho-autonomes, violents. La distinction entre les deux groupes est donc importante.

Septième épisode : Nuit du mardi 19 au mercredi 20 mai

22h00 – 22h30 : 400 à 500 personnes, très jeunes pour la plupart, se rassemblent sur la Plaine de Plainpalais. Les organisateurs interviennent à trois reprises pour annoncer l'annulation de la manifestation. Ils quittent ostensiblement les lieux, ainsi que de nombreux militants. Bris de vitrines, abribus détruits, un bus est arrêté et endommagé, la cabane d'un vendeur de glaces et de boissons est incendiée, déprédations du matériel urbain (feux de signalisation, poteaux indicateurs, etc.), pillages ponctuels.

22h30 : Ordre de dispersion. Affrontement avec les forces de l'ordre. De nombreux émeutiers sont décidés à en découdre avec la police. Les gendarmes essuient de constants jets de pierres et de bouteilles. La police n'intervient pas.

¹⁰⁰ *Idem.*

23h30 : Il reste encore 300 à 400 jeunes émeutiers, casseurs et curieux que la police décrit comme « toujours plus agressifs »¹⁰¹. De nouvelles vitrines sont brisées et de nouveaux magasins sont pillés.

23h45 : Après les sommations d'usage (cinq selon la police, trois selon la presse) pour ordonner la dispersion des manifestants et des curieux, après l'annonce de l'usage imminent des gaz lacrymogènes et le délit d'émeute pour quiconque resterait présent, la police charge; d'après celle-ci, « environ 200 personnes se replient sur la Plaine; 3 à 4 groupes de 15 à 30 personnes se forment; nombreux dégâts; les manifestants harcèlent les forces de l'ordre; nombreuses interpellations ».

01h30 – 03h00 : La police indique que « de nombreux groupes de manifestants entrent et sortent du site Artamis. Le site est bloqué, puis investi. Interpellation de toutes les personnes qui ne sont pas connues comme résidents permanents ».¹⁰² De fait, une soixantaine de personnes sont interpellées à Artamis, dont de très jeunes garçons et filles (12-15 ans), et sont emmenées, le lendemain matin, au poste du Bachet, où elles seront enchaînées à des poteaux, faute de place et de locaux adaptés. Elles seront pour la plupart libérées à 11h. Certaines personnes porteront plainte contre la police.

04h00 : situation stabilisée.

Bilan policier : nombreux dégâts; environ 60 plaintes; 113 personnes interpellées et contrôlées dans les locaux de la police.

La *Ligue suisse des droits de l'Homme* s'insurge et un *Comité anti-répression* se réunit, dont l'objectif est de coordonner les témoignages sur les bavures policières et de centraliser les plaintes.¹⁰³

Fin du septième épisode

¹⁰¹ *Idem.*

¹⁰² *Idem.*

¹⁰³ Cf. *Le Courrier*, mai 99; « Garbade centralise les plaintes ».

Le mardi soir, nous assistons au même scénario que le lundi soir. Mais cette fois-ci le nombre de militants est plus important, car une partie des groupes gravitant autour de l'AMP s'est opposée à l'annulation du « chahut de nuit ». La violence atteint son paroxysme ce soir-là, car de toutes parts elle est perçue non seulement comme l'apogée de la « lutte contre l'OMC et contre le système », mais elle apparaît surtout comme la dernière occasion de régler ses comptes... Il est indéniable que la fatigue, la rancœur et la frustration stimulent un sentiment de revanche et de vengeance de part et d'autre. Enfin, la presse a annoncé que la situation serait chaude et les collégiens, les élèves du cycle, les jeunes du quartier ou d'autres quartiers qui sortent de leurs soirées « rap » ou de leurs fêtes « techno » ont eu le temps depuis trois jours de se donner rendez-vous et de préparer la « fête ».

Huitième et dernier épisode : Mercredi 20 mai

12h00 : 100 à 150 manifestants se regroupent devant l'ONU pour une action prévue de longue date par l'AMP.

13h00 : Des représentants de l'AMP et des membres du Comité d'accueil de l'AMP, présents en première ligne, tentent de forcer le barrage de police dans le but de chercher symboliquement à pénétrer dans l'ONU où se tient la dernière conférence de l'OMC. Usant des techniques de l'action directe non-violente et de la désobéissance civile, bien groupés, ils poussent avec force et détermination le barrage de police; les manifestants se tiennent solidement les uns les autres; une partie des manifestants avance à quatre pattes; un manifestant est projeté par ses camarades par dessus le cordon de police.¹⁰⁴

La police indique : »sommation aux manifestants de reculer; usage de la contrainte pour stopper la poussée; action de refoulement sur 20 mètres; 9 manifestants sont interpellés ».

La police lance une sommation, puis tend un filet sur toute la longueur de la Place des Nations et matraque. Les manifestants ne sont à aucun moment violents et ne

¹⁰⁴ Selon la police, in Windisch (dir.) (1999).

répondent pas aux coups. Plusieurs personnes interpellées affirment avoir été violemment agressées par la police, après leur arrestation, et présentent des certificats médicaux attestant de blessures¹⁰⁵. Des plaintes seront déposées. Après quelque temps, les organisateurs interrompent la manifestation et organisent un *sit-in* devant les policiers.

14h30 : environ 60 manifestants restent sur place; négociation entre la police et les organisateurs quant au sort des personnes interpellées.

16h00 : De source policière, « un membre éminent de l'AMP est libéré »¹⁰⁶.

17h00 : les autres manifestants sont libérés. « Partant du site d'Artamis, 80 manifestants se dirigent vers le Palais de justice ».

17h45 : Arrivée des manifestants au barrage de police Chaudronniers / Charles-Galland; *sit-in*.

18h15 : le cortège repart vers la Place des Nations et se disperse.

Fin du huitième et dernier épisode.

Finalement, les manifestations contre l'OMC se terminent avec une action politique classique. Ou presque. La stratégie non-violente – inspirée par Gandhi et proposée à l'AMP par les paysans du Karnakata du KKRS – est nouvelle à Genève.

La non-violence active oblige les policiers à user les premiers de la violence pour stopper la progression d'une action dans l'espace ou dans le temps. Ils deviennent ainsi aux yeux des médias et de l'opinion publique les agresseurs de jeunes qui s'amuse ou de citoyens qui soulèvent opportunément de vrais problèmes et perdent l'image de défenseurs d'un ordre menacé. La police genevoise ne semble pas encore avoir trouvé la riposte tactique à cette mutation de l'action collective. La politique manque d'expérience et dérape à plusieurs reprises, d'autant plus qu'une grande

¹⁰⁵ Témoignages recueillis par la Commission du Grand Conseil du Canton de Genève, *in* Secrétariat du Grand Conseil du Canton de Genève (1999).

¹⁰⁶ Selon la police.

fatigue a été accumulée et que la pression psychique à laquelle les policiers ont été confrontés les derniers jours a été inhabituellement forte.

Bilan de ces cinq journées selon la Commission d'enquête parlementaire :

« 15 policiers blessés dont deux très grièvement. 180 plaintes de particuliers, pour dommage à la propriété. 300 personnes interpellées dans la rue, dont certaines passent plusieurs jours en prison avant que leur emploi du temps ne soit vérifié. 107 personnes déférées devant le juge d'instruction. 77 plaintes de manifestants contre la police, dont 20 plaintes pénales pour lésions corporelles, injures et divers.

Un manifestant, journaliste, constate par la suite que son nom figure sur une longue liste de « participants à la manifestation violente du 16 mai » dans le fichier de la police fédérale. Les blessés du côté des manifestants comme de celui des pilleurs n'ont pas pu être évalués dans leur ensemble; toutefois la commission a répertorié au moins trois cas graves. Des mesures indéterminées d'expulsion administrative du territoire suisse ont été prises par les autorités. »¹⁰⁷

¹⁰⁷ Secrétariat du Grand Conseil du Canton de Genève (1999 :6).

Chapitre 6

BILAN D'ETAPE

Une triple logique est donc à l'oeuvre. La logique de l'événement requiert une analyse chronologique, que nous venons d'effectuer. La logique de la longue durée requiert une analyse structurelle qui met à jour les mutations profondes des sociétés contemporaines à l'échelle planétaire : c'est ce que nous avons observé dans la première partie. Enfin, dans la moyenne durée et à une échelle locale (voire régionale), sont à l'oeuvre des logiques qui révèlent les tensions politiques et sociales que seule une analyse conjoncturelle peut nous permettre d'aborder : c'est ce que nous allons voir dans les chapitres suivants. Cependant, en guise de transition, nous pouvons déjà tirer quelques premières conclusions de la description des faits, et effectuer de la sorte un premier bilan d'étape.

6.1 Pour l'événement

L'émeute aurait sans doute pu être évitée.

1. La conférence de presse alarmiste de la police et son amplification par la presse contribuent à faire peser par avance sur l'événement une pression importante, qui ne facilitera ni la tâche des organisateurs ni celle de la gendarmerie, et qui attirera dans les manifestations politiques des individus et des groupes qui n'y étaient pas attendus.
2. Le manque de différenciation par la police des différents acteurs conduit à un manque de discernement dans la répression. Ceci contribue à augmenter le sentiment d'injustice et de vengeance et la radicalisation de manifestants qui *a priori* n'avaient pas l'intention d'user de violence.
3. Les émeutes n'ont été possibles que parce qu'un petit groupe de militants politiques radicaux ou de casseurs délinquants avaient la volonté préméditée d'agir et qu'ils n'ont pu ni être neutralisés à temps, ni être isolés des autres manifestants.
4. La Plaine de Plainpalais semble avoir été imaginée de part et d'autre comme le terrain privilégié de l'affrontement, comme cela avait déjà été le cas lors des manifestations contre le défilé militaire (1995). Les organisateurs en avaient fait leur

quartier général et y avaient installé leur camping et la police dont la mission était de protéger avant tout le périmètre des Organisations internationales (O.N.U., O.M.S., O.M.C.), avait clairement envisagé la stratégie, en cas d'affrontement, de refouler¹⁰⁸ ¹⁰⁹ les manifestants sur la Plaine, c'est-à-dire loin des délégations étrangères.

6.2 *Structurellement*

La mobilisation politique change de forme, dans l'ensemble du système mondial. L'Etat et les forces de l'ordre doivent tenir compte des faits suivants :

5. Les mouvements sociaux contemporains s'internationalisent, mais leur internationalisation s'effectue de manière différente qu'antérieurement. Aux structures internationales centralisées et homogènes idéologiquement succèdent des réseaux d'individus et de groupes décentralisés et autonomes les uns par rapport aux autres. Ce phénomène pose un problème inédit pour la police et la justice. Chercher les leaders dans ce contexte n'a plus de sens¹¹⁰; demander aux organisateurs d'être responsables de tous les individus qui s'intègrent aux manifestations, non plus.

6. La stratégie des luttes urbaines est en pleine mutation : celles-ci gagnent en intensité d'affrontement, mais s'éloignent de la violence de l'affrontement classique (quasi militaire, c'est-à-dire d'inspiration clausewitzienne) entre forces de l'ordre et manifestants. La police doit apprendre à intervenir non seulement contre des petits groupes extrêmement mobiles, mais aussi contre des masses qui progressent avec détermination mais sans violence, et dont la stratégie même appelle la sympathie des médias et donc de l'opinion publique.

Ce sont ces différents points que nous analyserons dans la deuxième partie de cet essai.

¹⁰⁸ Selon la police.

¹⁰⁹ Nos interviews de MM. Gérard Ramseyer (Conseiller d'Etat), Laurent Walpen (Directeur de la police) et Guy-Serge Baer (Commandant, Chef de la Gendarmerie).

¹¹⁰ Au contraire de ce qui peut se passer avec un Mouvement de libération nationale par exemple, comme le démontre l'arrestation et le jugement du *leader* kurde, Öchalan par l'Etat turc.

6.3 *Conjoncturellement*

7. En voulant développer sa vocation de ville internationale, Genève devient également un lieu privilégié de la mondialisation de la contestation. Lors de la discussion politique portant sur l'importance d'obtenir pour Genève le siège de l'OMC, les questions de sécurité concernant la protection des diplomates et représentants des Etats n'ont pas été étudiées¹¹¹. Le surcroît de travail pour la police locale, ainsi que la transformation d'une partie de ses missions, n'ont été budgétisés correctement ni en temps, ni en argent. Les restrictions budgétaires rendent la situation conjoncturellement encore plus précaire, en empêchant la police d'engager des fonctionnaires supplémentaires et en faisant retomber sur les policiers la surcharge de travail et de stress¹¹².

8. La politique envers les squats, qui se trouve au croisement de la politique de l'urbanisme et de la politique culturelle, connaît aujourd'hui un tournant préoccupant : la fermeture – souvent brutale – d'un nombre important de squats « cultes » et la marginalité sociale d'un nombre toujours plus grand de squatters ont pour conséquence la radicalisation de certains groupes, l'hétérogénéisation de la population squatter et la déconnexion de la mouvance squat du reste de la société. Les squats politiques ou culturels jouaient jusqu'à peu en effet un rôle social qu'il serait erroné et dangereux de ne pas reconnaître.

9. La politique du logement social connaît, elle aussi, une tendance dont les conséquences peuvent s'avérer problématiques. Les violences urbaines sont en effet le plus souvent corrélées à la ségrégation urbaine. Celle-ci est le reflet de la politique de l'urbanisme et, plus précisément, de la politique sociale du logement. Genève a jusqu'à présent évité une homogénéité sociale ou ethnique dans ses quartiers et dans ses immeubles, ce qui la distingue d'autres villes européennes. La politique du logement social actuelle a pour tendance d'homogénéiser les immeubles, ce qui pourrait avoir des conséquences dramatiques en terme de ségrégation sociale ou

¹¹¹ Nos interviews de MM. Gérard Ramseyer (Conseiller d'Etat), Laurent Walpen (Directeur de la police) et Guy-Serge Baer (Commandant, Chef de la Gendarmerie).

¹¹² Cf. Audition du syndicaliste et entretien avec Guy-Serge Baer.

ethnique, quand le mélange de frustration sociale et de méfiance réciproque fait monter parallèlement le sentiment d'insécurité et les violences urbaines.

10. Le discours sécuritaire et populiste du président du Département de justice et police, le Conseiller d'Etat Gérard Ramseyer, a une influence directe sur les rapports que l'Etat, et en particulier le gouvernement genevois, entretient avec la société civile et en particulier les organisations des mouvements sociaux (GSsA, ContrAtom, Intersquats, Artamis, etc.). Son discours, qui est d'ailleurs beaucoup plus sécuritaire que la pratique réelle du Département de justice et police, met en porte-à-faux la police, qui se trouve écartelée entre deux tendances divergentes de l'opinion publique : la première, sensible aux questions touchant aux droits de la personne, s'insurge contre toute violence politique et policière et demande de plus en plus des comptes à l'Etat et à la police; la seconde, sensible aux questions d'insécurité – et encouragée par le discours sécuritaire de Gérard Ramseyer – réclame des interventions policières plus musclées. La pratique policière qui reposait en partie sur le consensus entre ces deux tendances de l'opinion publique, ne peut donc plus se conformer à une ligne politique claire.

L'analyse des points suivant fera l'objet de la troisième partie.

6.4 Responsabilités individuelles et collectives dans l'AMP

Les médias genevois, face à la nébuleuse AMP, ont beaucoup cherché à personnaliser les responsabilités. Ainsi par exemple, Olivier de Marcellus, le porte-parole genevois, est souvent apparu comme le chef d'orchestre de ces mobilisations. S'il est indéniable qu'il joue, de par son âge et son expérience militante, à Genève et au-delà, un rôle indispensable, il serait erroné de penser que, en admettant qu'il en ait la volonté, il serait en mesure de coordonner et de diriger un ensemble d'acteurs aussi hétéroclite et obéissant à des conceptions fort diverses de l'engagement et de l'utilisation de la violence. Voici ce qu'en dit le principal intéressé :

Quelle était ta fonction ? Tu apparais comme une personne centrale du réseau et c'est assez nouveau pour toi, non ? Tout le monde t'a cherché : la presse, les organisations, nous les sociologues... Comment assumes-tu le fait d'être le

«représentant» d'une organisation qui n'est pas une organisation et qui n'a pas de représentant ?

(Rires). Bon, là, il y a eu un problème, d'ailleurs on va changer le nom du Comité genevois, on va être obligé. On s'était appelé innocemment : Comité d'accueil genevois de l'Action mondiale des peuples; mais le problème est que les médias disent : « Olivier de Marcellus, de l'Action mondiale des peuples », comme si j'étais, je ne sais pas moi, un truc international, secrétaire général ou en tous cas porte-parole de l'organisation AMP, ce qui n'est absolument pas le cas. Et c'est absolument emmerdant, surtout que c'est emballé médiatiquement et tu vois à la télé, « O. de Marcellus – Action mondiale des peuples ».

A Genève, il semble que personne n'a vraiment compris que ce n'était pas seulement un réseau genevois...

- Oui, mais quand même ! Il y a le Prof. Nanjundaswamy [Représentant de l'Association des paysans d'Etat de Karnataka / Inde et... il y a moi. Je ne me sens absolument pas dans la même situation ou mériter la même audience.

Il y a de grandes mobilisations sociales derrière les organisations membres de l'AMP.

- Oui et ça fait quand même que des gens de la Confédération paysanne européenne par exemple, se sont posés la question : «C'est qui ce mec que personne ne connaît et qui tout d'un coup est devenu très important dans l'AMP ? Moi, je ne me considère pas très important dans l'AMP... Simplement, j'étais la personne sur place qui coordonnait, et j'étais relativement central dans le Comité d'accueil, mais c'est autre chose.

[...] C'est l'une des choses qui a fait des frottements au sein de l'AMP. [...] Disons que, dans tout ce processus, il y a eu des frottements. C'est difficile à coordonner. Par exemple, il y avait les squatters qui souvent participaient aux trucs pratiques mais pas aux réunions, mais ils se sentaient quand même, avec raison, absolument partie prenante de l'AMP. Et au niveau du Comité international de pilotage... quand il y a eu les trucs ... la merde... qui s'est déclenchée samedi, on a décidé de ne pas faire la manif de nuit de mardi. Qui décide, tu vois ? Il y a des gens qui disent : vous n'avez pas à décider pour nous, sans nous consulter. En même temps, le Comité de pilotage disait qu'il avait quand même des responsabilités.

Dans ces cas-là, qui décide ? Le Comité d'accueil ou le Comité international de pilotage ?

- Disons qu'on a consulté les deux, mais heureusement qu'on s'est... Parce que moi, je ne suis pas dans le Comité international de pilotage. Là il y a des mouvements autrement plus importants; je suis dans le Comité d'accueil.¹¹³

Cet extrait d'interview montre que des militants comme Olivier de Marcellus ne portent qu'un intérêt limité à l'organisation formelle des coalitions et des groupes dans lesquels ils militent. L'important est d'avoir assez de latitude pour pouvoir agir. Ceux qui ont besoin d'ordre pour organiser leur réflexion et leur action (la police, les journalistes, les chercheurs en sciences sociales, les partis politiques, les ONG ou les militants avant-gardistes) se sentent alors quelque peu pris au dépourvu pour analyser de manière satisfaisante ces mobilisations spontanées.

Les analyses empiriques et théoriques précises font encore défaut pour comprendre réellement quelles sont les structures et comment fonctionnent réellement les réseaux transnationaux qui participent aux mobilisations de l'après-guerre froide. Plus difficile encore est de comprendre comment ces différents réseaux entrent en relation avec les coordinations locales lors de rencontres internationales.¹¹⁴

Sans entrer dans trop de détails, il faut savoir que dans ce type de réseau, lorsque s'organise une manifestation ou une réunion internationale, la convocation s'effectue d'une manière extrêmement large, par tous les moyens à disposition, notamment bien entendu par Internet et les listes de courrier électronique. Elle s'adresse aux organisations aussi bien qu'aux individus. Elle propose un manifeste, mais laisse à tout groupe la possibilité d'en proposer un autre. Ainsi, les organisateurs locaux se sentent plutôt comme des hôtes que comme les grands ordonnateurs d'une ligne politique cohérente et d'une stratégie de mobilisation centralisée.

Les organisateurs ne se considèrent pas responsables collectivement, mais partie intégrante d'une dynamique propre, générée par leur invitation, chacun devant être

¹¹³ *Idem.*

¹¹⁴ Qualifier Olivier de Marcellus, l'un des portes-parole du *Comité d'Accueil* genevois, de « Président de l'AMP » comme le fait Windisch (dir.) (1999 : 22), démontre une grande méconnaissance de ce type de réseaux. Croire qu'Olivier de Marcellus est le grand instigateur et le considérer comme le général d'une armée en campagne (*cf.* interview du Commandant de gendarmerie, Guy Baer) est une erreur d'appréciation, qui peut coûter cher en matière de maintien de l'ordre public.

jugé responsable individuellement de ses actes. Cette attitude spontanéiste est une des expressions du refus d'un certain avant-gardisme idéologique. Elle témoigne également de la volonté déterminée des individus et des organisations faisant partie du réseau de conserver une autonomie importante dans les actions collectives.

Par rapport aux manifestations traditionnelles, convoquées par une organisation partisane, syndicale ou associative ou par une coordination d'associations, la différence est de taille. L'idée de service d'ordre ne peut plus avoir le même sens. La relation entre police et organisateur s'en trouve également transformée.

Chapitre 7**LA CONJONCTURE LA FIN D'UNE****« EXCEPTION GENEVOISE » ?****7.1 Genève est une ville petite et riche, qui connaît une nouvelle pauvreté**

Par rapport aux grandes villes européennes, Genève a ceci de particulier qu'elle est une ville petite et riche. C'est une ville-canton d'un Etat fédéral à démocratie semi-directe, particulièrement décentralisé; c'est une ville frontière, une ville d'immigration et de refuge; c'est une ville cosmopolite et internationale qui attire des mobilisations transnationales. Chacun de ces éléments ont, d'une manière ou d'une autre, contribué à créer une situation qui a rendu possible l'enchaînement des événements de mai 1998. Il ne s'agit pas ici de faire une étude exhaustive de la situation socio-politico-économique genevoise, mais plutôt de mettre en évidence quelques éléments qui, plus que d'autres, permettront de comprendre comment s'est nouée l'explosion de violence autour des manifestations anti-OMC.

En comparaison internationale, Genève est en effet une ville riche, dans laquelle la crise économique mondiale (s'il est possible de parler de crise quand on se réfère aux effets constants d'un processus de modernisation accéléré) a déployé ses effets plus tardivement et avec une relativement moindre amplitude que dans d'autres parties du monde, et même que dans les principales capitales européennes.

Comparativement donc, l'Etat social (ou l'Etat providence) fonctionne encore relativement bien, bien que le canton se trouve actuellement, suivant les années, dans une situation fiscale et budgétaire difficile. Bien sûr, à l'instar des autres pays industrialisés, la crise économique dans sa résolution libérale affaiblit le système de bien-être social et provoque une augmentation rapide de la pauvreté et de l'exclusion sociale, alors que, dans le même temps, les recettes publiques baissent et que les dépenses sociales stagnent ou diminuent.

Le processus est bien connu; il est pratiquement général à l'échelle planétaire; il a été analysé dans la plupart des pays qui s'inscrivent dans une modernisation accélérée et peu régulée. Nous voulons toutefois insister sur ce point : s'il est indéniable que les conséquences de la crise de l'Etat social ne peuvent être considérées comme aussi graves que dans d'autres villes européennes (sans parler des pays du tiers-monde), Genève se trouve cependant aujourd'hui au seuil d'un phénomène imprévisible. Pour la première fois, de larges catégories de la population semblent percevoir le futur comme empreint d'incertitude et d'insécurité.

A partir de la frustration relative résultant de cette nouvelle situation sociale, de nouveaux comportements sociaux ont tendance à émerger, particulièrement dans la population jeune : des conduites de crise, des comportements plus violents et moins politiques, qu'il est aujourd'hui encore difficile de saisir.

7.2 *La décentralisation dans le fédéralisme helvétique*

Le fait que la Suisse soit un Etat fédéral, dans lequel les cantons possèdent une grande autonomie, est un fait important, que les autochtones (Genevois et Confédérés) ont tendance à négliger. En effet, l'urbanisme, la politique sociale en faveur des plus pauvres, l'éducation, la police, entre autres attributions classiques de l'Etat relèvent quasi exclusivement de la compétence des cantons, alors que dans les Etats voisins, ces politiques sont généralement contrôlées par le gouvernement central.

C'est dire à quel point cet ensemble d'institutions et de politiques qui constitue la culture politique peut être différent d'un canton à l'autre; c'est dire également que chaque système cantonal et la culture politique qui s'y développe ne concerne finalement qu'un nombre limité de personnes (400'000 environ pour Genève). Ces dimensions font du cas genevois (et suisse plus généralement) une *exception* en Europe, *a fortiori* dans le monde.

En effet, il n'existe pas en Suisse de police fédérale, ni même de police intercantonale. En différentes occasions, les tentatives d'imposer tout type de police centralisée ou fédérale ont été refusées par référendum populaire. En matière de sécurité publique, il existe de fait 26 politiques différentes.

La politique préventive contre la violence urbaine relève, au niveau local, principalement de la mise en place de politiques urbaines, sociales et culturelles adéquates. La décentralisation politique et la déconcentration administrative que permet ce système politique, offrent des conditions favorables pour faire face aux problèmes de violence de manière flexible et différenciée, c'est-à-dire de manière plus pragmatique qu'idéologique.

Genève et la Confédération ont fait le choix de développer les potentialités internationales de la ville. Dans le contexte très concurrentiel de l'après-guerre froide, l'accueil du siège de l'OMC été salué par les autorités cantonales et fédérales comme une grande victoire diplomatique. Encore aurait-il fallu évaluer le risque en terme de sécurité publique. Pourtant, se préparer à assurer sur plusieurs jours la sécurité d'une Conférence multilatérale, accueillant un nombre important de personnalités politiques de premier plan (entre autres Bill Clinton, Fidel Castro, Nelson Mandela) et, simultanément, faire face à des manifestations de rue mobilisées par des réseaux internationaux ne s'inscrivant plus dans la culture genevoise, peut s'avérer problématique pour une police cantonale dont les moyens sont par définition relativement limités et dont les autorités, pour ménager les susceptibilités de l'opinion publique genevoise, hésitent à faire appel à l'armée.

7.3 *La démocratie directe : une culture politique consensuelle*

Les Suisses sont à ce point habitués aux institutions de la démocratie directe et semi-directe qu'ils en oublient l'importance dans la formation et la structuration de la société civile. Pour lancer des initiatives populaires, par exemple – quelle que soit la possibilité réelle de succès qui de fait reste minime – il est nécessaire de former des coordinations larges, qui regroupent des partis politiques, des syndicats, des ONG, des associations, etc.

Ces coordinations restent généralement stables durant plusieurs années, depuis la rédaction de la proposition d'amendement constitutionnel jusqu'à la campagne de votation, en passant par la récolte de signatures. Ceci contribue de manière importante à l'interconnexion permanente des organisations de la société civile, à une

densification et à une professionnalisation du tissu associatif. Les relations fréquentes et organisées entre des individus et des groupes militants homogénéisent l'idéologie contestataire sur des problématiques spécifiques (nucléaire, immigration, etc.), ce qui provoque sur ces thèmes une déradicalisation des organisations politiques et des mouvements sociaux. Dans ces circonstances, les discours doctrinaires ou les programmes strictement politiques passent au second plan de l'activité militante. Enfin, la permanence de certaines coordinations thématiques les rend parfois concurrentes des organisations qui leur avaient donné naissance.

Genève compte, proportionnellement à sa population, un réseau associatif dense et, comme la population est peu nombreuse, Genève fonctionne comme un gros village, où tous les acteurs (partenaires et adversaires) se connaissent personnellement, parfois même depuis de très nombreuses années. La mémoire des luttes et des mouvements sociaux n'a donc pas de peine à se transmettre de génération en génération, d'autant plus que le système politique permet une forte intégration des mouvements sociaux.

Les Genevois n'ont pas l'expérience récente de conflits sociaux qui débordent sur la violence. Depuis le massacre de 1932¹¹⁵, à l'exception de quelques manifestations de rue à la fin des années 60 et au début des années 70, les conflits sociaux ne débouchent généralement pas sur des affrontements.

En Suisse, traditionnellement, les conflits de travail se résolvent à travers la négociation entre syndicats et organisations patronales, lors de la révision de conventions collectives de travail établies sans intervention de l'Etat. Les syndicats, auxquels une grande capacité de négociation est reconnue, sont relativement autonomes par rapport aux partis politiques; ils ne vont pas chercher des consignes stratégiques dans les états-majors des partis de gauche qui, eux, se retrouvent souvent dans l'obligation d'amender leurs prises de position idéologiques en fonction de la réaction de leur base syndicale. Le mouvement syndical se trouve bien intégré dans le système politique et Genève compte – en comparaison internationale – relativement

¹¹⁵ Wisler (1998).

peu d'heures de grève; quand la grève est votée, elle est généralement de courte durée et ne se développe pas dans des actions violentes.

Les démonstrations de force des syndicats (particulièrement ceux de la fonction publique) peuvent faire descendre dans la rue une population relativement importante; mais jamais dans les dernières années elles n'ont déclenché des débordements violents. La police négocie avec les organisateurs et ouvre le défilé des manifestants, tout en faisant preuve d'une présence le plus souvent minime et discrète; c'est au service d'ordre de la manifestation qu'il revient traditionnellement de contrôler les éventuels débordements. Jusqu'aujourd'hui, les jeunes amateurs d'agitation politico-culturelle (la mouvance autonome) qui suscitent l'affrontement avec la police et les jeunes (plus ou moins marginaux) qui cherchent l'occasion de faire la fête, c'est-à-dire de transgresser par le désordre l'ordre établi, ne se risquent pas dans ce type de manifestations traditionnelles.

Les partis de gauche et d'extrême gauche sont eux aussi bien intégrés dans le système politique : le scrutin proportionnel pour l'élection des députés cantonaux leur assure une très large représentation – aujourd'hui majoritaire, pour la première fois depuis 1932 – au Grand Conseil genevois. La législature 1993-1997, quand l'Entente bourgeoise avait décidé d'occuper tous les sièges de l'Exécutif, faisant élire sept Conseillers d'Etat sur sept, instaurant un gouvernement dit monocore¹¹⁶ est une exception. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, l'opposition est

¹¹⁶ « Homogène, comme il aime se caractériser, monocore, selon l'expression habituellement en usage, ou plus simplement bourgeois, de droite : le gouvernement issu des élections de l'automne 93 marque indiscutablement une rupture des habitudes. Les socialistes éjectés, Genève se retrouve le seul canton où la gauche représente de manière constante quelque 45% des voix sans avoir aucun représentant à l'exécutif. C'est le fruit d'une volonté à droite de supprimer tous les blocages dans une situation économique et financière difficile, mais aussi le résultat des circonstances d'alors.; et surtout une bizarrerie du système électoral plaçant la barre à 33% seulement pour être élu dès le premier tour. [...] La droite se trouve vite confrontée à deux réalités. L'une, propre aux sociétés modernes, est la faiblesse de la marge de manoeuvre du système politique : la plupart des décisions sont incontournables et non conflictuelles [...] L'autre, spécifique à la culture politique suisse et inconnue par les promoteurs de l'éviction des socialistes, est le rôle de la démocratie directe qui permet au peuple de corriger l'action de la majorité parlementaire. (Traversée de la Rade, privatisation du service des automobiles) ».

[...] Le principal échec du gouvernement monocore touche les finances publiques. Elu sur fond d'exaspération, afin de réaliser des économies et de ne pas céder à la facilité d'augmenter les impôts, il a creusé les déficits, tout en augmentant l'impôt sur le revenu des personnes physiques, *in Domaine public*, n°1311, 11 sept. 1997, p. 4-5.

traditionnellement invitée à occuper au moins deux sièges dans le gouvernement genevois. Dans la présente législature (1997-2001) l'Alternative a placé trois Conseillers d'Etat (deux socialistes et un Vert).

7.4 *L'immigration : intégration sociale et exclusion politique*

Genève connaît une différence notable avec les grandes villes européennes. Elle n'a pas rencontré – jusqu'aujourd'hui – de problèmes de ghettoïsation d'une population d'origine étrangère extra-européenne. Ni d'un point de vue géographique, ni d'un point de vue culturel. Il n'est pas inutile de rappeler – même si ces chiffres sont bien connus – qu'à Genève, un tiers environ de la population est d'origine genevoise, un tiers est d'origine confédérée et le dernier tiers est composé d'étrangers. Si nous laissons de côté les frontaliers français qui franchissent matin et soir la frontière, l'immigration genevoise provient principalement d'Italie, d'Espagne et du Portugal. La grande majorité de la population étrangère (ou d'origine étrangère) est de culture européenne, les demandeurs d'asile et les réfugiés statutaires (dont le nombre quoique croissant reste limité) en provenance de pays non européens restant très minoritaires.

Jusqu'aux années 90, la Confédération avait mis sur pied une politique migratoire très restrictive et fortement critiquée pour avoir maintenu – malgré une forte opposition interne et de constantes pressions internationales – le statut de saisonnier. Ce statut obligeait les travailleurs à quitter la Suisse au moins trois mois par année, sans savoir si l'an suivant leur contrat de travail serait renouvelé, et, surtout, sans pouvoir bénéficier du regroupement familial. Cette politique – discriminatoire et d'une manière générale peu respectueuse des droits de la personne – permit de réguler l'immigration, en fonction des nécessités du marché du travail local.

C'est le marché du travail qui, en Suisse, est le vecteur principal de l'intégration, puisque sans permis de travail, il n'est pas possible d'obtenir un permis de séjour.

L'exportation du chômage, selon l'expression employée alors par la gauche suisse et européenne, eut pour conséquence que Genève connut, dès la crise des années 80, un taux de chômage inférieur à d'autres villes européennes (bien qu'il soit l'un des plus

élevés de Suisse). Même si le chômage affecte en général davantage les travailleurs étrangers (parce qu'il affecte davantage les travailleurs les moins qualifiés), il n'a jamais existé jusqu'aujourd'hui à Genève et dans sa périphérie de quartiers concentrant à la fois une forte population étrangère et sans travail, à l'inverse de ce qui est observable dans les banlieues des grandes villes françaises¹¹⁷.

La politique migratoire fédérale et la politique cantonale en matière d'urbanisme se sont combinées pour créer un tissu urbain tout à la fois diversifié et intégré culturellement et socialement, évitant des problèmes de concentration dans des quartiers spécifiques (périphériques ou centraux) d'exclus sociaux et / ou culturels, comme c'est le cas dans différentes villes européennes et davantage encore sur d'autres continents.

Dans ces conditions, une politique préventive en matière de sécurité publique, où la gestion de la diversité linguistique, ethnique et culturelle devrait tenir une bonne place, pourrait être développée dans un contexte plus favorable que dans des situations de ghettoïsation ethnique, culturelle, et / ou sociale.

En d'autres mots, la politique d'intégration sociale a fonctionné – en comparaison internationale – de manière satisfaisante, en tout cas jusqu'aux années 90, quand le chômage, la pauvreté et une forme d'exclusion sociale commencèrent à augmenter.

Cependant, à l'inverse, il n'a existé aucune volonté politique d'intégrer politiquement les immigrés, c'est-à-dire de transformer en citoyens suisses les étrangers établis depuis des dizaines d'années, ainsi que leurs enfants. En matière de politique de naturalisation, le droit du sang (par opposition au droit du sol) a toujours été considéré comme un caractère imprescriptible de l'identité suisse et, pour cette raison, comme une norme intangible; à ce sujet, Genève ne fait pas exception.

Cette exclusion, de fait comme de droit, de la participation à la chose publique de générations nées en Suisse et parfaitement intégrées socialement, prend un caractère

¹¹⁷ Cf. Wiewiorka et l'ensemble des travaux du CADIS / EHESS.

plus problématique à mesure que les difficultés économiques occasionnent, dans cette même population, une frustration croissante qui ne trouve pas d'expression politique.

7.5 *Genève est une ville de locataires et non pas de propriétaires*¹¹⁸

La construction et l'immobilier constituent, dans l'économie genevoise, un domaine d'activité particulièrement important. Ainsi, environ 12% (2'225 personnes) des emplois rattachés à l'immobilier en Suisse sont genevois, alors que le canton ne représente que 6,5% de la population active du pays¹¹⁹. De plus, la proportion de locataires est extrêmement élevée (85%)¹²⁰ à Genève, ce qui a pour conséquence une importante activité dans le domaine de la gérance immobilière.

Depuis 1945, la construction s'est caractérisée par une alternance de booms et de crises. Entre 1985 et 1991, la spéculation immobilière a connu une dimension sans précédent. Au début des années 90, la récession et l'augmentation des taux hypothécaires ont amené à l'éclatement de la bulle spéculative et à l'effondrement du marché de l'immobilier, entraînant plusieurs faillites, affectant principalement des entreprises nouvellement créées.¹²¹

La politique sociale du logement repose sur deux piliers. L'aide directe à la construction (ou aide à la pierre) et l'aide à la personne (allocation personnalisée pour les locataires dont le loyer correspond à une part trop importante du budget du ménage).

¹¹⁸ Nous reviendrons sur la politique genevoise en matière d'urbanisme dans la troisième partie consacrée aux luttes urbaines et à la mouvance squat.

¹¹⁹ Laboratoire d'économie appliquée, Faculté des sciences économiques et sociales, Université de Genève (1995 : 76), chiffres de 1993.

¹²⁰ *Idem*. En Suisse, il ya plus de 70% de locataires (moins de 30% de propriétaires. Les propriétaires de leur logement sont, par exemple, environ 36% en Allemagne, 45% en France, 51% en Italie, 64% en Espagne ou 71% en Irlande. Tschäni (1988 : 161-162). « Les rapports de propriété dans le secteur immobilier et foncier sont très inégaux. Dix pour cent des contribuables accaparent les quatre cinquièmes de la fortune immobilière. Dans les villes, 6.5 % seulement de la population habitent encore leur propre logis. A la campagne, en revanche, ce chiffre est de près de dix fois supérieur. Il en ressort de très profondes inégalités régionales. » Tschäni (1988 : 163).

¹²¹ Pour les taux de vacances cf. Laboratoire d'économie appliquée (1995 : 78).

A Genève, en comparaison suisse, la politique d'incitation à la construction de logements a été particulièrement active¹²². La politique en matière d'aide à la pierre est mise sur pied à partir de 1945. Une première loi vise, en 1946, à assurer la construction de logements salubres et économiques; une seconde loi, en 1955, vise à favoriser la création de logements à loyers modérés.¹²³

Il est vrai que la faiblesse de l'offre de logements par rapport à la demande est une constante dans la Genève de l'après-guerre; la pression spéculative sur le prix du terrain et sur les loyers est également chronique.

La population du canton est passée de 200'000 à 380'000 habitants de 1950 à 1990. La demande croissante de logements bon marché, dans un marché qui ne connaît que peu de propriétaires, est due à de nombreux facteurs, dont une immigration suisse et étrangère importante et la baisse du taux moyen de personnes par ménage (2.9 en 1950, 2.2 en 1990). Ce second facteur est surtout dû à l'éclatement de la cellule familiale et au vieillissement de la population. L'augmentation du niveau de vie et de nouvelles exigences en matière de qualité de l'habitat et de l'autonomie individuelle ont incité les Genevois à exiger des appartements plus spacieux.

De 1955 au milieu des années 70, répondant à la demande de l'après-guerre, l'effort de l'Etat en matière de logement social a porté sur la construction de grands ensembles, qui seront vite qualifiés de cités-dortoirs (Meyrin, Onex, Le Lignon, Les Avanchets).

En revanche, avec la crise des années 80, le chômage persistant et la stagnation – voire le recul – des revenus réels, c'est l'aide personnalisée qui croît en importance dans les dépenses étatiques en matière de politique du logement.

Les deux piliers de la politique sociale du logement représentent deux philosophies de l'intervention étatique en matière de politique publique. L'aide à la pierre correspond à une conception interventionniste ou volontariste de l'Etat dans le développement

¹²² « En 1993, 14,5% du total des logements du canton représentent 27'881 ménages, bénéficiant d'une subvention de l'Etat. Plus de trois quarts étaient composés de HLM, contre environ 15% de HBM et 9% de HCM) », *ibid.*, p. 197.

¹²³ *Idem.*

économique (mélange d'idéologie étatiste et socialiste qui revient à subventionner *a priori* le logement social). L'aide à la personne en difficulté correspond quant à elle davantage à une conception assistentialiste (mélange d'action chrétienne et d'idéologie libérale qui consiste à assister *a posteriori* le locataire démuné).

Les deux politiques ont des conséquences importantes mais différentes sur la composition sociale des espaces urbains, d'une part, et sur les mouvements urbains qui s'y développent, d'autre part.

7.6 *La politique sociale du logement*

Le 1er octobre 1992 la Loi sur le logement et la protection des locataires est modifiée : son application se fera progressivement, en quatre étapes jusqu'en 1996.¹²⁴ La modification de la loi poursuit plusieurs objectifs. Au début des années 90, la crise de la construction se fait lourdement sentir et, comme c'est le plus souvent le cas en pareilles circonstances, l'ensemble des partis politiques, appuyés par les forces syndicales et patronales, en appellent à la construction de nouveaux logements.

L'une des modifications de la loi porte sur l'augmentation des surtaxes pour les locataires disposant d'un relativement haut revenu et habitant dans un logement subventionné. L'argent ainsi récolté doit servir à débloquer des crédits de construction pour de nouveaux logements subventionnés.

L'augmentation des surtaxes incite cette catégorie de locataires à partir vite; ils laissent leur place à des ménages disposant de revenus inférieurs. Certains députés¹²⁵ avaient relevé le fait qu'une trop forte surtaxe ou qu'un taux d'effort trop important dissuaderait les locataires au bénéfice de revenus plus confortables de rester dans les logements subventionnés, et que les recettes dues aux surtaxes seraient probablement inférieures à ce qui était escompté. Nul cependant n'avait évoqué l'éventualité d'une

¹²⁴ Interview du Conseiller d'Etat Laurent Moutinot *in* Boillat, Vuille, Windisch (1999 : 262).

¹²⁵ Par ex, David Lachat, *in* *Mémorial du grand Conseil* (1992 : p. 3643) *in* Boillat, Vuille, Windisch (1999 : 263).

homogénéisation sociale due au départ des plus aisés des locataires, encore moins évalué les risques, en terme de violence urbaine, liés à cette homogénéisation.

Les effets pervers de la nouvelle loi sont vite ressentis :

« Des députés des différents partis de gauche proposent, une année après l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, une motion « pour un moratoire dans l'application des nouvelles dispositions » [...], car ils considèrent que plusieurs effets négatifs résultent de cette loi (hésitation des promoteurs à construire des logements sociaux, difficulté accrue pour trouver des candidats remplissant les conditions d'octroi d'un logement social, perte de revenu fiscal pour les communes sur le territoire desquelles sont construites de nombreuses HLM). »¹²⁶

La motion sera rejetée mais il est intéressant de constater, que dès 1993, il devient patent que la nouvelle loi modifie la composition sociale des quartiers de HLM. Les risques sociaux découlant de cette homogénéisation ne sont cependant pas encore perçus.

Dans le *Rapport au Conseil d'Etat*¹²⁷ relève encore que la nouvelle loi a un effet différencié selon qu'il s'agit de bâtiments neufs ou anciens. Les premiers, dont les coûts de construction ont été élevés, sont réservés aux jeunes familles de la classe moyenne (voire moyenne-supérieure). C'est ce qui fait dire à la Commission externe d'évaluation des politiques publiques (CEPP), dans un rapport de janvier 1997 intitulé *Politique sociale du logement : évaluation de l'encouragement à la construction selon la loi générale sur le logement*, que le logement HLM n'est pas à proprement parler un logement social.

Les HLM plus anciennes sont, quant à elles, occupées depuis longtemps par des familles aux revenus modestes; l'augmentation du taux d'effort et des surtaxes a pour effet de faire déménager les ménages ayant les revenus les plus élevés et de laisser la place à des ménages aux revenus plus faibles, se trouvant dans des situations sociales plus précaires.

¹²⁶ Boillat, Vuille, Windisch (1999 : 264).

¹²⁷ *Ibid.*, pp. 264-265.

Comme le conclut le rapport :

« Les HLM récentes ont donc plutôt été investies par des locataires des classes moyennes et les plus anciennes par des milieux modestes. Cette redistribution a incontestablement eu un effet d'uniformisation sociale interne des bâtiments subventionnés, elle a donc simultanément renforcé la différenciation sociale entre les bâtiments. Elle a même pu, ici ou là, contribuer à la constitution de regroupement de population cumulant des caractéristiques socialement fragilisantes (chômage, faibles revenus, problèmes familiaux, difficulté d'intégration liée à l'origine ou à l'éducation, etc.), ce que l'on pourrait considérer comme des poches de précarité sociale. [...] Des formes locales de ségrégation spatiale se sont donc développées à Genève qui peuvent contribuer à constituer ou à renforcer, avec d'autres facteurs, des situations favorisant des comportements violents. »¹²⁸

Ainsi, la combinaison des politiques d'urbanisme, d'aide sociale au logement et de politique de l'immigration, a contribué à produire une certaine ségrégation urbaine, voire la ghettoïsation de certaines catégories sociales, en échouant à réaliser une large intégration sociale et politique.

« Ainsi, les mesures de réforme de la politique en matière de logement social ont-elles déjà contribué à une plus forte homogénéité des quartiers, quand bien même c'étaient des objectifs d'équité qui étaient poursuivis ». ¹²⁹

Telle est donc la situation en mai 1998. Le cumul d'un chômage relativement important (selon les critères helvétiques), d'une immigration exclue politiquement alors que sa situation sociale se dégrade et d'une politique du logement social favorisant une homogénéisation à la fois éthique et sociale dans certains immeubles

¹²⁸ *Ibid.*, pp. 265-266.

¹²⁹ Interview du Conseiller d'Etat Laurent Moutinot *in* Boillat, Vuille, Windisch (1999 : 262).

contribuent au développement d'un sentiment de ghettoïsation et d'exclusion chez certains jeunes, sentiment qui jouera probablement un rôle non négligeable dans la participation de ces jeunes aux émeutes de mai 1998.

Chapitre 8**LES JEUNES ET LA VIOLENCE****8.1 Les jeunes par eux-mêmes**

Certains ont voulu attribuer la responsabilité des débordements de mai 98 quasi exclusivement aux « jeunes marginalisés » Nous savons que tel n'est pas le cas, mais il est indéniable qu'ils ont participé aux violences. Pour planter le décor, commençons par restituer ce que des jeunes eux-mêmes nous ont dit des manifestations de mai 1998 et de leur motivation pour y participer.¹³⁰

« Disons que, moi la manifestation, je sais même plus, c'était l'OMC, mais je sais pas du tout pourquoi, j'sais même pas c'que c'est l'OMC[...]. Tous ceux [de la bande de copains] qui y ont été [...], c'était pas pendant la manifestation, c'était le soir, quoi. Ça n'a plus rien à voir avec la manifestation, c'est juste pour casser, foutre la merde.

Ils ont eu des problèmes. Il y en a qui ont eu des problèmes. Il y en a qui se sont fait embarquer, ou comme ça.

Eux, ils y allaient vraiment pour foutre la merde à... heu... aux émeutes, quoi. Pour la casse, c'est tout...

- *Ils ont participé avec d'autres personnes ?*

Ouais, dans la foule, quoi. Casser des vitrines. Des trucs comme ça, quoi. Mais pas pour la manif.

J'sais pas comment ça s'est su, quoi. Mais tout le monde était là-bas.

S'il y avait des gens qui savaient ce que c'était l'OMC ? Pas dans mon groupe, quoi. Ils savent pas vraiment. Moi franchement, je sais pas ce que c'est l'OMC, quoi.

- *Tu sais pourquoi les gens sont allés péter des trucs ? Vous en avez parlé ?*

Ouais, c'était plutôt pour... pour se révolter...

- *Alors, c'était bien pour une raison ?*

¹³⁰ Exraits d'entretiens réalisés par Arnaud Frauenfelder et Veronika Steinaker.

Non. Enfin ceux que je connais qui y ont été, c'était ... ouais, c'était juste pour se révolter, sans avoir de problème, quoi.

- Comment ça ? Parce que généralement quand on se révolte, c'est qu'il y a un problème.

Ouais, ouais, mais je dis ... heu ... aller dans les émeutes et puis voilà quoi. Tu vois, être contre les flics et puis c'est tout ce qu'ils voulaient, quoi, être contre les flics. (D., 17 ans).

- Où est-ce que vous vous retrouvez ?

Avant, c'était le Locados. Maintenant, on galère un peu, quoi, c'est dehors et pis. Mais on essaie de changer souvent à cause des flics, quoi.

- Tu as l'impression qu'ils vous suivent à ce point ?

Ah ouais, moi je deviens fou ! Ils savent même la marque des couches-culottes que je portais quand j'étais bébé, tout ça, et je deviens fou, hé. Ils sont partout, ces mecs. Mais on change souvent d'endroit. Style l'autre jour on était devant le Locados, là il y a les flics qui sont arrivés, et moi, j'ai un bogue trop maquillé... vignette 95, tu vois, au lieu de 99. Ils sont arrivés, j'ai sauté dessus, j'me suis cassé. Ils ont fouillé tout le monde, et tout. Ils ont pas su qui j'étais à la fin de l'histoire, et... Mais ils passent souvent, quoi, et franchement, ils nous pourrissent la vie, quoi. On peut pas se retrouver entre potes, fumer un pétard, et... et... Je veux dire. On se tape pas sur le bras, et pis on s'enfile pas une seringue. C'est pas le but... Nous tout ce qu'on veut c'est être tranquille, on n'agresse personne.

- Depuis combien de temps vous retrouvez-vous ensemble ?

Depuis qu'on fume, depuis 3-4 ans.

- Les manifestations de mai 98 ?

C'était le ras-le-bol, tout le monde voulait tout casser, et ça s'est fait quoi. Mais c'était pas l'OMC, [...] si tu savais combien il y en a vraiment qui sont allés manifester contre l'OMC, ben tu pleures, quoi. Moi, j'y suis pas allé à cette manif, je me sentais pas concerné, je veux dire, voilà. [...] Il y en a, ils sont allés juste pour casser, et tout ... Moi, je trouve ça bidon, quoi. Bon, ça m'a fait marrer parce que voilà, y'a des flics qui s'en sont pris plein la gueule, je veux dire, je suis allergique aux flics, tout ça, heu, ça fait du bien. Mais les gens, c'est parce qu'ils avaient besoin de se défouler [...] Le ras-le-bol, quoi ... Puis ils savent aussi qu'ils vont pas se prendre des balles en caoutchouc, comme à Gaza, ou j'sais pas où...

- Et toi, tu ne te sentais pas concerné par ce ras-le-bol ?

Si, ras-le-bol. Tous les jours, j'en ai ras-le-bol. Mais j'ai déjà cassé des portes chez moi, je vais pas encore casser des vitrines. Non, je trouve, moi. Non, ce que je trouve dégueulasse, c'est qu'il y a des petits commerçants qui ont été ..., qui ont fait faillite, avec ces conneries, quoi. [...] Ca, je trouve salaud.... Par contre, quand j'avais vu la voiture du corps diplomat' retournée avec tous ces gens en train de danser dessus, ça m'a fait marrer, quoi.

[...] Encore moi, jeter des pierres sur les flics, je m'en fous. Moi, je trouve ça cool ... faire un carton, et tout. Mais faut pas s'en prendre à des gens qui y peuvent strictement rien. Après évidemment, ils dénoncent la jeunesse et tout ça. [...] J'ai des potes qui y sont allés, ils m'ont dit « tu viens », moi j'ai dit non [...] J'ai regardé la télé, c'était vraiment drôle. [...] Eux, ils y allaient parce qu'ils se sont dit « c'est un moment où on peut... un moment où on pète les plombs où on peut se lâcher... et y a pas de raison qu'on se prive, quoi. Je les comprends, mais je comprends pas qu'il y ait eu autant de casse et tout ça, quoi. (X., 17 ans).

- Les manifestations de mai 98 ?

C'était le bonheur ! Non, mais ça fait du bien, franchement de ... de se défouler. [...] Ouais, je pense, de toute façon, une manifestation à la pacifique, elle fera toujours moins parler qu'une manifestation qui a fait des dégâts. Je veux dire, la plupart des manifestations, les gens qui organisent, ils pensent bien qu'il y a un petit, heu, le moindre incident. [...]

- Et toi, t'as balancé des pierres, c'était pourquoi, pour s'amuser, pour la rage ?

Pour les deux, parce qu'on s'amuse, franchement on s'amuse. Ouais, on se sent... Ouais, je ne sais pas si on se sent mieux, mais... De toute façon, c'est net, ceux qui sont arrivés là-bas pour casser ou comme ça, c'est que... ils trouvent que la société, elle est pas très bien. Alors, quand ils peuvent faire quelque chose contre la société, quoi, ben, ils y vont, quoi; ou contre l'Etat. Pourquoi jeter des trucs sur les flics à la place de quelqu'un d'autre ? Parce que les flics c'est l'Etat, et quand on est jeune, c'est ce qui nous fait chier.

[...] Y en a qui sont dans les manifestations pour tout. Parce qu'ils sont au courant de la manifestation. Il y en a qui sont pas au courant... [...] Ouais, au début, je suis allé parce que ... pour la manifestation, quoi. [...] Et puis, ouais, après j'y suis retourné parce que, heu... ça bougeait, quoi. Pis c'est rare, quoi. J'y pense, y aurait tous les jours des manifestations, j'espère que, au bout d'un moment, la moitié des gens, ils iraient même plus. La dernière qui était contre l'armée, là, ça doit faire trois, quatre ans, même plus... C'est toujours, ouais, j'y étais, on peut dire, quoi, voilà. [...] Une

manif comme ça, il faut attendre encore quatre, cinq ans, avant une autre. [...] Ouais, disons que, Genève, c'est pas réputé, quoi! » (Y., 16 ans)

8.2 *Les jeunes selon les experts*

Cette vision brute et cependant très explicite des jeunes dans les émeutes est confirmée par les analyses de certains sociologues qui ont travaillé sur la jeunesse locale.

« La plupart sont originaires des couches populaires ou de milieux effectivement très perturbés (conflits familiaux, familles monoparentales). Leur scolarité a été difficile ou interrompue. Ils ne disposent pas d'une formation complète, ou alors seulement pour une activité subalterne, peu qualifiée et mal payée. Ils vivent dans des ensembles périphériques, des cités dortoirs, souvent hâtivement construites et donc rapidement dégradées.

Les espaces disponibles pour les jeunes de ces cités se limitent la plupart du temps aux parkings souterrains, aux couloirs du centre commercial, au seul bistrot dont on leur interdit régulièrement l'accès et, parfois, au centre de loisirs qui, de toute façon, ferme trop tôt le soir.

Leur présent n'est pas gai et ils n'ont guère d'atouts en main pour se projeter dans l'avenir.

Vue sous cet angle, la société leur apparaît un peu comme une jungle où il ne leur reste que la violence et la provocation pour avoir le sentiment d'exister.

Leurs niveaux de formation limitent leurs possibilités d'emploi à des activités aliénantes. Le système D de la petite délinquance, du trafic et des arnaques est donc perçu comme une alternative acceptable par bon nombre d'entre eux.

Aux relations familiales et scolaires conflictuelles, ils opposent l'égoïsme et la vie en petites bandes. Celles-ci s'organisent sur la base du territoire d'origine, de critères ethniques ou encore de comportements communs (toxicomanie, par exemple). Ces bandes sont strictement hiérarchisées et c'est presque toujours le plus fort ou le plus délinquant qui joue le rôle du chef. »¹³¹

¹³¹ Gros, Zeugin, Radeff (1991: 83).

L'accent mis sur les cités-dortoirs occulte la situation dans les quartiers de centre-ville, mais c'est néanmoins une description pertinente des jeunes socialement fragilisés en Suisse. Qu'en est-il plus précisément à Genève ?

Michel Vuille propose la synthèse suivante, en se fondant sur l'évolution de quelques indicateurs statistiques disponibles sur les jeunes à Genève ¹³² :

« Ils constituent un groupe de population dont l'importance, tant numérique que relative, s'amenuise. La composition du groupe change, puisque la proportion de jeunes d'origine étrangère progresse.

C'est une population qui privilégie de plus en plus les formations générales au détriment des apprentissages. Elle est particulièrement touchée par le chômage.¹³³

Quand à la délinquance juvénile, elle progresse moins que celle des catégories plus âgées de la population.

Ce portrait souligne l'aspect parfois trop synthétique de certaines données statistiques disponibles. Par exemple, l'origine, telle qu'elle est définie (suisse / étrangère) constitue un indicateur insuffisant et insatisfaisant.

Il suffit cependant pour montrer que les jeunes sont devenus plus vulnérables socialement en douze ans. D'une part, ils constituent une catégorie de population de plus en plus minoritaire, d'autre part, tout en disposant souvent de formations meilleures que les plus âgés, ils sont néanmoins confrontés à des difficultés d'insertion. »¹³⁴

Quant aux motivations du passage à l'acte violent, les observations de personnes en contact direct avec les jeunes (travailleurs sociaux, policiers, juges...) corroborent selon le rapport d'experts au Conseil d'Etat la vision des jeunes eux-mêmes :

Certains jeunes, certaines catégories de jeunes ou certains groupes de jeunes (organisés ou non) :

¹³² Poids démographique, proportion d'étrangers, niveau de formation, taux de chômage, taux de divorces, taux de délinquance chez les jeunes de 15 à 24 ans, entre 1985 et 1997.

¹³³ 8.5% de jeunes (20-24) inscrits au chômage contre 7.8% en moyenne *in* Boillat, Vuille, Windisch (1999 : 204).

¹³⁴ Boillat, Vuille, Windisch (1999 : 206).

- créent un précédent, ils ont 15-16 ans et ils descendent dans la rue avec les squatters – les squatters sont à leurs yeux des marginaux, ils les fascinent et leur font peur en même temps; ils saisissent cette occasion pour exprimer leur opposition au système (rapport difficile à la société) et à la police;
- les manifs sont pour eux un exutoire, un défoulement; ils ne connaissent pas l'OMC, mais en entendant parler de ce qui se passe en ville (dramatisation), ils s'y rendent. C'est alors comme un grand jeu et un grand spectacle (comme dans un film), avec frissons et prises de risques garantis;
- par effet d'entraînement, de simples spectateurs, ils deviennent acteurs dans le champ des affrontements;
- développent cet argument : « Enfin on va pouvoir casser du flic », ces flics qui nous contrôlent tout le temps et qui nous empêchent de vivre [...];
- viennent pour piller et profiter du pillage;
- se défoulent en cassant et en détruisant, parce qu'ils sont dans le mal-être et le désespoir (galère). »¹³⁵

Même si la politique du logement social a contribué à une intégration sociale effective dans des quartiers, même si l'origine des populations étrangères change autour de la problématique de l'asile (avec des frustrations spécifiques et un rapport psychique différent à la violence), on ne peut pas dire que Genève connaisse des violences urbaines comme celles qui ont bouleversé les quartiers défavorisés aux Etats-Unis, en Angleterre ou dans les banlieues françaises. Cependant, la précarisation des conditions de vie et des conditions d'habitat (ainsi que la « rage » ou la « haine » qui en découlent) encourage des déviances individuelles (délinquances) et collectives (émeutes urbaines).

8.3 *Frustration et violence*

Le système social contemporain fondé sur la performance et la concurrence effrénée a pour conséquence la fragilisation et la précarisation de couches toujours plus larges de la population. Une grande partie des « inclus » ont le sentiment de ne devoir se

¹³⁵ *Idem.*

maintenir dans le système que parce qu'ils échappent (provisoirement) à l'exclusion. La majorité des jeunes, elle aussi, rêve d'inclusion dans le monde sécurisant de la consommation, de la famille, du travail et des loisirs, tout en sachant que sa place dans la société est loin d'être garantie, pire, que le prix à payer pour y entrer et s'y maintenir est, depuis quelques années, toujours plus élevé, comme le souligne Michel Wieviorka.

La société contemporaine se caractérise par ses promesses de consommation, de réalisation personnelle et de bonheur. L'inadéquation entre ces promesses et les ressources (financières, culturelles, affectives, sociales) effectives dont disposent les jeunes crée – pour l'ensemble de la jeunesse – un fort sentiment de manque et de frustration. Ce manque et cette frustration sont ressentis par les jeunes eux-mêmes comme une violence symbolique indéniable.

« Les jeunes de banlieues qui passent à l'émeute et qui sont portés par la haine ou la rage se définissent constamment par la violence symbolique qu'ils subissent, le mépris, la négation de leur personne que constituent en tout premier lieu le racisme et la discrimination sociale. Ils expriment un sentiment de non reconnaissance qui a son pendant dans le discours à bien des égards symétrique de ceux sur qui se polarisent leurs conduites [enseignant, policier, éducateur, etc.]. »¹³⁶

Ce qui ronge les jeunes, c'est la culture de l'échec et le manque d'espoir, qui sont liés à la marginalité ou à l'exclusion. Faire le deuil de l'égalité face à la consommation est douloureux pour la plupart. La responsabilité que portent des institutions comme la famille ou l'école dans l'entretien de cette frustration font de celles-ci les cibles premières de la violence des jeunes. Nous n'en parlerons pas ici.

Puis, c'est leur environnement le plus immédiat, l'immeuble les transports en commun ou le quartier, dans ce qu'il représente d'échec social, qui constitue un second espace contre lequel se déploie la violence.

Enfin, lorsque l'occasion en est donnée, dans une manifestation politique dont tout le monde prédit le débordement, par exemple, c'est un troisième cercle que la violence

¹³⁶ Wieviorka (1999 : 17).

investit : celui de l'autorité sociale de l'Etat et derrière celui-ci, c'est l'ensemble de la société qui est symboliquement visé. Les manifestations qui sont susceptibles de mal tourner offrent anonymement l'opportunité de « casser du flic » et de s'offrir – au sens propre – quelques biens de consommation.

« Les violences en banlieue ne sont pas uniquement tournées vers les représentations de l'ordre. C'est d'abord leur propre quartier que les jeunes mettent à mal. Cette pratique d'autodestruction est déconcertante pour les analyses classiques. Pour parler comme autrefois, certains pensent que les violences urbaines sont la marque d'une révolte sans conscience de classe. Je crois que c'est le contraire. La conscience de classe existe d'autant plus fortement que la société de consommation prive une partie de la jeunesse des produits dont elle vante les mérites à grand coup de publicité. Ce qui n'existe pas, c'est, par contre, la capacité à organiser politiquement la frustration qui en découle. Faute de remise en cause de l'ordre social qui produit des situations injustes, la violence demeure la seule issue »¹³⁷

Vue sous cet angle, cette révolte latente, qui pourrait s'actualiser à tout instant, est moins irrationnelle qu'on ne voudrait le laisser croire. Elle tend peut-être à exprimer la conscience malheureuse d'une jeunesse qui ne se résigne pas. Ce qui est au fond une bonne nouvelle. Ce qui manque alors, c'est la capitalisation politique de la frustration. C'est l'émergence d'acteurs culturels, sociaux ou politiques, capables de transformer des conduites de crise en luttes sociales, de transformer la violence en conflit social, en décelant les véritables enjeux centraux, voilà le rôle que le mouvement squat a joué à Genève dans le dernier quart du siècle.

8.4 *Vers l'émergence de nouveaux acteurs ?*

Quand les acteurs sociaux peinent à se construire, ils sont toujours en passe de tomber dans la violence, dans la rage, dans la haine. Transformer des conduites de crises (parfois violentes) en luttes sociales permet de poser de véritables rapports de force et d'entamer des négociations. Durant les trente dernières années, les autorités genevoises se sont toujours montrées plus à l'aise (et plus efficaces) dans la recherche pragmatique de solutions négociées que dans la répression de conduites de crises anomiques. Les quelques jours d'émeute de mai 98 sont peut-être à lire comme

l'indice que de nouveaux acteurs (ou des acteurs potentiels) locaux essaient de se faire une place dans l'espace public.

Quelle que soit leur origine sociale ou leurs aspirations, les jeunes relèvent souvent le manque de lieux spécifiques où ils pourraient se rencontrer, sans le regard des adultes, sans contrôle social. Les centres autonomes (tels que l'Usine ou Artamis) correspondent politiquement à cette demande, mais ils concernent avant tout une avant-garde culturelle et c'est précisément parce qu'ils élargissent – substantiellement et à moindre frais – l'offre culturelle qu'ils sont mis à disposition par les autorités.

Par contre, ces lieux correspondent mal à la demande de lieux de rencontre réservés aux jeunes dans les quartiers, sans projets culturels spécifiques, un lieu qui corresponde non pas au Grand Théâtre, mais au bistrot du coin, où l'on ne soit pas obligé de consommer (c'est-à-dire de payer pour consommer), où l'on ne rencontre ni son père, ni son voisin et où l'on puisse boire de l'alcool et fumer des joints sans risquer de se faire arrêter par la police.

Voilà la revendication réelle des jeunes des quartiers populaires, que ceux-ci se situent au centre de la ville ou en périphérie.

Entrer en négociation sur ces thèmes, c'est reconnaître aux jeunes la légitimité de formuler des revendications et montrer que l'on est prêt à prendre leur discours au sérieux, sans démagogie et avec le sens des responsabilités. C'est faire émerger des interlocuteurs et les obliger à tenir un discours homogène et organisé qui repose sur une certaine représentativité. En d'autres termes, c'est permettre la constitution dans la société civile de nouvelles organisations défendant de nouveaux intérêts ou de nouvelles valeurs et c'est – par là même – pacifier les relations entre des minorités marginalisées et les autorités politiques.

Depuis vingt-cinq ans, le mouvement squat, qui rappelons-le est un mouvement de « jeunes », a contribué à faire émerger des acteurs culturels, sociaux ou politiques ; ceux-ci ont transformé des conduites de crise en luttes sociales, ils ont transformé la

¹³⁷ Cohn-Bendit (1999 : 90).

violence exaspérée en conflit social, ils ont fait surgir les enjeux centraux de la Genève contemporaine, et finalement ils ont été capables d'effectuer le lien entre les luttes locales et les réseaux internationaux. C'est pourquoi l'histoire et la sociologie du mouvement squat mérite une analyse un peu plus détaillée.

9.1 La recherche d'autonomie par les luttes urbaines

Parmi les organisateurs et les acteurs des manifestations contre l'OMC en mai 1998, les squatters occupent une place particulière qui justifie une analyse approfondie. En effet, de nombreux squatters s'étaient activement engagés dans l'organisation de la conférence fondatrice de l'AMP en février 98, assumant une grande partie de l'infrastructure, de l'accueil, du logement des 300 délégués étrangers, qui donnèrent naissance à l'AMP. Dans le prolongement logique de cet engagement, ils participèrent également au Comité d'accueil de l'AMP et à l'organisation des manifestations. Ils représentent dans ce cadre la composante politique la moins institutionnelle, la plus imprévisible et la plus radicale; mais il s'agit bien d'acteurs politiques, poursuivant des objectifs politiques, dont les actions ne doivent pas être confondues avec celles de groupes ou d'individus opportunistes plus enclins à s'affronter directement avec la police ou à profiter de l'occasion pour piller un magasin de disques.

La mobilisation de squatters pour des événements qui, d'une part, ne concernent ni l'urbanisme, ni le logement, ni l'autonomie socioculturelle et qui, d'autre part, en appellent davantage à la coordination transnationale qu'à l'action locale, représente une nouveauté qu'il est important d'observer.

La question de la responsabilité des squatters dans les dérapages des manifestations est délicate, car leur position peut paraître contradictoire.

D'une part, les squatters en tant qu'organisateur, veulent le succès des actions prévues dans le cadre de l'AMP et du Comité d'accueil : manifestation du samedi après-midi, street-party du samedi soir, actions de désobéissance civile, non-violentes et symboliques, prévues les jours suivants... Ils n'ont donc pas intérêt aux dérapages et aux émeutes.

D'autre part, les squatters sont, parmi les militants de la gauche genevoise, les seuls à avoir une expérience et des stratégies des luttes urbaines et des affrontements avec la police. La nature même de leur action, qui les met dans l'illégalité, les y conduit

inévitablement. S'ils ne cherchent pas délibérément l'affrontement, il ne fait aucun doute qu'ils n'ont pas peur d'y participer (voire qu'ils ont le cas échéant quelques comptes à régler avec la police) et qu'ils choisissent leur camp sans états d'âme.

De plus, les squatters disposent, dans la ville, de lieux – les squats d'habitation ou culturels – qui peuvent être autant de points de repli pour des émeutiers une fois les affrontements engagés. Le site Artamis, notamment, jouera ce rôle, et la police y effectuera plusieurs descentes pendant ces nuits et ces journées.

Enfin, la mouvance squat genevoise actuelle est composite : elle comprend différentes tendances, politiques ou non, qui rassemblent des individus plus ou moins intégrés ou marginalisés socialement. Il n'est pas possible de parler des squatters sans chercher à distinguer le rôle et l'attitude des uns et des autres.

De manière générale, les squatters font peur au citoyen moyen, même si leurs luttes et leurs actions peuvent lui sembler légitimes. A quoi ressemble un squatter, aux yeux du pékin qui regarde passer une manifestation ? Un squatter porte les signes extérieurs de sa marginalité : cheveux multicolores, piercing appuyé, jeans particulièrement troués, santiags râpées, etc. Dans l'imaginaire bourgeois, il a un comportement imprévisible et est toujours susceptible d'apostropher grossièrement un passant. Le squatter n'est pas respectueux : la preuve, il occupe la propriété d'autrui ! Ceux qui vivent dans le voisinage d'un squat trouveront probablement les occupants sales et bruyants... Avec une telle image, les squatters sont d'excellents fauteurs de troubles aux yeux de l'opinion publique emmenée par la presse, et la tentation a été grande de leur faire endosser toute la responsabilité des émeutes.

Pourtant, en se penchant un peu sur l'histoire des squats genevois et sur l'évolution de la composition sociale de la mouvance, on peut brosser un portrait bien différent de ces militants et comprendre que derrière l'image des squatters, il y a des objectifs politiques chez les uns, un désarroi individuel chez les autres, qui conduisent à des attitudes nettement différentes. C'est à cette analyse que nous allons nous consacrer maintenant.

L'immobilier et l'urbanisme : des enjeux politiques locaux

Le logement et l'urbanisme constituent de manière constante un enjeu politique majeur en politique genevoise. En effet, comme on l'a vu, l'urbanisme et la politique du logement sont principalement de compétence communale et cantonale, et non pas fédérale (comme le sont les politiques en matière d'énergie nucléaire ou de défense nationale, par exemple). Ces politiques constituent des enjeux spécifiquement genevois et s'inscrivent dans des luttes politiques partisans locales. C'est une des raisons qui a permis au mouvement squat, dès les années 70 jusqu'à aujourd'hui, de s'appuyer sur de larges coalitions et se développer ainsi d'une manière exceptionnelle.

Avec 10,8% des emplois, le secteur construction et de l'immobilier apparaît comme l'un des employeurs les plus importants du canton¹³⁸. Ce secteur est fortement organisé : les organisations patronales sont très nombreuses (une trentaine) et fortement coordonnées.¹³⁹ Les ouvriers du bâtiment sont également particulièrement organisés. Les ouvriers, dans leur grande majorité (93%), appartiennent à l'un des trois syndicats de la branche qui, depuis un accord signé en 1994, se sont regroupés afin de faire front ensemble à la crise¹⁴⁰.

Depuis 1945, les organisations patronales et les organisations syndicales sont donc toutes deux fortement cartellisées. Soutenues les unes par les partis bourgeois, les autres par les socialistes et les communistes, elles se retrouvent fondamentalement sur un point essentiel : l'importance de stimuler la construction. Et en particulier les nouvelles constructions ou les rénovations lourdes, gourmandes en capital et en travail. L'ensemble de la classe politique a donc établi sur ce thème une sorte de consensus.

¹³⁸ Laboratoire d'économie appliquée (1995 : 70).

¹³⁹ *Ibid.*, p. 72.

¹⁴⁰ *Ibid.*, p. 71.

Les lobbies des locataires et des propriétaires

Cependant, nous l'avons vu, Genève est moins un canton de propriétaires que de locataires et ceux-ci également se mobilisent avec une grande efficacité. Dès 1970 en effet, le peuple genevois se prononce massivement en faveur du droit au logement à l'occasion d'une initiative fédérale sur la question. C'est à Genève que l'initiative connaît son meilleur score. Plus de 70% des Genevois l'approuvent, alors que celle-ci est refusée au niveau national.

Quelques mois, après la votation, une séance du Grand Conseil (17.12.71) est consacrée au problème de la pénurie du logement, endémique à Genève. Lors de cette séance la gauche, par la voix de Pierre Karlen (PdT) présente un projet de loi proposant la mise à disposition de locaux habitables vacants à des personnes sans abri, aussi longtemps que sévit la pénurie de logements. Le futur Conseiller d'Etat, l'avocat de *l'Association genevoise des locataires (ASLOCA)*, Christian Grobet, alors parlementaire socialiste, développe quant à lui une motion demandant la réquisition des appartements vacants. Ces positions politiques vont revenir de manière récurrente dans le discours sur la politique du logement et, en particulier, sur l'attitude à observer quant aux occupations illégales.

Dès lors, les associations de locataires vont constituer un lobby très puissant; elles influent grandement sur les élections au Grand-Conseil et au Conseil d'Etat. Les associations de propriétaires et de régisseurs sont également très influentes, et le rapport de force est permanent. Cependant, sauf au tribunal des baux et loyers, il n'y a pas de négociation directe entre partenaires sociaux sur l'aménagement du territoire et la politique du logement. Ce sont donc aux pouvoirs publics seuls, Canton et Ville, qu'il revient d'articuler des politiques publiques qui prennent en compte des intérêts divergents, tout en ménageant les électeurs, qui disposent de l'arme du référendum. Ce modèle est à l'opposé de celui pratiqué dans la gestion des relations de travail, où les organisations syndicales et patronales négocient directement, sans la médiation de

l'Etat. En conséquence, il ne peut pas y avoir de « paix logement », comme il existe une « paix du travail »¹⁴¹.

Durant les trente glorieuses, par la politique sociale du logement, l'Etat va pouvoir satisfaire dans les grandes lignes aux exigences des organisations patronales et ouvrières de la construction, tout en ménageant à la fois les locataires et les propriétaires.

En contrepartie d'une subvention ou d'une exonération fiscale aux propriétaires, l'Etat obtient une baisse du niveau des loyers pendant un certain nombre d'années (10 ans pour les HCM, 20 ans pour les HLM, les HBM restant sous contrôle permanent de l'Etat). Cependant, les loyers sont chers.

C'est ce consensus que les mouvements urbains et contre-culturels vont mettre à mal dès le début des années 70. Ils seront relayés institutionnellement par les nouveaux partis d'extrême gauche, puis par les Verts, plus enclins à défendre l'autonomie et la qualité de la vie dans les quartiers, qu'un urbanisme fonctionnel, même considéré comme pièce centrale d'une politique sociale du logement. Le mouvement des Grottes en est l'expression emblématique.

Il existe donc dès les années 70, des divergences profondes à gauche sur les priorités à adopter en matière d'urbanisme. Les syndicats du bâtiment (principalement la FOBB, puis le SIB) soutiennent la construction de logements; les défenseurs des locataires (ASLOCA en tête) tentent d'empêcher les expulsions en vue de rénovation et s'opposent aux renchérissements des loyers, suite à la spéculation; les associations de quartier ou d'habitants se mobilisent pour empêcher la destruction des quartiers populaires ou d'immeubles et la transformation systématique des appartements en bureaux au centre ville; les associations contre-culturelles revendiquent des usines désaffectées, afin d'y établir des centres autonomes de création artistique et des espaces de vie communautaires.

¹⁴¹ Début 1993, une commission paritaire a été créée afin de permettre, en collaboration avec l'Office de l'emploi, de placer les ouvriers du gros oeuvre touchés par le chômage. Leur but est de relancer la construction après la crise du début des années 90, *ibid.*, p. 72.

Un mouvement squat exceptionnel

Le squat genevois est une exception à l'échelle européenne. A partir du milieu des années 90, Genève peut être considérée comme l'une des villes les plus squattées d'Europe. Mais le squat genevois n'est pas exceptionnel du simple fait de son étendue, du nombre ou de la surface de logements occupés, mais également de par sa forte politisation, de par sa position dans l'espace public et par le soutien populaire qu'il a acquis.

A l'occasion de chaque occupation illégale, le squat devient l'enjeu de luttes politiques qui l'englobent et d'intérêts qui le dépassent. Il est directement instrumentalisé par les partis et organisations de gauche, pour la plupart, mais acquiert paradoxalement dans ce même jeu légitimation et autonomie, c'est-à-dire de plus grandes opportunités de survie et de développement. Les nouveaux occupants vont toujours se placer à l'extrême gauche des coalitions qu'ils font émerger et, par leur simple présence, à la fois radicaliser l'ensemble du mouvement et faire saillir les divergences politiques à l'intérieur même des coalitions. Cependant, les coalitions ne sont, au fil du temps, jamais exactement les mêmes, parce que les enjeux sociaux changent, mais aussi parce que la composition sociale, les motivations et les stratégies des occupants se métamorphosent à l'arrivée d'une « nouvelle génération ». L'identique ne se reproduit jamais au même, et l'identité centrale du mouvement squat de revendication d'autonomie individuelle et collective s'actualise différemment selon les périodes.

9.2 *Le squat :*

entre la lutte urbaine et l'affirmation d'une contre-culture

Les occupations illégales de bâtiments ou de logements, privés ou publics, constituent une atteinte particulièrement grave à l'ordre public, censé sécuriser les citoyens dans leur propriété. Les évacuations par les forces de l'ordre se passent rarement sans heurts avec des occupants, le plus souvent décidés à ne pas rendre facile le travail de la police. Les évacuations de squats figurent ainsi au premier rang des affrontements entre policiers et manifestants à Genève, depuis une trentaine d'années. Bien sûr, quelques manifestations antimilitaristes (1968, 1997), anti-impérialistes ou antifascistes peuvent tourner aux affrontements, mais cela reste sans comparaison avec la violence contenue dans les occupations illégales et dans leur évacuation par les forces de l'ordre.

Depuis 1968, les occupations illégales se développent principalement sur deux axes fondamentaux : la lutte pour un urbanisme au service des habitants des quartiers urbains, contre les évacuations, contre les rénovations lourdes, contre les hausses de loyers qu'elles génèrent, d'une part; d'autre part, la défense d'espaces culturels autonomes et autogérés, où l'expérimentation de nouvelles formes de théâtre, de musique, d'expression corporelle, mais également de mobilisation politique pourraient se développer librement. Depuis le début des années 70, la totalité des occupations illégales politiques se sont effectuées en prenant appui sur l'une ou l'autre de ces revendications, parfois sur les deux.

Les occupations illégales : une spécificité idéologique¹⁴²

A l'instar du Groupe pour une Suisse sans Armée (GSsA) qui s'attaque à l'armée en tant qu'ossature de la Suisse moderne ou de ContrAtom qui s'attaque au scientisme et au technologisme contemporain, ou encore des organisations féministes qui s'attaquent à la société patriarcale ou machiste, le mouvement squat peut être considéré comme un élément central présentant une nette spécificité idéologique.

Face à la logique urbanistique de l'après-guerre, caractérisée par la spéculation immobilière (renchérissement des loyers par la raréfaction de l'offre, via les logements laissés inoccupés), le mouvement squat s'en prend de manière radicale à l'un des piliers centraux de l'ordre social : la propriété privée du sol. Cette question est extrêmement sensible en Suisse :

« En Suisse, l'espace est extrêmement exigü. Les terrains représentent donc un bien d'importance vitale. Il en découle que les questions de rapports de propriété, d'économie foncière et de politique foncière publique sont d'une importance tout à fait primordiale ». ¹⁴³

Les idéologues de système libéral ne s'y trompent pas : leur colère, mais surtout la violence et la maladresse avec laquelle ils l'expriment, révèlent la centralité du phénomène squat. La citation suivante se passe de commentaire :

« Que le squat viole délibérément le bien d'autrui me hérissé car la propriété est le droit individuel par excellence et un ordre social libéral doit en conséquence la protéger fermement.[...] Les squatters sont à liberté ce que Frankenstein est à l'être humain : caricatures dérisoires et grotesques des droits individuels, le squat et les bipèdes qui le hantent tiennent de la tubercule génétiquement modifiée, du veau à cinq pattes ou d'une procession de Doly bêlant à la sortie de quelque photocopieuse chromosomique détraquée. [...] Messieurs les squatters où est votre masculinité ? En avez vous d'ailleurs ? Le monde est mal fait ? Changez-le, au lieu d'essayer d'en profiter pour vivre gavés, blasés et oisifs. Détruisez une société injuste, proposez un grand soir ou un petit matin, émigrez [...] prenez les armes ou au pire défoncez-vous avec éclat pour exprimer votre désespoir, mais au nom du ciel faites quelque chose au lieu de vous branler au chaud dans le confort douillet des appartements que notre société, bonne fille généreuse et paternaliste, vous assure aux frais de quelques malheureux propriétaires. » ¹⁴⁴

Mais les squatters ne se bornent pas à contester la propriété du sol; ils revendiquent, surtout depuis le milieu des années 80, un choix de vie en rupture radicale avec un mode de vie qualifié de bourgeois ou petit-bourgeois : ils se battent pour un habitat

¹⁴² Cf. discussion avec Dominique Wisler.

¹⁴³ Tschäni (1988 : 145).

¹⁴⁴ L'avocat libéral Charles Poncet in *Le nouveau libéral*, n°38, 11 mars 1999.

communautaire, autogéré, entre des personnes qui se seraient choisies et où le « confort bourgeois », qui symbolise la société de consommation, laisserait la place à une vie plus frustrée, mais où la convivialité et l'entraide mutuelle remplaceraient le chacun chez-soi / chacun pour soi des grands ensembles prônés tant par la gauche que par la droite.

La réalité quotidienne du squat n'est peut-être pas toujours à la hauteur de ses ambitions ou de son utopie. Mais là n'est pas le problème. L'intérêt en termes socioculturels et historiques réside dans le fait qu'en poursuivant cette utopie, par le discours et par l'action directe, ils inscrivent leur mouvement dans le processus séculaire d'autonomie individuelle et collective déclenché par la modernité.

Les sciences sociales définissent communément les sociétés modernes par opposition à aux sociétés traditionnelles. Ces dernières sont qualifiées de *Gemeinschaften* (F. Tönnies), c'est-à-dire de communautés reposant sur une solidarité mécanique (E. Durkheim), où la notion d'individu n'existe qu'en fonction d'un tout indécomposable (holisme / L. Dumont) et du rôle social qui est attribué à chacun (A. Touraine). Les sociétés modernes, à l'inverse, sont considérées comme *Gesellschaften* (F. Tönnies), comme des sociétés reposant sur une solidarité organique (E. Durkheim), où la notion d'individu autonome supplante celle de tout social (individualisme / L. Dumont) et où effectivement les individus agissent moins en fonction d'un rôle prédéfini par des normes sociales qu'en tant qu'acteurs sociaux et sujets (A. Touraine), mais sont également livrés à eux-mêmes, isolés les uns des autres et en butte à des comportements anormaux (Durkheim).

Le mode de vie en tribu¹⁴⁵, qui caractériserait le squat, pourrait être analysé comme une tentative de dépasser à la fois les modèles communautaires / traditionnels et individualistes / modernes. Dans le prolongement de la modernité, les squatters revendiquent l'autonomie individuelle et collective, la légitimité de choix de vie individuels, mais aussi la lutte dans des mouvements sociaux universalistes; et, pour lutter contre l'absence de normes sociales et l'aliénation résultant de la solitude

anomie, ils revendiquent également un mode de vie de type communautaire. Dans cette optique, il ne s'agirait là aucunement d'un retour à une forme pré-moderne de communauté où la solidarité serait mécanique et les rôles sociaux imposés par des normes sociales prédéfinies. Il ne s'agit pas non plus d'une synthèse plus ou moins heureuse des deux modèles précédents, mais bien plutôt d'une tentative de construire à l'intérieur de la modernité (puisque les notions d'autonomie y sont centrales) un modèle de relations humaines qui réponde à un désir de solidarité interpersonnelle plutôt qu'à la solidarité sociale offerte par l'Etat-providence. En cela, le modèle idéal de l'habitat communautaire fait référence à un nouveau modèle de société, différent tant du modèle traditionnel et que moderne.¹⁴⁶ L'utopie de l'habitat communautaire propose une *Gesellschaft* (société) dans laquelle entrent toutes les *Gemeinschaften* (toutes les communautés) reposant sur une base davantage élective que mécanique¹⁴⁷.

On comprend mieux alors pourquoi le combat de l'*Armée zapatiste de libération nationale* pour « un monde où de nombreux mondes aient leur place » (« *un mundo donde quepan muchos mundos* ») résonne avec force dans le petit monde des squatters genevois. Leur lutte pour agir ici et maintenant et non seulement pour des idéaux lointains ou des lendemains qui chantent, renforce encore cette tendance. Leur idéal d'autonomie et d'autogestion, qui se matérialise par l'occupation illégale de logements, les rapproche ainsi des Indiens zapatistes du Chiapas ou du Mouvement des paysans sans-terre (MST) du Brésil, qui eux – au prix de leur vie faut-il le rappeler ! – choisissent aussi l'illégalité et l'occupation comme stratégies de survie communautaire¹⁴⁸. Leurs luttes locales d'occupations illégales s'inscrivent donc bien dans une lutte à l'échelle planétaire et l'*Action mondiale des peuples* qui se donne

¹⁴⁵ Le mode de vie « en tribu » serait, selon le sociologue Michel Mafessoli, l'expression sociale de la « post-modernité ».

¹⁴⁶ Modernité / post modernité ... Que nous nommions ce nouveau type de société « post-moderne », « sur-moderne », « hyper-moderne » ou d'une « deuxième modernité » relève de la querelle de clocher.

¹⁴⁷ La relation des « communautés » entre elles au sein de la « société » pourrait ainsi reposer sur une base « organique », codifiée par l'Etat.

¹⁴⁸ Voir supra la rencontre des Sans-logis français et des zapatistes à la contre-conférence onusienne Habitat II au Caire.

pour ambition de coordonner ces luttes dans un réseau commun, sans pour autant menacer de les diriger, leur convient parfaitement.

Ainsi, le projet social des squatters n'est pas un bricolage idéologique opportuniste, mais postule un passage potentiel à un niveau supérieur de complexité sociale, dans la droite ligne du processus de modernisation jusqu'à aujourd'hui.

Les occupations illégales : une spécificité stratégique

La stratégie de l'illégalité distingue le mouvement squat des autres mouvements sociaux, et l'amène depuis une trentaine d'années à connaître, plus que tout autre, une forte tension entre ses tendances pragmatiques et radicales¹⁴⁹. En effet, la stratégie de l'illégalité nécessite de trouver rapidement une légitimité populaire, sans quoi le face-à-face avec la police tournerait inmanquablement au désavantage du mouvement.

C'est pourquoi depuis les années 70, les squatters s'attachent à organiser leurs revendications autour d'un discours politique permettant d'obtenir le soutien de larges coalitions formées autour de leurs actions. Ils y trouvent une entrée dans l'espace public et y acquièrent une certaine légitimité populaire, qui leur permettra souvent d'éviter une évacuation rapide et brutale, et même de voir, dans le meilleur des cas, leur occupation être légalisée.

Le soutien populaire n'est possible que grâce à la constitution de coalitions politiques et à l'ouverture de négociations dont l'objectif est la fin de l'occupation illégale, donc la fin du squat en tant que tel.

Le prix à payer pour le mouvement est donc assez lourd, puisque les organisations et partis qui le soutiennent émoussent sa radicalité au frottement des négociations avec les pouvoirs publics et des instruments de démocratie directe. Pour les membres de la coalition politique en question, les squats ne sont utiles que comme moyens de pression, comme instruments provisoires, et ils cessent d'être soutenus une fois

¹⁴⁹ Selon la terminologie employée à propos des Verts Allemands depuis le début des années 80, nous pourrions qualifier ces deux tendances de « realos » et « fundis ». « Realos » et « fundis » existent dans tous les mouvements, mais dans le mouvement squat leurs divergences sont plus vite exacerbées.

atteints les objectifs politiques de la coalition, en matière d'urbanisme ou de logement ou éventuellement de politique culturelle ou sociale.

Cette stratégie de recherche de légitimité semble convenir aux squatters pragmatiques, même s'ils se plaignent *a posteriori* d'avoir été instrumentalisés à leur insu par des politiciens poursuivant des objectifs différents des leurs. En revanche, la stratégie de coalition marginalise les individus et les groupes les plus radicaux, qui ne veulent ou ne peuvent y participer. Ceux-ci, souvent plus jeunes, scissionnent volontiers et, libérés du poids des pragmatiques, relancent des actions plus directes, voire plus violentes (qui peuvent être en phase avec un discours de type autonome), correspondant davantage à leur idéologie, à leurs affinités et à leurs compétences (la lutte politicienne et le combat de rue ne relevant pas des mêmes affinités et ne révélant pas les mêmes compétences).

Ainsi, à chaque période d'occupations, et nous en distingueront trois, le mouvement passe pratiquement par les mêmes étapes.

(1) Politisation : élaboration d'un discours désignant l'adversaire et permettant de construire une coalition; la position de la gauche genevoise et les enjeux spécifiques de ses représentants sont ici déterminants;

(2) Occupations;

(3) Réponse des autorités politiques et judiciaires, face à la coalition politique soutenant les squats; le type de réponse va influencer sur la politisation, la radicalisation et l'institutionnalisation du mouvement;

(4) Renforcement et institutionnalisation du mouvement (avec parfois, comme après 1988, une recrudescence des occupations);

(5) Scission et radicalisation de sa frange la plus radicale;

(6) Décomposition du mouvement qui prépare le terrain à une nouvelle phase d'occupations par une autre génération de squatters, qui mettent en avant un nouveau discours conduisant à une nouvelle coalition.

9.3 *Le squat genevois : quatre périodes et trois discours*

L'évolution du discours politique affiché par les occupants permet de distinguer trois phases dans l'histoire du squat genevois. L'analyse du discours se révèle riche à plusieurs titres.

Premièrement, l'énonciation d'un discours politique permet au mouvement, de transformer les simples conduites de crise (difficulté à trouver un logement correspondant au revenu, refus ou incapacité à entrer dans la logique du système capitaliste ou de la société de consommation, etc.) en luttes sociales. Ainsi, les organisations ou les individus qui représentent le mouvement entrent en négociation avec les pouvoirs publics ou, plus rarement, avec des propriétaires ou des régisseurs.

Deuxièmement, c'est autour du discours politique que se rassemble une coalition d'organisations de la société civile et de partis politiques; les idées et actions des squatters pénètrent ainsi l'espace public, et se trouvent légitimées par une partie de l'opinion publique, qui se polarise autour de la légitimité ou non des occupations illégales et des choix de vie qui y sont proposés.

Troisièmement, la coalition va, par sa composition même, désigner *ipso facto* des adversaires et choisir parmi eux les interlocuteurs privilégiés.

Quatrièmement, les stratégies de ces adversaires, en particulier le Conseil d'Etat, la justice et la police, vont contribuer à façonner le mouvement, lui ouvrant des opportunités de mobilisation plus ou moins larges. La sociologie des mouvements sociaux a souvent mis en évidence la relation entre un faible degré d'ouverture politique et la radicalisation (voire l'usage plus résolu de la violence) des organisations en lutte.

Première période (1975-1982) :

Contre l'aménagement urbain : les Grottes

La première période correspond à un discours contre la politique publique en matière d'aménagement et les projets d'urbanisme modernistes des années 70. Elle est

observable principalement dans la mobilisation contre l'aménagement du quartier des Grottes.¹⁵⁰

Depuis le début des années 70, de multiples associations de quartiers ou d'habitants se créent dans la plupart des quartiers de la ville, mais également dans les nouvelles périphéries. Certaines naissent pour soutenir localement l'initiative pour le droit au logement (Groupe des Habitants des Eaux-Vives / 1970, par ex.) d'autres pour souligner le manque de telle ou telle infrastructure¹⁵¹. Même s'il est difficile d'évaluer la représentativité des associations, elles jouent cependant indéniablement un rôle essentiel dans l'émergence d'une problématique nouvelle dans l'espace public. La politique d'aménagement du territoire imposée (davantage que proposée) a pour conséquence de transférer les logements bon marché en périphérie (Onex, Vernier, Le Lignon, etc.) et de favoriser l'implantation de logements luxueux et de bureaux au centre ville. Cette politique soulève une contestation qui ira en grandissant dans les années 80, et qui est remise à l'ordre du jour en 1998 avec le mouvement squat qui dénonce les quelque « 300'000 m² de surfaces commerciales vides » à Genève.

« Le scénario semble à chaque fois identique. Pendant des années les entrepreneurs, les promoteurs immobiliers s'en donnent à cœur joie avec le silence complice, parfois même carrément le soutien des autorités. Et puis un jour, comme si on avait atteint le seuil critique, une décision ou un projet nouveau joue le rôle de détonateur. Les habitants se révoltent, se mobilisent... »¹⁵²

Certes, la mobilisation s'enclenche dans le sentiment soudain que « la coupe est pleine », mais il faut également souligner la stratégie concertée et cohérente de groupuscules d'extrême gauche¹⁵³, qui mobilisent de nombreux militants à temps

¹⁵⁰ Nous ne développons ci-dessous que l'analyse de la lutte pour la préservation du quartier des Grottes. Les luttes « contre-culturelles » pour un centre autonome, de Saint-Gervais ou du Prieuré, qui l'ont précédée sont importantes, mais le lien idéologique entre les deux types de revendications est, à la fin des années 70, encore trop ténu. Il faudra attendre la deuxième période, à partir de 1982, pour constater l'articulation systématique du discours contre la spéculation immobilière à celui de la défense de lieu d'autonomie.

¹⁵¹ Dind (1980).

¹⁵² Gros (1987 : 123).

¹⁵³ Principalement d'obédience maoïste, comme par exemple, le Centre de liaison politique (CLP) ou l'Organisation communiste de Suisse (OCS).

plein ou presque sur ces questions. Ils vont servir de porte-parole et de traducteurs des aspirations populaires, leur donnant une cohérence idéologique et permettant ainsi d'établir des coalitions politiques autour de projets qu'il faudra alors négocier.

Le quartier des Grottes va devenir le laboratoire de leur action et une lutte symbolique pour les futures générations d'occupants. Afin de reconstruire complètement le quartier des Grottes, la Ville et le Canton optent dès les années 30 pour la stratégie suivante. En 1931, dans une loi provisoire prévue pour une durée de deux ans, « la Ville institutionnalise la mort lente du quartier par l'interdiction de construire et de transformer des immeubles »¹⁵⁴. Elle sera cependant appliquée 48 ans, c'est-à-dire jusqu'en 1979. En 1933, c'est-à-dire sous le gouvernement de Léon Nicole, un premier projet de reconstruction complète du quartier est élaboré. Le gouvernement socialiste, gérant tant bien que mal la crise économique, se trouve dans l'incapacité de trouver les fonds permettant la mise en œuvre du projet. Celui-ci sera donc renvoyé aux Calendes grecques.

De plus, la Ville rachète progressivement les immeubles qui ne sont pas entretenus, jusqu'à devenir propriétaire de 75% du sol, à la fin des années 70. L'absence d'entretien et de rénovation, la non relocation des appartements vides conduisent, au fil des années, à une diminution notable de la population »¹⁵⁵, dans l'objectif de faciliter la mise en œuvre future des projets d'urbanisme lourds.

Cependant, les appartements laissés vides par les propriétaires et les régisseurs vont vite être l'objet de la convoitise d'une jeunesse alternative qui trouve dans les occupations illégales, à la fois la mise en pratique d'un idéal révolutionnaire, le combat au quotidien contre « le système » et l'expérimentation de nouvelles solidarités interpersonnelles.

Cette situation exceptionnelle, qui fait que la Ville est propriétaire d'une grande partie du territoire à urbaniser, permet à l'extrême gauche d'opérer un déplacement du

¹⁵⁴ Collectif d'auteurs (1979 : 7).

¹⁵⁵ *Ibid.*, pp. 7-8.

discours susceptible d'entraîner une large coalition politique. En effet, sans abandonner ses attaques classiques contre le capitalisme,

« Aujourd'hui, refuser la démolition des Grottes, ce n'est pas refuser un logement décent pour les travailleurs. Ce n'est pas non plus pleurer sur les vieilles pierres. C'est dire non à la logique capitaliste qui détruit, transforme et décide du développement urbain à son seul profit. »¹⁵⁶

le mouvement fera principalement porter la pression sur l'Etat, pour que celui-ci prenne en compte les revendications populaires, en particulier celles des ouvriers, des petits artisans et des commerçants :

« Pour la première fois à Genève, l'Etat, en l'occurrence la Ville de Genève, est propriétaire de la majorité des parcelles d'un quartier. Il peut donc, s'il le veut, réaliser une rénovation basée sur les besoins des habitants, des artisans et petits commerçants des Grottes. L'Etat ne peut plus ici se retrancher derrière la sacro-sainte propriété privée et se lamenter de son impuissance. A moins qu'il ne désire, au fond, se comporter comme n'importe quelle société immobilière... ».¹⁵⁷

Mais pour qui se mobilise-t-on, et qui sont les gens qui se mobilisent effectivement ?

L'élément le plus marquant de la période est peut-être le suivant : la base sociale du mouvement est double, sans que celui-ci en ait effectivement conscience ou n'en tire effectivement les conséquences. Les associations de quartier qui sont créées donnent à la lutte une implantation territoriale. Dans le quartier des Grottes, la base sociale du mouvement est relativement homogène : ouvriers peu qualifiés, petits commerçants, petits artisans. Leur lutte est défensive contre la rationalisation urbaine qui leur nie le droit de rester là où ils ont toujours vécu, qui devrait les obliger à se déraciner et à laisser derrière eux une convivialité particulière, émanant d'une communauté urbaine singulière. La perspective d'aller s'installer dans de grands ensembles périphériques et de devoir reconstituer des réseaux sociaux, établis dans la durée sur une base de voisinage, ne peut leur sembler que problématique.

¹⁵⁶ *Ibid.*, p. 5.

¹⁵⁷ *Ibid.*, p. 8.

Ce sont ces catégories sociales le plus souvent légalistes, fragilisées par le développement urbain, qui s'organisent en associations de quartier ou d'habitants; ce sont elles que viendront défendre les gauchistes, faisant le choix personnel et politique de venir habiter aux Grottes, non seulement pour habiter en ville et revendiquer « le droit à la ville »¹⁵⁸, mais aussi pour résister frontalement au capitalisme. Le plus étonnant – et le plus intéressant, c'est qu'ils prendront goût à leur missionnariat politique, et qu'ils rencontreront dans les squats un nouveau sens de l'aventure collective, le frisson de la lutte, l'habitat communautaire, la fraternisation avec des habitants du quartier, mais surtout l'opportunité d'exprimer une autonomie individuelle, soit dans l'expression artistique, soit simplement (mais est-ce si simple ?) dans les choix de vie quotidiens.

Avec l'occupation des Grottes, l'extrême gauche genevoise, sa jeunesse, se trouve contaminée par l'idée de contre-culture, par l'idéologie de l'autonomie individuelle et collective. La pratique au quotidien dans le squat, l'autonomie collective (ou l'autogestion) ne font plus figure d'utopie pour le jour où sera faite la Révolution. La mise en pratique de l'utopie lézarde les certitudes idéologiques les plus solides et les vérités qui les sous-tendent. L'avant-garde y perd son latin et l'autonomie individuelle des jeunes militants va s'opérer contre les discours autoritaires et les pratiques hiérarchiques des groupuscules marxistes-léninistes dans lesquels ils militent. Le travail de deuil prendra pourtant plusieurs années, mais les squats ouverts dans la période suivante, sur des immeubles spécifiques, cette fois, et non plus sur l'aménagement d'un quartier entier, verront surgir une forme de mobilisation bien plus spontanée, plus autonome de l'extrême gauche classique et tournée vers des revendications davantage (contre-)culturelles que strictement politiques.

C'est la rencontre improbable de cette jeunesse contre-culturelle hyper-moderne et du peuple des Grottes, campant plutôt sur ses traditions, qui donne au mouvement son caractère le plus original; cette mixité permettra un large soutien populaire et obligera les partis politiques, du Parti du Travail au Parti Libéral, à revoir leur copie les uns

¹⁵⁸ C.f. l'ouvrage d'Henri Lefebvre (1968), qui servait fréquemment de référence.

après les autres, alors qu'en leur for intérieur, ils auraient fait leur ce commentaire journalistique, reflétant le consensus politique de l'époque :

« Depuis un demi-siècle, les Genevois ont condamné ce quartier anarchique, insalubre, sans aucun intérêt. On vous a préparé un plan moderne, sain, incontestable. Ce ne sont pas quelques contestataires, par ailleurs extérieurs aux Grottes, qui vont tout remettre en question ! » ont proclamé les magistrats concernés jusqu'à une époque toute récente ».¹⁵⁹

En 1971, la Fondation pour l'aménagement des Grottes (FAG), créée en 1968, et soutenue par les socialistes, en particulier le Conseiller administratif Ketterer, présente un projet dont le gigantisme et le modernisme n'ont pas l'heur de plaire aux habitants, qui depuis des décennies s'opposent sporadiquement aux évacuations et aux hausses de loyers.

En 1975, ceux-ci créent l'Association pour l'aménagement des Grottes (APAG) et derrière elle se rassemble une partie de l'extrême gauche post-soixante-huitarde (en particulier ses fractions maoïstes), sensible aux récents développements théoriques marxistes sur l'urbain; *Le droit à la Ville* d'Henri Lefebvre leur sert de bréviaire.

Dès 1975, face à la montée de la mobilisation et notamment des occupations illégales, la FAG se voit dans l'obligation d'élaborer des projets plus modestes. Cependant, le 15 octobre 1977, l'APAG décide de lancer un référendum contre le nouveau plan du Conseil municipal de la Ville de Genève. Voyant la facilité avec laquelle les opposants font signer leur référendum, le Conseil d'Etat refuse de ratifier le plan de la Ville et le référendum devient ainsi sans objet. En décembre 1977, l'Etat abandonne le projet de démolition totale du quartier, et présente un projet d'aménagement, qui sera finalement accepté en votation populaire en 1982.

Demi-victoire ou demi-défaite pour le mouvement, la mobilisation des Grottes va constituer cependant la référence obligée du mouvement urbain des années 80, et ses militants d'alors, aujourd'hui reconvertis dans des luttes plus institutionnelles, continuent à porter la mémoire de la mobilisation et, ainsi à transformer les conduites

¹⁵⁹ *La Suisse* du 20 mars 1978 (cité, APAG, p. 55).

de crises des laissés-pour-compte de l'urbanisation en luttes politiques, dont les squatters seront le fer de lance.

Si le résultat obtenu ne peut être compté comme une totale victoire, le mouvement constate que sa stratégie de lutte (les occupations illégales) a été parfaitement adaptée à la situation. Ce n'est donc qu'un début continuons le combat.

« Si nous, habitants, voulions être réellement protagonistes dans les décisions engageant l'avenir de notre quartier, c'est-à-dire modifiant notre vie future, il fallait nous donner les moyens d'imposer notre point de vue ». ¹⁶⁰

Deuxième période (1982-1993) :

Contre la spéculation et pour des espaces communautaires

Dans cette deuxième phase (1982-1993) le mouvement multiplie les mobilisations et les luttes jusqu'au début des années 90, puis entre en décomposition. Au cours de cette période, trois discours convergent : un discours contre la spéculation immobilière, les logements vides et le renchérissement subséquent des loyers; un discours pour la création de centres culturels autonomes; un discours pour la constitution d'espaces de vie communautaires.

Relevons encore que la problématique de l'aménagement du territoire n'est plus incorporée au discours autour du squat, pour deux raisons : premièrement, le squat n'a plus une base sociale territoriale (le quartier) mais toujours plus élective (projet communautaire); deuxièmement, les projets d'aménagement du territoire figurent dans des plans d'occupation des sols qui sont soumis à référendum, et qui reçoivent ainsi une légitimité démocratique peu contestable.

Le mouvement des Grottes avait divisé la gauche, tandis que les squats des années 80 – et en particulier le squat du Conseil Général dès 1982 – rallient toute la gauche à ces trois discours.

¹⁶⁰ APAG in Gros (1987 : 175).

Au moment où l'objectif devient davantage politique que social, où en d'autres termes, il s'agit moins de défendre des habitants que d'établir un rapport de force idéologique et politique, la superposition de discours différents – même radicaux – assure l'élargissement de la coalition soutenant les squats. Ainsi, dès 1982, les squats se sont appuyés sur une double légitimation, la récupération de logements laissés vides par la spéculation et la création de lieux culturels et récréatifs autonomes pour les jeunes. C'est l'époque d'un renouveau culturel ou pour le moins d'une nouvelle ouverture à la vie nocturne. Cette ouverture va rapidement toucher une population bien plus large que la population des occupants et les autorités vont devoir répondre à cette nouvelle demande.

Dès 1980, on assiste à la fois à un changement d'enjeu et d'adversaire. En effet, le mouvement d'occupation déborde du cadre du quartier des Grottes pour s'installer dans les autres quartiers. L'enjeu devient dès lors la spéculation immobilière en général (et non plus des projets d'aménagement) et l'adversaire les milieux immobiliers (et non plus les autorités municipales genevoises).

« La forme d'occupation sauvage indépendamment des associations d'habitants qui suivit, répondait avant tout à la nécessité pour certains de trouver un logement. Il est né de ce mouvement une cohésion et une solidarité entre les squats, représentées notamment par le groupement *Intersquat* « très actif dans les années 90-95 » qui s'occupait « de rendre publics par voie de *flyers*, par la presse ou par des lettres officielles, les revendications communes aux squatters »¹⁶¹ et de renseigner les occupants d'immeubles illicites sur leurs droits. Cette période (entre 1985 et 1995) est qualifiée par une squatteuse « d'âge d'or des squats », car, selon elle, « les squats bénéficiaient d'une bonne image politique ». Il faut dire que la *lutte contre la spéculation immobilière* qui a imprégné pendant une décennie la politique du Département des travaux publics, donnait aux squats une relative légitimité. »¹⁶²

Dans ce nouveau contexte, les autorités politiques vont faire office d'arbitre et vont cesser d'être considérées comme les cibles privilégiées du mouvement. Il est vrai qu'entre-temps, Christian Grobet, défenseur des locataires, a été élu au Conseil d'Etat

¹⁶¹ Grimm (1998).

¹⁶² Gros *in* Boillat, Vuille, Windisch (1999 : 267), *c.f.* également Vuille, Gros *et al* (1999).

et a pris en charge le Département des travaux publics. Il occupera ce poste de 1981 à 1993.

Les squats les plus importants de cette phase de mobilisation du mouvement sont le squat de Pré-Naville, celui d'Argan ou encore celui du Conseil Général. Très vite, le thème de la spéculation va passer au second plan et être supplanté par la revendication d'espaces culturels alternatifs. En fait, les premiers squats deviennent des lieux de vie alternative et des lieux où la culture alternative s'installe.

Dans la foulée, « *Etat d'urgences* » et « *Post Tenebras Rock* » vont mobiliser largement pour obtenir un centre culturel comparable à la *Rote Fabrik* à Zurich ou la Coupole à Bienne. Ils obtiennent l'usine de dégrossissage d'or (UGDO ou L'Usine). Le Grand Conseil, à l'exception des Vigilants, vote les crédits nécessaires pour l'aménagement de L'Usine en centre culturel alternatif en 1987.

Le mouvement d'occupation d'immeubles va être relancé avec la préparation des Etats généraux du logement, (les 14 et 15 octobre 1988) par la Coordination contre la crise du logement (CCCL). Celle-ci regroupe différentes organisations et individus de la gauche, qui à cette occasion, et pour la première fois depuis la fin de la mobilisation des Grottes, font taire les divergences idéologiques, rhétoriques ou personnelles. La Coordination se forme donc sur la gauche du Rassemblement pour une politique sociale du logement (qui est formé de diverses organisations : ASLOCA, organisations syndicales, partis de gauche et démocrates chrétiens) et regroupe l'ensemble de la gauche et des associations d'habitants issues du mouvement des années précédentes¹⁶³. Les partis de gauche et les syndicats se retrouvent à la fois dans le Rassemblement et dans la Coordination. Le Parti socialiste compte, en soutenant le mouvement, se repositionner sur le thème (très porteur) de la crise du logement et de la lutte contre la spéculation. Le chef du Département des travaux publics, le socialiste Christian Grobet, défend quant à lui un projet de relocation forcée d'immeubles vides.

¹⁶³ PSGE, le PdT, le PSO, le PEG, la fédération des ouvriers du bois et du bâtiment, le syndicat SR-Provo, l'Union des syndicats du canton, le syndicat du livre et du papier, la FASQH, les Associations d'habitants, la CIGUE, ainsi que les associations de squat.

Il est cependant isolé au sein du Conseil d'Etat et le fait publiquement savoir¹⁶⁴. La Coordination s'associe alors au Rassemblement afin de lancer deux initiatives. La première entend faire obstacle à la spéculation immobilière, qui bat alors son plein¹⁶⁵; la seconde mobilise « pour la construction de 3000 logements HBM »¹⁶⁶.

Durant toute cette période de mobilisation sur le front du logement, les autorités répondent de manière souple à la contestation. D'une part, le Conseiller administratif libéral, Claude Haegi, en charge de la Gérance immobilière de la Ville de Genève, se lance dès 1985 dans une politique visant à régulariser certains squats par des contrats de confiance : au bénéfice de prêts à usage, les occupants provisoires s'engagent moralement à quitter les lieux sans délai le jour où un projet de démolition ou de rénovation sur l'immeuble aurait abouti. De son côté, le Conseil d'Etat évite l'affrontement. En février 1989, il refusera par exemple d'engager les forces de police malgré un ordre d'évacuation du procureur général, en arguant du risque d'escalade du conflit dans la rue et de la nécessité de garantir la paix sociale. Notons que le Conseil d'Etat sera condamné pour cette pratique par le Tribunal fédéral dans un arrêt de 1991¹⁶⁷. Au début de son mandat, le nouveau procureur général Bernard Bertossa, élu le 13 mai 1990 sur une liste socialiste, mais immédiatement contesté par la gauche, reprendra l'argumentation du Conseil d'Etat pour refuser de donner la force publique pour évacuer un squat, tant qu'une autorisation de construction ou de rénovation ne serait pas délivrée. Le Tribunal fédéral donnera raison au procureur dans un arrêt remarqué. Citons un extrait :

« Quel que soit le droit fondamental en cause, un éventuel devoir d'intervention dépend en tout cas de la gravité de l'atteinte et de l'ensemble des circonstances dans lesquelles la police est appelée à agir ; ce devoir est ainsi subordonné à *l'opportunité de l'intervention*, en particulier lorsque celle-ci nécessite des moyens importants ou lorsqu'elle pourrait être la cause de nouvelles perturbations de l'ordre public ; un

¹⁶⁴ *Le Courrier* du 2 novembre 1989.

¹⁶⁵ Le contre-projet du Conseil d'Etat à l'initiative sera accepté en votation en 1992.

¹⁶⁶ Cette dernière initiative sera cependant retirée (par le Rassemblement seul!) sur l'argument selon lequel le Grand Conseil adopte une loi qui reprend substantiellement les termes de l'initiative; ce que contestera la Coordination.

large pouvoir d'appréciation doit être reconnu à la police ou aux autorités chargées de son commandement. »¹⁶⁸

Dans la seconde moitié des années 1980, avec l'encadrement de la coordination, une nouvelle occupation faisait l'objet d'une procédure assez précise. Des dossiers sont préparés sur des immeubles squatables, c'est-à-dire des immeubles que l'on savait politiquement indéfendables par les propriétaires.¹⁶⁹ Puis une manifestation sur la pénurie de logements et la spéculation foncière était organisée. Une partie des manifestants détournait la manifestation officielle et se dirigeait vers l'immeuble à squatter. Une conférence de presse était organisée, puis un grand nombre de militants, soutenus par des députés ou des personnalités médiatiques investissaient l'immeuble occupé, afin d'en rendre l'évacuation immédiate difficile. On occupait de préférence le vendredi avec des fax à la presse le jeudi soir. Une fête était organisée pour tenir les 48 heures où une évacuation immédiate pouvait légalement avoir lieu; un serrurier venait changer toutes les serrures ; des politiciens mettaient leur noms sur les boîtes à lettres et, vu le soutien très large, la police hésitait à évacuer.¹⁷⁰

Cette mobilisation culmine avec les occupations de quatre immeubles à la veille des élections d'octobre 1993. Le socialiste Bernard Ziegler, chef du Département de justice et police, se démarque publiquement du mouvement, car il sait qu'il joue sa réélection. Le bras de fer entre les associations et les politiques tourne en défaveur du mouvement, mais les squats politiques ouverts à cette occasion ne seront pas fermés de sitôt et, paradoxalement, une nouvelle vague d'occupation sans précédent aura lieu au moment où le mouvement s'affaiblit et où ses militants les plus assidus s'institutionnalisent ou s'épuisent dans les récoltes de signatures.¹⁷¹

¹⁶⁷ Cf. *La semaine judiciaire*, no 113 :31, pp. 607-610.

¹⁶⁸ ATF, du 11.2.1993.

¹⁶⁹ Des squats comme ceux de la rue de Carouge, de Rhino, de Coutance, de Plantamour, des Allobroges, des Epinettes sont le résultat de cette stratégie.

¹⁷⁰ Notre interview d'Eric Rossiaud, du 9 septembre 1998.

¹⁷¹ *Idem*.

Troisième période (1993-1998) :**De l'opportunisme à l'éparpillement**

Alors que les militants les plus actifs s'investissent dans la campagne pour les initiatives de la Coordination contre la crise du logement, et que certains militants de la première heure choisissent des voies d'expressions plus institutionnelles¹⁷², de nouveaux acteurs apparaissent dans le mouvement d'occupation. L'Intersquat prend une réelle importance vers la fin des années 80 en tant que lieu de prises de décisions collectives. En effet, l'institutionnalisation des pragmatiques tant comme individus (engagement dans des syndicats ou des associations, élections au Grand Conseil ou dans des conseils municipaux) que comme groupe (Usine, CIGUE, CODAH, ANH, ARTAMIS, etc.), conduit les plus radicaux à un recentrage principalement idéologique et stimule les tendances de repli. A partir du début des années 1990, c'est l'*Intersquat* qui coordonne principalement les nouvelles occupations, ce qui va modifier sensiblement la stratégie du mouvement. Puis le mouvement se décompose (l'*Intersquat* ne se réunit plus vraiment) et le petit noyau qui lui reste attaché cherche alors à nouer des contacts internationaux.¹⁷³ Il faudra attendre la repolitisation du mouvement, début janvier 1999, pour voir l'*Intersquat* retrouver sa place de coordinateur de la lutte.

A partir du milieu des années 1990, le nombre de squats augmente d'une manière impressionnante. On dénombrait un peu plus d'une vingtaine de squats en 1990, près de 150 en 1998. Cette augmentation spectaculaire s'explique par plusieurs développements politiques et juridiques. Tout d'abord, les Genevois approuvent à une large majorité l'inscription du droit au logement dans leur Constitution, le 16 février 1992, et, le 27 septembre 1992, ils approuvent également l'initiative « contre les logements vides et la spéculation » d'une courte majorité (51.3%). De son côté, le Tribunal fédéral, on l'a vu plus haut, dans un arrêt de février 1993, confirme que, pour des raisons d'opportunité, le procureur peut renoncer à l'évacuation immédiate de

172 Rémy Pagani, par exemple, très actif sur le front du logement depuis la mobilisation aux Grottes, puis l'un des principaux animateurs de la Coordination, entre au Grand Conseil, sous la bannière du nouveau parti de gauche SolidaritéS.

173 Entretien avec un ex-squatter.

squatters. De 1990 à 1995, le nombre élevé de logements vacants (2000), qui avait été la cause principale pour le déclenchement du mouvement, s'accroît encore et dépasse les 5000 en 1995.

Le mouvement d'occupations est fort quand il bénéficie d'alliés importants dans l'Etat. On a vu le rôle important qu'a joué à cet égard Christian Grobet, Conseiller d'Etat en charge du Département des travaux publics (DTP), pendant sa magistrature, c'est-à-dire de 1981 à 1993. De 1985 à 1993, c'est également un socialiste qui se trouve à la tête du Département de justice et police (1985-1993).

De 1993 à 1997, l'épisode du gouvernement dit monocolore change la donne. L'architecte démocrate-chrétien Philippe Joye dirige le DTP et délivre de nombreuses autorisations de construire bloquées par son prédécesseur. Rien ne s'oppose plus à ce que le procureur général ordonne l'évacuation des immeubles squattés. Ces décisions sont appliquées avec zèle par le nouveau chef du Département de justice et police, le radical Gérard Ramseyer, colonel et porte-parole d'une droite sécuritaire et populiste.

Paradoxalement, la politisation du squat devient plus difficile par le fait que l'ouverture de nouveaux squats est facilitée par la police qui gère – telle une régie ! – le début et la fin des nouvelles occupations. Dans la majorité des cas, l'évacuation n'est pas nécessaire, car les occupants quittent sans résistance les lieux et la police leur propose souvent un autre immeuble à squatter. Ainsi, en 1996, il y a à Genève 4'877 logements vacants, 144 squats ont été ouverts, 102 ont été fermés, et la police n'a dû effectuer qu'une seule évacuation¹⁷⁴.

L'arrivée de Gérard Ramseyer en 1993, puis sa réélection à la tête du Département de justice et police en 1997 durcit l'attitude de la police face aux squats et réciproquement. Plusieurs controverses vont éclater, comme l'ouverture illégale de bistrot dans les squats, la sécurité dans les squats, etc. Pour le mouvement squat, c'est l'attitude de l'opinion publique à son égard qui risque de basculer, comme en témoigne par exemple une conférence de presse du CLACC (collectif des lieux alternatifs de culture et de convivialité) en 1995 :

¹⁷⁴ Chiffre communiqué par la police.

« Depuis l'été dernier, le climat politique genevois s'assombrit. Des relents sécuritaires empoisonnent l'air, chevauchés avec un bel élan populiste par le chef du DJP, M. Ramseyer. Se sentant menacé, le réseau alternatif que nous représentons, regroupé en ce début d'année au sein du CLACC, veut rappeler au cours de cette conférence de presse quel est son apport à la vie sociale et culturelle de la République et démontrer quelques accusations fantaisistes parues dernièrement dans la presse ».

Ainsi, la dépolitisation, la fragmentation et la marginalisation de la mouvance squat est devenue importante.

On peut proposer quelques pistes d'analyse à ce propos. Premièrement, la multiplication des squats à partir des années 90 signifie également leur dépolitisation. Il subsiste bien entendu une partie des squats (ou plus précisément une partie des squatters) que nous pouvons qualifier de politiques dans le sens où ils allient dans l'acte de squatter la recherche personnelle d'un logement et un ensemble de revendications sociales et qu'ils sont prêts à s'organiser politiquement pour les faire aboutir. Cependant, la majorité des squats (ou des squatters) peut aujourd'hui être qualifiée d'opportuniste (sans aucune intention péjorative) dans le sens où leur motivation principale est le refus de payer un loyer au prix du marché et qu'ils en trouvent l'occasion dans le fait de squatter. Bien sûr, il serait possible de considérer ces occupations illégales comme politiques au sens large du terme, puisqu'elles remettent en question l'ordre social et politique. Mais le fait est que ces squatters refusent de faire le pas de la mobilisation collective et de l'organisation politique de la lutte, qu'ils ne chercheront donc pas à résister à une évacuation et qu'il se mettront en quête très vite – souvent avec l'aide de la police – d'un nouvel endroit à squatter.

A l'aube d'une quatrième période :

L'occupation des locaux commerciaux ?

Il serait possible de se demander si la mobilisation contre les locaux commerciaux constitue une nouvelle phase dans l'histoire du squat genevois. Cette mobilisation encore émergente à l'heure actuelle tente une restructuration du mouvement squat en perte de vitesse depuis le milieu des années 90. Nul ne peut aujourd'hui affirmer si celle-ci aboutira.

L'Intersquat élargit sa thématique à l'occupation de locaux commerciaux. La surface de locaux commerciaux non exploités connaît une très forte augmentation depuis 1990. En 1999, on dénombre plus de 300'000 m² de surfaces commerciales vides, alors qu'en 1986 on n'en comptait pas plus de 10'000 m². Selon l'Intersquat, qui coordonne le mouvement, les logements vides sont de plus en plus rares, « tuant lentement mais sûrement » leur mouvement¹⁷⁵. En fait, on observe que les demandes de transformation et de rénovation d'immeubles ont augmenté de 25% entre 1997 et 98, en raison de la reprise du marché, stimulées par la baisse des taux hypothécaires. Cette reprise se traduit par l'évacuation d'un certain nombre de squats cultes, politiques ou culturels, comme Le Garage (de Villereuse), Fort-Barreau ou encore La Ferme. D'autres squats, comme Rhino, sont en survie, des projets de rénovation étant sur le point d'aboutir.

Le nouveau mouvement bénéficie a priori du soutien des Verts et de l'Alliance de gauche. Après la première occupation d'un immeuble appartenant au Crédit suisse (Guillaume Tell), le Grand Conseil vote une motion demandant de surseoir à l'évacuation du nouveau squat. La manifestation dite « Calvin-Pride » du 10 avril 1999, qui rassemble environ 500 personnes, est soutenue par ces partis politiques et des associations. Le nouveau discours des squatters renoue avec le thème de la spéculation immobilière et relance une large coalition. Il s'articule autour de l'opposition à la tertiarisation et au dépeuplement de la ville de Genève. Il développe aussi un discours contre le néolibéralisme et la logique des firmes multinationales. Il reprend enfin le discours sur l'habitat communautaire.

La fragilité de ce nouveau mouvement est, à notre avis, qu'il ne prend pas en compte la base sociale actuelle des squats (SDF, jeunes à la dérive, sans papiers, marginaux, personnes fragilisés par des problèmes de dépendance, etc.), probablement parce que cette population n'est pas assez politique et est difficilement mobilisable en tant que telle. Le jour où le soutien à cette population spécifique apparaîtra clairement dans le discours du mouvement squat, une coalition large pourrait alors se constituer pour le soutenir. Cette préoccupation est déjà mise en évidence par les observateurs (*cf.*

¹⁷⁵ *Le Temps*, 20.1.99.

Rapport au Conseil d'Etat) et par les politiques (cf. Rapport de la commission d'enquête parlementaire du Grand Conseil).

Cette lutte n'en est qu'à ses débuts; il est trop tôt pour dire quelles sont ses potentialités de développement, mais il y a là matière à un profond renouvellement du mouvement squat.

La mobilisation actuelle des squats se trouve donc en continuité avec la phase précédente. Mais le rapport entre les occupations et la société civile s'est modifié depuis 1988 : c'était alors la Coordination contre la crise du logement – constituée de partis et d'associations d'intérêts – qui organisait les nouvelles occupations. Aujourd'hui, c'est l'Intersquat – constitué de squatters qui désirent se coordonner – qui dirige les nouvelles occupations politiques et obtient le soutien d'organisations et de partis de gauche.

Par ailleurs, depuis 1997, la gauche occupe trois sièges sur sept au Conseil d'Etat et a obtenu la majorité au Grand Conseil. C'est Laurent Moutinot – avocat de l'ASLOCA – qui dirige le Département des travaux publics. Cette situation ouvre de nouvelles opportunités de politisation du mouvement, d'autant plus que dès 1997, les autorisations de construire aboutissent à l'évacuation de plusieurs squats politiques.

9.4 *La transformation de la composition sociale des squats*

La fragmentation de la scène squat et sa dépolitisation s'accompagne d'un changement important de la composition sociale des squats.

Jusque vers le milieu des années 80, les occupants sont principalement étudiants à l'Université. Ils ont entre 20 et 30 ans, sont politiquement marqués à gauche, et, pour certains, militent dans des groupuscules d'extrême gauche. Il faut rappeler ici que les premières occupations des années 80 sont lancées, sous l'impulsion du groupe maoïste Front Rouge, par la « Commission logement » de la Conférence universitaire des associations d'étudiants (CUAE), avec les soutiens des étudiants et d'une partie des professeurs de l'Ecole d'architecture, qui s'étaient déjà énormément investis dans la défense des Grottes. Ils ont l'appui de la Fédération des associations de quartiers et d'habitants (FAQH), dont les deux tendances – à l'époque rivales – sont dirigées

respectivement par Daniel Marco (professeur à l'Ecole d'architecture et dirigeant de Front Rouge) et Rémy Pagani.¹⁷⁶

Leur ligne politique est la suivante :

« Montrer concrètement par cette action de relocation forcée que, face aux mille appartements vides retirés du marché en attente d'une opération spéculative, une autre politique est possible ».¹⁷⁷

ou

« Nous refusons la conception capitaliste du logement comme marchandise, l'habitat est un droit fondamental, devant être garanti pour chacun à un prix correspondant honnêtement à son revenu. Mieux, UN SERVICE PUBLIC) ».¹⁷⁸

La mise en pratique de l'idéologie révolutionnaire dans les luttes urbaines va déboucher sur une remise en cause de cette dernière, par une partie des squatters, davantage spontanéistes, en particulier des étudiants qui sont en rupture avec le discours de l'extrême gauche et que ne supportent plus l'enrégimentement dans des structures partisans rigides. Ce sont ces jeunes qui autonomiseront le mouvement squat par rapport à l'extrême gauche et qui mettront l'accent sur la culture plutôt que sur la politique. Ils revendiqueront des centres autonomes et des espaces de vie communautaires, davantage qu'une politique sociale du logement et un urbanisme d'option socialiste et étatiste. Ces nouvelles préoccupations se traduisent alors par de nouvelles associations contre-culturelles, qui s'institutionnaliseront plus tard dans l'Usine. Leurs revendications ayant abouti dans les grandes lignes, cette tendance des squats connut une dépolitisation rapide.

Dans les années 1990, l'ampleur du mouvement va faire subir à celui-ci une profonde mutation interne. Différentes tendances peuvent alors être discernées. Une aile radicale se regroupe autour de quelques fiefs, dont la Kommune libre, par exemple exprime l'une des tendances. D'autres squats plus anciens se mobilisent essentiellement sur

¹⁷⁶ Cf. Marco (1980).

¹⁷⁷ Fédération des Associations de quartiers et d'habitants / fondée en 1980 in Gros (1987 : 173).

des thèmes culturels, insistant sur la qualité de vie et la convivialité : parmi eux, l'emblématique squat de Rhino, par exemple. Par ailleurs, de nombreux squats de type opportuniste s'ouvrent. A mesure que l'on avance dans la décennie, cette fragmentation augmente. Elle s'explique en partie par la tolérance des autorités. En effet, la menace d'une évacuation agissait, dans la période précédente, comme un catalyseur, un élément qui soudait à la fois le groupe et, parce qu'il nécessitait l'appui des autres squats, l'ensemble de la scène squat, puis, le cas échéant, une large coalition politique. Finalement, l'absence de lutte politique frontale a raison de l'organisation et de l'unité de la mouvance. A partir du moment où la menace d'évacuation s'éloigne, chaque squat s'individualise, et – à l'intérieur de chaque squat, les individus eux-mêmes s'autonomisent par rapport au groupe. Il semble aussi, selon plusieurs sources¹⁷⁹, d'une part, que la population squatter rajeunisse à partir du milieu de la décennie et, d'autre part, que l'on assiste à une certaine transformation de la composition sociale des squats. Différentes sources en attestent :

« La population dans les squats tend à rajeunir. Les jeunes sans formation y sont aussi de plus en plus nombreux, alors que la proportion de ceux qui poursuivent une formation de niveau tertiaire diminue. Les squats tendent donc à se diviser en deux sous-ensembles : ceux qui sont occupés par des personnes ayant un projet soit personnel soit communautaire [...] et, d'autre part, ceux qui abritent une population en rupture, nomade, fortement précarisée, proche de la population SDF. [...] Ces deux populations ont cependant en commun d'avoir souvent un pouvoir économique faible. »¹⁸⁰

Pour résumer, disons que les squats attirent des personnes de plus en plus jeunes et de plus en plus marginales, si ce n'est exclues. Aux squats d'étudiants issus de la classe moyenne des années 80, cherchant un habitat communautaire, et prêt à politiser leur discours pour arriver à leurs fins (et passer à l'acte pour mettre en pratique leur discours), succèdent des squats refuges pour individus en révolte ou en déroute,

¹⁷⁸ Association Argand Deux-Eaux / 1981. Cf. Gros (1987 : 129).

¹⁷⁹ P. ex. Grimm (1998).

¹⁸⁰ Boillat, Vuille, Windisch (1999 : 269).

cherchant un toit pour échapper aux diverses institutions (famille, école, police, services sociaux, etc.) dont ils ne supportent plus le poids.

Cependant, certains squats se caractérisent par une mixité de ces deux sous-ensembles de population. Ces deux sous-ensembles ne sont pas hermétiques l'un à l'autre. Les squats mi-politiques mi-marginaux répondent alors à un besoin spécifique et peuvent être considérés comme des médiateurs entre les institutions sociales et des individus à la dérive qui passent à travers les mailles des services officiels, qui ne sont appelés alors qu'en dernière extrémité.

L'Intersquat, lorsqu'il arrive à se réunir et à faire taire les divergences personnelles ou idéologiques de ses membres, ne représente de fait que la partie politisée des squatters genevois, qui aujourd'hui n'est sûrement qu'une minorité. Sa capacité de mobilisation est ainsi relativement faible, d'une part parce qu'il n'est plus capable de mobiliser l'ensemble de la scène squat, mais aussi parce qu'il lui est difficile d'établir des coalitions politiques autour de ses revendications qui restent marginales.

9.5 Les différentes tendances de la mouvance

Sous l'angle des luttes urbaines ou des violences urbaines, cette fragmentation, cette dépolitisation et cette marginalisation de la mouvance squat a une importance certaine. La population squatter se trouve partagée entre les tendances suivantes.

1. Une frange politique, organisée, qui pourrait être qualifiée d'anarcho-pacifiste ou d'anarcho-non-violente. A travers ses réseaux internationaux, celle-ci s'implique dans le Comité d'accueil de l'AMP à Genève, et surtout dans le Comité d'organisation des manifestations. Cette population utilise les stratégies d'action directe non violente et de désobéissance civile, mises en pratique et théorisées par les éco-anarchistes anglais de *Reclaim the Streets*. Dans leur conception de la lutte urbaine, la fête a une importance capitale et l'effet démonstratif vise les médias, et à travers eux la société civile, davantage que l'Etat et les forces de l'ordre. C'est cette tendance qui représente la partie la plus visible de la mouvance squat actuelle. C'est elle qui reprend à son compte l'héritage du mouvement des deux périodes précédentes (lutte pour l'autonomie, lutte contre la spéculation) et qui seule serait aujourd'hui en mesure

d'élaborer un discours cohérent, capable de s'appuyer sur de nouvelles coalitions politiques et de relancer ainsi le mouvement.

2. Une frange politique, organisée, que l'on pourrait nommer anarcho-autonome ou anarcho-violente. Les militants de cette tendance – qui fréquentent certains squats sans nécessairement y habiter en permanence – sont sensibles aux théories politiques qui soulignent la nécessité d'une lutte frontale et violente contre l'Etat et sa police, afin que ceux-ci montrent dans la répression « leur vrai visage ». Cette tendance qui avait pratiquement disparu depuis le milieu des années 80 resurgit aujourd'hui à la faveur d'un double phénomène. Non seulement elle bénéficie probablement de la radicalisation idéologique et du repli sur soi de certains militants issus de la décomposition de l'Intersquat, mais elle se trouve également renforcée par les durcissements récents de la répression policière et des débordements de certains policiers, encouragés par le discours populiste et musclé du Conseiller d'Etat radical Gérard Ramseyer. Si cette frange n'a pas participé directement à l'AMP et à l'organisation des manifestations contre l'OMC, il est cependant fort probable que ses militants aient été présents durant les manifestations et qu'ils aient volontiers accueilli, à cette occasion, leurs camarades autonomes suisses alémaniques, français, allemands ou italiens.

3. Une frange non politique, non organisée, de jeunes opportunistes en rupture ou à la dérive qui suivent sporadiquement et de manière peu prévisible les actions prévues par les squatters organisés. Certains, en rupture idéologique avec le système, squattent pour répondre à un désir d'habitat communautaire ou pour poursuivre individuellement ou collectivement une démarche artistique. D'autres, en rupture sociale, menacés de marginalisation, voire d'exclusion, squattent pour survivre en échappant le plus possible aux institutions. Quand il est annoncé que des manifestations risquent de déraiser, il est probable qu'ils s'y rendent en spectateurs, puis en acteurs opportunistes, et qu'ils manifestent ainsi leur « haine » contre un système social et politique dans lequel ils ne peuvent ou ne veulent pas s'intégrer.

Bien sûr, il s'agit ici d'une typologie sommaire et de nombreuses personnes, squatters occasionnels ou de longue date, ne se reconnaîtront dans aucune de ces catégories.

9.6 *Le durcissement*

Traditionnellement à Genève, la tolérance du squat s'explique, nous l'avons vu, en partie en raison de l'appui politique, des votations légitimant le mouvement, et de la pratique judiciaire moins répressive que dans d'autres cantons. Dans l'approche du mouvement, le concept de la paix sociale a fortement joué, puisque, le Conseil d'Etat puis le procureur général y ont eu recours pour justifier leur tolérance de l'illégalité. Comme nous venons de le voir, certains squats sont mixtes du point de vue de leur population et permettent la socialisation de marginaux. Le milieu squat peut également être un tremplin pour des carrières artistiques, par exemple. Le squat est multifonctionnel et sert de passerelle. Finalement, dans l'ensemble, le mouvement a obtenu gain de cause sans user de violence. Les centres autonomes, comme l'Usine ou Artamis, ont été obtenus et légalisés sans trop de difficultés.

Cependant, depuis 1997, la répression des squats, lors d'évacuation par exemple, semble plus musclée et cela provoque une certaine radicalisation. Ce durcissement de la lutte risque de remettre en cause un consensus de près de trente ans.

La police semble décontenancée par l'élargissement, la fragmentation et la marginalisation de la scène squat. Dans les squats mi-politiques mi marginaux, les manifestations politiques – par exemple celles organisées par la frange anarcho-pacifiste de l'Intersquat – sont annoncées et parfois suivies par des participants hétéroclites. Le comportement que chacun adoptera face à la violence pourra être extrêmement diversifié. A côté de groupes politiques radicaux, que nous avons qualifiés d'anarcho-autonomes et qui ne renient pas la violence, peuvent se retrouver des groupes moins politiques de squatters opportunistes, qui par ailleurs seraient prêts à en découdre avec les forces de l'ordre ou à casser quelques vitrines, et qui, à leur tour, peuvent attirer des individus ou des groupes plus jeunes qui perçoivent les squats avec un mélange de crainte et d'admiration. C'est probablement ce qui s'est passé lors des manifestations de mai 98.

La dégradation progressive des relations entre les autorités genevoises et les squatters pourrait donc, selon les experts mandatés par le Conseil d'Etat¹⁸¹, avoir radicalisé une partie de la jeunesse vivant dans les squats et amené certains jeunes au passage à l'acte violent. Le rapport mentionne cinq moments clés, de septembre 1997 à mai 1998, dans le durcissement des relations entre policiers et squatters « politiques » :

« La dégradation progressive des relations entre les squatters et les autorités depuis plusieurs mois [...] a eu pour conséquence de repousser un peu dans les marges de notre société les milieux squats, même ceux qui sont considérés comme bien intégrés. Il n'est pas souhaitable que cette tendance à la marginalisation perdure, et ce d'autant moins que se développe une zone d'ombre au sein des squats dont la population fortement fragilisée, est très exposée à subir, mais aussi à perpétrer, des violences. »¹⁸²

1. L'évacuation de « Fort-Barreau », le 24 septembre 1997. Sa fermeture a été mal perçue par les milieux squats pour trois raisons. Les habitants de l'immeuble n'avaient pas été appelés à quitter les lieux par le procureur général pour cette date. Une évacuation avait initialement été prévue le 8 septembre, mais celle-ci avait été annulée, car l'autorisation de construire comportant des failles avait été retirée. Les squatters n'ont pas été prévenus qu'une nouvelle autorisation avait été accordée au propriétaire [...]. Par ailleurs, l'intervention policière au petit matin a provoqué la colère des occupants, jugeant excessifs le bouclage de la rue et le déploiement de 150 policiers pour cette opération. Enfin, cette évacuation est un événement symboliquement important, parce que « Fort-Barreau » était considéré comme l'un des derniers squats mythiques¹⁸³ de Genève.

2. L'opération policière spectaculaire de « Fort-Barreau » succède à une autre intervention, timide cette fois, survenue quatre jours plus tôt, et très critiquée. Le 20 septembre, 50 jeunes se sont donné rendez-vous sur la Place Grenus pour disputer un

¹⁸¹ Gros in Boillat, Vuille, Windisch (1999 : 267-268). Cf. également Vuille, Gros *et al.* (1999).

¹⁸² *Idem.* Les cinq points suivants sont repris presque textuellement du rapport.

¹⁸³ Un squat est dit « mythique » lorsque des activités collectives sont ouvertes sur l'extérieur (théâtre, concerts, rencontres, associations, etc.) et qu'il est assez stable pour être reconnu, par l'ensemble de la mouvance squat, comme l'un des centres névralgiques du réseau; et qu'il est fréquenté par des personnes qui, elles, ne squattent pas.

match de football dans les rues de la ville, qui s'est poursuivi dans les grands magasins. Parmi les participants, on retrouve des squatters de « Dancet », « Rousseau », « Fort-Barreau » et des « Etuves » : Ces débordements ont occasionné des dégâts matériels et plusieurs vols ont été commis. Une personne a été arrêtée. La réaction de la police a été tardive. Aux journalistes qui l'interrogent, le Chef de la police Laurent Walpen répond : « nous n'avons pas eu le temps d'adapter notre riposte », puis il ajoute « nous avons été désarçonnés par la tactique raffinée et bien rodée des fauteurs de troubles dont nous ignorons encore les motivations ». De son côté, le président du Département de justice et police Gérard Ramseyer minimisait ces incidents.

3. Une semaine après la fermeture de « Fort-Barreau », le 3 octobre 1997, une manifestation est organisée sur la Plaine de Plainpalais par les anciens habitants du squat évacué. Certains d'entre eux défilent nus en scandant le slogan « pas de logement, pas de vêtement ». 24 personnes sont arrêtées, dont une jeune femme qui sera condamnée à 45 jours de prison, pour violation de domicile et violence envers les fonctionnaires de la police. Cette décision juridique est une première. Jamais encore ce type de délit n'avait été sanctionné par une période de prison ferme.

4. L'annonce de cette condamnation est à l'origine du week-end d'émeute qui a eu lieu le 27, 28 et 29 mars 1998. Lors de cette manifestation, qui a débuté à l'angle de la rue de Lyon et des Délices, les squatters brisent la vitrine du siège du parti socialiste, endommagent une voiture, importunent une femme et brûlent l'effigie du procureur général, Bernard Bertossa. L'affrontement avec la police a lieu tard dans la nuit, vers la place Grenus. Quelques jours plus tard, 13 squatters sont interpellés au « Garage » et inculpés de participation à une émeute. Certains d'entre eux sont également inculpés pour coups et blessures, et infraction à la loi sur les stupéfiants. L'inculpation de participation à une émeute est également une première.

5. Enfin, le 5 avril 1998, un autre affrontement a lieu entre les forces de l'ordre et les squatters dans le quartier des Grottes. Dans un premier temps les policiers interpellent un cambrioleur qui s'est introduit dans une librairie proche du squat du 20 rue des Grottes. Les squatters prennent partie pour le cambrioleur, 20 policiers sont appelés en renfort. Trois d'entre eux sont blessés dans la bagarre. Quatre squatters et le

cambricoleur sont emmenés en prison. Le lendemain le cambrioleur, accusé à tort, est innocenté, mais reste inculpé pour violation de domicile.

Ces cinq événements témoignent de l'installation progressive d'un regain de tension entre les autorités politiques et juridiques et les milieux squats. A l'évidence, en quelques mois, le climat s'est détérioré et les positions se sont durcies de part et d'autre [...].¹⁸⁴

Pour résumer à propos des caractéristiques du squat à Genève depuis 1997, on y retrouve le discours contre la spéculation immobilière, mais focalisé sur les 300'000 m² de surfaces commerciales vides.

9.7 *Un mouvement emblématique*

Quelles conclusions tirer de cette longue histoire du squat pour notre compréhension des manifestations et des émeutes qui ont secoué Genève lors la création de l'OMC ? Sans prétendre à une réflexion exhaustive, quelques remarques semblent s'imposer.

Premièrement, toute la gauche et le mouvement associatif militant genevois est impliqué peu ou prou dans la mouvance squat. Chaque génération de squatters depuis les années 70 fournit son lot d'activistes aujourd'hui engagés dans des luttes plus institutionnelles. La proximité affective, sinon idéologique, entre le mouvement squat et les acteurs institutionnalisés de la contestation est donc grande. La tolérance dont ont fait preuve les autorités politiques et judiciaires à l'égard des squatters, et la difficulté à faire passer dans l'opinion publique une ligne plus répressive sont le résultat de cette imbrication.

A l'inverse, la mouvance squat est elle aussi marquée par cette proximité. Même affaiblie ces dernières années, la tendance politique continue à dominer la mouvance et à donner son sens au mouvement. Bien qu'utilisant par définition un mode d'action illégal, privilégiant la provocation (le plus souvent avec humour), les squatters

¹⁸⁴ Gros in Boillat, Vuille, Windisch (1999 : 267-268).

genevois n'ont jamais coupé les ponts avec la gauche institutionnalisée : s'ils choisissent la marge, ils ne cherchent pas l'exclusion.

C'est ainsi qu'au sein du Comité d'accueil de l'AMP et dans l'organisation des manifestations, les squatters politiques collaborent avec les partis et associations (tout en pensant qu'ils sont bien mous) et que lesdits partis et associations trouvent normal de tenir compte de la sensibilité des squatters dans la conduite du projet (tout en pensant qu'ils exagèrent).

Au moment des manifestations, les squatters – politiques, encore – respectent le cadre prévu, et le pimement d'actions symboliques et provocantes (tel que l'épisode de la voiture brûlée), contribuant ainsi aux dérapages sans avoir voulu nécessairement les provoquer. Au moment où commencent les violences, les squatters engagés depuis le début dans les actions contre l'OMC se retrouvent spontanément dans le camp des adversaires de la police; à la suite des squatters proches des autonomes. Ils offrent leurs lieux, culturels notamment, comme points de ralliement des émeutiers. A ce stade, les squatters non politiques se joignent au mouvement général, entraînés tant par une certaine forme de solidarité avec leurs voisins politiques que par des motivations proches de celles des jeunes désœuvrés : faire la fête, casser du flic, se payer en retour des frustrations de la vie quotidienne.

Toute la mouvance squat se trouve ainsi à participer aux émeutes, chaque tendance y arrivant à un moment différent et pour des raisons différentes. On peut imaginer que de tels événements s'inscrivent dans la mémoire du mouvement et contribuent à le souder, peut-être même à permettre une certaine prise de conscience des franges de squatters les moins politiques. C'est d'ailleurs dans la foulée que l'Intersquat lance les occupations de surfaces commerciales vides, profitant de ces circonstances pour essayer de rassembler tous les squatters dans un nouveau projet politique.

Par sa contre-culture et sa radicalité politique le mouvement squat doit continuer à être perçu comme l'un des acteurs les plus importants dans la transformation culturelle et sociale contemporaine. Son discours sur la légitimité et l'illégalité et sa pratique (parfois ambiguë) de la non-violence active nous donne l'une des clés d'interprétation

de la politique de maintien de l'ordre public dans les moments de tensions politiques, voire de conflits sociaux.

CONCLUSION

Si conclure signifie « déduire les conséquences de la démonstration qui précède », cette conclusion ne sera pas une conclusion, car, ceux qui m'auront suivi jusque-là auront remarqué qu'il y a pas eu de démonstration, et ceci peut-être aura-t-il contribué à les déranger.

En voulant approcher un événement sous différents angles, et en essayant d'articuler différents niveaux d'analyse (la structure du système mondial, la conjoncture genevoise, la chronologie de l'événement en question), c'est faire le pari que l'on appréhende davantage (ou en tout cas aussi bien) un phénomène émergent, en plongeant dans sa complexité inévitablement contradictoire, qu'en découpant celui-ci en tranches de savoir bien délimitées et le plus souvent étanches les unes aux autres.

Cet essai avait donc pour objectif de signifier ceci : « Attention ! Tout est bien plus complexe qu'il n'y paraît. Gardons-nous des explications simples et des conclusions hâtives ! Prenons le temps de la réflexion ! ». Par conséquent, les thèmes abordés ici visent à dessiner le contexte de plusieurs lignes de recherche – sur la *MoNdernisation*, sur les mobilisations transnationales, sur l'urbanisme, sur la politique du logement et la politique culturelle, sur la politique de la Ville et de la diversité, etc. Chacune de ces thématiques mérite d'être approfondie, en elle-même, mais également en relation avec les autres.

Une des conséquences les plus importantes des manifestations contre l'OMC pour Genève est leur impact médiatique et politique. Une société qui réagit si fort et si vite à un phénomène qu'elle n'arrive pas à comprendre est une société saine et dynamique. Et ceci est une bonne nouvelle. Encore faut-il se donner les moyens d'éviter le double écueil de la bonne conscience et de la conjuration. En effet, le Conseil d'Etat ne saurait se suffire du rapport des trois experts mandatés et de l'organisation, sous l'égide de l'Hospice général, d'un colloque sur le thème de la violence. Le Grand-Conseil ne saurait non plus se satisfaire du rapport remis par sa Commission d'enquête parlementaire. Les médias ont certes effectué – chacun pour soi – le ur autocritique, mais il est loin d'être certain qu'ils aient réellement tiré les conséquences

de leur implication et de leur incontournable impact *en tant qu'acteur*, dans les violences collectives. De plus, il serait sans doute déontologiquement utile que l'ensemble des journalistes et éditorialistes qui couvrent ce type d'événement se retrouvent ensemble pour l'analyser. Si l'on identifie la violence urbaine comme un risque social, la prévention ne peut faire l'économie d'une réflexion par les médias eux-mêmes de leur responsabilité sociale dans le traitement de l'information.

De plus, la transformation récente de la presse locale (rachat de la *Tribune de Genève* et fusion du *Journal de Genève et Gazette de Lausanne* et du *Nouveau Quotidien* dans *Le Temps*) et le quasi monopole que constitue aujourd'hui Edipress mériteraient d'être étudiés en soi. Si la presse est en passe de voir son rôle se transformer, glisser d'une rationalité politique ou idéologique à une rationalité purement économique, ceci ne peut pas être sans conséquence sur le traitement de l'information et en particulier sur la question de l'ordre public.

Nous avons observé également que la police est toujours plus attentive à son image, c'est-à-dire celle que lui renvoie l'opinion publique à travers la presse. Son souci de transparence, motivé par cette nouvelle stratégie de communication, ne s'appuie pas toujours sur une ligne politique claire. Il est vrai qu'en matière d'ordre public, l'opinion publique est toujours plus polarisée, entre une radicalisation de l'idéologie des droits de l'homme pour certains, et le souci sécuritaire pour d'autres. Les gendarmes que nous avons interviewés, à qui l'on demande d'être à l'écoute de l'opinion, semblent être écartelés entre ces deux positions idéologiques peu conciliables dans l'action quotidienne. Là également un travail plus approfondi doit être mené.

Ce qui a interloqué les médias, la police, les manifestants eux-mêmes dans les manifs de mai 98, c'est l'irruption de jeunes gens violents, peu ou pas politiques, qui prenaient du plaisir à exprimer leur colère ou leur jubilation par la violence gratuite. D'eux, nous ne savons rien. Des conditions de vie des jeunes garçons et filles du canton, de leurs conditions d'habitat, de travail, de leur vision du présent et du futur, nous ne possédons aucune donnée digne de ce nom. Si nous voulons les comprendre, et je pense qu'il est important de le faire vite, avant d'être coupés d'une réalité qui nous échappe, il est donc urgent de disposer de données statistiques précises,

actualisées, et de mettre sur pied des enquêtes de terrains pour mieux cerner le désarroi et les désirs d'une population en pleine transformation. L'enjeu n'est pas seulement de prévenir la violence, mais également et surtout de faire advenir au statut de lutte sociale ou politique des revendications latentes qui expriment à la fois un désir de bonheur et la haine contre le système social qui rend ce désir hors d'atteinte.

BIBLIOGRAPHIE

ACTION MONDIALE DES PEUPLES, *La caravane intercontinentale des paysans 22 mai - 20 juin 1999*, Genève, AMP, 1999, 43.

ADDA Jacques, *La mondialisation de l'économie. 1. Genèse*, Paris, La Découverte, « Repères », 1996, 124.

ADDA Jacques, *La mondialisation de l'économie. 2. Problèmes*, Paris, La Découverte, « Repères », 1996, 124.

AEBERSOLD J.-P., DIND D., « Urbanisme et vie locale », in *Revue internationale d'action communautaire: logement et luttes urbaines*, 4/44, Québec, France, Belgique, Suisse, Les Editions coopératives Albert Saint-Martin, Automne 80, pp 18-25.

AGUILAR-ZINGER A., *et al., Mexique. Du Chiapas à la crise financière*, Paris, L'Harmattan, « Futur antérieur », 1996, 349.

AMIN Samir (dir.) [1993], *Mondialisation et accumulation*, Paris, L'Harmattan, "Forum du Tiers-Monde".

AMIN Samir [1986], *La déconnexion. Pour sortir du système mondial*, Paris, La Découverte, "Cahiers libres".

AMIN Samir; ARRIGHI Giovanni; FRANK André Gunder; WALLERSTEIN Immanuel [1990], *Le grand tumulte ? Les mouvements sociaux dans l'économie-monde*, Paris, La Découverte, "textes à l'appui / série économie".

ARRAITZ Nicolas, *Tendre venin. De quelques rencontres dans les montagnes indiennes du Chiapas et du Guerrero*, Paris, Ed. du Phéromone, 1995, 364.

ARRIGHI Giovanni, HOPKINS Terrence K., WALLERSTEIN Immanuel, *Antisystemic Movements*, Londres, New York, Verso, 1989, 123.

Autrement. Contre-pouvoirs dans la ville. Enjeux politiques des luttes urbaines, 6, Evreux, Association Autrement, 1976, 216.

Autrement. La fête, cette hantise!, 7, Paris, Seuil, novembre 1976, 240.

BAETTIG Michel, *Ceux qui font Genève*, Genève, Sonor S.A., 1977, 257.

BAUER Alain, RAUFER Xavier, *Violences et insécurité urbaines*, Paris, PUF, « Que sais-je? », 1998, 127.

BEAUD Michel [1987], *Le système national mondial hiérarchisé*, Paris, La Découverte, "Agalma".

BEAUD Michel [1989], *L'économie mondiale dans les années quatre-vingt*, Paris, La Découverte, "Cahiers libres".

- BEAUD Michel [1990 (1981)], *Histoire du capitalisme de 1500 à nos jours*, Paris, Seuil, "Points / Economie".
- BERGERET Jean, « La face cachée de la famille: "la violence fondamentale primaire" », in *Dialogue. Violence et famille*, 78, pas indiquée, 3-9. *Cultures en mouvement*, 11, octobre 1998, 57.
- BODY-GENDROT Sophie, LE GUENNEC Nicole, HERROU Michel, *Mission sur les violences urbaines*, Paris, La Documentation Française, 1998, 155.
- BODY-GENDROT Sophie, *Les villes face à l'insécurité. Des ghettos américains aux banlieues françaises*, Paris, Bayard, 1998, 366.
- BOILLAT Jean-Pierre, VUILLE Michel, WINDISCH Uli, *Rapport au Conseil d'Etat: La violence des jeunes en milieu urbain*, Genève, Février 1999, 305.
- BOLZMAN Claudio, FIBBI Rosita, GARCIA Carlos, « La deuxième génération d'immigrés en Suisse: catégorie ou acteur social? », in *Revue européenne des migrations internationales*, 1 et 2, 1987, 55-71.
- BÜTSCHI Danielle, CHAMPOD Pierre-Alain, MEYER René Simon, *Inutiles au monde? Réflexions sur l'exclusion à Genève*, Genève, Parti Socialiste Genevois, 1996, 113.
- CASTELLS Manuel, *Luttes urbaines et pouvoir politique*, Paris, François Maspero, 1972, 131.
- CHESAUX Claude-Alain, GROS Dominique, MORIN Denise, VUILLE Michel, *Expertise sur la violence des jeunes en milieu urbain*, Genève, 6 août 1998, 1998, 19.
- CHESNEAUX Jean [1989], *Modernité-Monde*, Paris, La Découverte.
- COHEN Jean L. & ARATO Andrew [1992], *Civil Society and Political Theory*, The MIT Press, Cambridge, Massachusetts, and London, England.
- COHN-BENDIT Daniel, *Sois jeune et tais-toi*, Paris, L'esprit frappeur, 1999, 99.
- COLLECTIF "REPOSE AU LIVRE BLANC", *Contre la purgation de la pensée. Eléments de réponse au Livre Blanc néo-libéral*, Genève, O. de Marcellus, P. Vanek (solidaritéS), pas indiquée (1997), 33.
- COLLECTIF D'AUTEURS, *Vivent les Grottes ! La lutte d'un quartier à Genève*, Genève, Que faire?, 1979, 146.
- COLOMBI Emilia, EVANGELISTA Nadia, GRILLET Matthieu, *Squats: l'alternative en mouvement*, Genève, Mémoire, Institut d'Etudes Sociales, 1995, 84.
- COORDINATION CONTRE LA CRISE DU LOGEMENT, *Charte 88, adoptée par les Etats généraux contre la crise du logement*, à Genève, le 15 octobre 1988, Genève, 1988, 7.

- DEBARBIEUX Eric, « Violence et ethnicité dans l'école française », in *Revue européenne des migrations internationales*, 1, 1998, 77-91.
- DELORME Hélène, CLERC Denis, Un nouveau GATT ? *Les échanges mondiaux après l'Uruguay Round*, Bruxelles, Complexe, « Espace international », 1994, 153.
- DERIAZ Armand, DEL CURTO Mario, MAEDER Philippe, *Suisse en mouvement*, Lausanne, D'en bas, 1981, 191.
- DETRAZ Sylvie, *L'Îlot 13. Le squat qui tourne bien*, Genève, Tricorne, 1997, 83.
- DEWITTE Philippe, *Immigration et intégration*, Paris, La Découverte, « Textes à l'appui / l'état des savoirs », 1999, 442.
- DIND Daniel, « Une grève de locataires à Genève », in *Revue internationale d'action communautaire: logement et luttes urbaines*, 4/44, Québec, France, Belgique, Suisse, Les Editions coopératives Albert Saint-Martin, Automne 80, pp 9-17.
- DOHERTY, Brian, «Manufactured Vulnerability: Eco-Activist Tactics in Britain», in *Mobilization*, England, 1999, 4, 1, Apr, pp.75-89.
- DUBET F. et WIEVIORKA [1995], M., *Penser le sujet. Colloque de Cerisy autour d'Alain Touraine*, Paris, Fayard.
- DUBET François, « La mutation des sociétés européennes », in *CADIS. Recueil de textes*, Paris, CADIS / EHESS, 1996, 29-46.
- DUBET François, « La question urbaine comme question sociale », in *CADIS. Recueil de textes*, Paris, CADIS / EHESS, 1996, 331-335.
- DUBET François, « Les transformations du système éducatif », in *CADIS. Recueil de textes*, Paris, CADIS / EHESS, 1996, 295-298.
- EGIDO Angel, GOMEZ Domingo E., PEDRAU Anne, NEUILLY Marie-Thérèse (dir.), *Gestion de crise. Crises technologiques et crises sociales*, Paris, L'Harmattan, « Cahiers de l'IPSA no.19 », 1996, 261-279.
- ELIAS Norbert, *La civilisation des moeurs*, Paris, Calmann-Lévy, « Pluriel », (1969) 1973, 447.
- ELORRIAGA Jorge Javier, *Société civile et zapatisme*, Paris, Syllepse, « Tlalticpac », pas indiquée, 36.
- EZLN, *Crónicas intergalácticas. Primer encuentro intercontinental por la humanidad y contra el neoliberalismo*. Chiapas, Mexico, 1996, Mexico, Planeta Tierra, 1996, 279.
- EZLN, *La palabra de los armados de verdad y fuego 1*, Mexico, Fuenteovejuna, 1994, 280.
- EZLN, *La palabra de los armados de verdad y fuego 2*, Mexico, Fuenteovejuna, 1995, 292.

- FLAUX Dominique, *Journal d'une fusion et Gazette d'un sophisme*, France, Touch & Cartouch, 1998, 127.
- FOSSAERT Robert [1991], *Le monde du 21e siècle. Une théorie des systèmes mondiaux*, Paris, Fayard.
- FRANK André Gunder, FUENTES-FRANK Marta [1990], *Widerstand im Weltsystem*, Rieden (D), Pro Media.
- GAILLOT Michel, *La techno. Un laboratoire artistique et politique du présent*, Paris, Dis Voir, « Sens Multiple », non daté, 120.
- GALLAND Olivier, *Les jeunes*, Paris, La Découverte, 1985, 123.
- GARNIER Antoine, *Comprendre le rap*, Paris, B.O.P., « Easy Listening », 1998, 110.
- GAUCHET Marcel [1985], *Le désenchantement du monde. Une histoire politique de la religion*, Paris, NRF/Gallimard, "Bibliothèque des sciences humaines".
- GAZUT André, LABEVIERE Richard. , « E = OMC2 », in *Temps présent*, Genève, Télévision Suisse Romande, 25.6.1998.
- GIANNI Matteo, « Multiculturalisme et démocratie : quelques implications pour la théorie de la citoyenneté », in *Revue suisse de science politique*, 1 (4), 1995, 3-39.
- GIDDENS Anthony [1994 (1990)], *Les conséquences de la modernité*, Paris, L'Harmattan.
- GIESCH Andrea, *Le squat est-il un lieu diversifié de socialisation ?*, Genève, Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation, « Mémoire de licence », 1998, 97.
- GIRARD René, *La violence et le sacré*, Paris, Grasset, « Pluriel », 1972, 534.
- GORZ André [1980], *Adieu au prolétariat. Au-delà du socialisme*, Paris, Galilée, "Points Politique".
- GORZ André [1983], *Les chemins du Paradis. L'agonie du capital*, Paris, Galilée.
- GREMY Jean-Paul, *Les violences urbaines. Comment prévoir et gérer les crises dans les quartiers sensibles ?*, Paris, Institut des Hautes Etudes de la Sécurité Intérieure, 1996, 31.
- GRIMM Claude, *Le squat à Genève, un mouvement social ?*, Genève, Mémoire de licence, Faculté de Psychologie et des Sciences de l'Education, 1998, 81.
- GROS Dominique, *Dissidents du quotidien. La scène alternative genevoise 1968-1987*, Lausanne, D'en bas, « Histoire populaire », 1987, 191.
- GROS Dominique, ZEUGIN Peter, RADEFF Frédéric, *Les jeunes en Suisse. Acteurs, valeurs et comportements*, Zurich, Pro Helvetia, 1991, 133.
- GROUPE DE LISBONNE [1995], *Limites à la compétitivité. Pour un nouveau contrat mondial*, Paris, La Découverte, "Essais".
- HERITIER Françoise, *De la violence I*, Paris, Odile Jacob, « Opus », 1996, 400.

- HERITIER Françoise, *De la violence II*, Paris, Odile Jacob, « Opus », 1999, 350.
- HORMAN Denis, *Commerce mondial. Une clause sociale pour l'emploi et les droits fondamentaux ?*, Bruxelles / Genève, Luc Pire / CETIM, 1996, 156.
- HORMAN Denis, *Mondialisation et droits sociaux. La clause sociale en débat*, Bruxelles, GRESEA, 1997, 239.
- HOSPICE GENERAL, INSTITUTION GENEVOISE D'ACTION SOCIALE, *Société et violence: vivre ensemble dans le respect de chacun*, Genève, Hospice Général, Service d'information sociale, 2000, 112.
- JAGGI Yvette, *et al.*, *Le livre noir du libéralisme*, Vevey, de l'Aire, 1996, 269.
- JOUANNEAU Daniel, *Le GATT et l'Organisation Mondiale du Commerce*, Paris, PUF, « Que sais-je ? », 1980, 126.
- JOURNAL DE GENEVE, *Centenaire du Journal de Genève. Un siècle de vie genevoise*, Genève, Slatkine, 1998, 202.
- KRUGMAN Paul R., *La mondialisation n'est pas coupable. Vertus et limites du libre échange*, Paris, La Découverte, « Textes à l'appui. Série économie », 1998, 218.
- LEA – Laboratoire d'économie appliquée, Faculté des SES, *Genève à la croisée des chemins. Chiffres, faits, analyses et perspectives économiques*, Genève, Union de Banques Suisses, 1995, 224.
- LAÏDI Zaki, *Le temps mondial*, Bruxelles, Complexe, 1997, 313.
- LAPASSADE Georges, ROUSSELOT Philippe, *Le rap ou la fureur de dire*, Paris, Loris Talmart, 1990, 126.
- LAPEYRONNIE Didier, « Emeutes et ethnicité en France et en Grande-Bretagne », in *CADIS. Recueil de textes*, Paris, CADIS / EHESS, 1996, 237-250.
- LATOUCHE Serge [1989], *L'Occidentalisation du Monde*, Paris, La Découverte, "coll. Agalma".
- LE BOT Yvon, « L'émergence et la frustration d'un acteur social ethnique », in , *CADIS / EHESS*, 14-3-1997, 14.
- LE BOT Yvon, « Mouvements identitaires et conflits armés en Amérique latine », in *CADIS. Recueil de textes*, Paris, CADIS / EHESS, 1996, 91-102.
- LE BOT Yvon, Sous-commandant MARCOS, *Le rêve zapatiste*, Paris, Seuil, 1997, 294.
- LE BOT Yvon, *Violence de la modernité en Amérique latine. Indianité, société et pouvoir* , Paris, Karthala, 1994, 291.
- LEFEBVRE Henri, *Le droit à la ville suivi de Espace et politique*, Paris, Seuil/Anthropos, Points, 281.

- MAFFESOLI Michel, *Essais sur la violence banale et fondatrice*, Paris, Librairie des Méridiens, 1984, 174.
- MARCO D., « Quartier des Grottes et Ecole d'architecture », in *Revue internationale d'action communautaire: logement et luttes urbaines*, 4/44 , Québec, France, Belgique, Suisse, Les Editions coopératives Albert Saint-Martin, Automne 80, pp 26-29.
- MARCOS sous-commandant, «La quatrième guerre mondiale a commencé» in *Le Monde Diplomatique*, août 1997.
- MATTELART Armand [1992], *La communication-monde. Histoire des idées et des stratégies*, Paris, La Découverte, "Textes à l'appui / Série histoire contemporaine".
- MATTELHART Armand, *Histoire de l'utopie planétaire. De la cité prophétique à la société globale*, Paris, La Découverte, 1999, 422.
- MAUGER Gérard, « Espace des styles de vie déviants des jeunes de milieux populaires », in *Jeunesses populaires. Les générations de la crise*, Paris, L'Harmattan, 1994, 349-383.
- MAURICE Antoine, PRAPLAN Pascal, RIESEN Raoul, DE SENARCLENS Pierre, STEPCZYNSKI Marian, *Une exécution sommaire. La fin du journal de Genève et Gazette de Lausanne*, Genève, Georg, 1998, 134.
- MICHALET Charles-Albert [1985], *Le capitalisme mondial*, Paris, PUF, "Economie en liberté".
- MICHAUD Yves, *La violence*, Paris, PUF, « Que sais-je ? », 1998, 127.
- MITTERRAND Danièle, *Ces hommes sont avant tout nos frères. Récit*, Paris, Ramsay, « droit de l'homme », 1996, 141.
- MOLLET Albert, *Quand les habitants prennent la parole*, Paris, Ministère de l'Urbanisme et du Logement, 1981, 273.
- MONGIN Olivier, *La violence des images ou comment s'en débarrasser ?*, Paris, Seuil, « La Couleur des Idées », 1997, 184.
- MONOD Aurore, *Feu maya: le soulèvement au Chiapas*, *Ethnies* 16-17, « Documents », 1994, 318.
- MORIN Edgar, KERN Anne Brigitte [1993], *Terre-Patrie*, Paris, Seuil.
- MORIN Edgar; BOCCHI Gianluca; CERUTI Mauro [1991], *Un nouveau commencement*, Paris, Seuil.
- Mouvement pour l'Habitat Groupé Autogéré, *Habitats autogérés*, Paris, Alternatives / Syros, « AnArchitecture », 1983, 140.
- MUDRY Alexandre, RIGOLET Catherine, *Les squatters: profil de vie*, Genève, Faculté des Sciences de l'Education, 1998, 26.

- NECKER Louis, *La mosaïque genevoise. Modèle de pluriculturalisme ?*, Genève, Zoé, 1995, 169.
- PAVAGEAU Jean, *L'autre Mexique. Culture indienne et expérience de la démocratie*, Paris, L'Harmattan, « Recherches & Documents. AMERIQUES LATINES », 1992, 164.
- PERALVA Angelina, « Violence privée ou les paradoxes de la démocratie. Notes sur la montée de la violence urbaine dans la ville de Rio de Janeiro », in *CADIS. Recueil de textes*, Paris, CADIS / EHESS, 1996, 115-124.
- PERALVA Angelina, *L'émeute. Etude de cas sur une émeute urbaine en région parisienne*, Paris, Institut des Hautes Etudes de la Sécurité Intérieure, 1997, 168.
- Pétition. Démocratie ou mondialisation ?*, 2, Paris, Arléa, avril, mai, juin 1998, 158.
- Pétition. Le retour de l'engagement politique*, 1, Paris, Seuil, janvier, février mars 1998, 125.
- RAINELLI Michel, *L'Organisation mondiale du commerce*, Paris, La Découverte, « Repères », 1996, 121.
- RAMONET Ignacio, *Géopolitique du chaos*, Paris, Galilée, 1997, 161.
- Regards sur l'actualité. Jeunesse, violences et société*, 243, Paris, La documentation française, juillet-août 1998, 92.
- RENLUND Patrik, GIRAUD Isabelle, *Itinéraire culturel alternatif à Genève. L'Usine, La Cave 12, Les Goulets 13 et 25*, Genève, Institut d'Etudes Sociales, non daté, 97.
- Repère social. Violence et société*, 10, Genève, Hospice Général, Septembre 1999, 30.
- ROSSIAUD Jean, "MoNdernisation et subjectivation : éléments pour la sociologie des mouvements sociaux", *Cadernos de Pesquisa do Programa de pós-graduação em sociologia política*, Universidade federal de Santa Catarina, Florianópolis, Brasil, n°10, julho 1997.
- ROSSIAUD Jean, "Mondialisation, processus marchands et dynamique des langues" (en collaboration avec François Grin), in S. Abou et K. Haddad (ed.), *Uniformisation ou différenciation des modèles culturels*, Paris : AUPELF-UREF (Coll. "L'Actualité scientifique") et Beyrouth : Université Saint-Joseph, 1999, pp. 113-143.
- ROSSIAUD Jean, « Nuevas actitudes del gobierno ginebrino frente a las movilizaciones políticas y la violencia de los jóvenes », in *Jornadas fe y alegría: violencia y demcracia ¿una relación paradójica?*, Madrid, 25 novembre 1998, 1-15.
- ROSSIAUD Jean, « Violences à Genève : introduction au débat », in *Rencontres Internationales de Genève. Violences d'aujourd'hui, violences de toujours*, Genève, 17 novembre 1999, à paraître, 1-13.

ROSSIAUD Jean, *A democratização inacabável. As memórias do futuro*, en collaboration avec Ilse Scherer-Warren, Ed. Vozes, São Paulo, 2000, 395 p.

ROSSIAUD Jean, *Les langues de l'immigration au travail. Vers l'intégration différentielle ?*, en collaboration avec François Grin et Bülent Kaya, Rapport pour le FNRS / PNR 39, Université de Genève, mars 2000, 380 p. (à paraître).

ROSSIAUD Jean, *Mouvement social et mondialisation. Une illustration : le Helsinki Citizens Assembly*, thèse de doctorat n°421 de la Faculté des Sciences économiques et sociales de l'Université de Genève, Université de Genève, 1996, 395 p.

ROSSIAUD Jean, *O Movimento cidadão na globalização : Nova ideologia para uma nova estratégia*, Actes du IX Congresso Brasileiro de Sociologia (Porto Alegre / RS), en collaboration avec Ilse Scherer-Warren, Ed. Sociedade Brasileira de Sociologia, à paraître.

SECRETARIAT DU GRAND CONSEIL DU CANTON DE GENEVE, *Rapport de la Commission ad hoc chargée d'étudier la résolution de Mmes Fabienne Bugnon, Jeannine de Haller et Mariane Grobet-Wellner pour la nomination d'une Commission d'enquête parlementaire ad hoc sur les événements qui ont secoué Genève durant la commémoration du 50e anniversaire de l'OMC*, Genève, 8 février 1999, 54.

SIBONY Daniel, *Violence. Traversées*, Paris, Seuil, 1998, 354.

SOULLEZ Christophe, *Les violences urbaines*, Toulouse, Milan, 1999, 63.

TACKENBERG, Marco, WISLER, Dominique, « Die Massaker von 1932: Protest, Diskurs und Öffentlichkeit », in *Revue suisse de science politique*, Zurich, Seismo Press, Summer 1998, vol. 4, issue 2, pp. 51-79.

TARROW Sidney, *Power in Movement. Social movements and contentious politics*, Etats-Unis, Cambridge University Press, 1998, 271.

TAYLOR Charles [1991], *Grandeur et misère de la modernité*, Montréal, Bellarmin, "L'essentiel".

TAYLOR Charles [1994 (1992)], *Multiculturalisme. Différence et démocratie*, Paris, Aubier.

TOCHE M., « Action populaire aux Grottes », in *Revue internationale d'action communautaire: logement et luttes urbaines*, 4/44, Québec, France, Belgique, Suisse, Les Editions coopératives Albert Saint-Martin, Automne 80, pp 30-35.

TOURAINÉ Alain [1992], *Critique de la modernité*, Paris, Fayard.

TOURAINÉ Alain [1994], *Qu'est-ce que la démocratie ?*, Paris, Fayard.

TSCHÄNI Hans, *A qui appartient la Suisse ?*, Genève, Zoé, « ch », 1988, 225.

VIEIRA Liszt, *Cidadania e globalização*, Rio de Janeiro, São Paulo, Record, 1997, 142.

VUILLE, Michel, GROS, Dominique (dir.), *Violence ordinaire*, Genève, Département de l'instruction publique, Service de la recherche en éducation, SRED, Cahier 5, juin 1999, 227.

WALLERSTEIN Immanuel, [1985 (1983)]. *Le capitalisme historique*, Paris, La Découverte, "Repères".

WEBER Beat, *Les travailleurs dans la cité. Vie syndicale à Genève. Pages d'histoire sur les origines, les luttes et les réalisations du monde ouvrier du lieu et d'alentour*, Lausanne, L'Age d'Homme, 1987, 255.

WIEVIORKA Michel (dir.), *Une société fragmentée? Le multiculturalisme en débat*, Paris, La Découverte, « Cahiers libres », 1996, 322.

WIEVIORKA Michel, « Violence et insécurité. L'expérience française contemporaine », in *Violence et insécurité: analyse d'expériences françaises et étrangères*, travail présenté dans le cadre du CADIS / EHESS, Paris, 1997.

WIEVIORKA Michel, « Violence, société et identités: une perspective européenne », in *CADIS. Recueil de textes*, Paris, CADIS / EHESS, 1996, 103-113.

WIEVIORKA Michel, *Un nouveau paradigme de la violence ?*, Paris, L'Harmattan, 1997, 468.

WIEVIORKA Michel, *Violence en France*, Paris, Seuil, « L'épreuve des faits », 1999, 345.

WINDISCH Uli, BONZON Pascal, CARAEL Eléonore, DUPONT Christopher, ZIMMERMANN Frédéric, *Violences jeunes, médias et sciences sociales*, Lausanne, L'Age d'Homme, 1999, 210.

WISLER Dominique, « Médias et action collective. La couverture de presse des manifestations publiques en Suisse. », in *Revue Française de Sociologie*, 1, 1999, 121-138. Actes de la recherche en sciences sociales. Violences, 120, Paris, Seuil, Décembre 1997, 94.

WISLER Dominique, BARRANCO José, « Police, mass demonstrations and politics », in *Second European Conference on Social Movements*, Vittoria, octobre 1996, 1-11.

ANNEXE I. DOCUMENTS

Les deux documents ci-dessous nous montrent la largeur du spectre de mobilisation. D'une part, un tract du Syndicat des services publics (SSP-VPOD) dispense un discours syndical classique contre « la politique de l'OMC ». D'autre part, le discours de clôture de la manifestation du samedi, par une membre genevoise du Comité d'organisation, laisse entrevoir la résurgence d'un esprit « libertaire », voire « situationniste », qui indique peut-être un renouveau de l'action militante locale.

Aux membres de la section

C'est à la fin de la semaine prochaine que s'ouvrira à Genève le congrès de l'O.M.C., la nouvelle Organisation Mondiale du Commerce. Fer de lance des politiques libérales, l'O.M.C., c'est :

- une politique agricole qui impose la monoculture aux uns, les nouvelles techniques génétiques aux autres;
- la libéralisation massive des investissements qui réduit des millions d'habitants du Tiers-Monde à une situation proche de l'esclavage;
- la remise en cause violente des droits sociaux et écologiques les plus élémentaires;
- une politique de fusion d'entreprise et le cortège de licenciements qu'elle entraîne;
- la mainmise du capital privé sur des biens essentiels tels que l'eau, l'électricité, les transports et les communications;
- la privatisation des services publics ainsi que la rigueur budgétaire et la politique des caisses vides! C'est pourquoi, notre syndicat a décidé de soutenir les différentes activités organisées par un collectif regroupant plusieurs forces politiques et syndicales. Il appelle par conséquent les membres de la section à prendre part à la

**manifestation
contre la politique de l'O.M.C
qui aura lieu le
samedi 16 mai 1998 dès 14 h
à la Place Neuve**

Genève, le 7 mai 1998

Le comité de section

A ceux qui veulent dominer le monde - Le monde répond : résistance !

La résistance est ici ! La résistance est là-bas !

La résistance s'organise partout dans le monde !

Résistance aux chantres inconditionnels de la mondialisation, de la globalisation, de la privatisation, de la fusion, de la restructuration et autres monstruosités qui contribuent à faire de l'être humain, *une dépense superflue* !

Résistance aux mondialisateurs de la misère qui concoctent en catimini des accords économiques injustes et immoraux sur le dos des plus défavorisés et des plus faibles !

Résistance aux ravageurs de la terre qui, obnubilés par le profit, n'hésitent pas à brader notre environnement !

Résistance à l'O.M.C., cette Organisation Mondiale du Commerce, temple moderne du business international sur l'autel duquel on sacrifie les droits politiques au pouvoir de l'argent et dont les grands manitous veulent imposer les règles d'un jeu aux dés truqués, les gagnants et les perdants étant désignés d'avance !

Résistance au fléau néolibéral, cette utopie néfaste, malheureusement en voie de réalisation, formidable restauration de la jungle sociale, et que les nouveaux maîtres du monde ont *le culot* de nous présenter comme bénéfique et inexorable, évolution naturelle de la société, en quelque sorte, avec laquelle *tout le monde serait d'accord* !

Mais comment pourrions-nous être d'accord avec ces *maîtres chanteurs* qui mettent impunément notre avenir en vente ?

Comment pourrions-nous être d'accord *avec un projet de société basé sur le credo du profit*, sur le *culte du veau d'or* et sur *la loi du plus fort* : c'est-à-dire le retour à la *Barbarie* ?

Comment pourrions-nous être d'accord *d'entonner l'hymne à la gloire du libre échange*, de la compétitivité, de la concurrence, effrénée, du profit, du libéralisme économique, de la rentabilité maximum, alors que *nous rêvons de chanter la solidarité*, la coopération, le partage, l'économie à visage humain, le développement harmonieux, l'échange équitable ?

Nous ne sommes pas d'accord, nous sommes en colère, nous sommes furieux et révoltés et nous tenons à le faire savoir haut et fort ! Car enfin, nous aussi, habitants de la planète, avons notre mot à dire sur la gestion de *notre terre* !

Nous aussi, citoyens du monde, *voulons être les acteurs* à part entière dans cette histoire terrestre qui est, jusqu'à preuve du contraire, aussi *la notre* !

Nous revendiquons avec la dernière énergie *le droit de choisir notre destin* individuel et collectif !

Nous refusons catégoriquement le rôle de spectateurs passifs et muets que les grands prêtres du nouvel ordre mondial voudraient nous voir tenir !

Ils ont pour eux la puissance de l'argent, l'infrastructure et la réputation dont jouissent les organisations internationales, le soutien des politiciens et de leurs gouvernements, *mais nous avons sur eux un avantage numérique incontestable* : nous sommes majoritaires sur cette terre à refuser l'avenir déshumanisé et terrifiant qu'ils nous réservent !

A tout instant, quelque part dans le monde, sous une forme ou sous une autre, le mouvement social organise des résistances ou conduit des offensives.

Ici même à Genève au mois de février dernier s'est tenue la *Première Conférence Internationale de l'Action Mondiale des Peuples*, l'A.M.P. acte fondateur d'un processus de *résistance interplanétaire*, qui est en passe de renverser des montagnes !

Aujourd'hui, en ce moment, dans près de 40 villes du monde, se déroulent des manifestations de résistance aux funestes desseins de l'O.M.C.

Nous ne sommes pas d'accord !

Nous sommes rebelles et insoumis ! Joyeux aussi et déterminés : nous irons au bout de notre rêve, nous le construirons, ce monde où chaque être humain trouvera sa place et aura son rôle à jouer dans une vie qui vaut la peine d'être vécue, dans la liberté des ses choix, dans la dignité de son travail et dans le respect de son environnement !

Au boulot, mes amis, il faut nous y mettre sans tarder !

Fourbissons nos armes contre les progrès du fléau néolibéral ! Démontrons l'absurdité de ses choix !

Communiquons !

Inventons des actions symboliques !

Rendons notre potentiel de résistance le plus efficace possible !

Faisons preuve d'imagination !

Mondialisons le bonheur !

Globalisons la solidarité !

Instaurons l'état de résistance permanent !

Vive la résistance ! Vive l'A.M.P. ! Vive la vie !

Anne-Cécile Reimann

Manifestation contre l'O.M.C et le « libre » échange

Discours de clôture - Genève, le 16 mai 1998

ANNEXE II. RECLAIM THE STREETS

The Evolution of Reclaim the Streets

The direct action group Reclaim the Streets (RTS) has developed widespread recognition over the last few years. From road blockades to street parties, from strikes on oil corporations to organising alongside striking workers, its actions and ideas are attracting more and more people and international attention. Yet the apparent sudden emergence of this group, its penetration of popular alternative culture and its underlying philosophy have rarely been discussed.

RTS was originally formed in London in Autumn 1991, around the dawn of the anti-roads movement. With the battle for Twyford Down rumbling along in the background, a small group of individuals got together to undertake direct action against the motor car. In their own words they were campaigning:

FOR walking cycling and cheap, or free, public transport, and AGAINST cars, roads and the system that pushes them. (1)

Their work was small-scale but effective and even back then it had elements of the cheeky, surprise tactics which have moulded RTS's more recent activities. There was the trashed car on Park Lane symbolising the arrival of Car-mageddon, DIY cycle lanes painted overnight on London streets, disruption of the 1993 Earls Court Motor Show and subvertising actions on car adverts around the city. However the onset of the No M11 Link Road Campaign presented the group with a specific local focus, and RTS was absorbed temporarily into the No M11 campaign in East London.

This period of the No M11 Campaign was significant for a number of reasons. Whilst Twyford Down was predominantly an ecological campaign - defending a 'natural' area - the urban setting of the resistance to the M11 construction embodied wider social and political issues. Beyond the anti-road and ecological arguments, a whole urban community faced the destruction of its social environment with loss of homes, degradation to its quality of life and community fragmentation.

Beyond these political and social considerations, the M11 campaign developed the direct action skills of those involved. Phone trees were established, large numbers of people were involved in site invasions, crowds of activists had to be manoeuvred cunningly to outwit police. The protesters also gained experience of dealing with associated tasks such as publicity, the media and fund-raising.

Then in late 1994 a political hand-grenade was thrown into the arena of the M11 campaign: the Criminal Justice and Public Order Act. Overnight civil protesting became a criminal act, but what the government hadn't counted on was how this piece of legislation would unite and motivate the very groups it was aimed at repressing. The fight of the anti-road activists became synonymous with that of travellers, squatters and hunt saboteurs. In particular, the suddenly politicised rave scene became a communal social focus for many people.

The M11 Link Road campaign culminated in the symbolic and dramatic battle of Claremont Road. Eventually, and with the repetitive beats of *The Prodigy* in the background, police and security overpowered the barricades, lock-ons and the scaffold tower, but the war was only just beginning. The period of the M11 Campaign had linked together new political and social alliances and in the midst of the campaign's frenzied activities strong friendships had been formed. When Claremont Road was lost, this collective looked for new sources of expression and Reclaim the Streets was reformed in February 1995.

The years that followed saw the momentum of RTS flourish. Street Parties I and II were held in rapid succession in the summer of 1995 and there were various actions against the likes of Shell, the Nigerian Embassy and the 1995 Motor Show. More recently, in July 1996 there was the massive success of the M41 Street Party, where for nine hours 8,000 people took control of the M41 motorway in West London and partied and enjoyed themselves, whilst some dug up the tarmac with jack-hammers and in its place planted trees that had been rescued from the construction path of the M11.

At a base level the focus of RTS has remained anti-car but this has been increasingly symbolic, not specific. RTS aimed initially to move debate beyond the anti-roads struggle, to highlight the social, as well as the ecological, costs of the car system :

The cars that fill the streets have narrowed the pavements. [If] pedestrians... want to look at each other, they see cars in the background, if they want to look at the building across the street they see cars in the foreground: there isn't a single angle of view from which cars will not be visible, from the back, in front, on both sides. Their omnipresent noise corrodes every moment of contemplation like acid. (2)

Cars dominate our cities, polluting, congesting and dividing communities. They have isolated people from one another, and our streets have become mere conduits for motor vehicles to hurtle through, oblivious of the neighbourhoods they are disrupting. Cars have created social voids; allowing people to move further and further away from their homes, dispersing and fragmenting daily activities and lives and increasing social anonymity. RTS believe that ridding society of the car would allow us to re-create a safer, more attractive living environment, to return streets to the people that live on them and perhaps to rediscover a sense of « social solidarity ».

But cars are just one piece of the jigsaw and RTS is also about raising the wider questions behind the transport issue - about the political and economic forces which drive 'car culture'. Governments claim that "roads are good for the economy". More goods travelling on longer journeys, more petrol being burnt, more customers at out-of-town supermarkets - it is all about increasing "consumption", because that is an indicator of "economic growth". The greedy, short-term exploitation of dwindling resources regardless of the immediate or long-term costs. Therefore RTS's attack on cars cannot be detached from a wider attack on capitalism itself.

Our streets are as full of capitalism as of cars and the pollution of capitalism is much more insidious. (3)

More importantly, RTS is about encouraging more people to take part in direct action. Everyone knows the destruction which roads and cars are causing, yet the politicians still take no notice. Hardly surprising - they only care about staying in power and maintaining their 'authority' over the majority of people. Direct action is about destroying that power and authority, and people taking responsibility for themselves. Direct action is not just a tactic; it is an end in itself. It is about enabling people to unite as individuals with a common aim, to change things directly by their own actions.

Street Parties I, II and III were an ingenious manifestation of RTS's views. They embodied the above messages in an inspired formula: cunning direct action, crowd empowerment, fun, humour and raving. They have evolved into festivals open to all who feel exasperated by conventional society.

To some extent it is possible to trace the tactics behind the Street Parties in RTS's history. The mobilisation, assembly and movement of large crowds draws on skills from road protests. The use of sound systems draws on dominant popular culture whereas the initial inspiration for Street Parties certainly reflects the parties of the Claremont Road days. However, RTS have retrospectively also realised that their roots lie deeper in history. The great revolutionary moments have all been enormous popular festivals - the storming of the Bastille, the Paris commune and the uprisings in 1968 to name a few. A carnival celebrates temporary liberation from the established order; it marks the suspension of all hierarchy, rank, privileges, norms and prohibitions. Crowds of people on the street seized by a sudden awareness of their power and unification through a celebration of their own ideas and creations. It follows then that carnivals and revolutions are not spectacles seen by other people, but the very opposite in that they involve the active participation of the crowd itself. Their very idea embraces all people, and the Street Party as an event has successfully harnessed this emotion.

The power which such activities embody inevitably challenges the state's authority, and hence the police and security services' attention has increasingly been drawn to RTS. The organisation of any form of direct action by the group is closely scrutinised. RTS has been made very aware of this problem. Vehicles carrying equipment have been broken into, followed and impounded en route to Street Parties, RTS's office has been raided, telephones have been bugged and activists from RTS have been followed, harassed and threatened with heavy conspiracy charges. On top of this a secret RTS action in December 1996 (an attempt to seize a BP tanker on the M25) was foiled by the unexpected presence of two hundred police at the activists' meeting point. How such information is obtained by the police is uncertain and can easily lead to paranoia in the group; fear of infiltration, anxiety and suspicion which can themselves be debilitating.

Yet RTS has not been deterred, they hold open meetings every week, they continue to expand and involve new people, and are also frequently approached by other direct action groups. Alliances have sprouted with other groups - the striking Liverpool Dockers and Tube Workers to name two - as recognition has grown of common ground between these struggles. Throughout the UK and Europe new local RTS groups have formed and late this summer there are likely to be Street Parties worldwide. These new groups have not been created by London RTS, they are fully autonomous. London RTS has merely acted as a catalyst; stimulating individuals to replicate ideas if they are suitable for others to use as well.

In many ways the evolution of RTS has been a logical progression which reflects its roots and experiences. Equally the forms of expression which RTS have adopted are merely modern interpretations of age-old protests: direct action is not a new invention. Like their historic revolutionary counterparts, they are a group fighting for a better society at a time when many people feel alienated from, and concerned about, the current system. Their success lies in their ingenuity for empowering people, their foresight to forge common ground between issues and their ability to inspire.

References : (1) Reclaim The Streets leaflet.
(2) Immortality, Milan Kundera (Faber and Faber: London 1991) - page 271.
(3) Reclaim The Streets Agit-Prop (Distributed at the M41 Street Party on Saturday 13th July 1996)

Published in *Do Or Die* #6, Summer 1997

HOW TO SORT A STREET PARTY - « 10 WAYS TO ORGANIZE YOUR OWN ACTION »**RECLAIM THE STREETS**

- 1 Get together with some like-minded people. Possibly your friends. Work on a plan of action. Sort out different roles, jobs and timescales. Imagine. What's possible?
- 2 Decide on a date. Give yourselves enough time. Not too much - a "deadline" is a great motivator - but enough to sort the practicals: materials, construction etc. You may need money.
- 3 Choose the location. Your street, the town centre, a busy road or roundabout, a motorway! A separate meeting place is good: people like a mystery, bureaucrats don't.
- 4 Publicise! Word of mouth, leaflets, posters, e-mail, carrier pigeon. Make sure everyone knows where and when to meet. Posters and paste go well on walls, billboards and phone boxes. Leaflet shops, clubs, pubs - everyone, and your mum.
- 5 Sort out your sound system. A party needs music - rave, plugged-in, acoustic, yodelling - go for diversity. Invite jugglers and clowns, poets, prophets and performers of all kinds. Ask campaign groups to come along and set up a stall in the middle of the road.
- 6 How will you transform the space? Huge banners with a message of your choice, colourful murals, bouncy castle, a ton of sand and a paddling pool for the kids, carpets, armchairs. The materials and money from earlier may come in useful here. Print up an explanation for this "collective daydream" to give to participants and passersby on the day.
- 7 For opening the street - or rather stopping it being re-closed by the traffic - ribbons and scissors are not enough. A large scaffold tripod structure with a person suspended from the top has been found useful. Practice in your local park. Blocking the road with a car that can then be dismantled is nice. Even the traditional "barricade" will do.
- 8 Rescue some young trees from the road of your local "development" and have them ready for planting. You may need a pneumatic drill and safety goggles for the last bit.
- 9 Have a street party! Enjoy the clean air and colour full surroundings, the conversation and the community. Bring out the free food, dance, laugh and set off the fire hydrants. Some boys in blue may get irate. Calm them down with clear instructions.
- 10 At least a couple of the boys in blue will fail to get the point and nick people - six is generally the minimum to convince their paymasters it was worth all that overtime. Of course you found a solicitor who understands about street protests and distributed a bust card with their number, a phone number to collect details of arrestees, and basic advice - the Release bust card is a good basis in the UK. Make sure someone stays awake, alert and near that phone to take messages, gather names, and organise a defendants' meeting a week or two later. Get together with even more like-minded friends and plan the next one. Organise in your community, workplace, school & street.